

مكتبة المجلد

LE MONDE SANS VISA : Californie, Séville et... dix ans de nouvelle cuisine

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 13001 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 15 NOVEMBRE 1986

Course de vitesse pour Cory Aquino

L'assassinat de l'un des dirigeants les plus en vue de la gauche philippine, dont le corps a été retrouvé jeudi 13 novembre à Manille, souligne à quel point M^{re} Aquino est engagée dans une course de vitesse principale avec son ministre de la défense, M. Enrile. Pour reprendre en main une équipe très divisée, la présidente semble condamnée à une fermeté dont elle n'a pas toujours su faire preuve jusqu'à maintenant.

On ignore encore si la droite, la plus hostile aux négociations avec les communistes, est responsable de ce meurtre, ainsi que l'en accusent déjà les instigateurs de la gauche légale, mais cette affaire intervient au plus mauvais moment pour M^{re} Aquino, prise entre l'insécurité de certains militaires et la nécessité de négocier une trêve avec les rebelles.

Depuis quelques semaines, les rumeurs de coup d'État se multiplient. De mystérieuses explosions ont eu lieu à Manille. Chaque fois que le gouvernement annonce l'imminence d'un accord, de cessez-le-feu avec les communistes, la droite et une partie de l'armée manifestent leur nervosité, et les négociations semblent échouer au dernier moment. C'est encore le cas cette fois, les représentants de la guérilla ayant annoncé la suspension prochaine des pourparlers.

D'un côté, les communistes, lassés de voir M^{re} Enrile critiquer ouvertement M^{re} Aquino, ont durci leur position, exigent de la présidente qu'elle impose un cessez-le-feu au sein de son propre gouvernement avant de reprendre le dialogue. De l'autre, le ministre de la défense a fait comprendre qu'il n'entendait pas couvrir pour un tel consensus. Son silence de ces derniers jours ne doit pas faire illusion. Il se pose en champion de l'anticommunisme, réclamant ainsi à sa cause les partisans de l'ancien président Marcos. Si M^{re} Aquino ne l'a pas encore démis de ses fonctions, c'est parce qu'elle doit compter avec le poids de cette droite dont M^{re} Enrile est devenu le symbole.

Or un échec des pourparlers avec les communistes la placerait dans une situation encore plus inconfortable à l'approche d'un référendum constitutionnel prévu pour février, échéance à laquelle la présidente a lié son avenir politique. La popularité dont elle jouit et qui lui a servi de bouclier face aux critiques de tous bords suffirait sans doute plus à la protéger.

Les appels dont elle peut bénéficier à Washington, renouvelés ces derniers temps, constituent une arme à double tranchant : ils donnent certes en respect les militaires, tentés de se ranger dans le camp de M^{re} Enrile pour porter éventuellement celui-ci au pouvoir, mais ils exposent la présidente aux reproches de la guérilla, qui pourrait exploiter le nationalisme sourcilieux de la population de cette ancienne colonie américaine.

La circonspection manifestée par le gouvernement japonais face aux demandes d'aide économique présentées par M^{re} Aquino lors de sa visite à Tokyo trouve ainsi une justification. La présidente des Philippines ne dispose désormais que de peu de temps pour rétablir son autorité et retrouver ainsi la confiance de ses bailleurs de fonds étrangers. Sa marge de manœuvre se réduit dangereusement.

(Lire nos informations page 40).

Soulignant l'importance de l'Iran

M. Ronald Reagan confirme la livraison d'armes à Téhéran

Confronté à une cascade de révélations dans la presse et aux critiques du Congrès, M. Reagan a reconnu, le jeudi 13 novembre, que les États-Unis négociaient avec l'Iran et avaient livré à ce pays « de petites quantités d'armes ». Il a assuré cependant qu'il ne s'agissait pas d'un marchandage pour la libération des otages américains au Liban.



(Lire page 3 l'article de BERNARD GUETTA.)

Cent trente-six condamnations à Constantine

Violences étudiantes dans l'Est algérien

Cent trente-six jeunes gens ont été condamnés, le mercredi 12 et le jeudi 13 novembre, à des peines allant de deux à sept ans de prison par un tribunal de Constantine, à la suite des violentes manifestations qui ont eu lieu dans cette ville. D'autres condamnations sont attendues, notamment à Sétif, qui a également connu de sérieux troubles.

SÉTIF de notre envoyé spécial

Sétif a retrouvé le calme. Elle a fêté le Mouloud - la naissance de Mahomet - dans une apparente sérénité. Seuls quelques groupes de jeunes circulaient en ville en début de soirée, et les forces de l'ordre se montraient particulièrement discrètes. Quelques agents de police aux carrefours saluaient discrètement des patrouilles d'hommes en treillis à bord de voitures banalisées.

Le centre-ville, qui avait été le théâtre de violentes manifestations mardi et mercredi, n'en

porte pas les stigmates. Les signes de dégradations ont, semble-t-il, été rapidement effacés. Pourtant, les jeunes étaient descendus dans la rue, s'en étaient pris, comme à Constantine les trois jours précédents (le Monde du 14 novembre), à de nombreux magasins et édifices publics.

L'agence d'Air France, qui avait été épargnée à Constantine, a été saccagée à Sétif. Les manifestants ont brisé les écrans des terminaux d'ordinateurs, cassé les meubles et fracturé les armoires fermées à clé.

FREDERIC FRITSCHER.
(Lire la suite page 6.)

Un sondage IPSOS pour «le Monde» et France-Inter

MM. Ballardur, Bouygues et Périgot, vedettes des patrons

Le comité exécutif du CNPF se réunit le 17 novembre pour se prononcer sur la succession de M. Yves Gattaz. Dans un sondage réalisé par IPSOS pour le Monde et France-Inter, les patrons jugent leurs pairs, leur organisation syndicale et le pouvoir.

Dis-moi qui tu fréquentes, et je te dirai qui tu es. Mais inutile de demander à Georges Besse, PDG de Renault, s'il a envie de partir en week-end avec son concurrent, Jacques Calvet, le président de PSA. Il suffit de les entendre se traiter de deux noms d'oiseaux pour comprendre que tout les sépare.

Sur la pelouse du Parc des Princes, l'affrontement entre le Racing Club de Paris et l'Olympique de Marseille n'est qu'un aimable divertissement comparé à l'atmosphère glaciale qui règne dans les tribunes d'honneur entre les propriétaires de chaque équipe, Jean-Luc Lagardère (PDG de Matra) et Bernard Tapie. Un monde où l'on ne pense qu'à défendre ses parts de marché et peu propice aux affinités. Reste l'estime que peuvent se por-

ter des hommes qui font face aux mêmes responsabilités. Pour connaître l'état d'esprit du patronat, à la veille de la désignation, le 17 novembre, de celui qui succèdera sans doute à Yves Gattaz, nous avons donc demandé aux chefs d'entreprise de juger leurs pairs, le CNPF et le pouvoir.

Surprise : le sondage réalisé par IPSOS pour le Monde et France-Inter laisse apparaître une singulière évolution. En plébiscitant M. Ballardur et M. Bouygues, le patronat fait preuve d'un optimisme auquel il ne nous avait pas habitués. Finalement, ces patrons qui regardaient d'un œilogueux et même grognon des réusites jugées par eux trop rapides ou trop tapageuses. Certes, le patronat respecte toujours l'insitution CNPF en tant que telle, mais il laisse clairement entendre qu'elle a besoin d'un sérieux lifting. Et disons-le tout de suite : pour notre échantillon, le meilleur chirurgien serait François Périgot, le PDG d'Unilever-France. La présidence du CNPF échapperait donc à Yves Chotard, mais seulement de quelques points. Et sans doute au nom du libéralisme : la

majorité des dirigeants des grandes entreprises rejettent la candidature de celui qui incarne une politique sociale décidée au sommet entre organisations syndicales. Le patronat veut du neuf.

Le secret de cette déception se trouve sans nul doute à Matignon, et encore plus Rue de Rivoli. La confiance que Jacques Chirac espérait trouver sur son banc, dès le 17 mars 1986 au matin, est peut-être, enfin, au rendez-vous. En tout cas, les patrons approuvent massivement (71 %) sa politique. Ils sont encore plus nombreux (85 %) à penser qu'elle va réussir. Et Edouard Ballardur arrive en tête du hit-parade des ministres (avec 92 % d'opinions favorables) suivi par Philippe Séguin (84 %). Même à son heure de gloire, Raymond Barre n'avait pas obtenu un tel succès.

En réalité, les chefs d'entreprise, après la quasi-libération du contrôle des prix et des changes, la suppression de l'autorisation préalable de licenciement et la dévaluation du programme de privatisation, ont le sentiment qu'ils n'ont plus rien à craindre du côté du gouvernement. « La gauche o

réhabilité l'entreprise ; avec la droite, ce sont les patrons qui peuvent reprendre l'offensive », explique l'un d'entre eux.

Quels sont justement ces patrons qui font l'admiration de leurs pairs ? Une seule réponse : ceux qui réussissent et qui le font savoir. A tout seigneur, tout honneur : arrive en tête Francis Bouygues, dit « le conquérant », devenu le leader mondial du BTP, et qui loge maintenant sur TF 1. Plus de la moitié des dirigeants interrogés l'ont cité parmi les cinq meilleurs gestionnaires. Peu importe, si désormais, la valeur n'attend pas le nombre des années. Vincent Bolloré, trente-quatre ans (PDG de Bolloré SA), se retrouve en sixième position dans ce palmarès (juste derrière Antoine Riboud, PDG de BSN).

Avec son allure de gendreau idéal, ce « jeune homme » a multiplié en 1986 son chiffre d'affaires par quinze. Cela lui a valu d'être la tête d'affiche des assises patronales, qui se sont tenues au Zénith en septembre dernier.

CHRISTINE MITAL.

(Lire la suite page 36.)

Le sort de Christine Villemin

La fin d'un labyrinthe judiciaire ?

La chambre d'accusation de Nancy se prononcera, le 9 décembre, sur le dossier de Christine Villemin, plus de deux ans après la mort de son fils Grégory. Le procureur général a estimé que les charges contre Christine Villemin étaient suffisantes pour motiver un renvoi en cour d'assises. Mais la chambre d'accusation devra aussi se prononcer sur un éventuel supplément d'information afin de « procéder à une nouvelle reconstitution ».

NANCY de notre envoyé spécial

Il faut savoir mettre un terme à un fait divers. Paraphrase pour paraphrase, on serait même tenté de mettre le mot fin

sous ce qu'un expert en psychiatrie, dans une belle envolée, appellera un jour « le roman noir de Christine Villemin ».

Ce roman est noir, certes, quelle que soit l'hypothèse retenue, la culpabilité ou l'innocence, le crime ou le calvaire d'une femme. Et voilà que le roman devient singulièrement longuet, que cette affaire tourne au crime à l'imparfait. Voilà que cette succession d'actes, de procédures, labyrinthe judiciaire entre la forme et le fond, ressemble aujourd'hui à une forte accumulation d'actes manqués. Comme si la justice, rien moins en ce cas qu'expéditive, se refusait inconsciemment à donner une réponse à la question qu'elle-même se pose. Une question simple, claire et nette, de choix : le renvoi en cour

Rhône-Poulenc s'étend aux États-Unis

Le groupe français a acquis les activités agrochimiques d'Union Carbide.

PAGE 35

Le sommet franco-africain

A Lomé, cohabitation d'abord.

PAGE 8

Hausse des prix : 0,2 % en octobre

Ce bon résultat rend possible la réalisation de l'objectif gouvernemental.

PAGE 40

«Être marxiste aujourd'hui»

Un point de vue de Pierre Juquin.

PAGE 12

La stratégie du PR

Plutôt vivre avec l'UDF que mourir avec le RPR.

PAGE 10

Un entretien avec le docteur Olievenstein

Soigner les drogués.

PAGE 13

Mécénat an VII

Un article de M. Jacques Rigaud, président d'Admical.

PAGE 30

Le sommaire complet se trouve page 40

FRED, UN DEMI-SIÈCLE DE LÉGENDE 1936-1986

Un style années 30, la technique d'aujourd'hui, l'éclair de l'or ou de l'acier, Fred a créé pour son 50^e anniversaire une montre unique. En série limitée.



50 ans de passion, 50 ans de création.
FRED JOAILLER
6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65
Le Château, 74, Champs-Élysées, Hôtel Miralieu, "Espace Galeries Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly, 21, Bd de la Croixette, Cannes • Hôtel Loeu, Monte-Carlo, 20, rue de Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

PRX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 190 pes. ; Gr.-B., 85 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 170 esc. ; Sénégal, 395 F CFA ; Suède, 11 sh. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

LE DÉSASTRE DE L'INACTIVITÉ

L'imagination est mobilisée de tous côtés pour soulager le fardeau des sans-emploi. Michel Fauqueux, à partir de l'expérience du Secours catholique, demande, à l'instar d'Edmond Maire et de Philippe Séguin, que l'on multiplie les activités « périphériques » utiles à la société. Jean-Baptiste Doumeng, que l'on a surnommé « le milliardaire rouge », souhaite une révision complète des objectifs de la nation.

« Chômeurs sans expérience recherchent boulots simples »

Créer des formes nouvelles d'activités socialement utiles excluant l'assistance.

A OÙT 1984 : partis politiques et syndicats s'accordent pour reconnaître la multiplication des situations de pauvreté comme réel phénomène social. Les « nouveaux pauvres » feront la une de l'actualité. On établit à la hâte un plan de pauvreté-précarité.

À l'été 1986 - la rentrée sociale prend un ton nouveau. L'opinion politique syndicale et gouvernementale tergiverse entre ce que les uns appellent « actions utiles » et les autres « petits boulots ». Certains s'interrogent sur les dérives et effets pervers d'un système qui conduirait progressivement à réduire en peu de chagrin les avancées sociales ouvrières conquises depuis un siècle. D'autres encore estiment que de nouveaux moyens sont à imaginer pour permettre aux chômeurs de retrouver une activité.

Pendant ce temps, le nombre des demandeurs d'emploi, en augmentation constante, atteint le chiffre de 2 486 000. Les chômeurs non indemnisés sont plus d'un million.

Dans ce contexte difficile, que fait le Secours catholique pour venir en aide à ces personnes particulièrement démunies ? 1 535 lieux d'accueil un peu partout en France, 628 000 situations de pauvreté recensées dont 63 % avaient pour origine le chômage. Deux tiers de ces chômeurs n'étaient pas indemnisés. Plus d'un tiers n'avait aucune ressource, et si l'on considère que 69 % n'ont aucune qualification professionnelle, on peut penser que la plupart ne retrouveront pas un emploi traditionnel.

Face à ce désastre humain, le Secours catholique ne s'est jamais satisfait d'une aide distribuée sous forme de secours financier ou en nature (alimentation, mobilier, vestiaire, etc.). Parmi d'autres, il réalise ou soutient depuis plus d'un an, grâce à l'impulsion des mesures pauvreté-précarité prises par le gouvernement, souvent dans des conditions difficiles, une vingtaine d'expériences de remise à l'activité destinées à des chômeurs de longue durée non indemnisés.

par MICHEL FAUQUEUX (*)

Or voilà ces « non-rentables », ces jeunes n'ayant jamais travaillé, créant de l'activité, de la réfection de mobilier à la réparation de bicyclettes, du décapage de moteurs de voitures au tri et au recyclage de papiers-cartons... du jardinage à l'élevage... chacun réapprend des gestes, réacquiert un rythme à travers des horaires de travail, retrouve une utilité sociale. Certains parviennent à s'organiser pour créer leur propre emploi.

Reprenant confiance en eux-mêmes, ils peuvent à nouveau se regarder sans honte dans un miroir, non plus assistés mais acteurs de leur devenir. Mais comment assurer l'avenir des structures qui les accueillent ? Si l'on veut qu'elles vivent, il leur faudra un statut particulier, nécessitant un réaménagement de la législation du travail : exonérations totales ou partielles des charges sociales, de la taxe sur les salaires, prise en charge de l'encaissement qui permet aux bénéficiaires d'être accompagnés dans leur lente insertion. L'instauration d'un minimum social garanti ne devra pas occulter les capacités de création des chômeurs. Ces hommes et ces femmes veulent et peuvent travailler. Ils souhaitent une activité d'utilité et de service. Ils seront ainsi respectés dans leur dignité.

Comme les handicapés après la guerre 14-18

La situation présente ressemble, à certains égards d'ailleurs, au long combat mené par les handicapés au lendemain de la guerre 14-18 pour se voir reconnaître le droit de travailler, à leur rythme et selon leurs possibilités. Ainsi sont nées les diverses formes de travail dit protégé.

Guerre pour guerre, le chômage aujourd'hui n'est-il pas la conséquence ?

(*) Secrétaire général du Secours catholique.

quence de la guerre économique que se livrent les nations ?

Nous sommes en 1986. Sans nier la nécessité des acquis sociaux, nous pensons qu'il faut créer pour les hommes et les femmes démunis et sans emploi des formes nouvelles d'activités socialement utiles, excluant l'assistance.

Il nous faut aujourd'hui, aux plans communal, départemental, régional et national, une imagination créatrice pour développer ces emplois qui amélioreront leur qualité de vie et d'existence, tout en améliorant la qualité des services rendus tant à la collectivité qu'à certaines catégories de bénéficiaires : les personnes âgées, les malades, etc. Environnement, activités sociales, culturelles et sportives : les chantiers inexploités sont multiples.

Les idées ne manquent pas. Mais il faut maintenant de l'audace et du courage aux décideurs pour permettre aux initiatives de germer et de durer, en dépassant les carcans administratifs, en adaptant la législation au service de l'homme le plus défiguré - atteint par le cancer du chômage. Il est grand temps de revenir à cette affirmation si chère au Secours catholique : « Il vaut mieux planter un pommier que de distribuer cent pommes ».

C'est un nouvel objectif qu'il faut oser atteindre et, en même temps, articuler avec toutes les autres formes de travail, faute de manquer à une visée nationale de solidarité.

COURRIER DES LECTEURS

Pour créer neuf mille emplois

Selon certaines statistiques, nos concitoyens entretiendraient généralement 10 millions de chiens. Ces animaux, dits domestiques, grèseraient journellement nos trottoirs, décapent nos murs et lampadaires au point de rendre nos villes rebutantes (...). Exemptant les chiens de secours, il resterait environ 9 millions de quadrupèdes. Je propose l'institution d'une vignette de 100 francs (c'est un minimum) par tête d'animal, à la charge de leur maître.

Cela rapporterait 900 000 000 de francs et pourrait permettre aux communes l'embauche de neuf mille préposés au nettoyage, voire à la répression envers les propriétaires de bêtes salissantes ou bruyantes (...).

H. MELIN (La Roche-sur-Yon.)

Un cheval, une alouette

Pourquoi polémiquer ? On est seulement triste quand M. Toubon se croit obligé par ses fonctions de descendre à des embrouillamini sur la migration (Le Monde, 5 novembre, page 11). Il se voit saint Michel luttant contre « l'hypocrisie de l'intelligentsia ». Allons ! allons ! M. Toubon. Qu'est-ce que cela veut dire exactement ? La politique de la France ne se fait pas sur le zinc.

Il jure que la cohabitation des Français et des autres va mal. Vraie. Mais supposez qu'il ait raison, au moins en partie : il deviendrait urgent de ne pas souffler sur le feu.

Savez-vous comment on peut souffler sur le feu sans avoir l'air ? Recette : vous ne dites jamais rien de la migration dans son ensemble et dans le monde entier, vous tapez à coups assourdissants sur les catégories réputées suspectes : le migrant violent, le migrant toxique, le migrant sans papiers. C'est le phé d'alouette et de cheval : une tonne de « mauvais migrants » et un sapon de « bons migrants ». Résultat garanti : toute la migration prend mauvaise figure, l'espoir se perd. (-)

Robert de MONTVALON (Paris.)

Selon ma conscience

On ne sortira pas les sans-emploi de leur désespoir sans une mutation complète de la politique suivie jusqu'alors.

par JEAN-BAPTISTE DOUMENG (*)

qu'au moment des cessions ou des ventes, les différences étant taxées à 50 % - les déclarations de biens fonciers taxables étant annulées.

Bien entendu, l'outil de travail commercial, industriel, agricole, n'est pas taxé, ni les valeurs diverses ni la Bourse, mais seulement tous les biens immobiliers en terrain ou en bâtiment. Pour développer l'emploi, toutes les sociétés commerciales, industrielles ou agricoles ne seraient-elles pas taxées au-dessus de 25 % sur leurs bénéfices. Ce taux ne devrait pas être dépassé non plus pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Enfin, pour les personnes ou les sociétés qui assurent des ventes à l'exportation, une somme égale entre 5 et 10 % du montant exporté resterait à leur disposition en devises étrangères hors taxes pour leur permettre de développer et soutenir leur marché sur les pays tiers, de façon tout à fait officielle.

Cela est le moyen de financement économique qui peut être réalisé très vite mais, en revanche, on peut imaginer en plus des moyens de financement de caractère politique.

On pourrait peut-être par exemple :

1) Liquider tous les armements atomiques car ceux-ci ne servent ni à la dissuasion ni, en cas de malheur, à la protection nationale. Ils sont une affabulation de caractère militaire et politique dirigée contre l'Union soviétique, sans autre raison qu'un alibi pour s'assurer des craintes de la valeur scientifique du socialisme dont l'Union soviétique est le symbole, on a peur de ses possibilités même s'il faut encore du temps pour que cela soit démontré pour être compris par la majorité des citoyens français.

Je suis persuadé qu'il n'y a aucun risque militaire de guerre ni d'invasion des Soviétiques pour la France. De multiples déclarations, tant des autorités soviétiques que de leur reflet dans les déclarations des plus hautes autorités françaises, corroborent ce point de vue. Enfin l'arrêt de l'armement atomique français lancerait une politique de désarmement atomique dans le monde, par rapport à l'Union soviétique et aux États-Unis.

2) Supprimer toutes les interventions de caractère militaire de la France, tant en Afrique qu'en Asie.

(*) Président de la Compagnie Inter-Ara.

Moyen-Orient ou ailleurs. Il s'agit de dénoncer tous les accords d'aide militaire prévus car la France a bien d'autres moyens que les armes pour justifier sa civilisation envers les pays du tiers-monde, tant sur le plan culturel qu'économique. L'armée française ne devrait être renforcée que pour assurer la sécurité de notre pays.

3) Enfin négocier à l'échelon de la Communauté européenne la liberté de la France pour garantir son identité nationale en y assurant son indépendance économique, car notre production, tant agricole qu'industrielle, est écorchée par les mécanismes communautaires, le déficit des échanges intra-communautaires étant constant au détriment de la France. Il n'est pas admissible que des décisions de caractère politique et économique soient prises par les autorités communautaires, mettant les autorités nationales françaises dans une position d'aliénation de leurs pouvoirs. Le souci de cette mise en place régèlerait le cas du chômage, assurément des Français heureux dans une France grande moralement, mettrait sans doute un terme aux manipulations terroristes que nous connaissons, diminuerait en tout cas la délinquance des jeunes sans emploi.

Notre pays resterait celui de la liberté et de la civilisation. Si la paix reste un des fondements des rapports entre États, ce que je pense, l'application d'une telle politique entraînerait une dimension nouvelle du rayonnement de la France dans le monde et ferait de notre pays une zone d'expérience économique et sociale, de recherche culturelle d'un niveau supérieur. Les Français seraient heureux et sûrs d'eux. L'espoir reviendrait. L'identité nationale serait défendue avec force par chacun, et pour ceux qui ne voudraient pas travailler ils continueraient à vivre en faisant des moches artificielles, de la musique, des tableaux, des petits boulots, sans que cela soit une discrimination. Chacun aurait le droit de choisir sa vie, la base du pain et du gîte étant assurée à tous.

Ce n'est qu'une proposition de discussion. L'aidant qu'on en démontre que cela n'est pas possible. En tout cas, on n'aura pas une France grande et respectée sans Français heureux.

C'est ce que je voudrais que chacun comprenne bien. Si la politique est une perspective fondée sur l'espoir des hommes, je pense qu'il faut poser l'espérance de chacun dans toute sa dimension.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 698727-F
Télécopieur : (1) 45-23-96-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Varner

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmartre, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS

BP 597 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 472 F 554 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 308 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture tous les nouveaux abonnés en capital de l'abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMOND

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Communication paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde (USPS 795-010) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost, U.S.A., P.O. 45-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

130 CV

Plus vite, moins cher!

1000 PEUGEOT en stock permanent

Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné!

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service!

227, bd Anatole France 93200 ST DENIS ☎ 43.21.60.21

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

مكتبة الأمل

مكتبة الشرق

Etranger

Le Monde • Samedi 15 novembre 1986 3

Les négociations entre Washington et Téhéran

L'accord conclu prévoirait le départ de M. Saddam Hussein affirme l'ancien président Bani Sadr

Selon l'ancien président iranien Bani Sadr, un accord en quatre points a été conclu entre les Etats-Unis et l'Iran au cours des contacts secrets qui ont eu lieu récemment entre les deux pays. Le premier de ces points porterait sur l'avenir des relations entre Washington et le régime de Téhéran, les Américains s'engageant à appuyer et à soutenir la tendance modérée actuellement au pouvoir sous la conduite de l'homme d'Etat Rafsanjani, le président du Majlis.

L'accord serait également total en ce qui concerne l'avenir du régime irakien. Les deux parties seraient convenues d'une solution au problème de la guerre du Golfe sur la base du départ du président Saddam Hussein et de quelques-uns de ses proches. Le Baas irakien en tant que tel resterait cependant au pouvoir afin d'empêcher la victoire de ceux qui prôqueraient « l'alternative du Baas syrien ».

Le troisième point porterait sur l'arrêt des activités terroristes organisées ou parrainées par l'Iran et la libération de tous les otages détenus au Liban. Enfin, le dernier point préconiserait une politique commune américano-iranienne en ce qui concerne l'OPEP avec une première mesure : la stabilisation du prix du baril à 18 dollars.

A Téhéran, cependant, le premier ministre iranien, Mir Hossein Mousavi, a déclaré, jeudi, avant la conférence de presse du président Reagan, que les Etats-Unis demeuraient le Grand Satan pour l'Iran, en dépit des informations concernant la conclusion d'un accord secret entre Téhéran et Washington. « Tant que nous resterons attachés à nos valeurs islamiques », a-t-il dit, « l'Amérique continuera à être pour nous le Grand Satan ». Le premier ministre a repris les propos du président du Parlement, M. Rafsanjani, selon lequel certains groupes au Liban pourraient « suivre les conseils » de l'Iran au sujet de la libération des

otages occidentaux, y compris les Américains. « Mais, a-t-il souligné, on ne doit pas s'attendre qu'on intervienne en faveur des otages américains tant que les Etats-Unis continueront à maintenir leur saisie illégale sur nos biens militaires ». M. Mousavi faisait ainsi allusion à l'arrêt de la livraison des armes achetées par l'Iran avant la révolution islamique de 1979.

Entre-temps, la vague d'arrestations des partisans de l'ayatollah Montazeri se poursuit en Iran. La récente rencontre entre l'Iran et son successeur désigné n'a apparemment pas réglé le différend qui les sépare. A ce propos, on apprend de bonne source que, au cours de cette rencontre, l'Iran aurait fortement conseillé à l'ayatollah Montazeri de « patienter et de garder le silence ».

M. Reagan confirme les livraisons d'armes à l'Iran

WASHINGTON
de notre correspondant

Sur la défensive mais le front haut, M. Reagan a tenu, jeudi 13 novembre, confirmer et justifier devant les caméras de télévision la conduite, « depuis dix-huit mois maintenant », d'une « initiative diplomatique secrète en direction de l'Iran ». Le président américain a notamment reconnu avoir « autorisé », dans ce cadre, « le transfert à l'Iran de petites quantités d'armes défensives et de pièces détachées pour systèmes défensifs », mais a catégoriquement nié, en revanche, que ces livraisons aient constitué un « paiement de rançon pour la libération des otages (...) du Liban ».

Durant la conférence, il a expliqué que les contacts ouverts avec Téhéran étaient toujours en cours et qu'il en espérait encore des résultats malgré le « grand danger » qui pèse sur eux depuis qu'ils ont été rendus publics. M. Reagan a, au contraire, expliqué sa volonté de mener et poursuivre le « dialogue »

avec la République islamique par des raisons de haute politique à long terme. Il a ainsi insisté sur l'importance stratégique de l'Iran, la nécessité de ne laisser aucune chance à l'Union soviétique de s'approcher plus encore des « eaux chaudes de l'Océan indien » et le « fait historique » qu'est devenue la « révolution iranienne » et l'absence de fondement à un « conflit permanent entre les intérêts nationaux de base de l'Amérique et de l'Iran ».

Cette allocution a aussitôt été chaleureusement saluée par l'ambassadeur iranien auprès des Nations unies, qui a qualifié de « très importante », « constructive » et « porteuse d'un grand optimisme ». « J'ai, pour la première fois, entendu un responsable américain montrer que la politique du gouvernement américain change à l'égard de la République islamique d'Iran », a répété sur toutes les chaînes de télévision M. Rajale Khorsani, en ajoutant espérer que « cette attitude positive serait maintenue à l'avenir ». L'ambassadeur a toutefois rappelé dans le même temps que l'amélioration tangible des relations entre les deux pays passait, aux yeux de son gouvernement, par la remise à l'Iran des avoirs et des commandes d'armes déjà payées que les Etats-Unis avaient bloqués en 1979.

Contraste saisissant, les premières réactions de la presse et du monde politique ont, elles, été au mieux ironiques et souvent cinglantes. Résumant assez bien le malaise général, le futur chef de la nouvelle majorité démocrate du Sénat, M. Robert Byrd, a, par exemple, estimé que M. Reagan essayait de maquiller par une « opération de relations publiques » une « affaire majeure de politique étrangère » et que s'il était « fouable » de vouloir renouer avec l'Iran, il était déplorable que l'opération ait été liée au sort des otages américains.

La aussi, sur la longueur d'onde générale, le sénateur Byrd a ajouté que « les démentis sur l'échange d'armes contre des libérations d'otages lui rappelaient les démentis de septembre dernier sur l'échange de prisonniers à Moscou d'US News, M. Daniloff, contre un espion soviétique arrêté à New-York. C'est ainsi toute la réputation de fermeté de M. Reagan — tant vis-à-vis de

Moscou que des pays réputés soutenir le terrorisme — que le dirigeant démocrate a mise en cause, et les télévisions ne se sont pas privées d'en faire autant, à simples coups d'archives.

Le contraste était, de fait, cruel, entre les images de M. Reagan vitupérant, en 1979, les tentatives de négociations de son prédécesseur avec la révolution iranienne, et celles d'aujourd'hui : trois rides de plus et un virage à 180 degrés. A de rares exceptions près, les républicains n'ont guère été plus tendres que les démocrates, mais il n'est encore rien certain, pourtant, que M. Reagan soit là en difficulté avec l'opinion.

Malgré la succès de sa rhétorique sur le « retour de l'Amérique », sa politique étrangère a toujours été d'autant moins populaire qu'elle était dure, et tous les gestes d'ouverture (nu de prudence) ont été appréciés. Ce qui sera perçu du grand public est que M. Reagan fait réellement tout pour obtenir la libération des otages, et cela devrait d'autant moins déplaire qu'il y avait, à tout prendre, dans l'allocution de jeudi soir, un inhabituel esprit de conséquence.

Un seul avion de transport

Dès lors que l'Amérique ne veut ni faire une croix sur ses otages ni utiliser sa force militaire, il ne reste en effet plus qu'à reconnaître la réalité du pouvoir auquel on se heurte et à négocier. L'objectif des « modestes » livraisons d'armes qu'a admises M. Reagan était, a-t-il dit, de « convaincre Téhéran que nos négociateurs agissaient en mon honneur, et d'envoyer un signal marquant que les Etats-Unis étaient prêts à substituer une nouvelle relation à l'animosité ».

Ces livraisons, a-t-il insisté, ne dépassaient pas, à elles toutes, le volume d'un seul avion de transport, et ne pouvaient pas non plus modifier le rapport de forces militaires entre l'Iran et l'Irak. Mais elles étaient nécessaires car « ceux avec lesquels nous étions en contact avaient pris des risques considérables et avaient besoin d'un signe du sérieux de nos intentions pour mener le dialogue et l'élargir ».

« Depuis que le gouvernement des Etats-Unis a engagé ses contacts avec l'Iran, il n'y a pas eu de preuve d'une complication gouvernementale iranienne dans des actes de terrorisme dirigés contre l'Amérique », a affirmé M. Reagan, en ajoutant : « Des otages sont rentrés chez eux, et nous saluons les efforts que le gouvernement iranien a entrepris dans le passé et qu'il mène en ce moment ».

Après avoir confirmé qu'il avait bel et bien décidé, au printemps dernier, d'envoyer à Téhéran M. Robert McFarlane, son ancien conseiller pour les affaires de sécurité nationale, qui y aurait eu quatre jours de conversation « courtoise » avec ses interlocuteurs iraniens, M. Reagan a redit que « le dialogue se poursuivait et que des progrès continuait, pas à pas, d'être faits ».

« Ceux qui considéraient que nous nous sommes ramollis sur le terrorisme devraient soulever cette question devant le colonel Kadhaifi, a conclu M. Reagan, en affirmant qu'il n'avait fait aucune concession à

« ceux qui détiennent les otages » (ainsi différenciés de l'Iran) ; qu'il n'en ferait pas et ne capitulerait pas devant les terroristes ».

Il est tout à fait possible que M. McFarlane ait eu en tête, un départ, l'exemple — rappelé par M. Reagan — des premiers contacts avec la Chine sous M. Nixon. Il n'en restait pas moins qu'on a pensé renouer avec Téhéran lorsqu'on a réalisé, à l'occasion du détournement, pendant l'été 1985, d'un avion de la TWA, qu'on ne pouvait pas négocier grand chose au Liban en ignorant l'Iran. Sur suggestion des dirigeants iraniens, qui ont jusqu'à présent conservé des liens avec Téhéran, deux avions d'équipement militaire américains ont alors été,

Le président et les dirigeants iraniens en juillet 1985

Des ratés, des criminels minables...

Le 8 juillet 1985, dans un discours prononcé devant l'Association des avocats américains, le président Reagan avait vivement pris à partie les pays parrainant le terrorisme : « l'Iran, la Libye, la Corée du Nord et Cuba, unis dans leur haine fanatique des Etats-Unis ». Il dénonçait ces « Etats hors la loi », dirigés par « la plus étrange bande que l'on ait vue depuis l'avènement du III^e Reich », une collection « de ratés, de démentés et de criminels minables ».

grâce à l'aide technique d'Israël, envoyés en septembre de la même année à la République islamique. Le jour du deuxième vol, un premier otage était libéré.

D'autres envois ont suivi, et après un premier contact à Londres, M. McFarlane, qui avait entre-temps quitté la Maison Blanche, était envoyé à Téhéran — en mai ou en septembre de cette année. En juillet, de nouvelles livraisons avaient précédé la libération du pasteur Jenco, et d'autres encore celle de M. Jacobsen, qui est intervenu deux jours avant les élections parlementaires américaines, dont on ne peut s'empêcher de penser qu'elles ont joué leur rôle dans l'attitude de M. Reagan.

Bref, s'il n'y a pas eu marchandage pour récupérer les otages, cela en a quand même tout l'air, et les deux Chambres du Congrès uniformément démocrates désormais, s'apprêtent à enquêter.

Si le régime de Téhéran souhaite, autant que son ambassadeur le laisse penser, la poursuite de ce « dialogue », l'intérêt des Iraniens est maintenant de procéder aux autres libérations que M. Reagan espérait obtenir, en bloc, dès la première livraison de septembre 1985. Si c'est le cas, M. Reagan triomphe.

Si ce ne l'est pas, plus les enquêtes parlementaires se développent, plus il sera regardé comme un homme qui a (expression beaucoup utilisée jeudi soir) « voulu récrire l'histoire », et non pas la faire.

BERNARD GUETTA.

Le chargé d'affaires français à Téhéran a remis ses lettres d'accréditation

Le chargé d'affaires français à Téhéran, M. Pierre Lafrance, a déclaré jeudi à l'AFP qu'il avait remis mercredi ses lettres d'accréditation au ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati. M. Lafrance, qui avait pris ses fonctions en mars 1985, a ajouté que cette « procédure entre dans le cadre du processus de normalisation entre les deux pays ». Il a rappelé que le chargé d'affaires iranien à Paris avait remis ses lettres à son tour, il y a deux mois environ. Cette accréditation pourrait précéder à la signature de l'accord partiel franco-iranien de règlement financier qui a été paré à Paris il y a deux semaines. L'accord pourrait être signé simultanément à Paris et à Téhéran pendant le week-end sans que les deux ministres se rencontrent.

M. Lafrance a enfin indiqué que M. Velayati avait fait savoir à Paris qu'il était intervenu auprès de la Syrie en faveur de la libération de MM. Sontag et Coudat, les deux

otages français du Liban relâchés lundi dernier.

Par ailleurs, au cours de son « point de presse » hebdomadaire du jeudi 13 novembre, M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a évoqué les négociations financières engagées avec l'Iran. « Nous n'avons jamais dit : on vous donnera un chèque contre des otages », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « Nous avons bien déclaré que cela ne règlerait pas le problème financier, ne changerait rien à nos rapports avec l'Irak. M. Baudouin a encore précisé : les otages « n'ont pas été payés avec des armes, nous n'avons pas payé non plus avec de l'argent ».

Enfin, s'agissant de l'entrevue accordée par M. Chirac au Washington Times, M. Baudouin a indiqué, que sa publication « arrange » le gouvernement, car elle met en lumière « la filiation gaulliste » de sa politique dans la région.

Dans les territoires occupés par Israël

Le plan jordanien de développement vise à contrecarrer l'influence de l'OLP

AMMAN
de notre correspondant

Le plan jordanien de développement pour la Cisjordanie et la bande de Gaza vient de subir son premier véritable examen de passage un cours d'une conférence qui s'est tenue du 8 au 10 novembre à Amman. Les autorités jordaniennes avaient invité des représentants des pays et institutions financières arabes ainsi que des Etats-Unis, du Canada, du Japon, des pays de la Communauté européenne et d'organisations internationales comme la Banque mondiale et le FMI. Le but de l'exercice était de convaincre d'éventuels bailleurs de fonds d'aider la Jordanie à financer, outre son propre plan quinquennal, quel que 362 millions de dollars (environ 2,2 milliards de francs) d'investissements sur cinq ans dans les territoires occupés par Israël.

Ce plan de développement est la pierre angulaire de la politique jordanienne depuis la rupture entre Amman et l'OLP en février dernier. Les espoirs de relance du processus de paix au Proche-Orient dans un avenir prévisible s'étant évanouis, les dirigeants jordaniens misent désormais sur une stratégie à long terme en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. « Nous ne pouvons pas indéfiniment continuer à dire « libérons d'abord les territoires », et laisser Israël les annexer après les avoir vidés de leur population arabe », nous déclarait-il y a quelques temps le ministre jordanien des territoires occupés M. Marwan Daudin.

Le principal souci des dirigeants jordaniens — ils n'en font d'ailleurs pas mystère — est la sécurité et la stabilité du royaume hachémite. Ils sont en effet convaincus depuis longtemps du danger que représenterait un nouvel afflux de réfugiés palestiniens en Jordanie et considèrent en outre d'un mauvais œil le développement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza d'un mouvement extrémiste islamiste alimenté par la frustration croissante d'une population qui ne voit pas la fin de l'occupation israélienne.

Les réticences des Européens et des Arabes

Le ministre jordanien des finances, M. Hussein Odéh, a annoncé dimanche que le royaume hachémite allouerait au plan de développement pour les territoires occupés, en 1987, 10 millions de dinars sur son propre budget. Un geste manifestement destiné à « montrer l'exemple ». Les dirigeants jordaniens estiment en effet avoir besoin d'une aide extérieure d'au moins 150 millions de dollars par an pour la réalisation de ce programme. Une somme relativement modeste mais qui permettrait, selon eux, d'envoyer la détermination de la situation économique dans les territoires occupés et l'émigration de leurs habitants, ainsi qu'une réduction de leur dépendance économique vis-à-vis d'Israël (2).

A ce jour, seuls les Etats-Unis se sont engagés, modestement d'ailleurs, à contribuer financièrement au plan jordanien. Washington a versé ainsi une aide de 4,5 millions de dollars en 1986 et le Congrès américain a autorisé l'allocation à ce titre d'une somme « pouvant aller jusqu'à 15 millions de dollars »

pour la prochaine année fiscale. Il est vrai que l'administration américaine soutient sans réserve le plan jordanien. On ne peut, en revanche, en dire autant, jusqu'à présent, des pays de la Communauté européenne.

Le 27 octobre dernier, la CHE a certes reconnu les tentatives économiques que la Jordanie a décidé de leur accorder des facilités pour l'exportation de leurs produits agricoles et industriels, ce qui va dans le sens voulu par Amman. Mais en même temps elle a virtuellement coupé l'herbe sous le pied des dirigeants jordaniens en manifestant sa préférence pour une aide directe à la Cisjordanie et à la bande de Gaza.

Les implications politiques, supposées ou réelles, du plan jordanien — le fait notamment que l'OLP a visiblement entrepris de concurrencer l'influence de l'OLP dans ces territoires — ont inspiré jusqu'à aux Européens plus de prudence que d'enthousiasme. Une prudence qu'ils justifient par la volonté de ne pas se compromettre dans la querelle qui oppose la Jordanie à l'OLP. Cette attitude est somme toute très proche de celle des pays arabes pétroliers du Golfe qui se sont bornés à exprimer un intérêt poli pour le plan jordanien lors de la conférence d'Amman. L'Arabie saoudite n'avait d'ailleurs pas jugé nécessaire d'y envoyer de représentant officiel, en dehors du sous-ambassadeur. L'absence la plus remarquée à cette conférence a toutefois été celle du représentant de l'OLP à Amman, M. Abdel Razak Yehia, qui avait décliné l'invitation des autorités jordaniennes et préféré se rendre à Bucarest pour y participer à la récente rencontre entre dirigeants de la centrale palestinienne et personnalités de la gauche israélienne. Une absence que n'a pas manqué de relever le prince héritier Hassan (le frère du roi Hussein).

« Ceux qui ne veulent pas jouer le jeu ne devraient pas en fixer les règles », a-t-il lancé au cours des débats en faisant allusion au rejet par l'organisation de M. Yasser Arafat du plan jordanien de développement dans les territoires occupés.

En tout état de cause, les dirigeants jordaniens se sont efforcés de faire passer leur plan à la conférence sur la parité de leurs intentions. Ils se sont notamment employés à démontrer qu'ils n'avaient pas de visées politiques en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Lors de la cérémonie d'ouverture, le roi Hussein a ainsi déclaré que « le soutien aux habitants des territoires occupés ne devait en aucun cas être considéré comme une alternative à une solution juste et globale du problème palestinien ».

« Nous ne cherchons pas à acheter ce qui est sold. Ce plan n'est rien d'autre qu'une tentative d'établir des priorités et d'organiser nos efforts afin de préserver l'identité des territoires occupés », a, pour sa part, déclaré le prince Hassan au cours d'une conférence de presse. « Nous voulons prouver qu'il est possible d'aider les territoires à se développer en dépit des circonstances difficiles que nous connaissons. (...) Jusqu'à, nous n'avons pas exploré les limites de ce qu'il est possible de faire dans ces territoires ».

Reste à savoir si le gouvernement israélien de M. Itzhak Shamir sera aussi bien disposé que semblait l'être son prédécesseur M. Shimon Peres à l'égard de cette initiative. Les dirigeants jordaniens reconnaissent qu'il s'agit là d'une incertitude majeure mais affirment compter sur le soutien de la communauté internationale.

EMMANUEL JARRY.

(1) Le gouvernement jordanien continue à verser leur salaire aux fonctionnaires qu'il employait en Cisjordanie avant 1967 et une aide ponctuelle aux municipalités de ces territoires. Il verse ainsi chaque année quelque 12 millions de dinars.

(2) Selon les autorités jordaniennes, deux cent soixante-quinze mille Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza ont quitté définitivement ces territoires entre 1967 et 1984 à un rythme qui n'a cessé de s'accroître jusqu'au début des années 80. Par ailleurs, faute de trouver en Cisjordanie ou à Gaza un emploi qui leur permette de vivre décemment, quelque quatre-vingt-dix mille Palestiniens sont obligés de travailler en Israël. Enfin, les territoires occupés constituent le deuxième débouché, après les Etats-Unis, pour les produits israéliens.

Bernard COHEN
Luc ROSENZWEIG

Le mystère Waldheim

Un reportage et un essai, associant la froideur des faits à la subtilité des analyses.

au Vif du Sujet

GALLIMARD nrf

**VOUS
JE NE SAIS PAS
MAIS
NOUS C'EST
PLUS
15%***

France inter
pour ceux qui ont quelque chose entre les oreilles.

* France Inter gagne 925000 auditeurs en 1 an.
Source Médiamétrie
Enquête "55.000" Septembre-Octobre 86/Septembre-Octobre 85.

FUTURS

مكتبة الأهل

Europe

Regain de tension pour le premier anniversaire de l'accord anglo-irlandais

Les jusqu'au-boutistes protestants menacent de passer à l'insurrection

LONDRES
de notre correspondant

A la veille du premier anniversaire de la signature de l'accord anglo-irlandais, l'Ulster connaît un brusque regain de tension. Toutes les permissions ont été suspendues pour les membres de la police d'Irlande du Nord, le RUC (Royal Ulster Constabulary).

L'armée britannique se tient, aussi discrètement que possible, en état d'alerte.

Les mesures de sécurité sont également renforcées du côté sud de la frontière, en République d'Irlande.

Des manifestations sont en effet organisées par les mouvements protestants qui continuent de réclamer l'annulation pure et simple de cet accord.

A l'appel des partis unionistes, des retraites aux flambeaux étaient prévues dans toute la province vendredi 14 novembre, au cours de la soirée, avant un grand défilé à Belfast samedi.

Des groupes paramilitaires protestants clandestins, tel celui des Ulster Freedom Fighters (UFF), ont refait surface et sont passés à l'action ces deux derniers mois. Quelque deux cents familles de la minorité catholique ont été obligées de déménager à cause de menaces de mort ou à la suite d'incendies de leurs maisons, allumés par des cocktails Molotov.

Depuis le mois de janvier, une douzaine de personnes ont été victimes de meurtres simplement parce qu'elles étaient catholiques, des crimes qui ont entraîné à deux reprises des représailles de l'IRA et « l'exécution » de militants protestants (le Monde du 19 septembre). Trente et un civils ont été tués en dix mois, contre vingt-cinq pour l'ensemble de l'année 1985.

Pour ajouter à la tension, l'UFF, après avoir placé le 8 novembre quatre engins explosifs à Dublin (qui n'ont guère fait de dégâts), a déclaré être disposé à porter le « combat » au « sud » et y déclencher un « véritable carnage » (1).

Qu'est-ce que le signe que le mouvement du pasteur Paisley renouerait prochainement au légalisme pour se préparer à une guerre civile ouverte, qu'il juge presque inévitable ? MM. Paisley et Robinson ont souvent joué sur les ambiguïtés de leurs déclarations sans avoir les moyens d'aller aussi loin qu'ils le laissent entendre. Mais, dans le climat actuel, leur décision n'en représente pas moins un pas redoutable dans l'escalade.

Le réveil de l'activisme et du terrorisme protestants est ainsi la conséquence la plus spectaculaire de l'accord signé à Hillsborough le 15 novembre 1985 par les premiers ministres britannique et irlandais, M^{rs} Margaret Thatcher et M. Garret FitzGerald.

Mettant entre parenthèses la question du statut de la province et de l'éventuel rattachement de celle-ci au reste de l'Irlande, ce document confère au gouvernement de Dublin une fonction consultative dans la gestion des affaires de l'Ulster, dans le but d'atténuer « l'aliénation » de la minorité catholique. Son objectif est d'inciter la majorité protestante à composer, à accepter un réel partage du pouvoir, qui permettrait à l'Irlande du Nord de recouvrer son autonomie perdue depuis que la région a été placée, en 1972, sous l'administration directe de Londres. Jusqu'à maintenant, cette incitation a échoué, et l'accord a surtout provoqué une levée de boucliers du côté protestant.

Un an après, le bilan paraît donc assez négatif. L'accord et la concertation, désormais régulière, entre Londres et Dublin, n'ont pas encore produit de résultat significatif, propre à redonner véritablement confiance à la minorité catholique. Pour le premier anniversaire, le gouvernement de Dublin et une partie du cabinet de M^{rs} Thatcher auraient bien voulu pouvoir annoncer une révision du système judiciaire avec l'instauration de tribunaux composés de trois magistrats.

Actuellement, un juge unique siège dans les affaires de terrorisme, parce qu'il est impossible de réunir un jury en raison des pressions. Des objections au ministère de la justice à Londres viennent d'empêcher pour l'instant cette réforme. Cependant, des garanties nouvelles pour les suspects ont été introduites dans les procédures d'enquête ou d'instruction, et le recours aux « moniteurs » va être restreint.

Un processus de longue haleine

Des progrès incontestables ont été réalisés dans d'autres domaines. La formation et le recrutement des forces de sécurité locales en très grande majorité protestantes, la police et l'Ulster Defense Regiment (UDR) — unité de suppléments de l'armée —, se sont sensiblement améliorés.

Ainsi, les policiers de la RUC ont un tant soit peu fait oublier, au regard des catholiques, leur partialité et leurs exactions passées, d'autant qu'ils sont désormais rarement pris à partie et accusés de « trahison » lors des manifestations unionistes.

A Londres, on souligne que le processus lancé par l'accord a toujours été conçu comme un travail de très longue haleine, dont on ne pourra vraiment mesurer l'impact qu'après plusieurs années.

A Dublin, on partage souvent ce point de vue, même si le chef de l'opposition, M. Charles Haughey, qui a de fortes chances de revenir au pouvoir lors des élections en 1987, menace de remettre en cause l'accord qui constitue, à son avis, une concession excessive de la part des nationalistes irlandais.

FRANCIS CORNU.

(1) En 1974, vingt-trois personnes avaient été tuées et une centaine d'autres blessées à Dublin dans trois attentats à la bombe revendiqués par un groupe loyaliste.

AUTRICHE : avant les élections législatives du 23 novembre

Les deux grands partis se ménagent dans la perspective d'une coalition

VIENNE
de notre correspondant

A deux semaines des élections législatives, le gouvernement socialiste du chancelier Franz Vranitzky est la cible non seulement des attaques du Parti conservateur populiste (OEVP) d'opposition, mais aussi des critiques acerbes du Parti libéral (FPOE), chassé par le chancelier du paradis de la coalition gouvernementale à la suite de l'élection de M. Joerg Haider à sa présidence, en septembre dernier.

Mis à part les gags de M. Haider, étiqueté par ses adversaires de « nationaliste allemand de droite » et qui se fait un malin plaisir de critiquer dirigeants socialistes et conservateurs avec le même cynisme, la campagne électorale va son train-train. Les passions déclenchées lors de la campagne précédant l'élection de M. Kurt Waldheim à la présidence de l'Etat, au printemps dernier, se sont apparemment éteintes. L'affaire Waldheim est totalement passée sous silence.

L'entente tacite entre le SPOE et l'OEVP qui préparent, dans les coulisses, leur coopération dans le cadre d'une « grande coalition » est patente. Lors d'un débat télévisé, la semaine dernière, les deux candidats, le chancelier Franz Vranitzky et M. Alois Mock, chef de l'OEVP, se sont ménagés visiblement pour ne pas compromettre l'avenir.

On s'attend à un résultat serré. Après seize ans de purgatoire dans l'opposition, l'OEVP a, pour la première fois, une chance réelle de reconquérir le fauteuil de chancelier qu'elle avait perdu en 1970. Selon les derniers sondages, les conservateurs, sortis vainqueurs de tous les scrutins régionaux ou nationaux depuis 1983, ont toujours une avance suffisante pour remporter la majorité relative le 23 novembre. Dans la

mesure où la première place reviendrait cependant aux socialistes, une grande coalition dirigée par le chancelier Vranitzky est, de toutes les hypothèses, la plus vraisemblable.

Pour l'opposition, la critique de la politique économique, voire un constat d'échec dans certains domaines, s'imposait : le déficit budgétaire atteint des sommets (5,3 % du PNB) ; le taux officiel de chômage dépasse 5 % de la population active — 8 % à 9 % en réalité selon des estimations d'experts — ce qui est beaucoup dans un pays où, pendant des décennies, le plein emploi était la priorité des priorités ; l'endettement public atteint des proportions inquiétantes ; la débauche du secteur industriel nationalisé vieillissant mais particulièrement important en Autriche (un cinquième des exportations) est patente ; on prévoit le licenciement de milliers d'ouvriers ; le système social est de plus en plus difficile à financer.

Révisions doctrinales

A cela s'ajoute une série de scandales de corruption impliquant des ministres ou hauts fonctionnaires socialistes.

Les socialistes, de leur côté, fondent tous leurs espoirs sur le chancelier Vranitzky, jeune et dynamique, qui joint de nombreuses sympathies et pas seulement chez ceux qui votent habituellement à gauche. Avec son installation à la chancellerie, de nombreux principes doctrinaux ont dû être révisés. L'heure est plus que jamais au pragmatisme.

C'est M. Vranitzky qui soutient publiquement l'idée de la restructuration du secteur nationalisé même au prix de la privatisation de certaines entreprises et des licenciements qu'elle imposera. La restructuration de la Voest, le

plus grand groupe industriel nationalisé du pays qui a, depuis 1980, englouti la somme de 35 milliards de schillings de subventions publiques, entraînera la suppression d'environ dix mille emplois dans les trois prochaines années.

En inscrivant dans son programme des revendications « bourgeoises », comme la privatisation d'entreprises publiques et une politique d'allègement en matière fiscale, le Parti socialiste risque cependant de contrarier ses électeurs traditionnels et de perdre son identité de parti ouvrier. Les critiques en son sein sont vives. Dans les rangs des « jeunes socialistes », on n'est pas tendre avec les dirigeants : le rapport de forces interne, qui a nettement basculé au profit des économistes, menace l'unité du parti, estime-t-on. Mais ces critiques ne sont pas bienvenues à l'heure actuelle. Le chancelier Vranitzky, s'il veut garder le pouvoir, doit en effet conquérir une partie de l'électorat centriste, le même auquel s'adresse son concurrent, M. Alois Mock.

Le programme de M. Mock est sans ambiguïté : abandon du tout-Etat, plus d'initiative individuelle et d'esprit d'entreprise pour garantir une industrie prospère et compétitive qui, elle, permettra de lutter efficacement contre le chômage.

En ce qui concerne le Parti libéral, son nouveau chef, M. Joerg Haider, paraît à même de reconquérir les voix d'électeurs perdues depuis mai 1981, date à laquelle le FPOE est entré dans une coalition gouvernementale très controversée avec les socialistes. Quant aux Verts, incapables de sortir de leurs querelles internes entre différents groupes, ils ont, semble-t-il, une fois de plus gaspillé leur chance de devenir la « quatrième force » au Parlement.

WALTRAUD BARYLL

Une nouvelle milice protestante

D'autre part, le pasteur Ian Paisley, chef du Parti unioniste « démocratique », et son adjoint, M. Peter Robinson, ont confirmé cette semaine la création d'un nouveau groupe paramilitaire dépendant directement de leur parti et dénommé « Ulster Resistance ». Celui-ci, selon ses fondateurs, devrait prendre la dimension d'une armée et compter bientôt une dizaine de milliers de membres.

D'après MM. Paisley et Robinson, il s'agit d'une force de « défense » mobilisable en « cas de nécessité » pour protéger la communauté protestante, mais aussi pour lutter contre l'accord anglo-irlandais et l'« ennemi ». Ils ont précisé que leurs troupes avaient déjà commencé l'entraînement.

Est-ce une initiative pour détourner la jeunesse extrémiste des autres groupes paramilitaires autorisés, comme l'UDA (Ulster Defense Association), qui échappent de plus en plus au contrôle des partis politi-

● URSS : M^{rs} Gorbatchev élu au présidium du Fonds de la culture. — M^{rs} Raïssa Gorbatchev, l'épouse du numéro un soviétique, a été élue membre du présidium du Fonds soviétique de la culture, créé, mercredi, à l'issue des travaux d'une commission constituante, a-t-on annoncé officiellement le jeudi 13 novembre à Moscou. Le présidium de cette institution dirigée par l'académicien Dmitri Likhatchev compte dix membres, dont les écrivains Youri Bondarev et Boris Olesnik ainsi que Valentin Felin, président de l'agence de presse Novosti. M^{rs} Gorbatchev, en devenant membre d'une commission chargée de mettre sur pied un Fonds de la culture, s'est vu attribuer ses premières fonctions officielles. — (AFP.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-28-51-09

"NOUS SOMMES FONCTIONNAIRES"...



...ET NOUS SOMMES A LA PRÉFON !

- La Caisse Nationale de Prévoyance de la FONction Publique est un organisme à but non lucratif créé pour les agents de la Fonction publique.
- Elle gère des régimes de Retraite et de Prévoyance garantis par les quatre plus grandes sociétés d'assurances : La Caisse Nationale de Prévoyance, l'U.A.P., le G.A.N. et les A.G.F.
- La sécurité et la rentabilité sont les caractéristiques essentielles de ces régimes particuliers. Les cotisations de retraite bénéficient d'une déduction fiscale intégrale.
- Pour votre retraite.
- Pour votre épargne.
- Pour la sécurité de votre famille.

Adressez-vous directement à la PRÉFON, votre interlocuteur particulier pour la retraite et la prévoyance.

PRÉFON

95, rue de Courcelles - 75017 Paris
16-(1) 42.27.51.84

Nombreux avantages fiscaux

PRÉFON : LA PRÉVOYANCE QUI FONCTIONNE.

Diplomatie

Selon le numéro deux du PC soviétique

L'URSS a réduit ses armements nucléaires dans la zone de la Baltique

Actuellement en visite en Finlande, M. Ligatchev, secrétaire du PC de l'URSS et numéro deux du régime soviétique, a annoncé, le jeudi 13 novembre, au cours d'une conférence de presse à Helsinki, plusieurs réductions d'armement dans la zone de la Baltique.

« Nous avons déjà supprimé, a-t-il dit, tous les missiles de moyenne portée et leurs bases de lancement de la péninsule de Kola et la plupart des missiles de la région de Leningrad et de la Baltique. Plusieurs unités de missiles tactiques ont déjà quitté ces régions. »

M. Ligatchev a ajouté que l'URSS était prête à donner un « statut dénucléarisé » au secteur de la Baltique en cas d'accord sur une zone dénucléarisée dans le nord de l'Europe et pourrait alors supprimer les sous-marins à armement nucléaire de sa flotte en mer Baltique.

Un message à M^{re} Thatcher

Soutenant une récente proposition du président finlandais, M. Koivisto, sur des mesures concernant les zones maritimes autour des pays nordiques : mer Baltique, mer du Nord, mer de Barents et mer de Norvège, il a précisé que, pour Moscou, « la dimension des grandes manœuvres militaires doit être limitée dans ces zones », celles-ci étant réduites à une ou deux fois les ans ou tous les deux ans.

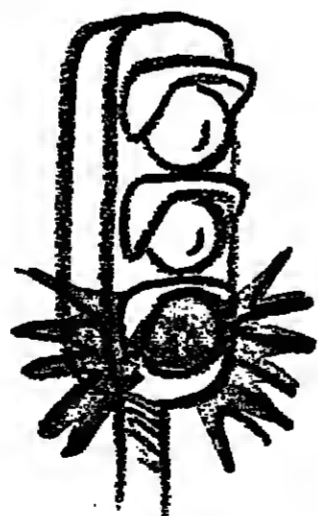
Par ailleurs, M. Gorbatchev a fait remettre à M^{re} Thatcher un message personnel contenant « quelques idées et considérations » sur la situation consécutive au sommet de Reykjavik, a annoncé l'ambassade d'URSS à Londres. Le premier ministre britannique, qui part ce vendredi pour une visite à Washington, a déclaré que si la Grande-Bretagne encourageait sans réserve le dialogue des deux Super-Grands en matière de désarmement, elle n'entendait pas moins conserver sa force de frappe indépendante, « aussi longtemps que le pacte de Varsovie conservera une supériorité massive en matière d'armes chimiques et conventionnelles et tant que les bases du conflit Est-Ouest resteront entières ». — (AFP, Tass)

VOICI LE GRAND FILM EN CINEMASCOPE A LA GLOIRE DE L'ARMAGNAC.



Ne reconnaître comme spectaculaire, ce que ce qui se montre subtil et raffiné, c'est le credo de l'amateur d'Armagnac. Sachez apprécier et consommer avec modération.

QUAND C'EST VERT,



C'EST MOINS CHER.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale
Démission du président de la BGAG

M. Alfons Lappas, président de la BGAG, holding administrant les intérêts financiers de la Confédération des syndicats ouest-allemands (DGB), a démissionné, apprend-on au siège de la holding à Francfort.

Homme-clé dans la transaction scandaleuse sur l'empire immobilier du DGB, Neue Heimat, M. Lappas avait refusé de déposer devant la commission du Bundestag enquêtant sur cette affaire et avait été incarcéré deux jours à Bonn. Sous la pression des quinze principales banques créancières de Neue Heimat, la BGAG a dû se résoudre à racheter pour 1 mark symbolique l'entreprise qui avait été vendue six semaines auparavant pour 1 mark à un boulangier industriel berlinois, M. Horst Schiesser et à en garantir le financement jusqu'à la fin de 1987.

Outre ce mark symbolique, la BGAG a accepté de couvrir les frais engagés par M. Schiesser et évalués à un peu plus d'un million de marks par un porte-parole du holding, M. Karl-Heinz Stanzky. Une ligne de crédit de 25 millions pourrait enfin être ouverte s'il s'avère que les banques berlinoises ont retiré des crédits à sa boulangerie. La dette de Neue Heimat est évaluée à 17 milliards de marks.

Corée du Sud

Renforcement militaire américain

Les Etats-Unis ont l'intention de doter leur 2^e Armée, stationnée en Corée du Sud, d'une batterie de missiles sol-sol Lance, devant le mouvement « progressif » des forces nord-coréennes qui se rapprochent, selon

le Pentagone, de la frontière sud-coréenne, a annoncé, jeudi 13 novembre, le département américain de la défense. Cette décision implique le déploiement d'un système de missiles à portée intermédiaire susceptibles de transporter une ogive nucléaire. Cependant, le Pentagone a refusé de préciser si ces missiles seraient dotés de têtes nucléaires à la place des ogives conventionnelles. — (AFP)

Costa-Rica

Les autorités suspendent leur participation à Contadora

Les autorités costariciennes ont indiqué qu'elles n'assisteront plus aux réunions du groupe de Contadora (Panama, Mexique, Colombie et Venezuela) tant que le Nicaragua maintiendra ses poursuites contre elles devant le tribunal international de La Haye. Cette décision, qui n'a pas été officiellement transmise aux pays du groupe de Contadora, pourrait être prise par d'autres pays d'Amérique centrale, selon le ministre des affaires étrangères du Costa-Rica, M. Rodrigo Madrigal, par exemple le Honduras et le Salvador, et-on apprend le mercredi 12 novembre.

Cuba

Dernière étape du voyage de M. Felipe Gonzalez en Amérique latine

La Havane. — Le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, est arrivé, le jeudi 13 novembre, à Cuba pour une visite officielle de trois jours, dernière étape de sa tournée en Amérique latine après l'Equateur et le Pérou. M. Gonzalez a été accueilli à l'aéroport par M. Fidel Castro, qu'il rencontre pour la quatrième fois en dix ans. Les deux hommes, qui ont entamé leurs discussions, dès jeudi soir, devant se retrouver en privé vendredi et samedi dans un lieu tenu secret. Le chef du gouvernement espagnol doit quitter la capitale cubaine dimanche pour Madrid. — (AFP)

Haïti

Les chefs de missions diplomatiques sont considérés comme démissionnaires

Port-au-Prince. — Tous les chefs de missions diplomatiques d'Haïti à l'étranger (ambassadeurs et conseillers généraux) sont officiellement « considérés comme démissionnaires » par le gouvernement haïtien depuis le 11 novembre, ont indiqué les autorités, le jeudi 13 novembre, dans un communiqué. Ces chefs de missions, qui ont été avertis de cette décision par des télégrammes du ministère des affaires étrangères haïtien, resteront cependant à leur poste « jusqu'à leur reconduction ou leur remplacement ». Il est aussi précisé que les déplacements des agents diplomatiques se feront en classe économique par mesure d'austérité. Ces mesures font suite aux nombreuses protesta-

Censuré « pour raisons d'économie »

NEW-YORK
de notre correspondant

« Il faut que les Nations unies fassent des économies, à condition que les résultats de celles-ci ne soient pas en opposition avec les intérêts de mon gouvernement. » Tel pourrait être le résumé des positions prises, en public ou en privé, par bon nombre de diplomates après la publication, le 11 novembre, d'un rapport sur la situation en Afghanistan.

Préparé par M. Félix Ermacora — mandaté à cet effet par la commission des droits de l'homme de l'Assemblée générale, — ce rapport contient dix pages de texte dactylographié, réparti en cinquante-cinq paragraphes. « Pour des raisons d'économie », les documents complétant le présent rapport, dans lesquels figurent notamment des renseignements détaillés sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, seront distribués aux Etats membres sous couvert d'une note verbale. Il n'est donc l'introduction du secrétaire général. Or, il se trouve que les « détails » ainsi soustraits à une large diffusion représentent quatre-vingt-dix

paragraphes et que les deux passages qui évoquent clairement le danger d'un « génocide des populations » sont relégués dans l'annexe. Aux yeux de plusieurs délégations, notamment occidentales, il s'agit là d'un procédé nouveau et suspect.

Les craintes de ces délégations ont été confirmées par la publication, le jour suivant, d'un rapport semblable sur l'Iran, ne contenant que sept pages de texte — sans annexe ni note verbale — et dans lequel son auteur, M. Galindo Pohl, donne l'impression d'avoir confondu l'Iran avec la Suisse ou Saint-Marin : les violations des droits de l'homme par la police de Khomény n'y sont pas évoquées, et l'ensemble du rapport est consacré à l'explication procédurale des difficultés auxquelles le rapporteur s'est heurté sur le chemin de la vérité.

Certes, si M. Pohl n'est son collègue Félix Ermacora n'ont été autorisés à se rendre sur place. Néanmoins, il aurait suffi de compiler des articles de presse et les notes d'Amnesty International pour produire quelque chose de plus consistant », remarque un diplomate. M. Pohl affirme, pour sa défense, qu'il n'a disposé que

de quatre mois pour mener à bien une enquête complexe. Alors que, dans le cas de l'Afghanistan, le secrétaire général trouve « tout à fait normal qu'un rapport émane soit pas publié entièrement ». Tel n'est pas l'avis de la Commission européenne, dont le représentant a demandé officiellement « sur quelle base et de par quelle autorité le secrétaire général n'a pas fait circuler la totalité de certains rapports, dûment traduits dans toutes les langues des Nations unies ».

Utilisée pour la première fois au lendemain de la chute du régime Allende au Chili en 1973, la procédure du rapport spécial est devenue d'usage courant non seulement à propos de pays individuels, mais aussi à propos de problèmes généraux, comme celui de la torture dans le monde. Au-delà de son aspect politique immédiat, le problème soulevé par le « cas d'économie » du secrétaire général illustre assez bien les difficultés d'une réforme de l'ONU, où tous les Etats membres sont d'accord pour réduire tant que les réductions concernent les autres.

CHARLES LESCAUT.

QUAND C'EST VERT,



C'EST MOINS CHER.

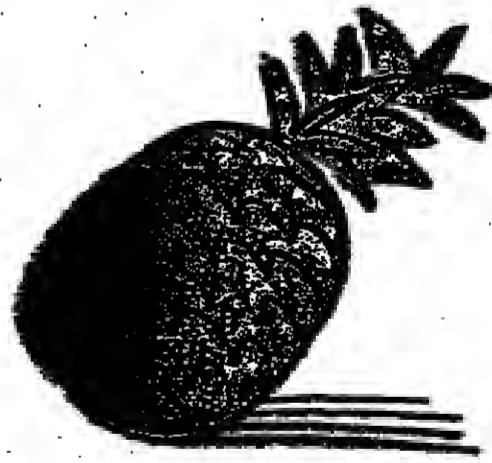
Vous avez dit micro ?

Concours sur Minitel :
gagnez chaque jour un abonnement
à Science et vie micro

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVE A QUI PARLER.

QUAND C'EST VERT,



C'EST MOINS CHER.

Cheveux :
enfin
un espoir
de repousse

Il semblait évident que les molécules de Trichopeptide Cx10 relâchées entre elles par un pont soufre rétablissent le processus de repousse des poils, dans les zones dérangées, après un traitement de 3 mois. M. Toxicité, ni allergie. Flacon de 300 F pour retrouver vos cheveux, c'est le prix de 3 flacons. (Il suffit d'un flacon par mois) ou traitement choc en venant chez Eder, 19, rue de Valenciennes, 75008 Paris. 01.42.01.70. Egalement par correspondance.

مكتبة الأمل

Asie

AFGHANISTAN : le réalisme de M. Gorbatchev

Où l'on repart du roi en exil...

Un rapport de l'ONU, diffusé mardi 11 novembre à New-York, estime que « la présence de troupes étrangères (en Afghanistan) et leur participation au conflit démontrent la cause directe des souffrances intolérables subies par les réfugiés afghans », dont le nombre, toujours selon ce rapport, dépasse aujourd'hui cinq millions de

personnes (contre deux millions de « personnes déplacées » à l'intérieur du pays). Ce rapport, rédigé par M. Ermacora à partir de témoignages de réfugiés, précise, cependant, que le nombre des victimes civiles du conflit a nettement diminué en 1986 par rapport à l'année précédente.

KABOUL
de notre envoyé spécial

La colline domine la ville. On aperçoit, en contrebas, le promontoire du quartier commerçant de Mandali et les encombrements de Maiwand, principale avenue moderne de Kaboul. On entend monter la rumeur, avec ses coups de klaxon furieux, mais ici, sur la hauteur, tout est silencieux et désert. A perte de vue, des bouts d'étoffe accrochés à des bâtons claquent au vent. Chaque bâton est planté sur un modeste tamis. Ce sont les tombes des milliers de soldats de l'armée régulière afghane tués depuis 1978.

Le drapeau est tantôt rouge, s'il s'agit d'un membre du parti unique (1), tantôt vert, couleur de l'Islam. A l'entrée de ce « cimetière des martyrs », un tombeau trône par son opulence. La stèle indique qu'il s'agit d'un général qui a accompli ses études militaires aux Etats-Unis et en URSS et qui, plutôt que de se rendre, s'est fait sauter à la dynamite il y a dix-huit mois, lorsqu'il a été encerclé par la guérilla dans une vallée du Pamir. Ahmad Din est, à titre posthume, l'un des trois « héros de l'Afghanistan », la plus haute distinction du pays, créée sur le modèle soviétique.

Des ouvriers se sont affairés cet été pour remettre en état le monument le plus ancien et le plus important du lieu, le tombeau du roi Nadir Chah, mort en 1933 et père du dernier roi d'Afghanistan, Zahir Chah, déposé en 1973, qui vit actuellement en exil en Italie. Du temps de la monarchie, c'est ici que les chefs d'Etat étrangers en visite venaient déposer une gerbe. Après la révolution de 1978, le monument avait été saccagé, puis livré à l'abandon. Pourquoi le réparer ?

Le gouvernement afghan, en quête de respectabilité, voire de légitimité, aurait fait depuis plusieurs mois de discrètes ouvertures en direction de l'ancien souverain. Selon une des inévitables rumeurs de Kaboul, qui ne le cède en rien à celles de Moscou, le roi déchu aurait demandé, en guise de condition préalable, que la régularité

de son père retrouve une âme plus décente.

Le roi Zahir Chah ne fait guère parler de lui, mais il ne manque pas de sens politique. Il vient de rappeler qu'il avait « toujours » été l'ami des Soviétiques, mais que son amitié n'allait pas jusqu'à souhaiter leur présence militaire dans son pays. Les attaques contre la monarchie, très vives lors des premières années de la révolution, ont presque complètement cessé.

La solution monarchique n'est pas pour demain. Mais le fait qu'on évoque au sein même du PPDA en dit long sur le climat qui règne à Kaboul. C'est un constat d'échec après plus de huit ans de « révolution ». Le PPDA était à l'origine un petit parti d'intellectuels marxistes issus de la bourgeoisie, à la fois doctrinaires par formation philosophique (souvent française) et prompts à appuyer sur la détermination par tradition afghane. M. Karmal était avocat, M. Kachandani économiste, M. Najib médecin.

Une solution « politique » ?

Arrivé au pouvoir en avril 1978, le PPDA s'est presque aussitôt aliéné la population rurale, c'est-à-dire la quasi-totalité du pays. Contrairement à l'attente des militants, les paysans ont défendu avec des fusils — leurs chefs traditionnels contre les beaux parleurs venus de la capitale, qui voulaient distribuer les terres et transformer les mosquées en permanence du parti. Rapidement en proie à des luttes de factions qui se réglaient à la mitraille, le PPDA s'est révélé en quelques mois incapable de tenir, et encore moins de gérer, un pays à 80 % rural, musulman et illettré.

Les plus doctrinaires souhaitaient l'intervention soviétique. Ils l'ont obtenue avant même de l'avoir expressément demandée, et la guerre civile, désormais associée d'une occupation étrangère, n'a pas cessé depuis. Les militants de la première heure, avocats, médecins, enseignants, reconnaissent les erreurs commises et ne cachent pas leur déçoiement.

L'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev a bouleversé les données. A la différence de ses prédécesseurs, trop vieux et trop fatigués pour s'occuper eux-mêmes de ce dossier, M. Gorbatchev a vite tiré la conclusion que M. Karmal était à la fois incapable de faire la paix et de gagner la guerre. Entre-temps, l'armée soviétique n'avait pas davantage réussi à remporter cette dernière.

Tout s'est noué lors du congrès du PC soviétique de mars dernier. Le visage défilait de celui que les Soviétiques avaient amené dans leurs fourgons en décembre 1979 disait assez l'épreuve qu'il subissait. M. M. Gorbatchev et Ligatchev (numéro deux du parti et responsable de l'idéologie) reprochaient à M. Karmal d'avoir voulu appliquer « mécaniquement » le modèle marxiste à un pays qui n'était pas « mûr » pour cette grille et d'avoir ainsi compromis l'avenir même du communisme en Afghanistan. M. Karmal désormais gêné. Deux mois après le congrès, il était remplacé par le chef des services secrets, M. Najib.

La situation s'est retournée. M. Karmal, considéré à juste titre comme une créature des Soviétiques, fait presque aujourd'hui figure d'opposant. Il a retrouvé une certaine popularité à Kaboul. Plus jeune, moins instruit, M. Najib est aussi simple que M. Karmal l'était en 1979, et accomplira la politique que les Soviétiques désiraient. M. Gorbatchev n'a pas encore abattu ses cartes, mais à petites touches, il donne quelques indications. Le renvoi de M. Karmal, trop associé à l'intervention elle-même, en est une. Le retrait de huit mille soldats, accompli en octobre, en est une autre. L'appel lancé par M. Najib à la formation d'un gouvernement d'union nationale, incluant éventuellement des opposants qui auraient accepté de déposer les armes, en est une troisième.

M. Gorbatchev semble rechercher une solution « politique » en Afghanistan. Tout est bon pour y parvenir, y compris, pourquoi pas, le retour de l'ancien roi, si celui-ci accepte de jouer le rôle de potiche, voire simplement de finir ses jours tranquillement dans son pays. Mais l'armée soviétique, qui a construit des casernes en dur dans le nord du pays, ne se rendra que si l'armée régulière afghane est capable de le remplacer, ce qui n'est nullement le cas actuellement, et peu probable dans un proche avenir.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PPDA, communiste).

(Politique)

LA FRANCE EN GUERRE ?

TOUT SAVOIR SUR LE TERRORISME en livre

• TERRORISME ET DÉMOCRATIE •

avec les témoignages de
Robert PANDRAUD
Annie KRIEGER
J.-L. DEERÉ
Alain BESANCON
M. Jean-Marie VARAUT
Jean ROCHET,
ancien directeur de la DST

Prix : 50 F
le commander à

FONDATION DU FUTUR
139, avenue de Villiers
75017 PARIS

Route du rhum

La course en direct.
Gagnez deux aller-retour Air France
Paris-Poitiers-Poitiers
sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

Amériques

BRÉSIL : le scrutin du 15 novembre

Quand le bœuf fait la grève des abattoirs...

La campagne pour l'élection des députés, des sénateurs et des gouverneurs, qui doit avoir lieu le 15 novembre, au Brésil, a été marquée par l'échec de spectaculaires accusations de vol, de fraude, et d'irresponsabilité entre les candidats. Mais les retombées du « plan Cruzado » et le blocage des prix ont aussi entraîné des pénuries alimentaires qui font l'objet de controverses entre les politiciens.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Un personnage inattendu est en train de troubler la campagne électorale qui agit le Brésil depuis plusieurs mois. Il ne s'agit ni d'un candidat de l'ancien régime ni d'un Coluche tropical. Le personnage en question, c'est le bœuf de boucherie qui boude la table des consommateurs depuis l'adoption du « plan Cruzado », en février dernier.

En imposant un blocage général des prix, le plan s'est heurté dès le premier jour au boycottage des éleveurs qui ont cessé d'envoyer leur bétail à l'abattoir. Rien n'y a fait : ni les menaces des autorités, ni les gentlemen's agreements avec les associations de producteurs. Le bœuf reste obstinément claudin. Moins il se montre, plus les hommes politiques en font leur pièce de résistance dans la campagne pour les élections du 15 novembre qui permettront de renouveler les gouverneurs et de désigner l'Assemblée nationale constituante chargée d'élaborer la charte de la nouvelle république (le Monde du 13 novembre).

Comment suivre le bœuf avant le scrutin ? Faut-il le confier à « sur pied » ou appeler ses maîtres par un « lâchage des prix » ? Entre dirigistes et libéraux, la controverse est vive. Elle l'est d'autant plus que bien des politiciens en lice sont eux-mêmes propriétaires de troupeaux. Du coup, on vérifie s'ils ont sacrifié suffisamment de têtes ces derniers mois à la fringale de leurs électeurs.

Les éleveurs forment un puissant syndicat d'intérêts. Cela tient à l'importance du cheptel brésilien (de 100 à 120 millions de têtes) et surtout à la structure de la propriété.

Les troupeaux de trente, cinquante, voire cent mille têtes ne sont pas rares dans les anciennes savanes du Paraná, du Mato Grosso, transformées en pâturages géants ces dernières années. Un seul propriétaire dans le Mato Grosso compte plus de deux cent mille bœufs. Souvent, les « fazendas » d'élevage appartiennent à des sociétés créées par des industriels ou de riches particuliers. Volkswagen a la sienne en Amazonie. Et bien d'autres firmes de São Paulo et des Etats méridionaux.

Quand le gouvernement a bloqué le prix du bœuf, le 28 février dernier, ainsi que de la plupart des autres produits, il s'est heurté à la résistance des éleveurs qui s'étaient déjà mobilisés et organisés contre la réforme agraire. Le bœuf a vite déserté le chemin des abattoirs. Celui qui arrivait jusqu'à l'étal des boucheries était vendu — il l'est toujours — au marché noir.

Qu'à cela ne tienne, ont répliqué les responsables de l'économie. Au lieu du zebu croisé de hollandais qui forme l'ordinaire des tables brésiliennes, du moins les plus favorisées, le pays mangera du « bife » fabriqué en Europe et aux Etats-Unis. En juillet, quelque 200 000 tonnes furent importées de la CEE et d'Amérique pour peser sur le marché. Cela ne troubla guère le bœuf brésilien, qui resta dans ses pâturages.

Ses aux stockeurs de bœuf

Du coup, le gouvernement, qui avait promis d'être ferme, donna des signes de défaillance. Il se réunissait avec les producteurs et conclut avec eux un accord à l'amiable : le prix serait relevé de 215 à 218 cruzados l'arrobre (l'arrobre étant une ancienne mesure portugaise équivalant à 15 kilos — soit un peu moins de 10 F le kilo de viande sur pied. Cette concession n'eut aucun effet. Les prix au marché noir, en effet, restaient supérieurs. La pénurie subsistait parfaitement organisée. Or, l'absence de « bife » faisait pâlir l'image présidentielle qui avait été à son apogée six mois plus tôt. Il était urgent pour le président, M. José Sarney, de rattraper le bœuf s'il voulait améliorer sa popularité. C'est ce qu'il

fit ou tenta de faire au début d'octobre.

Des centaines de policiers et de soldats à cheval ou en hélicoptère furent lancés à l'aube à la chasse aux bœufs d'emboûche qui avaient bravé les décrets présidentiels et les contreaux des bouchers. Ce fut l'opération « bœuf gras », opération toute symbolique : pas plus de deux mille têtes furent confisquées alors qu'en temps d'ordinaire il en faut de vingt à trente mille par jour pour alimenter les abattoirs. Elle servit à montrer du doigt quelques vilains qui stockaient leur bœuf. Mais elle n'intimida guère la corporation qui continue de faire de la rétention de viande bovine. On vit même à cette occasion le porte-parole de la présidence, M. César Mesquita, reconnaître sur place, au sud du Mato Grosso, les chemins d'une nouvelle transhumance, celle des troupeaux qui passent en contrebande au Paraguay d'où ils reviennent sous forme de viande importée.

Du coup, le bœuf n'a jamais été aussi populaire au Brésil. Il a fait la couverture d'un récent numéro de *Veja*, le principal hebdomadaire du pays. Deux paties haisantes de santé, mais liées par des menottes, les cornes en demi-lune, et aussi les menottes aux « poignets », le bœuf suc d'angoisse dans les dessins qui ornent les pages économiques du *Jornal do Brasil*, le quotidien de Rio. Si l'on en croit la presse, le bœuf clandestin est devenu le principal agent électoral de M. Orestes Quercia, candidat du PMDB, le parti au pouvoir, pour le poste de gouverneur de l'Etat de São Paulo. M. Quercia a gagné en effet des points dans les sondages depuis qu'il s'en est pris aux stockeurs de bœuf.

Certains candidats affirment que ce n'est pas avec des mesures policières qu'on normalisera l'approvisionnement de viande bovine. D'autres disent que les réquisitions sont nécessaires pour ne pas céder sur les prix et pour assurer le succès du « plan Cruzado ».

Il n'y a pas d'équivalent brésilien à l'expression française qui dit d'un bavard — et tous les hommes politiques brésiliens le sont en ce moment — qu'il n'a pas un bœuf sur la langue. En l'occurrence, ce ne serait guère approprié.

CHARLES VANHECKE.

Pour votre
DEMEULEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

GRAND CONCOURS

MERCREDI 19 NOVEMBRE
Le Monde donne la parole
aux étudiants



ACHETEZ **Le Monde** et
son supplément **CAMPUS**
Mercredi 19 novembre 1986
(numéro daté du 20 novembre)

QUAND C'EST VERT,

ANTILLES EN PERIODE VERTE
1640 F L'ALLER
1640 F LE RETOUR
3280 F L'ALLER-RETOUR

AIR FRANCE III

C'EST MOINS CHER.

Voyagez moins cher vers les Antilles !
Air France vous propose de nouveaux tarifs et une nouvelle façon de les utiliser : les tarifs vert, orange et rouge. Ces couleurs correspondent à des périodes de l'année et à un tarif pour chaque sens et pour chaque classe.

Quand c'est vert, c'est moins cher !
Les tarifs verts correspondent aux périodes de l'année les moins chargées en trafic.

Ces tarifs existent également au départ de Bordeaux, Lyon, Marseille et Mulhouse en Classe Vacances et en Classe Affaires.

Dans votre agence Air France ou chez votre Agent de voyages, consultez le calendrier de ces périodes et calculez facilement votre tarif.

Vers les Antilles, Air France innove.

* Tarif sous réserve de modification sans préavis. Conditions particulières de vente et de transport.

INNOVE // AIR FRANCE INNOVE // AIR FR.

Afrique

L'ouverture du sommet franco-africain de Lomé

La cohabitation d'abord

LOMÉ
de notre envoyé spécial

Ne donnons surtout pas nos divergences en spectacle et évitons tout ridicule. Les mots n'ont été prononcés ni d'un côté ni de l'autre, mais ils auraient pu l'être, aussi bien par l'Elysée que par Matignon. C'est dire que ni M. Mitterrand ni M. Chirac n'envisagent d'utiliser ce treizième sommet franco-africain pour se lancer dans des provocations à coups de petites phrases et de gestes symboliques dont ils ont le secret. Un partage des tâches, dit-on ici. Et il a été effectué. Il est admis par tous les intéressés, c'est-à-dire aussi bien par le président de la République et par le premier ministre que par leurs interlocuteurs africains : c'est à M. François Mitterrand d'incarner la continuité de la présence française, de symboliser ce rôle de vieux sage indispensable aux relations franco-africaines ; c'est au premier ministre de parler finances, projets concrets. Autrement dit, le symbole c'est l'Elysée, et l'argent est à Matignon.

Première conséquence de ce constat : MM. Mitterrand et Chirac ont décidé que toute rencontre avec un tiers africain se ferait à trois : eux deux plus l'interlocuteur africain. Le premier bénéficiaire de cette disposition de bon sens devait être M. Hissène Habré, avec qui MM. Mitterrand et Chirac ont pris un petit déjeuner ce vendredi matin. Qu'en ont-ils dit ? M. Habré a plaidé une fois de plus en faveur de la reconnaissance du nord du Tchad et a dénoncé les bombardements effectués par l'aviation libyenne. Du côté français, il n'est toujours pas question d'assurer aux troupes de M. Habré la couverture aérienne dont elles auraient besoin pour passer à l'offensive mais, à la suite de l'indélicatesse de la position française, annoncé par M. Mitterrand (le Monde du 14 novembre), il est clair que Paris ne voit plus d'un aussi mauvais œil une initiative militaire du chef d'Etat tchadien. Le but ultime reste cependant pour M. Mitterrand d'éviter des combats entre pilotes français et pilotes libyens. Il s'agit aussi, pour le président de la République, que M. Habré ne tire pas argument de l'évolution de la situation pour met-

tre un terme à des ouvertures en direction de l'opposition tchadienne.

Le point de vue de M. Mitterrand est-il partagé par M. Chirac ? On l'affirmait il y a vingt-quatre heures du côté de la présidence de la République, mais l'entourage du premier ministre a paru quelque peu étonné, jeudi après-midi, à son arrivée à Lomé, par l'évolution de la position de l'Elysée annoncée par M. Mitterrand dans l'interview accordée la veille à Radio-France internationale. Les proches de M. Chirac, visiblement, en étaient encore à la doctrine de la semaine dernière dont le but essentiel était de dissuader M. Hissène Habré de passer aux actes. Il serait pourtant étonnant que le chef de l'Etat n'ait pas tenu informé le premier ministre de l'évolution de ses réflexions. Une hypothèse, mais ce n'est qu'une hypothèse : obsédée par la crise proche-orientale et par l'affaire des otages, M. Chirac ne porterait pas pour l'instant grande attention à l'affaire du Tchad.

M. Chirac a-t-il bien fait de venir à Lomé ? On pouvait se poser la question jeudi soir, aussi bien en se promenant dans les rues de la capitale togolaise qu'en effectuant la quinzaine de kilomètres qui séparent l'aéroport de la ville. Le nom du premier ministre était en effet totalement absent des slogans que martelaient les groupes de quartiers motivés par la demi-journée de congé payé octroyée à la population. Pis : sur des kilomètres, ce n'était que des « *Fran-souanité-rrand* » que l'on pouvait entendre, alternant avec la célébration du culte Eyadéma.

Poursuivre l'aide à la Guinée

En fait, l'affaire avait commencé dès l'aéroport, lorsque l'avion du premier ministre était posé, en provenance de Brazzaville. M. Eyadéma était bien au pied de la passerelle, mais ce fut le nom du président de la République que scandèrent les danseurs et danseuses mobilisés pour une journée épuisante, puisqu'il s'agissait d'accueillir une quarantaine de délégations. Un peu plus tard, ce fut au Concordé présidentiel de se poser, après avoir tourné près d'une demi-heure dans le ciel, et là encore, M. Chirac, qui était resté à l'aéroport pour accueil-

lir M. Mitterrand, dut assister, sourire un peu crispé, à des déchaînements de bienvenue dont il était absent. Il ne faut d'ailleurs pas y voir de malice. Mais, pour les Africains, il n'y a que les présidents qui comptent.

Dans la matinée, le président de la République avait donné, à Conakry, une conférence de presse, au cours de laquelle il avait soigneusement évité toute possibilité de polémique avec son premier ministre. Le président a notamment refusé de commenter l'expulsion de France d'une centaine de Maliens et a justifié la position du gouvernement lors de la visite de M. Botha au France. « *Au nom de quoi lui refuserions-nous d'aller s'incliner sur les tombes de ses soldats ?* », a-t-il notamment demandé. *La France n'interdit pas son territoire aux personnalités étrangères dont elle n'approuve pas la politique.* Et,

après avoir souligné le refus du gouvernement de donner un caractère officiel à la venue de M. Botha, M. Mitterrand a ajouté : « *On ne peut pas en demander davantage à la France.* »

Après avoir, le président de la République avait fait un élogieux appui du général Conté, l'assurant de la « *solidarité de la France* ». Comme on pouvait le penser, Paris va poursuivre son aide à la Guinée. Dans les mois qui viennent, les techniciens français vont, d'autre part, doter la présidence de la République guinéenne d'un système de communications qui devrait permettre au général Conté non seulement d'appeler Paris — ce qui est pratiquement impossible actuellement — mais aussi de communiquer avec les capitales régionales de son pays — ce qui est aujourd'hui extrêmement hasardeux.

JACQUES AMALRIC.

L'escale congolaise de M. Chirac

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a fait, sur la route du sommet franco-africain, une escale à Brazzaville, où il a eu un entretien de plus de quatre heures, en tête à tête, avec le président de la République du Congo, M. Denis Sassou N'Guesso, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). La conversation a porté d'abord sur les problèmes de l'Afrique australe. La visite à Paris de M. James Savimbi, chef de l'opposition armée au gouvernement angolais soutenue par l'Afrique du Sud, et les audiences que lui avaient accordées le président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, et sur-

tout un membre du gouvernement, M. François Léotard, avaient provoqué de vives réactions en Afrique. En tant que président de l'OUA, M. Sassou N'Guesso avait mal pris cette visite, de même que celle, faite à titre privé, le 11 novembre, par le président sud-africain, M. P. W. Botha. M. Sassou N'Guesso avait laissé planer un doute sur sa participation à la conférence de Lomé.

L'accueil reçu par M. Savimbi à Paris avait particulièrement déplu au président angolais, M. Dos Santos, qui avait remis en cause un projet de visite en France et la représentation de son pays au sommet de Lomé. M. Chirac, sur le conseil, a-t-il dit, mercredi, de M. Sassou N'Guesso, a envoyé, à Laounda, à la fin de la semaine dernière, M. Fernand Wibaux, conseiller diplomatique du gouvernement, qui avait été porteur, un mois auparavant, de l'invitation du gouvernement français à M. Dos Santos. Celui-ci a finalement accepté de maintenir le principe de son voyage à Paris et d'envoyer à Lomé M. Martins, ministre du commerce extérieur et l'un des principaux dirigeants du MPLA, parti au pouvoir à Luanda.

MM. Chirac et Sassou N'Guesso se sont entretenus aussi de l'aide de la France au Congo, dont la situation économique se dégrade et qui mène une politique de redressement sous la houlette du Fonds monétaire international. Paris a apporté une aide d'environ 650 millions de francs en 1986 ; le gouvernement congolais souhaite un réajustement de ses dettes.

Le premier ministre a indiqué enfin au président congolais que la France est prête à renforcer son aide technique en raison de la « *commotion historique forte* » que représente Brazzaville, lieu où de Gaulle avait prononcé, en 1944, un discours considéré comme annonciateur de la décolonisation future. Symboliquement, la France pourrait assurer la restauration du stade où ce discours avait été prononcé. M. Chirac envisage, en outre, le financement d'un hôpital, mais les discussions butent sur la question du rôle des coopérants français dans la gestion future de cet hôpital.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(1) Quotidien constantinois publié en arabe.

PATRICK JARREAU.

Violences étudiantes dans l'Est algérien

(Suite de la première page.)

Il s'est emparé de sept cents billes ainsi que d'une plaque vidéotrice. Paradoxalement, les incidents ont débuté peu après un discours télévisé du président Chadli, très ferme dans le ton et sur le fond, de nature à marquer des esprits plutôt échauffés depuis la rentrée scolaire et universitaire.

Les lycéens entendent protester contre l'introduction de deux nouvelles matières dans les épreuves du baccalauréat 1987 : l'éducation islamique et l'éducation politique. Les étudiants manifestent leur ras-le-bol et se plaignent du manque de lits, de restaurants universitaires, de moyens de transport, de matériels, de professeurs qualifiés pour diriger les travaux pratiques, etc. La jeunesse déçue des quartiers populaires vient spontanément grossir le flot des manifestants et crier son mal de vivre dans une société où l'austérité imposée par la crise frappe durement les milieux défavorisés.

En moins d'un mois, plusieurs villes ont été le théâtre de soulèvements ou d'événements graves. Les 18 et 19 octobre, les lycéens d'Alger et d'autres établissements en pro-

vince se sont mis en grève. Ils ont repris les cours le 22, après la publication d'un communiqué officiel affirmant qu'il n'y aurait pas cette année de nouvelles matières au baccalauréat. Les 8, 9 et 10 novembre, Constantine a frisé l'émeute, juste avant Sétif le 11 et le 12. En outre, d'autres manifestations de moindre importance avaient inquiété Oran et Skikda.

De nombreux blessés

La répression est à la mesure de l'ampleur d'un mouvement susceptible de faire tache d'huile et qui vient en tout cas de seconder brutalement l'est du pays. Des témoins confirment que les forces de l'ordre ont eu recours aux gaz lacrymogènes et aux canons à eau pour disperser une foule qui répondait par des jets de pierres et des coups de bâton.

Selon des rumeurs difficilement vérifiables compte tenu de l'état de surexcitation de la population, les forces de l'ordre auraient tiré à balles à Constantine et Sétif.

Aucune précision n'a encore été officiellement donnée sur le nombre

des blessés, qui serait élevé selon certaines sources. Le nombre de personnes interpellées et arrêtées n'est pas connu non plus.

Pour toute information sur les événements, le quotidien national *El Moudjahid* a publié jeudi en page 2 une courte dépêche de l'agence officielle Algérie Presse Service précisant que « *la quasi-majorité des éléments perturbateurs sont des repris de justice délinquants, dont l'âge se situe entre vingt et trente ans* ».

Le distingué est nettement fait par les autorités entre la jeunesse studieuse et les fauteurs de troubles, désignés plus ou moins clairement à la vindicte populaire. Les intégristes et les gauchistes en prennent pour leur grade et sont accusés d'encourager le mécontentement des jeunes et de les manipuler. L'hebdomadaire *Algérie-Actualité* met en exergue « *les attitudes mères et militantes* » des étudiants, qui « *se sont organisés pour défendre leurs institutions* », et des « *travailleurs d'An Nasser* (1) qui n'ont pas hésité à défendre leur journal ». « *Des attitudes responsables* », ajoute *Algérie-Actualité*, comme celles des travailleurs du dépôt de carburant de Sétif « *qui se sont opposés à la tentative de destruction par des groupes d'individus n'ayant aucun rapport avec les milieux étudiants et lycéens* ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(1) Quotidien constantinois publié en arabe.

PATRICK JARREAU.

Selon N'Djamena

Des combats ont lieu dans le nord du Tchad

N'Djamena (Reuters). — Un avion de chasse libyen a été abattu par les forces armées gouvernementales tchadiennes et deux cents soldats libyens ont été tués, annonce un communiqué publié ce vendredi 14 novembre par le haut commandement militaire de N'Djamena. Le communiqué indique que des com-

bats se déroulent actuellement dans le nord du Tchad, à 7 km au nord-est de Fada.

Selon le haut commandement militaire tchadien, « *les forces libyennes ont attaqué par terre et par air avec de gros moyens, notamment des avions de chasse, des chars et de l'artillerie* ».

MAISON DU DANEMARK

142, CHAMPS-ÉLYSÉES - M^e ÉTOILE

L'UNIVERS BLEU DE HANS HENRIK LERFELDT

tous les jours de 13 à 19 heures. Dimanche et fêtes de 15 à 19 h.

Jusqu'au 14 décembre - Entrée libre

LE MONDE diplomatique

Novembre 1986

PROCHE-ORIENT

DOSSIER : LES CLÉS DU CONFLIT

Conflit israélo-arabe, guerre entre l'Irak et l'Iran, destruction du Liban, le Monde diplomatique dresse la carte historique, pays par pays, des événements politiques et économiques des quarante dernières années au Proche-Orient.

ÉCONOMIE

LA GUERRE DU BLÉ

En vingt ans, le commerce mondial du blé a quadruplé. Aujourd'hui les stocks sont tels que les États-Unis et l'Europe sont engagés dans une impuissable guerre des prix. Alors que le tiers-monde souffre de sous-alimentation. Un dossier complexe sur un conflit planétaire.

En vente chez votre marchand de journaux

MARCHÉ

AU BON

2500 ANS DE PASSIONS C'EST RIVE GAUCHE

-20%
SUR LES TAPIS
D'ORIENT
EXPOSITION-VENTE
JUSQU'AU 29 NOV 86

Le tapis est une œuvre d'art. 2500 ans de traditions et de passions ont jalonné sa histoire unique : de génération en génération, art et savoir-faire se sont transmis d'une manière ininterrompue. Chaque création est un témoignage vivant de l'histoire de l'Orient.

Le tapis Persan est le modèle idéal. De par ses qualités exemplaires, sa variété infinie et son originalité inégalable, il demeure le plus recherché. L'évolution actuelle de l'Iran a favorisé la « *réapparition* » de pièces de très haute qualité : Veramine, Koum, Sennah, Ispahan, Bidjar, Kechon... ces tapis, objets culturels, sont aussi un placement traditionnel. La connaissance du marché, la présence régulière sur place de François Ollivier, responsable des achats, nous a permis de réunir cette collection exceptionnelle. Cette an-

née, sa passion l'a amené à visiter, entre autres, les tribus nomades Kaschgai du sud de l'Iran. Ces Persans, mais aussi les autres grandes origines du tapis d'Orient (Boukhara, Turcs, Afghans, Chinois...), méritent votre visite à l'exposition-vente du Bon Marché. Certificat d'origine, expertise, conseil, restauration, entretien, garde, présentation à domicile dans toute la France... Le Bon Marché, le spécialiste au service de vos passions.

Photo: Tapis Kaschgai, Iran. Laine, fin XIX^e, 140 x 220 cm. Crédit 3 mois sans frais à partir de 5 000 F d'achat. 2^e étage.

مكتبة الأهل

مكتبة العالم

... Le Monde • Samedi 15 novembre 1986 • 9

AVENUE GEORGE V

l'avenue de la fourrure

AVEC le plus beau magasin d'Europe

• LES **FOURRURES GEORGE V**

40, Avenue George V. Paris 8^e

DIFFUSION

Manteaux	VISON ranch	32 750F
"	VISON luninaire	45 000F
"	RENARD bleu	21 750F
Vestes	MARMOTTE Canada	18 750F
"	RENARD argenté	38 750F

Collection HAUTE FOURRURE

GROSVENOR Exclusivité pour la France

LES PLUS PRESTIGIEUSES COLLECTIONS de VISIONS
Blackdiamond, Blacklama, Saga, Canada Majestic, Emba.
Le plus grand choix en France de somptueuses Zibelines de Russie

AVEC la **BOUTIQUE 40**
SOLDES PERMANENTS

FOURRURES NEUVES à 50% de leur VALEUR

PRIX d'OUVERTURE du VENDREDI 14 au SAMEDI 29 NOV.

Manteaux	ASTRAKAN	6250F 3125F	Vestes	MARMOTTE	13750F 6875F
"	RAGONDIN	5850F 2925F	"	OPOSSUM	4250F 2125F
"	CHEVRETTE	3950F 1975F	"	AGNEAU Toscane	
Pelisses int.	Lapin pleine peau	2850F 1425F		reversible	3050F 1825F

AVEC la **BOUTIQUE 55**
Entrée: 55, rue François 1^{er}. Paris 8^e
SOLDES PERMANENTS
VISIONS

Manteaux	VISON dark	24850F 12425F	Vestes	VISON dark	14850F 7425F
"	VISON pastel	32750F 16375F	"	VISON dark	
"	VISON dark			milleraies	9750F 4875F
	morceaux	8250F 4125F	"	VISON dark morceaux	7850F 3925F

AVENUE GEORGE V

le centre de la fourrure

Garantie totale sur tous vos achats • Service après vente • Larges facilités de paiement

FOURRURES GEORGE V
40, Avenue George V Paris 8^e

BOUTIQUE 55
55, Rue François 1^{er} Paris 8^e

Conseil national du Parti républicain

La « bande à Léo » préfère vivre avec l'UDF plutôt que de mourir avec le RPR

Le Parti républicain réunit son conseil national le samedi 15 novembre, à Paris. A son ordre du jour, le bilan de neuf mois de gouvernement et le lancement d'une grande campagne de mobilisation à partir de janvier.

Vivre avec l'UDF ou mourir avec le RPR ? La question est brutale mais c'est en ces termes qu'elle est posée à M. François Léotard et à ses amis. Au terme de son conseil national, il ne devrait plus faire de doute que le PR opte pour la première solution. Recoller au peloton UDF pour éviter de se faire irrémédiablement happer dans quelques mois par le véhicule balai du RPR, en espérant d'ici là être suffisamment dopés pour courir comme des grands sous le maillot libéral : ainsi devraient se résumer les consignes portées sur la feuille de route du militant.

Otages du gouvernement

Après neuf mois de gouvernement, la lune de miel du Parti républicain avec le RPR semble terminée. Les embrassades d'hier font redouter l'étouffement pour demain. Les promesses pour l'après-1988 ont tendance à peser moins par rapport aux sursauts du moment. Bref, la tentation d'hégémonie du parti de M. Chirac sur la majorité et des ministres RPR au sein du gouvernement commencent à donner des vapeurs aux jeunes ministres libéraux. Officiellement ceux-ci se refusent bien sûr à convenir d'un quelconque malaise. Mais de toute évidence l'affaire des cent ou Malien ainsi que le désaveu subi sur le fameux « amendement Coluche » (deux dossiers qui impliquaient directement l'un des leurs, M. Claude Malburet, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme) ont jeté le trouble et constitué en quelque sorte deux signaux d'alarme. De même, un certain désenchantement est apparu vis à vis du ministre d'Etat M. Edouard Balladur. Au terme des tractations budgétaires,

celui-ci, jugent-ils, s'est montré plus conservateur et plus pompidolien qu'ils n'osaient le croire.

Si les ministres ne veulent point faillir à la solidarité gouvernementale, les parlementaires de leur parti ne se sentent guère contraints à la même discrétion. La grogne petit à petit s'installe dans leurs rangs. « Nos ministres sont devenus les otages de ce gouvernement », s'alarme un sénateur. « Le discours libéral n'a plus le même impact, nos ministres ne sont pas parvenus à être la locomotive libérale de ce gouvernement », renchérit un député. Constat : le Parti républicain n'a plus les moyens, au gouvernement, de contraindre l'allure du rouleau compresseur RPR.

Pour parer au plus pressé, les responsables du PR s'ont donc pas d'autre choix que de revenir bon gré mal gré au bercail UDF, cette UDF votée aux géminies l'été dernier mais qui s'impose une fois de plus à eux comme un « mal nécessaire ». Ce retour à la case départ est aussi accéléré par le dernier congrès du CDS à Metz. Manifestement les dirigeants du PR ont plutôt été impressionnés de découvrir « des centristes à l'aise dans leurs baskets », placés, admettent-ils, sur un créneau porteur et qui pourraient, redoutent-ils, profiter de leur désertion pour repêcher toute l'UDF à leur façon.

Pour de l'hégémonie du RPR, crainte d'un réveil contristé : cette double urgence impose au Parti républicain de rentrer précipitamment dans le giron UDF. Ce retour devrait se concrétiser à la fois au niveau des hommes et du discours. Avant son voyage aux Etats-Unis, M. Léotard avait rencontré le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie. Une décision fut arrêtée ce jour-là : l'organisation de rencontres régulières entre les responsables et les ministres des deux formations.

Au niveau du discours, le PR n'entend pas non plus laisser le monopole du cœur au CDS. Les propos tenus par M. Alain Madelin au cours de l'émission télévisée « L'heure de vérité », du mercredi 12 novembre, ont été, à cet

égard, éclairants. Le conseil national de ce samedi devrait permettre de montrer également que les « libéraux » n'entendent pas être absents du terrain des solidarités et par la même occasion ramener le gouvernement à de plus justes préoccupations sociales.

« Vivent nous ! »

Ce nouveau tournant auquel se préparent ainsi les dirigeants du PR va-t-il les mener jusqu'à l'élection présidentielle ? L'expérience du passé impose de ce point de vue quelque prudence, ce qu'ont apparemment compris leurs homologues centristes.

Cette manœuvre du PR ressemble davantage à un repli stratégique en prévision de la convention nationale de l'UDF du 31 janvier prochain qu'à une conversion définitive aux vertus de l'union. La « bande à Léo » a-t-elle décidé de ne plus faire bande à part jusqu'en 1988 ? Rien n'est moins sûr. « Vivent nous ! » reste son slogan favori, et l'hypothèse d'une candidature de M. Léotard à l'Elysée une base de travail et de mobilisation. Après M. Madelin, ce sera au tour de M. Gérard Longuet d'être placé sur orbite médiatique. Le trio est ainsi en piste, ce qui suscite quelques rivalités au sein de l'équipe gouvernementale. PR, notamment du côté de MM. Philippe de Villiers et Hervé de Charette. Le comité directeur, qui sera élu par ce conseil national, marquera également une « léotardisation » accrue du parti, mal perçue cette fois par les anciens de l'appareil, les parlementaires et les notables de province.

M. Léotard a-t-il mesuré ce mécontentement ? « Pour la France, faire équipe » : tel est le slogan choisi pour le conseil national qui devrait décider d'une importante campagne de mobilisation du parti à compter de janvier. Deux fois par mois, les ministres du parti seront conviés à suivre leur secrétaire général pour tenir rencontres et meetings en province. Cette campagne, qui s'achèvera en grande pompe léotardienne le 6 juin à Fréjus, pour fêter le dixième anniversaire de la création du PR, et, si possible, tester les capacités de présidentialité du maire de l'endroit, M. Léotard.

DANIEL CARTON.

La loi de programme pour l'outre-mer

Les nouveaux sénateurs antillais montent au créneau

Les nouveaux sénateurs des départements antillais n'ont pas raté leur entrée en scène, le jeudi 13 novembre, au Palais du Luxembourg, au cours de la discussion générale sur le projet de loi de programme pour le développement économique et social de l'outre-mer, défendu par M. Bernard Pons.

Le plus remarqué, par son éloquence déjà fort réputée, a été le maire de Pointe-à-Pitre, M. Henri Bangou, dirigeant du Parti communiste guadeloupéen. Son long réquisitoire contre la politique menée depuis toujours dans les îles lointaines a mis en évidence les nombreuses inégalités de traitement dont souffrent encore ces terres par rapport à la métropole. Fort de son expérience, M. Bangou est très sceptique — c'est le moins qu'on puisse dire — sur la volonté politique réelle du gouvernement de M. Chirac de remédier une fois pour toutes aux séquelles de l'esclavagisme aux Antilles et ailleurs : « Les collectivités séculairement oubliées que sont la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion peuvent s'interroger à juste titre sur le temps que dureront les promesses faites de façon si conjoncturelle et dans un contexte électoral soumis aux fluctuations des urnes », a-t-il affirmé.

Certes, le maire de Pointe-à-Pitre fait volontiers crédit à la gauche d'avoir, de 1981 à 1986, « tenté de rompre avec la tradition héritée du passé colonial », mais à ses yeux il ne reste rien aujourd'hui de cette tentative. M. Bangou paraît même regretter que M. François Mitterrand ne se montre pas plus vigilant en ce domaine. Rappelant les éclarations faites il y a un an aux Antilles par le président de la République, qui avait souligné qu'il incomberait désormais aux élus locaux de décider eux-mêmes « ce qu'il est bon de faire pour la population », le nouveau sénateur de la Guadeloupe a, en effet, souligné : « Déjà cette obligation est foulée aux pieds ; la loi-programme ne se réfère à aucun moment aux orientations économiques, culturelles et sociales arrêtées par les assemblées locales elles-mêmes. »

L'autre nouveau sénateur guadeloupéen, M. François Louisy, au nom des socialistes, a, lui aussi, déploré l'attitude du gouvernement : « Ce texte néglige volontairement la décentralisation. Il ignore la volonté des principaux intéressés. Nous pouvons à la rigueur concevoir que le nouveau pouvoir, par les élus de la gauche, mais ce fait-il à l'égard des majorités de nos conseils généraux et régionaux. » Conclusion du maire de Goyave : « La médication libérale est plus nuisible que la maladie ! »

Premier élu à représenter la gauche martiniquaise au Sénat sous la V^e République, M. Rodolphe Désiré, membre du Parti progressiste martiniquais (PPM, apparenté socialiste), a reconnu au projet de M. Pons le « mérite d'exister » en invoquant un proverbe de chez lui selon lequel « mieux vaut allumer une chandelle que de réclamer contre l'obscurité » ; mais il ne s'est pas montré moins critique que ses collègues guadeloupéens : « L'inspiration politicienne et électoraliste de ce projet n'est pas niable. Certes le gouvernement manifeste quelque intention d'agir mais en dénaturant les acquis de la décentralisation. Quarante ans de décentralisation ont conduit à l'échec et la décentralisation permettrait de relever les défis du sous-développement. Ceux-ci sont trop sérieux pour être les enjeux de manœuvres politiciennes. »

Sur les bancs de l'opposition, un seul homme fait finalement confiance à M. Pons : le nouveau sénateur — et ancien député — apparenté socialiste de Saint-Pierre-Miquelon, M. Albert Pen : « Je vous accorde un préjugé favorable », a-t-il dit au ministre des DOM-TOM. Prêchant pour sa paroisse, c'est-à-dire surtout en faveur des intérêts des pêcheurs de son archipel, en butte aux intérêts antagonistes des Canadiens, le maire de Saint-Pierre se veut d'abord pragmatique : « Nous, nous n'avons pas d'autonomistes, aussi pourrions-nous estimer inutile de s'intéresser à quelques queues de morue... Vous avez une autre vision des choses, a-t-

il souligné en rendant hommage au ministre, vous avez une vision courageuse et nous voulons croire à vos promesses d'appliquer concrètement les contrats de plan déjà passés. »

Sur les bancs de la majorité, en revanche, c'est un « ancien », M. Roger Lise (UDF, Martinique) qui a en la « petite phrase » la plus remarquée : « Les contrats de plan et la loi de programmation nous aideront, a-t-il dit, mais la vraie solution à nos problèmes doit venir de nous-mêmes et non des autres : avec la décentralisation nous devons trouver les moyens de prendre en mains notre destin, analyser les vraies causes et trouver des solutions, dussions-nous déplaire, dans un premier temps, à notre électeur. » Personne, toutefois, n'a sur ce point surenchérit.

A. R.

■ Demande d'enquête sur les grèves à EDF. — La commission des lois de l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Jacques Toubon (RPR, Paris), a adopté le 13 novembre une proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été décidées les grèves syndicales des 24, 25 et 26 septembre à EDF dans certains arrondissements de Paris. Le rapporteur de cette proposition, M. Dominique Bussereau (UDF, Charente-Maritime), a précisé que cette commission serait chargée, si l'Assemblée approuve sa création, d'examiner non seulement les conditions dans lesquelles les grèves à EDF ont pu être conduites, mais également les moyens susceptibles d'en prévenir le renouvellement.

■ Dragage : une liste Soldani... sans Soldani. — Les amis de M. Etienne Soldani, ancien sénateur socialiste, ancien maire de Dragage, ont décidé de présenter une liste (concurrente de la liste socialiste officielle) à l'élection municipale de Dragage, le 23 novembre. M. Soldani ne sera pas personnellement candidat. Une mission de conciliation, dirigée par M. Jean Popelin au nom du bureau exécutif du PS, s'est rendue sur place, samedi 8 novembre, et a échoué dans sa tentative.

Au Forum RMC/FR3, on préfère rencontrer les responsables politiques le dimanche, à 13h30, ils sont plus détendus qu'après un meeting.



Jacques Hébert, RMC.

Jean-Pierre Defrain, RMC.

Pour la première fois, une station de radio et une chaîne de télévision ont choisi de s'associer pour accueillir, chaque dimanche, de 13h30 à 14h30, une personnalité du monde politique, économique ou social. Animé par Geneviève Guicheney, Jacques Hébert et Jean-Pierre Defrain, le Forum sera diffusé en direct sur FR3 et RMC (103.10 FM à Paris).

Pour poser vos questions aux invités, composez le 36.15, suivi du code RMC ou FR3.

1^{re} invitée, dimanche 16 novembre :

SIMONE VEIL

FORUM

هكنا من الأمل

Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

COMMERCE EXTERIEUR : M. Noir souligne la « dégradation profonde »

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 13 novembre, les crédits des services financiers et du commerce extérieur présentés respectivement par MM. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget, et Michel Noir, ministre délégué chargé du commerce extérieur.

L'Assemblée a également adopté le budget des charges communes (géré par le ministère des finances), dont elle avait commencé la discussion le 7 novembre (le Monde du 12 novembre). Ont été également adoptés, avec les votes du RUDF, du RPR et du Front national, les

budgets de l'imprimerie nationale (1 733 millions de francs) et des Monnaies et médailles (734 millions de francs). Le montant total des crédits ouverts en 1987 pour les services financiers s'élève à 33,9 milliards de francs (+ 1 % par rapport à 1986), soit 2,96 % du budget global.

Les crédits du commerce extérieur sont inscrits, pour leur part, au sein des charges communes et des services financiers, et au budget du ministère de l'économie et des finances. Leur montant global est de 12 milliards de francs.

« Rigoureux et vigoureux », c'est ainsi que M. Noir a qualifié son projet de budget, « meilleur baromètre de la compétitivité d'une économie », a-t-il souligné. Le ministre n'a d'ailleurs pas caché à la représentation nationale que le résultat équilibré qu'il escomptait pour la fin de l'année dissimulait une « dégradation profonde » du commerce extérieur français. L'équilibre sera tout juste atteint, « malgré un allègement de la facture énergétique de plus de 110 milliards de francs. Il manquera, cette année, cinquante milliards de francs », de solde industriel (la balance des produits manufacturés) par rapport à 1985, a estimé M. Noir.

Pour le ministre du commerce extérieur, il y a trois raisons à cette dégradation : le « décrochage » de la compétitivité internationale, la faiblesse des implantations à l'étranger, l'insuffisance de l'ouverture sur l'international. Ces explications n'ont pas pleinement convaincu M. Claude Geron (PS, Essonne), rapporteur spécial, et l'ancien ministre du commerce extérieur, M. Edith Cresson (PS, Vienne). Ils ont tous deux demandé au ministre ce que le gouvernement avait fait « du cadeau d'environ 90 milliards de francs » dû à la baisse du dollar et du baril de pétrole. « A combien s'élève votre déficit, monsieur le ministre, si vous avez un dollar à 10 francs », s'est exclamé M. Geron. « On est donc passé la même pétrolière qui devait, dans la confiance retrouvée, assurer le succès économique du nouveau gouvernement ? (...) Vous vous apprêtez à sacrifier à votre idéologie libérale l'avenir même de notre industrie », s'est indigné M. Cresson. Pour l'ancien ministre socialiste, « l'arrivée du libéralisme » s'est tra-

duite par une chute du solde industriel de la France de deux milliards mensuels.

« Quelle maladresse, c'est de la bande dessinée ! », lui a répondu M. Noir en raillant l'idée selon laquelle la tendance du commerce extérieur aurait pu soudainement s'inverser à partir du 16 mars. Le ministre, en revanche, a estimé que la baisse de compétitivité industrielle s'expliquait notamment par la croissance des coûts de production de 1982 à 1985. Il a souligné par ailleurs « la croissance de 35 % des aides au commerce extérieur ». Il a également rappelé que le gouvernement souhaitait agir en profondeur pour diffuser une véritable culture de l'exportation. M. Geron a alors reproché au ministre d'avoir supprimé l'École nationale d'exportation (ENEX). Le ministre lui a répondu qu'un audit général de l'ENEX avait permis de conclure que « le problème n'était pas de créer une entité structure de formation, au demeurant fort coûteuse pour l'Etat, mais de renforcer dans l'enseignement supérieur les possibilités d'expérience de l'étranger ». M. Cresson a reconnu la nécessité d'un effort de formation soutenu dans ce sens, « et ceci à tous les niveaux : nous sommes le seul pays au monde dont le premier ministre soit capable de confondre le Washington Times avec le Washington Post ».

Informations et bureaucratie

S'agissant du budget des services financiers, M. Alain Juppé a tenu à souligner le fait qu'il « concrétisait la volonté du gouvernement de renforcer l'efficacité de l'administration en allégeant et en modernisant ses structures », notamment grâce à

l'informatique et à la bureaucratie, pour lesquelles 1 milliard 127 millions (plus 4,4 %) ont été débouffés. En outre, la faible progression des dépenses de fonctionnement (plus 1,2 %) traduit, selon le ministre, un souci de rigueur dans la gestion. M. Juppé a également expliqué que le gouvernement avait défini des actions prioritaires, parmi lesquelles la participation au renforcement de la sécurité et de la lutte contre le trafic des stupéfiants par le biais de la direction générale des douanes. Il a également précisé que cent postes seront créés pour les chambres régionales des comptes encore en cours d'installation.

Enfin, le ministre a expliqué que la libération des prix permettra à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de renforcer son action dans la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles. M. Philippe Auberger (RPR, Yonne), rapporteur spécial, a mis, quant à lui, l'accent sur l'évolution des conditions d'exercice du contrôle fiscal par la direction générale des impôts : « Si ce contrôle est plus que jamais nécessaire, il ne doit pas porter atteinte aux libertés fondamentales du contribuable ». Le député RPR a également souligné qu'une « parfaite objectivité » inspire les contrôles d'entreprise. M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise) a estimé que le gouvernement allait trop loin dans sa volonté de « démanteler l'administration fiscale », tandis que M. Merle (PC, Val-de-Marne) s'est inquiété de la baisse des moyens des associations de consommateurs « alors que la déreglementation les rend plus que jamais indispensables ». Il a également protesté contre la suppression de seize postes à l'INC.

P. S.

COMMUNICATION : l'action de M. Léotard inquiète à droite et à gauche

L'Assemblée nationale a commencé, le jeudi 13 novembre, l'examen des crédits du ministère de la communication (le Monde du 13 novembre). Ils traduisent, en chiffres, le nouveau paysage audiovisuel qu'a voulu dessiner M. François Léotard, mais la discussion de son budget a montré que les inquiétudes devant l'avenir n'étaient pas seulement de la gauche. Des membres de la majorité n'ont pas caché quelques soucis, même si tous ne proposent pas les mêmes remèdes. Les éléments qu'ils ont avancés pour justifier leurs craintes ont, en tout cas, renforcé l'argumentaire des socialistes.

« Sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloges flatteurs », M. Léonore Degrez (app. UDF, Pas-de-Calais), plus soucieux de souligner « les manques » que de complimenter les ministres, se devait de placer cette belle maxime (trop oubliée) en exergue de son propos. Car le ministre de la culture et de la communication n'a manqué ni d'éloges ni de blâmes, même si, appartenant à la majorité oblige, les députés de droite ont transformé ces derniers en « inquiétudes ». Pour les premiers, M. François Léotard a l'habitude de faire donner sa « garde » du Parti républicain. Il peut compter sur elle, surtout quand le premier orateur de l'UDF est l'homme qui l'a remplacé comme député du Var, M. Daniel Collin. Mais M. Michel Péricard (RPR, Yvelines), qui en tant que rapporteur fut associé à toute l'œuvre législative du ministre, n'a pas manqué non plus de le féliciter : « Vous êtes le premier ministre de la République à ne pas exercer des responsabilités éditoriales dans la communication », a souligné l'ancien directeur de l'information de Radio-France. Face aux compliments sans nuances, la gauche a été plus critique sans réserves : « Vous tuez le service public », ont dit chacun à leur manière M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) et M. Roland Leroy (PC, Seine-Maritime).

Plus intriguante est la position de ceux qui ont mêlé les uns et les autres. Sur le rôle de la Commission nationale de la communication et des libertés, par exemple, M. François Aubert (UDF, Mayenne) a souligné qu'elle soit un « rempart » contre ceux qui veulent « concentrer

le pouvoir de l'argent, le pouvoir économique et le pouvoir politique ». Surtout, il a souligné qu'elle ne soit pas une « commission de constat de tour de table préalablement ficelée dans les antichambres gouvernementales ». M. Léotard l'a rassuré : « Je suis fier d'être dans l'incapacité de vous dire ce que décidera la CNCL ». Les positions prises par son président dans son entretien au Monde (nos éditions du 14 novembre) semblent pourtant inquiéter certains membres de la majorité ; ainsi M. Péricard a insisté sur « l'impudence » des professionnels et des usagers dans leur souhait de changement : « La CNCL ne doit pas perdre de temps », a-t-il dit. L'optimisme du ministre n'est pas partagé par M. Leroy, qui assure déjà qu'elle ne sera qu'un « comité de surveillance de l'audiovisuel ». Plus prudent, M. Schreiner explique qu'elle devra « très vite prouver son indépendance » en ne changeant pas systématiquement les patrons des sociétés publiques « sous prétexte d'alternance politique ».

Le sort de la SFP

L'avenir de certaines de celles-ci inquiète déjà des membres de la majorité. Ainsi M. Christine Boute (app. UDF, Yvelines) n'a cessé de se battre, dans l'hémicycle, pour que Radio-France puisse continuer à disposer d'un réseau de radios décentralisées. Contrairement à ses amis, elle ne pense pas que celles-ci soient « politisées », aient des frais de fonctionnement plus élevés que les radios privées, et affirme que leur existence est « indispensable » au pluralisme et à une « saine concurrence » entre public et privé. Elle a même obtenu, avec le soutien de la gauche et de l'extrême droite, contre toute la majorité, que les crédits de fonctionnement du service de la redevance soient réduits de 25 millions, en espérant que cette somme sera attribuée à Radio-France pour ses radios décentralisées.

Le ministre tient aux économies qu'il impose aux dirigeants de la radio publique, mais reconnaît que le choix des secteurs où elles doivent porter appartient à ses dirigeants, même s'il estime qu'elle n'a pas de « mission de service public » à remplir là où il existe des radios privées et où l'audience de la radio publique locale est faible. M. Alain Lamassouze (UDF, Pyrénées-Atlantiques)

va plus loin puisqu'il estime que la puissance publique ne doit jouer aucun rôle dans la communication locale. Si les collectivités locales veulent aider des petites radios, dit-il, elles doivent le faire « selon des critères objectifs ». De plus, ce proche de M. Valéry Giscard d'Estaing s'oppose à toute participation des pouvoirs publics locaux dans des télévisions locales, comme souhaite le faire le maire de Paris. Sur ce dernier point M. Léotard est lui-même réservé. S'il affirme que le choix du devenir de la sixième chaîne appartient à la CNCL, il reconnaît sa préférence pour une « chaîne nationale musicale », tout en expliquant que cela n'est pas forcément contradictoire avec un « réseau régional ».

Tous les membres de la majorité ne partagent pas la joie du ministre de voir baisser la redevance. Ainsi M. d'Aubert en voit les « inconvénients », alors que le secteur public va avoir de gros besoins de financement et qu'il ne doit pas trop positionner la publicité pour laisser celle-ci au privé. M. Degrez partage la même analyse devant le manque d'argent de FR3.

Les difficultés d'Antenne 2 inquiètent M. Michel Pelchat (UDF, Essonne), rapporteur de la commission des affaires culturelles. Il a calculé qu'il lui faudrait 100 millions de francs de plus. M. Schreiner, bien entendu, partage ce point de vue. Mais M. Collin a une amorce de solution : l'économie proposée par M. Boute sur les services de la redevance pourrait aller à Antenne 2 plutôt qu'à Radio-France. Les socialistes ont aussi les mêmes inquiétudes que M. Jean de Préamont (RPR, Essonne), rapporteur de la commission des finances, sur le devenir de la Société française de production. Alors que M. Pelchat estime que la disparition des commandes obligatoires va être pour celle-ci un « électrochoc » salutaire, l'abandon à « alléger ses effectifs », M. Schreiner redoute que cela n'amène sa faillite l'an prochain, alors qu'elle est la seule société française de taille européenne. Quant à M. de Préamont, il pense que son sauvetage est un des « éléments-clés de la réussite de la réforme de l'audiovisuel ». Aussi, il refuse une « fiscalisation » de ses secteurs rentables, solution pourtant souhaitée par M. d'Aubert.

Contrairement aux espoirs de M. Péricard, il y a encore du travail pour un ministre de la communication.

THIERRY BRÉNIER.

Rapatriés : « les plus âgés premiers indemnisés »

La fin de l'examen des crédits prévus en 1987 pour le règlement des problèmes des rapatriés a confirmé, jeudi matin 13 novembre, à l'Assemblée nationale, le souci du gouvernement de ne pas précipiter la mise au point de la nouvelle loi d'indemnisation promise la veille par M. Jacques Chirac aux pieds-noirs.

Le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, a indiqué, en réponse aux questions des députés, que « l'indemnisation doit faire l'objet de discussions avec les associations de rapatriés » et que cette concertation inclura une éventuelle réévaluation des biens perdus lors de l'exode de 1962. M. Balladur n'a apporté qu'une précision : « Les plus âgés devraient être les premiers indemnisés ».

Le secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. André Santini, a insisté, pour sa part, sur le volume des crédits qui seront accordés par l'Etat, en 1987 et 1988, pour le financement des autres mesures (conséquences de la nouvelle loi d'amnistie, financement des retraites complémentaires, effacement des dettes, etc.) dont le montant s'élève à environ 3 milliards de francs.

En outre, M. Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne), a souligné, en évoquant l'intervention, in extremis, du premier ministre dans la discussion budgétaire : « Zorro est arrivé, mettant fin aux menaces de démission de son secrétaire d'Etat. Le premier ministre veut aller à l'élection présidentielle avec une promesse d'indemnisation qui prendra effet après l'élection... C'est clair comme de l'eau de roche. Demain on rase gratis... ».

Ironique, M. Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne), a souligné, en évoquant l'intervention, in extremis, du premier ministre dans la discussion budgétaire : « Zorro est arrivé, mettant fin aux menaces de démission de son secrétaire d'Etat. Le premier ministre veut aller à l'élection présidentielle avec une promesse d'indemnisation qui prendra effet après l'élection... C'est clair comme de l'eau de roche. Demain on rase gratis... ».

C'EST ÉTONNANT, C'EST CANNES.

Cannes part en croisette pour l'énergie

Organisé pour la 1^{re} fois en France, le XIII^e congrès de la Conférence Mondiale de l'Energie se tient à Cannes.

Cannes (de notre correspondant)

Après Munich en 1980 et New-Delhi en 1983, Cannes rejoint ainsi les grandes villes mondiales de congrès. Inaugurée par le Président de la République, la conférence accueille 7 jours durant au Palais des Festivals et des Congrès plus de 4.800 participants venus du monde entier pour dresser le bilan des problèmes de l'énergie.

Deuxième Palais des Congrès de France, 60.000 m² de business, 8 niveaux d'activités, deux auditoria de 2.400 à 1.000 places, 11 salles de 40 à 300 places, 14.000 m² d'exposition, 121 techniciens, 18 corps de métiers, les Ambassadeurs pour réceptions, 121 hôtels, 4.700 chambres (dont 1.800 à moins de 900 mètres du Palais), 282 restaurants, 2 casinos, 20 pianos bars ou night-clubs et 3.000 heures de soleil. •

CANNES

DIRECTION GÉNÉRALE DU TOURISME ET DES CONGRÈS. Tél. 93.99.01.01

TWA Promenades Américaines : l'affaire de l'hiver.

L'affaire de l'hiver, c'est une promenade américaine avec TWA. En fait, l'affaire de l'hiver, ce sont plusieurs bonnes affaires.

Bonne affaire : quand vous partez à 2 adultes vous bénéficiez des bas tarifs transatlantiques TWA. Bonne affaire : la location de

voiture Hertz gratuite pendant 7 jours. Il vous suffit de venir la chercher, dans les 7 jours qui suivent votre arrivée dans des bureaux Hertz

travaillant avec TWA. Bonne affaire : le forfait voiture-hôtel gratuit pendant 4 jours. Toujours sur la base de 2 adultes en chambre

double. Vous résidez gratuitement à l'hôtel Gold Key - Orlando (Floride) ou à l'hôtel Hollywood - Los Angeles (Californie).

Bonne affaire : l'accueil et l'ambiance typiquement américaine de TWA. C'est absolument gratuit. Et avec le sourire.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

Conditions et programme valable jusqu'au 31 mars 1987 auprès de TWA Promenades Américaines, 4 rue Scribe - 75009 Paris - Tél. (1) 47.42.99.99.

Un entretien avec le docteur Olievenstein

«La prison pour les toxicomanes est un remède pire que le mal»

Le projet de loi sur la drogue, que le garde des sceaux doit prochainement présenter au conseil des ministres, confirme les orientations du plan de lutte contre la drogue récemment proposé par M. Chandon. La loi de 1970 est interprétée de façon plus restrictive en renforçant le contrôle judiciaire de l'action thérapeutique, mais surtout les toxicomanes délinquants seront désormais assimilés aux alcooliques dangereux et aux aliénés et pourront faire l'objet de placements dans des établissements spécialisés. Le docteur Claude Olievenstein, directeur médical du centre Marmottan à Paris, exprime ici son point de vue.

«Le projet de loi de M. Chandon sur la drogue prévoit l'insertion des toxicomanes dans des établissements de soins à la demande des familles. Que pensez-vous de cette mesure qui assimile le drogué à un malade mental ?

— Cette disposition est à la fois inefficace et dangereuse. Nous avons pu vérifier avec la loi de 1954 sur les alcooliques dangereux qu'elle n'a jamais pu être appliquée dans les faits car elle contenait une contradiction fondamentale sans égard pour la résoudre : on est délinquant et on est puni, on est malade et on est soigné. Cette mesure est triple-ment dangereuse.

— Elle donne un droit exorbitant aux familles, qui pourront décider d'interner leur enfant majeur. Or, sans vouloir culpabiliser les parents, ils sont souvent perturbés eux-mêmes et donc perturbent. D'autre part, elle autorise les familles à décider elles-mêmes du degré de toxicomanie de leur enfant. Enfin cette mesure introduit aux yeux de la loi une catégorie de sous-Français en autorisant pour l'espèce appelée drogué une garde à vue de sept jours sur la seule appréciation d'un magistrat.

— De telles mesures, contrairement au droit selon vous, n'auraient pu être proposées s'il n'y avait une aggravation de la législation en vigueur. Vous êtes au moins d'accord sur ce constat avec le garde des sceaux.

— Je ne suis en rien d'accord avec M. Chandon. Il n'y a pas

aggravation du phénomène. Le chiffre de huit cent mille toxicomanes en France est totalement fantaisiste. Ce catastrophisme facilite la politique de fermeté.

— Vous avez aussi voté contre la drogue.

— Oui, bien sûr, mais un combat ne se mène pas en faisant de la surenchère et en masquant la réalité : la clientèle de Marmottan, comme celle de toutes les institutions, diminue.

— De quel vos chiffres seraient-ils plus crédibles que ceux de M. Chandon ?

— Nous avons mené différentes enquêtes à l'intérieur du centre hospitalier. Les résultats sont publiés depuis 15 ans dans un rapport annuel qui n'a jamais été contesté. Les chiffres officiels sont des piteuses de principe.

— Le ministère ne peut rendre publics des chiffres — huit cent mille toxicomanes — au risque d'effrayer l'opinion sans les avoir fait vérifier par ses services.

— Il a besoin de chiffres impressionnants pour justifier une politique libérale qui remplace les prisons privées.

— On ne peut l'accuser de s'avoir des sous-Français.

— C'est un souci politique de conditionner la population française en lui faisant peur à des fins bien précises. Car l'argument de la dangerosité de la drogue ne tient pas, on alors pourquoi ne pas parler de la dangerosité de l'alcool ?

Antidrogue

— On finit par croire que, selon vous, la peur de la drogue est irrationnelle et sans fondement.

— On a considérablement exagéré l'importance de la drogue, et je dirais, sans mon antidrogue, il y a eu une dérive. Je tenais compte d'un consensus national, je ne voulais pas heurter l'opinion. J'aurais dû m'engager davantage pour la dépression de l'usage du cannabis. Je n'ai pas assez insisté sur la différence entre les drogues et sur le fait qu'il n'y a pratiquement aucun rapport entre un usager occasionnel et un toxicomane. J'ai trop généralisé qu'on parle de drogue en général sans jamais citer l'alcool, le tabac ou l'abus de médicaments.

— Les hommes politiques eux-mêmes croient peut-être sincèrement à un danger plus grave et imminent qu'il n'est en réalité.

— On fait dire aux sondages bien des choses. Mais 70% des Français considèrent les toxicomanes comme des malades. Ce qui veut dire que les Français — et les hommes politiques en font partie — ont parfaitement assimilé ce que les spécialistes leur ont expliqué.

— En considérant les toxicomanes comme des délinquants avant tout, on ne peut donc dire que M. Chandon censure son électorat dans le sens du poil.

— Si, dans la mesure où il s'agit de mettre en musique l'idéologie sécuritaire. Les mesures préconisées dans le domaine de la toxicomanie sont parties du grignotage de l'état de droit par l'état de force. Pour faire accepter cela aux Français, il faut trouver des bons émissaires aux marges de la société. Aujourd'hui, les toxicomanes sont tout indiqués. Et parallèlement il faut accrédi-ter l'idée que la répression a du bon.

— C'est pourquoi on monte à l'exemple une institution répressive en la faisant passer pour efficace contre toute preuve. Je veux parler de l'association Le Patriarche citée comme modèle par M. Chandon et qui a fait l'objet d'un rapport extrêmement sévère. On relève dans ce rapport de telles infractions, des faits si graves, qu'en bonne démocratie on aurait dû fermer l'institution.

— Pour certaines toxicomanes ce type de prise en charge musclée peut avoir des effets bénéfiques.

— Si la finalité doit être le maintien des toxicomanes pendant des années entre les murs d'une institution, où est l'aspect curatif et la réinsertion ? Et d'autre part, on désigne les spécialistes comme si on reprochait aux cancérologues de ne pas obtenir assez de guérisons et que, pour cette raison, on caviyait les malades chez le rebouteux.

Echec des méthodes autoritaires

— On peut estimer que le choix du gouvernement est thérapeutique, fondé sur la méthode de la carotte et du bâton, inspirée de Pavlov.

Carrefour du développement

«Je n'ai mis en cause aucun fonctionnaire du ministère de l'intérieur», déclare M. Yves Chaliat

M. Yves Chaliat affirme, dans un communiqué transmis jeudi 14 novembre, à l'Agence France Presse, qu'il n'a mis ou n'a voulu mettre en cause aucun fonctionnaire du ministère de l'intérieur lors de l'interview qu'il a donnée au Point. « Cette mise en cause, a ajouté M. Chaliat, provient de sources qui sont absolument étrangères ».

Selon son avocat, M. Chaliat, qui est officiellement recherché, « compte se présenter à la justice française dans un délai relativement bref, lorsque des garanties, notamment quant à la liberté de M. Guy Baquelin, qui n'est pour rien dans cette affaire, et quant à sa propre sécurité, lui auront été accordées ».

De son côté, M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, qui inaugurerait le jour le nouveau hôtel de police de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), interrogé à propos des dernières déclarations de M. Yves Chaliat, qui affirmait avoir été aidé dans sa fuite par un « responsable » du ministère de l'intérieur, a déclaré : « J'attends des

preuves et, en tout état de cause, je présume toujours l'innocence avant qu'un m'ait donné les preuves contraires ».

Dans une interview au Point, parue le 10 novembre, M. Yves Chaliat expliquait ainsi sa fuite de France : « J'ai mon premier contact avec un ami, l'un des responsables de la police au ministère de l'intérieur. (...) Il m'a conseillé de partir pour Bruxelles et Londres et il m'a donné un contact au Brésil ».

M. Yves Chaliat indiquait ensuite que c'est à la demande de ce « responsable » de la police qu'il avait rédigé son rapport sur l'affaire du Carrefour du développement, rapport dont il était « étonné d'apprendre qu'il avait été déposé dans la boîte aux lettres personnelle du nouveau ministre de la coopération, M. Michel Aurillac ».

A la suite de cette interview, le commissaire général Jacques Delbois, chef du SCTIP, a été entendu par la police judiciaire à la demande du juge d'instruction Jean-Pierre Michon.

Georges Ibrahim Abdallah

Le dossier strasbourgeois va être transmis à Paris

A la demande de M. Albin Chandon, garde des sceaux, le parquet général de la cour d'appel de Colmar devrait prochainement demander que soit transmis à Paris, au cabinet de M. Gilles Bouloque, juge d'instruction, le dossier sur la tentative d'assassinat de M. Robert Onan Homme, consul général des Etats-Unis à Strasbourg.

Cet attentat, perpétré le 26 mars 1984, avait été revendiqué par les fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), dont le chef présumé, Georges Ibrahim Abdallah, purge actuellement une peine de quatre ans de prison pour usage de faux papiers et association de malfaiteurs. Ce dernier est également inculpé de complicité dans les assassinats de deux diplomates, l'attaché militaire américain Charles Ray et le conseiller israélien Yacov Barsimantov, deux dossiers instruits par M. Gilles Bouloque.

L'éventuelle mise en cause du chef présumé des FARL dans l'attentat contre M. Robert Onan Homme découle de la récente exploitation par la justice de documents découverts dans une voiture ayant appartenu à Georges Ibrahim Abdallah. Ce véhicule, une CX Citroën, acheté par Abdallah et sa compagne, avait été retrouvé en Yougoslavie en septembre 1985.

A l'intérieur, les policiers yougoslaves devaient découvrir, outre une déclaration d'entrée en France au nom de Mohamed el Hilali, pseudonyme usuel de Georges Ibrahim Abdallah, un plan de la ville de Strasbourg sur lequel le domicile du consul général américain était marqué d'une croix. Transmis à la justice française, ces documents n'ont été que récemment étudiés par les autorités judiciaires.

An tribunal de Paris

Le livre «Affaire Nut» interdit à la vente

La famille du colonel Bernard Nut a obtenu, jeudi 13 novembre, une ordonnance du juge des référés du tribunal de grande instance de Paris interdisant la vente du livre du journaliste Bernard Vialat, « Affaire Nut : mort d'un agent secret, sous astreinte de 500 F par infraction constatée ».

Deux éditeurs, Carrère et Christian Chalmis, s'apprêtaient à diffuser l'ouvrage, qui présente une version des circonstances ayant précédé la découverte, le 15 février 1983, sur une route des Alpes-Maritimes, du cadavre du colonel Nut, officier de la DGSE, lorsque sa veuve et ses enfants ont engagé une instance en référé (Le Monde du 8 novembre).

Leur conseil, M. Francis Szpiner, avait soutenu que l'ouvrage contenait des injures, des diffamations, des atteintes à la vie privée et à la mémoire d'un mort et, même, une violation du secret de l'instruction, toujours ouverte au tribunal de Nice.

Dans son ordonnance, le juge des référés, M. Bernard Lathelier, justifie la mesure exceptionnelle que constitue la saisie d'un livre en déclarant que l'auteur « s'est rendu coupable d'une intrusion grave et injustifiée dans la vie privée du couple Nut » et qu'il a « voulu jeter le discrédit sur le colonel Nut d'une façon si caractéristique que les demandeurs se trouvent gravement atteints dans l'honneur et la considération auxquels, jusqu'à preuve du contraire, ils ont toujours droit ».

Le magistrat conclut en affirmant : « Les manquements commis en la matière par des journalistes sont beaucoup plus graves lorsque les propos incriminés sont reproduits dans un livre que lorsqu'ils sont diffusés par la presse. Les journaux disparaissent et laissent tomber leur contenu dans l'oubli, tandis que les livres demeurent et peuvent être gardés indéfiniment et donner aux intrusions fautive dans la vie privée des victimes un caractère permanent, définitif et indélébile ».

M.L.P.

A la Cour de cassation

«Fast food» et langue française

Une société commerciale ne peut s'abriter derrière la volonté d'information exacte et complète de ses clients pour désigner ses produits par des termes étrangers. C'est en substance l'argument développé par la chambre criminelle de la Cour de cassation pour annuler un arrêt de la cour d'appel de Paris qui relaxait l'exploitant d'une chaîne de restaurants poursuivi pour avoir donné à certains plats et boissons, des appellations étrangères telles que hamburger.

L'Association générale des usagers de la langue française s'était constituée partie civile dans un procès engagé contre M. Daniel Jambon, gérant de la chaîne de restaurants France-Quick, en application de la loi du 31 décembre 1975, qui rend obligatoire l'usage de la langue française « dans la désignation, l'offre, la présentation, la publicité écrite ou parlée, le mode d'emploi ou d'utilisation, l'étiquette et les garanties d'un bien ou d'un service ».

Le tribunal de police l'avait condamné en attribuant des dommages et intérêts à l'association partie civile, mais la troisième chambre de la cour d'appel de Paris avait relaxé M. Jambon, faisant observer, dans son arrêt du 14 décembre 1984, que dans le dépliant remis à chaque client « chacun des mots employés désigne une boisson ou un plat représenté par un dessin sous lequel figure, outre le prix, la composition très précise du produit ».

La chambre criminelle de la Cour de cassation a estimé, de son côté, que les magistrats d'appel avaient « méconnu le sens et la portée » de la loi en la « réduisant à la protection du consommateur », alors qu'elle « ne comporte nullement une telle limitation », avant de souligner que le texte est « d'un caractère général qui tend à sauvegarder la langue française ».

La cour d'appel de Versailles devra statuer à nouveau et, s'il ne lui est pas interdit de débouter la partie civile, elle ne pourra le faire que sur d'autres arguments que ceux des magistrats parisiens. Son arrêt sera attendu avec intérêt, non seulement par les exploitants de « fast food », et de nombreux industriels et commerçants, mais aussi par les défenseurs de la langue française.

MARC PORTET.

Le sort de Christine Villemin

La fin d'un labyrinthe judiciaire

(Suite de la première page.)

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy, présidée par M. Antoine Vogtenberger, avait, dans une audience à huis clos, un débat sans fioritures entre professionnels de la chose, à entendre les différentes parties, parquer, partie civile et défense, et à discuter le dossier. Et, après un délibéré de deux ou trois semaines, à rendre son arrêt, renvoi en cour d'assises ou non-lieu. Une procédure normale, obligatoire, à l'exception de l'absence de la partie civile, avec un seul objectif : vérifier s'il y a, à l'encontre de l'inculpé, dans le dossier instruit par M. Jean-Michel Lambert, des charges suffisamment graves et concordantes pour décider son renvoi devant une cour d'assises. Et...

Anne Sainclair contre «Présent»

Trois mots pour une injure

Plusieurs substances apparemment banales pauvres, lorsqu'elles sont mélangées, constituent un produit explosif. Pour avoir appliqué ce principe à l'écriture, le journal Présent était poursuivi, mercredi 12 novembre, devant la première chambre civile du tribunal de Paris par le journaliste Anne Sainclair, qui anime l'émission « 7 sur 7 » le dimanche sur TF1.

Le 5 avril 1986, Présent, journal proche du Front national, selon la formule de M. Georges Wagner, qui rejette le terme d'«organe», évoquait la prochaine émission « 7 sur 7 » en qualifiant Anne Sainclair de « pulpeuse charcutière casher ». La locution dépassait les critiques parfois sévères auxquelles la journaliste était habituée. Aussi, son conseil, M. Bernard Journeaux, dénonçait le caractère injurieux d'une association de mots particulièrement perverses.

« L'antonomie entre la charcuterie et la race casher révèle la volonté d'insulte », souligne l'avocat, en considérant que, si les mots, pris individuellement, pouvaient paraître insignifiants, le terme de

rendre son arrêt, renvoi en cour d'assises ou non-lieu. Une procédure normale, obligatoire, à l'exception de l'absence de la partie civile, avec un seul objectif : vérifier s'il y a, à l'encontre de l'inculpé, dans le dossier instruit par M. Jean-Michel Lambert, des charges suffisamment graves et concordantes pour décider son renvoi devant une cour d'assises. Et...

« charcutier » adressé à un journaliste était quand même fort désobligeant. En outre, critiquer les origines d'un adversaire politique relève d'une certaine forme de racisme.

Selon M. Georges Wagner, défenseur de M. François Briquaud, à l'époque directeur de Présent, qui revendique la responsabilité du texte publié sous la signature d'une mystérieuse Mathilde de Cruz, ces interprétations sont le résultat d'une « émigration tendancieuse », la qualification « pulpeuse » serait plutôt un compliment et « charcutière » est une métaphore pour illustrer la découpe de l'information de la semaine en sept jours, une sorte de « saucissonnage ». Quant à « casher », c'est encore une métaphore, dans laquelle il ne faisait pas voir la moindre perversité.

En somme, trois mots pour rien. Mais le tribunal, présidé par M. Michel Guth, dira le 17 décembre si trois fois rien c'est quand même quelque chose.

M. P.

M. Agniet était l'homme de confiance de M. Agnès Le Roux, une des administratrices du Palais de la Méditerranée, mystérieusement disparue en 1977 après avoir vendu, pour trois millions de francs, son vote au conseil d'administration de l'établissement à M. Jean-Dominique Fraton, propriétaire du casino rival le Ruhl. M. Agniet, soupçonné d'être impliqué dans la disparition de sa cliente, avait bénéficié sur ce point d'un non-lieu, après six mois de détention.

blir, en somme, un constat méthodique et minutieux des présomptions de culpabilité avant que de laisser à d'autres magistrats et aux jurés le soin de dire si, oui ou non, « selon leur intime conviction », ces présomptions sont convaincantes ou non.

Ce rappel, d'une banalité absolue, est devenu nécessaire dans une affaire assez spéciale pour que ce principe judiciaire français de l'« intime conviction » se trouve dévoyé. Car il n'est personne, enquêteurs, avocats, magistrats, journalistes, dans ce quadrille public d'une instruction à ciel ouvert, qui n'ait, d'une façon ou d'une autre, manifesté une conviction hors de propos.

Une nouvelle reconstitution ?

L'audience de la chambre d'accusation avait donc pour objet de mettre à plat le dossier. Le procureur général, M. Jean Reygrobellet, a prononcé un long réquisitoire, trente-quatre pages, une synthèse minutieuse des charges pesant, selon lui, sur l'inculpé. Or, il y reviendra pas, pour avoir évoqué ces charges en de multiples occasions. Le magistrat, en tout cas, a estimé que ces charges, et surtout leur accumulation, étaient suffisantes pour motiver un renvoi en cour d'assises. Les avocats des grands-parents Villemin, partie civile avec plusieurs de leurs enfants, ont, eux, plaidé dans ce sens. M. Lagrange s'est efforcé de mettre, une fois pour toutes, hors de propos « l'hypothèse Bernard Laroche » réactivée par la défense. M. Lombard a procédé à une plaidoirie, sorte de recensement implacable des « trente-huit charges » existant selon lui contre Christine Villemin, « quels que soient, par ailleurs, la douleur et le regret que mes clients et moi-même puissions en éprouver ».

Et la défense, M. Garraud en tête, a fait son métier. Tant dans la réaffirmation de la piste Laroche que dans l'entreprise de démolition des charges établies par l'instruction ou dans le constat de l'absence de preuves absolues et de mobile apparent. La défense avait élaboré un mémoire de près de trois cents pages.

Rien que de très classique, donc. Arrivée à ce point de pro-

cedure, l'affaire Villemin aurait donc dû suivre son chemin : un délibéré et la décision finale des trois magistrats de la chambre d'accusation. Seulement, comme dans toute cette histoire la forme n'est guère plus brillante que le fond, la défense, encore à son métier, a soulevé dans son mémoire-trente des cas multiples d'accumulation d'actes de procédure, des procès-verbaux, non signés, des désignations d'experts non agréés, des entorses à la procédure, bref, un véritable inventaire de charges pesant, si l'on ose dire, contre M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction. Le procureur général a réfuté plusieurs de ces demandes, mais il a admis que sept procès-verbaux ou expertises pourraient être effectivement annulés. Cela concerne, notamment, la procédure de reconstitution de l'emploi du temps de Christine Villemin le 16 octobre 1984. Le procureur général est convenu que cet acte était effectivement entaché de nullité et il a demandé à la cour de « désigner un de ses membres dans le cadre d'un supplément d'information pour procéder à une nouvelle reconstitution », n.b., à défaut, de nommer un nouveau magistrat instructeur.

La partie civile, parlant de l'« échec Lambert », ne s'y est pas opposée. Au contraire, elle a souhaité une reconstitution élargie à l'épisode le plus gênant pour Christine Villemin, son passage à la poste de Léopards, le 16 octobre 1984, vers 16 h 50. Ce passage, M. Villemin l'a toujours nié. Quatre témoins depuis le début de l'affaire, d'autres par la suite, ont, eux, attesté sa présence devant le bureau de poste.

En tout cas, cette demande commune à l'accusation et à la partie civile, si elle était acceptée par la cour, constituerait, dans une affaire qui n'a finit pas, un retour, même rapide, à la case départ. Et cela, plus de deux ans après la mort de l'enfant.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy se prononcera, sur ce point comme sur les autres, le 9 décembre prochain.

PIERRE GEORGES.

Société

Après les expulsions
du 18 octobreM^r Yves Bandelet
au Mali

La Fédération internationale des droits de l'homme a décidé d'organiser une enquête sur les conditions dans lesquelles, en lien, le 18 octobre dernier, l'expulsion par la France de cent un ressortissants maliens. La Fédération qui s'interroge sur la régularité de ces expulsions au regard, tant du droit interne français, que des conventions internationales, a mandaté M^r Yves Bandelet, avocat à Paris, pour se rendre au Mali, où il recueillera les témoignages des personnes expulsées.

M^r Bandelet sera accompagné par un représentant de la Fédération des travailleurs africains en France, agence spécialisée de l'Organisation de l'unité syndicale africaine. Les conclusions de l'enquête seront rendues publiques.

La répression
du terrorismeLa Grèce s'apprête
à ratifier

la convention européenne

La convention européenne pour la répression du terrorisme connaît un succès grandissant. Le ministre grec de l'ordre public vient d'annoncer qu'un projet de loi a été déposé devant le Parlement grec en vue de sa ratification. La Grèce, ainsi que la France et l'Irlande — qui ont récemment fait savoir qu'elles entendaient ratifier cette convention — restent l'un des derniers pays à n'avoir pas adopté ce texte qui « établit un mécanisme quasi automatique d'extradition », selon la formule de M. Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe (le Monde du 7 novembre).

Au cours de la dernière réunion des vingt et un ministres chargés de la sécurité, les 4 et 5 novembre à Strasbourg, Malte a signé la convention pour la répression contre le terrorisme, dernier stade avant la ratification. Dans ces conditions, ce texte des « 21 » pourrait être ratifié par l'ensemble des pays membres d'ici à un an.

● Action directe : nouvelle incarcération à Lyon. — Alain Elst, trente-huit ans, d'origine guadeloupéenne, vient d'être inculpé au début du mois de novembre d'« association de malfaiteurs » dans le cours de l'investigation du dossier sur le groupeuscule lyonnais proche de la mouvance d'Action directe. Alain Elst a été placé sous mandat et écroué à Lyon. Il avait été arrêté le 29 octobre à Paris.

L'inculpation par le juge lyonnais, M. Marcel Lemonde, d'Alain Elst, porta à douze le nombre total d'inculpés, dont six sont actuellement sous les verrous.

Un projet de statut sur mesure pour la capitale

Les dépenses du Conseil de Paris contrôlées
par la Cour des comptes

Les dépenses de la questure du Conseil de Paris, c'est-à-dire les indemnités des élus, les frais de fonctionnement de l'assemblée municipale et les débours dus aux réceptions n'échappent plus au contrôle de la Cour des comptes, comme cela a été le cas depuis près d'un demi-siècle. Telle est la décision de la commission des lois de l'Assemblée nationale qui a examiné jeudi 13 novembre la proposition de loi réformant le régime administratif et financier de la Ville de Paris ; une première version de ce texte avait été votée par le Sénat le 29 octobre dernier (le Monde du 31 octobre).

Le problème était de savoir si les élus parisiens continueraient à se comporter comme les parlementaires qui votent et contrôlent eux-mêmes leur budget interne.

Se rangeant aux arguments du rapporteur, M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie et ancien conseiller d'Etat, la commission des lois a décidé pour Paris un régime sur mesure qui se situe à mi-chemin entre celui d'un conseil municipal ordinaire et celui du Parlement. Le texte, accepté par l'opposition communiste et socialiste, sera voté le 21 novembre. Il prévoit que l'examen des dépenses de la questure du Conseil de Paris relèvera de la Cour nationale des comptes. Cette dernière interviendra au moment du vote du budget. La commission ad hoc où tous les groupes politiques du Conseil seront représentés sera présidée par un membre de la Cour des comptes, mais en fin d'exercice, pour ménager les susceptibilités des élus parisiens, une commission de contrôle exclusivement municipale les réexaminera a posteriori. D'autre part, la Cour des comptes pourra demander à superviser le livre des dépenses si elle le juge utile.

Le texte réformant le statut de la capitale va également renforcer l'autorité du maire de Paris, en dotant quelques-uns de ses fonctionnaires du pouvoir de réprimer certaines infractions. Dans le domaine de l'hygiène, par exemple, les inspecteurs de la Ville pourront, si la proposition de loi est adoptée, bien sûr, sévir eux-mêmes et infliger des amendes dont le montant s'élève entre 300 et 1 200 F. Les deux cents inspecteurs des parcs et jardins auront les mêmes prérogatives. Car, net à zéro en main, ils pourront mieux faire respecter les espaces verts publics et les jardins des cités HLM. D'autres agents municipaux surveilleront les foires, les marchés, les étalages, les terrasses de café et les marchands ambulants. Cette mission était répartie jusqu'ici entre la préfecture de police et l'Hôtel de Ville. Les choses seront plus claires.

REPÈRES

Nationalité

Cent organisations
contre le projet de loi

Une centaine d'organisations viennent de signer un appel contre le projet de loi réformant le code de la nationalité. Elles mèneront campagne ensemble, notamment auprès des parlementaires. Parmi les signataires : PS, PCF, MRG, PSU, CFDT, FEN, CNAL, SOS-Racisme, Ligue des droits de l'homme, MRAP, JOC, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, UNEF-ID, UNEF, LCR, Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) et ATD Quart-Monde. Les organisations qui souhaitent s'associer à cette action sont invitées à adresser leurs signatures à la Ligue des droits de l'homme (27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris).

Sciences

Rénovation
du Palais
de la découverte

Quelque 17 à 18 millions de francs vont être dépensés sur deux ans pour la rénovation interne du Palais de la découverte à Paris. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 13 novembre, le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet, lors d'une inauguration d'une nouvelle exposition organisée dans le Palais, « La danse de l'univers ».

Ces sommes devraient d'abord permettre de rétablir dans leur état d'origine des salles comptant parmi les plus belles de l'établissement, les halls de l'optique et l'ancienne salle de mécanique. En 1987, il est prévu de rénover d'autres pièces et de moderniser des locaux techniques ainsi que divers équipements.

Voile

Trafalgar
sur la Route du rhum

Après Eric Tabarly et Dominique Marnaud, obligés d'abandonner leurs bateaux, le Nantais Daniel Ollard, sur Jet-Service, a démisé, jeudi 13 novembre, et la Canadienne Louise Chabaz, sur Avenir, a dû renoncer à poursuivre la course en raison d'une blessure au bras gauche.

En tête de la course, Loïc Caradec, sur Royale, n'a pas été localisé, jeudi 13 novembre, bien que sa belle Argos continue à émettre un « avis de surveillance » a été lancé vendredi 14 novembre pour tenter de le repérer. Ayant considérablement réduit l'écart, la course d'essai technique, il est mené par Philippe Poupon, sur Fleury-Michon-VIII. Les deux leaders pourraient faire une escale technique aux Açores.

Derrière eux, les trimarans Calciement d'Oliver Moussy et Ker-Castel, de François Bouther, étaient bord à bord, vendredi 14 novembre, à l'approche d'une nouvelle dépression qui le météo de la course annonce encore plus redoutable que les précédentes.

Ces diverses mesures concernent au moins partiellement les élus UDF de Paris qui, depuis des mois, harcelaient M. Jacques Chirac en réclamant la création d'une police municipale.

Le texte adopté par la commission des lois donne encore d'autres facilités au maire de Paris. Les fonctionnaires municipaux pourront être mutés dans les services du département, dans les établissements publics, les sociétés d'économie mixte ou les entreprises contrôlées par la Ville, sans perdre leurs droits. Voilà qui va lever l'un des obstacles à la privatisation des tâches municipales. La Ville pourra également, en toute légalité, organiser elle-même des expositions, ainsi que de grandes manifestations culturelles, sportives ou commerciales, ce qu'elle ne pouvait faire jusqu'ici sans en référer à l'Etat.

Un conseil des surveillances, mais un maire disposant de nouveaux pouvoirs et d'une liberté d'action élargie, voilà une mini-réforme que M. Jacques Chirac devrait juger « globalement positive ».

MARC AMBROISE-RENDU.

L'incendie des entrepôts Sandoz

Plusieurs personnes
restent sous surveillance médicaleBALE
de notre correspondant

La firme Sandoz a consenti, jeudi 13 novembre, à sortir de sa réserve près de quinze jours après l'incendie qui a ravagé un de ses entrepôts de la banlieue de Bâle. Quelques précisions ont été apportées lors d'une conférence de presse, mais un certain flou subsiste, notamment au sujet des responsabilités, de l'étendue des dégâts ou des mesures à plus long terme pour prévenir le renouvellement de pareils sinistres.

Aujourd'hui, l'entreprise est amenée à reconnaître que l'entrepôt abritait 12 tonnes d'un concentré aqueux à base de mercure contenant 1,9 tonne de ce métal particulièrement toxique.

S'il est encore difficile de chiffrer exactement le volume des produits lentement nocifs éparpillés dans la nature, Sandoz a admis qu'une « énorme quantité d'eau contenant des toxiques a directement été déversée dans le Rhin ». La présence de mercure, en particulier, pose de graves problèmes pour l'avenir.

Nappe
phréatique

Deux semaines de travaux seront, probablement, encore nécessaires pour éliminer toute trace de déchets sur les bords de l'incendie.

L'entreprise chimique a également indiqué que des forages avaient été entrepris pour essayer d'évaluer les menaces qui pèseraient sur la nappe phréatique, mais, pour le moment, il est encore trop tôt pour se prononcer définitivement.

Reconnaissant sa responsabilité morale et matérielle, la direction de Sandoz a réaffirmé son engagement à répondre « à toutes les demandes de dédommagement juridiquement fondées ». Ses représentants ont ajouté que des contacts seront pris directement avec les intéressés. Ils disent « raisonnablement espérer aucune intoxication dans la population », mais précisent, tout de même, que plusieurs personnes restent sous surveillance médicale et seront attentivement suivies durant un certain temps.

Les autorités de Bâle se font l'écho des préoccupations de la population. Devant le Parlement cantonal, le président du gouver-

nement bâlois, M. Hans Striebel, a constaté que la confiance dans la sécurité que semblaient offrir les usines chimiques est désormais ébranlée et a reconnu qu'une page était tournée.

Le centenaire
de la firme

La Bourse n'est pas restée insensible à cette grave affaire de pollution. Depuis l'incendie du 1^{er} novembre, dans les deux premiers jours du mois, les pertes de Sandoz se sont chiffrées à 20 %, tandis que des groupes comme Roche et Ciba voyaient leurs actions baisser par ricochet respectivement de 5 % et 8 %.

Sandoz, qui vient de fêter son centenaire sous le slogan « Cent ans à la vie et à l'avenir », s'en tient désormais à un profil bas contrastant avec l'optimisme affichée naguère par ses dirigeants.

Dans un discours prononcé à l'occasion de cet anniversaire, M. Moret, président du conseil d'administration, ne se plait-il pas à vanter « le sens de l'information et de la responsabilité écologique » de l'entreprise ?

JEAN-CLAUDE BURRIER.

● Mariage noir sur l'Oder. — Le quotidien tchécoslovaque Rude Pravo du 12 novembre annonce que les autorités de Prague ont informé la Pologne qu'au moins 20 tonnes de mazout à haute teneur en soufre se dirigent vers ce pays par le fleuve Oder, après avoir souillé la Lucina (Moravie) et l'Ostravice. Selon le quotidien de la jeunesse Mlada Fronta, il s'agit d'un « déversement des plus graves survenus dans la région ces dernières années ». Le journal Rude Pravo souligne que la pollution a d'abord été « minimisée » et qu'il a fallu attendre la mort des premières poules d'eau pour que l'alerte soit donnée. — (AP).

● Lancement d'un satellite américain. — L'armée de l'air américaine a procédé, jeudi 13 novembre, au lancement d'un satellite d'étude des aurores boréales, le Polar Bear, qui a été lancé après avoir passé huit ans au Musée de l'air et de l'espace de Washington. Le satellite, déployé par une fusée Scout, doit être placé sur une orbite polaire à environ 1 000 kilomètres de la Terre. — (AFP).

ÉTATS-UNIS

« Fièvre bleue » à New-York

New-York (AFP). — Les policiers new-yorkais travaillent ces jours-ci au ralenti. La loi leur interdit de se mettre en grève, mais ils ont décidé de déclencher un mouvement pour protester contre les mesures prises par les autorités municipales afin de lutter contre la corruption dans la police. Si les responsables de la police ont refusé de reconnaître l'existence de ce mouvement, surnommé « fièvre bleue » par les New-Yorkais en raison de la couleur des uniformes, ils ont finalement divulgué quelques chiffres illustrant ce mécontentement.

Le nombre des policiers qui ont demandé un congé maladie, depuis le samedi 8 novembre, est en hausse de 23 % par rapport à la normale. Le nombre des contraventions a baissé de 91 % et les arrestations sont inférieures de 27 % par rapport à la même période de l'année dernière. Les autorités policières ont

cependant pris soin de préciser que ce mouvement ne mettrait pas en danger la sécurité publique, les policiers n'ayant pas renoncé à poursuivre les auteurs des délits les plus graves.

Les mesures anticorruption qui ont provoqué le mécontentement des policiers ont été prises à la suite d'un scandale qui a éclaté en septembre dernier dans un commissariat de Brooklyn. Treize policiers ont été accusés d'avoir vendu de la drogue qu'ils confisquaient à des petits revendeurs. Cette pratique ne semblait pas être limitée à un seul commissariat, le chef de la police, M. Benjamin Ward, a décidé d'instaurer un système de rotation pour éviter que des clans ne se forment. Chaque année, 20 % des forces de police devront changer de commissariat. Une mesure ressentie comme une humiliation par les policiers de New-York.

Religions

Dans une lettre pastorale

Les évêques catholiques des Etats-Unis
dénoncent le « scandale » de la pauvreté

L'assemblée plénière des évêques des Etats-Unis, qui s'est achevée le vendredi 14 novembre à Washington, a adopté, à une très large majorité (225 voix contre 9), une lettre pastorale sur la situation économique du pays, qui était en préparation depuis trois ans et avait été précédée de larges consultations dans tout le pays.

« Qu'il y ait tant de gens aussi pauvres dans un pays aussi riche est un scandale moral et social qui ne doit pas être ignoré », dit ce document. Les évêques américains prennent acte des progrès que le système économique a permis pour le niveau de vie de millions d'Américains, mais ajoutent que « soulager la pauvreté demandera des changements fondamentaux dans les structures économiques et sociales qui perpétuent des inégalités aveuglantes ».

Les propositions avancées visent directement la politique économique de l'administration Reagan, sur des sujets aussi importants que la création d'emploi, les dépenses de consommation et les dépenses militaires.

L'épiscopat américain estime que « la concentration des privilèges résulte d'un système de relations qui distribue de manière inégale le pouvoir et la croissance, plus que des différences de talent et de capacité de travail ».

Le document épiscopal appelle l'administration, l'industrie privée et toutes « les personnes de bonne volonté » à aider les pauvres et à offrir des emplois aux chômeurs.

L'affaire Hunthausen est close

WASHINGTON
correspondance

Après six heures d'une discussion à huis clos, les évêques catholiques américains se sont inclinés devant la décision du Vatican concernant l'archevêque Hunthausen de Seattle. Mais la déclaration préparée par Mgr Malone, président sortant de la conférence épiscopale est prudente. Elle ne se prononce pas sur le fond des reproches adressés à l'archevêque, auquel le Saint-Siège, en septembre dernier, avait enlevé une partie de ses responsabilités diocésaines (le Monde du 6 septembre et du 12 novembre).

Les évêques se limitent à dire qu'ils n'ont pas à juger un différend entre un évêque diocésain et le Saint-Siège : « La conférence n'a pas

autorité pour intervenir dans les affaires intérieures d'un diocèse ou dans les relations spéciales entre le pape et des évêques individuellement ». Néanmoins, la déclaration de Mgr Malone souligne que les principes généraux et la procédure de l'Eglise ont été observés et que la décision de Rome « mérite notre respect et notre confiance ». Et, bien entendu, les évêques affirment leur « loyauté sans réserve envers le Saint-Père ».

La malaise subsiste cependant au sein de la hiérarchie. Selon certaines indiscrétions, dans la déclaration Malone, la référence figurant dans la première version à une décision « juste et raisonnable » du Vatican a été supprimée, ainsi qu'une phrase spécifiant que le Vatican, dans son enquête, avait agi « avec justice ».

Le principal intéressé, Mgr Hunthausen, se déclare plutôt satisfait par la conclusion de la conférence épiscopale qui n'a pas désavoué son attitude sur le fond. Il admet que sa décision de permettre, en 1983, à une organisation de défense des homosexuels de célébrer la messe dans sa cathédrale était « peut-être mal inspirée », mais rappelle que d'autres évêques avaient laissé les mêmes groupes célébrer la messe dans les églises de leur diocèse respectivement. « Je ne suis pas un diaboliste », souligne Mgr Hunthausen, mais sa conception de la vertu l'obligeait à acquiescer, mais plutôt à engager un dialogue. Quant à la décision du Vatican de décaler ses responsabilités de son diocèse entre son auxiliaire et lui-même, elle lui paraît « impraticable ».

HENRI PIERRE.

Les anglicans
prêts à admettre
l'autorité du pape

Au synode général de l'Eglise anglicane, qui a lieu trois fois par an à Londres, un vote obtenu le jeudi 13 novembre, à une écrasante majorité, représente un pas en avant sur la route de la réconciliation avec Rome.

Les 565 délégués, évêques, prêtres et laïcs, avaient à examiner un rapport de la Commission internationale anglicano-catholique (ARCIC) suggérant que la papauté jouerait un rôle de « primat universel » dans l'hypothèse d'une réunion des deux Eglises.

A une majorité de 344 voix contre 137, les responsables de la communion anglicane estiment que le dialogue entre les deux Eglises séparées depuis le schisme d'Henry VIII au seizième siècle, est parvenu à « une convergence suffisante sur la nature de l'autorité dans l'Eglise pour que nos deux communions pourrissent ensemble l'exploration de nouvelles structures d'autorité et des questions posées par l'exercice de la collégialité et de la primauté dans l'Eglise ».

● Mgr Théodiste, nouveau patriarche orthodoxe roumain. — Métropolite de Moldavie, Mgr Théodiste a été élu patriarche de l'Eglise orthodoxe roumaine (qui compte 17 millions de fidèles) et sera intronisé dimanche 16 novembre, à Bucarest. Il succède au patriarche Justin, mort le 21 juillet dernier. Mgr Théodiste est connu pour son activité œcuménique au sein de la Conférence européenne des Eglises.

QUAND LA POESIE SAUVE LA VIE

L'AUBE

est une association
le but est l'aide au développement de
certains pays du SahelOFFREZ DE LA POESIE A VOS
ENFANTS TOUT EN AIDANT
CEUX DU SAHEL

Il est interdit
d'interdire
Aux sens uniques
Car cela n'a
aucun sens.

de Georges ELISEE,
l'auteur d'« Interdit aux
adultes non accompagnés
d'enfants », l'un des best-sellers
de la poésie d'aujourd'hui.

Pour 15 F franco de port à l'ordre de l'Association L'AUBE, 1, bd Foch 38100 GRENOBLE

هكنا من الأمل

LES JOURNÉES DE L'IDATE

La communication du futur

COMME chaque année, l'IDATE réunira à Montpellier, du 17 au 19 novembre, des spécialistes internationaux de l'audiovisuel et des télécommunications. Centrées sur les « services de communication du futur », ces huitièmes Journées internationales vont faire le point sur les avancées technologiques (télévision numérique et à haute définition, services interactifs, intelligence artificielle), les espaces d'applications (santé, habitat, éducation, médias), la demande du marché et les enjeux socio-économiques des nouveaux services.

Il ne s'agit pas de dresser une panoplie futuriste des réseaux de communication mais d'analyser les retombées à court terme des bouleversements technologiques tant sur l'économie des médias que sur la qualité des services proposés au grand public comme aux entreprises. Le Monde donne ici la parole à quelques-uns des chercheurs qui présentent des communications aux Journées de l'IDATE.

Les lois du commerce

CETTE fois, les dés paraissent avoir fini de rouler et à l'approche homéopathique de ces dernières années succède un traitement de choc : avec la privatisation prochaine de TFI, son exclusion de la redevance et la relance de la cinquième chaîne dans un cadre institutionnel plus stable que celui qui a prévalu depuis sa naissance, le système audiovisuel français se transforme de façon décisive. La télévision commerciale financée exclusivement par la publicité et le principe de la concurrence acquièrent ainsi plein droit de cité. Un rapide tour d'Europe montre que, si une telle transformation est sur l'agenda dans de nombreux pays (Espagne, Belgique, Pays-Bas, Suisse), la démarche française s'impose, avec le passage dans le secteur privé d'un fleuron du secteur public, comme la plus radicale. Moment opportun pour s'interroger sur les lois qui président au fonctionnement économique de la télévision commerciale.

De nombreux économistes américains, de Steiner en 1954 à Owen, Boeb et Manning plus récemment, ont cherché à répondre à la question qui est au centre de la confrontation entre partisans d'un système fondé sur le monopole et autres de la concurrence. Cette dernière permet-elle d'accroître la satisfaction du téléspectateur ou ne conduit-elle pas plutôt à la multiplication de programmes similaires et donc à un surpeuplement des réseaux ?

Il y a des réponses simples. Le célèbre théorème d'Hotelling montrait dès 1937 que deux offreurs en concurrence sur un même marché avaient intérêt à distribuer des produits quasi similaires pour maximiser leurs profits respectifs. Les travaux postérieurs ont cherché à construire des modèles fondés sur des hypothèses plus riches afin de mieux rendre compte des réactions de la demande et des stratégies des offreurs. Le nombre de canaux disponibles apparaît ainsi comme une contrainte importante, tout comme le comportement de la demande. Celle-ci se porte-t-elle massivement sur un seul type de programme ou se distribue-t-elle équitablement entre programmes de nature différente ? Si son premier choix n'est pas satisfait par l'offre existante, le téléspectateur accepte-t-il de se reporter sur un autre programme ou choisit-il de ne pas regarder la télévision ?

Ce dernier point est très discriminant : en effet, si le téléspectateur s'approche à son choix, minoritaire au point de refuser toute alternative, alors le monopole, qui cherche à maximiser son auditoire global, aura intérêt à offrir ce programme. Dans une situation de concurrence, une chaîne n'aura intérêt à le faire que si cette offre lui permet d'obtenir plus de téléspectateurs qu'en partageant avec les autres chaînes la masse de ceux qui se portent sur le programme le plus demandé.

Les téléspectateurs minoritaires sont donc d'autant plus forts, et donc l'offre plus diverse, qu'ils sont déterminés à faire valoir leurs choix jusqu'au bout. Il ne semble pas que cette condition soit souvent réalisée. De nombreuses études menées tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne ou en France indiquent une certaine résignation des téléspectateurs, soulignée par une remarque de Michel Sonchay, directeur des études à TFI : « L'audience ne varie pas très fortement en fonction de la programmation : on a donc le sentiment que le public disponible - à peu près constant - s'arrange pour trouver de toute manière quelque émission à voir » (1). Que cette passivité marque une homogénéisation accentuée des attentes ou l'acclimatation résignée à une offre peu différenciée, le résultat rend difficile, dans un système commercial où l'offreur cherche légitimement à maximiser son profit, l'apparition de programmes minoritaires aux heures de grande écoute. La quasi-totalité des programmes culturels et éducatifs, des documentaires, et parfois même les fictions chères passent alors à la trappe au bénéfice de programmes dont le rapport coût/audience est plus performant.

Les obstacles à la diversité

Sauf, bien sûr, si les annonceurs publicitaires, financiers quasi exclusifs de la télévision commerciale, acceptent de payer un prix plus élevé pour ces téléspectateurs « nobles » aux choix moins massifs du plus grand nombre. Sauf si l'augmentation du nombre des canaux disponibles, grâce au câble et au satellite, rend l'offre d'une chaîne différente plus rentable que la cinquième version d'un même programme attrape-tout. Ou reconnaît

La multiplication des chaînes va-t-elle amener une diversification des programmes ?
Les impératifs du financement publicitaire limitent singulièrement les chances d'un renouveau



la l'ambition de segmentation et de ciblage chère notamment aux chaînes thématiques. Mais les obstacles ne manquent pas à une si séduisante adéquation entre offre et demande minoritaires.

S'il est prêt à payer un prix supérieur pour certaines cibles, comme le montre la floraison de magazines qui visent des catégories socio-professionnelles particulières ou des publics spécialisés, l'annonceur n'accepte pas d'amoindrir l'efficacité de son investissement en payant pour des contacts a priori peu rentables. L'annonceur local n'est guère séduit par la télévision régionale, le fabricant de biens de luxe par une audience dont les gros bataillons

seront faits de téléspectateurs à revenus bas et moyens. Or la télévision reste le médium de masse par excellence, attirant à tout moment une proportion importante d'incertifs et de personnes âgées, quel que soit le programme offert.

Ces téléspectateurs minoritaires doivent, de plus, faire le choix des programmes qui leur sont destinés avec une régularité suffisante pour garantir à l'annonceur une audience relativement stable en nombre et en qualité. On peut ainsi expliquer le succès de MTV, la chaîne musicale américaine : les adolescents forment la partie du public la moins prête à se reporter au gré de la télécommande vers des programmes moins proches d'eux.

L'accroissement des canaux, la différenciation de l'offre, n'ont de sens que si les téléspectateurs minoritaires sont en mesure d'exercer leur choix. Or l'écoute de la télévision reste, surtout en France où le taux de pénétration des récepteurs TV ne dépasse pas 15 %, une activité collective qui impose donc des négociations dont on peut penser qu'elles se résolvent généralement au bénéfice du programme le plus « généraliste ».

L'avenir des chaînes marginales à vocation commerciale repose également sur un affinement considérable de la mesure d'audience, aujourd'hui peu capable par exemple de rendre compte avec une précision suffisante de l'audience de chaînes comme Sky Channel, TV5 ou Europa, diffusées par satellite en Europe. Le coût de la précision statistique est tel que nombre d'annonceurs et d'agences restent sous l'expectative : un attentisme étonnamment favorable aux grands réseaux.

Les publicitaires restent très sensibles à l'effet « leader » dans l'achat de l'espace, particulièrement quand le paysage audiovisuel est instable. On l'a vu avec NRJ dans le radio en 1984, en Italie avec Canale 5, et on le verra encore a contrario avec les difficultés que

rencontre FR3 et la « 5 » sur le marché publicitaire, en dépit de la pénurie relative de l'offre. Cette réticence a des conséquences très importantes, car l'économie de la télévision commerciale repose sur une relation fondamentale : l'offre des programmeurs cherche à satisfaire la demande des annonceurs pour une marchandise particulière, l'audience. Si le comportement des téléspectateurs est important, il l'est cependant moins, surtout en phase de transition, que la perception de ce comportement par les annonceurs et que l'appréciation qu'ont les chaînes de la perception des annonceurs. C'est ce que confirme une récente étude de Joseph Turow sur le fonctionnement des médias aux États-Unis, qui souligne le caractère structurant de la relation entre producteur et prescripteur, que celui-ci soit l'annonceur dans le cas de la télévision ou du magazine, librairie, bibliothèque ou grande surface dans le cas du livre (2).

Les caractéristiques économiques d'une chaîne de télévision - chère à produire mais dont le coût marginal de distribution à un téléspectateur supplémentaire est quasi nul - et de la relation entre annonceur, programmeur et audience ne laissent pas supposer un effondrement de la télévision de masse. En dépit de leur net recul en 1986, ABC, NBC et CBS se partagent encore aujourd'hui 70 % de l'audience aux heures de forte écoute pendant lesquelles se réalise l'essentiel des recettes publicitaires. TFI et A2 comme la BBC et l'ITV en Grande-Bretagne obtiennent des pourcentages encore supérieurs.

BERNARD GUILLOU,
chargé de télévision au service de prospective de la DGT.
(Lire la suite page 17.)

(1) *Réponses*, n° 11, mars 1985.
(2) J. Turow, *Media Industries: the production of news and entertainment*, Amnberg/Langman, New-York, 1984.

L'enjeu européen

L'ANNÉE 1986 a été pour l'IDATE celle de l'affirmation de sa dimension européenne, à travers une mutation profonde de ses structures et une évolution de ses activités.

Un conseil scientifique composé d'experts européens a été créé : il est impliqué, de façon très active dans la vie de l'institut, notamment dans la définition de son programme de recherche.

Une fondation associée à cette dynamique les entreprises du domaine de la communication : les premiers membres en sont IBM et la Caisse des dépôts et consignations.

Un réseau de chercheurs a été constitué pour faire jouer toutes les synergies possibles entre les différentes équipes de l'institut et celles des centres de recherche des divers pays européens.

Au moment où la Communauté soutient de grands projets techniques (ESPRIT, Race, Euréka...) à l'initiative reconnue, il est essentiel que les contextes juridiques et réglementaires, les enjeux et les stratégies industrielles et les incidences sociales et culturelles, soient enfin reconnus comme partie essentielle des décisions dans les politiques de communication de la Communauté européenne et

des divers États. Nous connaissons déjà trop bien, et spécialement en France, l'histoire des rendez-vous manqués qui marquent les relations de la technique et de la société. Il est donc urgent que les instances européennes, et chaque État pour son compte, se dotent des moyens d'expertise qui leur permettent de mener à bien cette réflexion, sous peine de la voir délaissée, avec les risques que l'on peut imaginer, au seul profit d'intérêts extra-européens.

L'IDATE, pour sa part, fort de ses nouvelles structures, renforce son pôle d'expertise socio-économiques, le Centre d'études et de recherche, en collaboration étroite avec les équipes de chercheurs des autres pays européens, et développe un pôle de rencontre, le Forum, pour renforcer son activité de congrès, d'animation de réseaux et de publications. L'institut fêtera en 1987 ses dix ans d'existence. Dix ans marqués par l'explosion des nouveaux moyens de communication : vidéo, satellites, micro-informatique, câble... Il s'agit de réussir dans la prochaine décennie l'insertion sociale et économique de ces médias.

BERNARD BRABET,
directeur de l'IDATE.

CHOISIR GOUPIL, C'EST SOULIGNER L'IMPORTANCE DU SERVICE.

Être performant, c'est aujourd'hui le mot qui passe le plus vite. Mais le mot qui passe le plus vite, c'est aussi le mot qui se perd le plus vite. Goupil, c'est la solution pour l'industriel qui veut être performant. Goupil, c'est la solution pour l'industriel qui veut être performant.

GOUPIL A LA UNE DES ENTREPRISES.

Vidéotex et emploi

Le vidéotex s'implante dans les entreprises françaises. Fin 1985, elles possédaient 45 % des minitel. Ils sont principalement installés dans les établissements de moins de vingt salariés. Mais la pénétration dans les grands établissements demeure faible du fait de l'absence de moyens de stockage local et de manque de puissance de traitement. Cette diffusion s'explique essentiellement par les possibilités d'interconnexion ouvertes aux applications dans une entreprise, aux applications inter-entreprises (entreprises-fournisseurs, entreprises-banques...), aux services professionnels destinés aux besoins fonctionnels d'une entreprise ou bien encore aux services auprès des ménages (vente par correspondance, téléachat...).

Le développement des services vidéotex est en général pris en charge par les services commerciaux ou par une structure directement rattachée à la direction générale. Mais leur intervention repose plus sur la conception de services que sur l'exploitation de ces derniers. La diffusion de ces services s'accompagne d'une nouvelle approche. Priorité est

Concepteurs, graphistes, ingénieurs réseaux, spécialistes du marketing, la télématique a déjà créé une dizaine de milliers d'emplois.

donnée à la conception/élaboration de service, ce qui nécessite la mise en place d'une équipe de gens capables d'étudier à la fois les coûts, de définir les besoins, d'aider à la recherche de solutions adaptées et d'animer l'interface concepteur-utilisateur. Ce sont donc les services vidéotex qui ont été les plus pourvoyeurs d'emplois. La commission de la télématique indique que près de dix mille emplois sont liés directement au vidéotex, dont 55 % sont affectés au développement des services et 15 % aux activités des sociétés de services. Or, il existe actuellement une pénurie de concepteurs de services vidéotex chez les prestataires de services, ainsi que chez les entreprises et les sociétés de services. La situation est particulièrement tendue, ces entreprises étant obligées de recruter des professionnels qui viennent des médias (publicité, édition).

La répartition nette entre la partie conception/élaboration et la partie technique fait émerger des métiers spécifiques. Cette situation est difficile à appréhender compte tenu de la relative jeunesse des services vidéotex, mais les transformations de l'organisation du travail révèlent un certain nombre d'éléments :

- Selon la nature des produits et services proposés. Le développement d'une base de données nécessite le recours à des gens aptes à gérer le contenu aussi bien dans sa phase de conception que dans sa phase de commercialisation : ainsi, les technico-commerciaux qui gèrent une clientèle sont de formation le

plus souvent commerciale ou marketing, ou possèdent des connaissances approfondies dans un domaine particulier.

- Selon l'approche globale du média télématique. Il y a deux stratégies correspondant à la taille de l'entreprise. Dans le cas des grandes entreprises, les ingénieurs sont reconvertis aux techniques commerciales et proposent des solutions techniques parmi un catalogue fourni de produits et de services. Dans le cas des nouvelles entreprises créées avec le télématique, de nouveaux profils et des qualifications encore assez floues dans leur dénomination se dessinent. Ainsi parle-t-on d'ingénieurs en communication, non-informaticiens mais possédant un certain bagage technique, aptes à définir les besoins, un cahier des charges, l'ergonomie du système...

Animateur ou communicateur

Pour la réalisation technique, le recours à des informaticiens tend à se généraliser hors du développement de services télématiques. Parmi les compétences recherchées, se trouvent les ingénieurs systèmes et bases de données qui sont responsables de la mise en place, de l'utilisation effective, de la maintenance des systèmes d'exploitation ainsi que des logiciels de base. De même, pour les services internes, les ingénieurs réseaux, responsables de la mise en œuvre, de l'installation des terminaux et lignes FTT destinées à la transmission de données ainsi que de

la connexion au réseau télé-informatique, et les administrateurs de bases de données, qui gèrent l'ensemble des ressources en informations de la société, correspondent à deux profils recherchés. Ils effectuent l'interface entre les services et réseaux de l'entreprise et ces services télématiques.

Enfin, l'interface entre le concepteur et l'utilisateur suppose une animation du système. Comme pour les messageries grand public, et particulièrement pour les services internes, de nouveaux postes sont créés, qui portent le nom de coach, d'animateur ou encore de communicateur. Ils ont pour rôle d'établir et de maintenir un dialogue entre toutes les personnes concernées. Bien souvent, ils participent à la formation des opérateurs pour améliorer l'utilisation du système.

Parallèlement, certains métiers, que l'on croyait porteurs d'emplois, ont du mal à se préciser. Ainsi le métier de graphiste demeure peu créateur d'emplois, compte tenu des spécificités « alpha-mosaïques » du minitel. Au départ, les services vidéotex ont connu des pages sophistiquées, mais aujourd'hui la contrainte principale réside dans le temps d'affichage. Ainsi, dans les grandes entreprises où l'informaticien intervient comme technico-commercial, sont recherchés des ergonomes vidéotex capables d'occuper pleinement l'écran, et le mieux possible.

Les services vidéotex, et plus généralement les services télématiques, en permettant l'intégration de fonctions auparavant éclatées, favorisent une recombinaison des postes. La marginalisation de certains postes issus des activités informatiques traditionnelles nécessite une reconversion des salariés. La télématique, en introduisant de nouveaux rapports individuels et sociaux, est donc porteuse d'une nouvelle donne au sein de l'entreprise.

JEAN-PAUL JEANDON
IDATE.

Le développement de l'intelligence artificielle

L'intelligence artificielle (IA) connaît actuellement des développements industriels dans des domaines variés. Tous ces développements sont fondés sur la technique des systèmes à bases de connaissances (knowledge engineering). Le principe ? Permettre d'utiliser massivement et de façon raisonnée des connaissances dans un domaine précis et d'atteindre des performances proches de celles des experts humains. Mais le domaine en question doit être restreint, car la technique est encore « jeune » et nécessite donc beaucoup d'efforts de recherche.

Les communications en général constituent un champ important d'application de l'IA, que ce soit sous l'angle de la communication homme-machine ou sous celui du contrôle et de la gestion de systèmes automatisés complexes.

L'IA joue un double rôle dans le domaine de la communication homme-machine. Elle permet, d'une part, de mieux cerner les mécanismes de ce dialogue et d'en améliorer les conditions, d'autre part, d'élargir le champ des modes de communication avec une machine (interprétation de l'écriture manuscrite, compréhension du langage naturel, reconnaissance et compréhension de la parole).

Les applications grand public

La diversification du terminal téléphonique et de ses fonctions représente une évolution importante des télécommunications. Les techniques de compréhension du langage (écrit et parlé) sont intéressantes. En ce qui concerne le langage écrit, l'utilisation du langage naturel (par exemple sur minitel) rend plus souple et plus aisé pour un non-spécialiste l'accès à un système automatisé.

Il existe déjà des systèmes permettant d'exprimer une requête en langage quasi naturel. Le développement des travaux dans ce domaine permettrait des applications grand public : accès à des centres de renseignements (voyage, banque, etc.), consultation de systèmes experts de conseil ou de diagnostic, traduction automatique. Quant au langage parlé, le traitement automatique de la parole comprend trois aspects intéressants pour la communication : la synthèse (« machines parlantes »), la reconnaissance (« machines qui comprennent ») et la vérification de l'identité d'un locuteur.

Ces techniques ont déjà fourni de nombreuses applica-

tions (notamment en synthèse de la parole), mais surtout leurs perspectives ouvrent sur une future reconnaissance de la parole multi-locuteurs, via le téléphone. Parmi les domaines potentiels figurent l'aide à la communication pour handicapés (mal-entendants, aveugles, handicapés moteurs), le contrôle de l'accès à des informations protégées (authentification d'identité), la messagerie vocale intelligente, l'accès grand public à différents services de télécommunications.

L'IA joue aussi un rôle dans le contrôle et la gestion de systèmes complexes. Les systèmes experts peuvent déjà aider les opérateurs humains dans leurs tâches techniques liées aux activités de communication. Deux axes principaux se dégagent : la gestion des réseaux de télécommunications (répartition de charge, « routage », reconfiguration en cas de panne) et le diagnostic de pannes et la maintenance, que ce soit dans les réseaux de télécommunications, les réseaux locaux ou les systèmes de commutation.

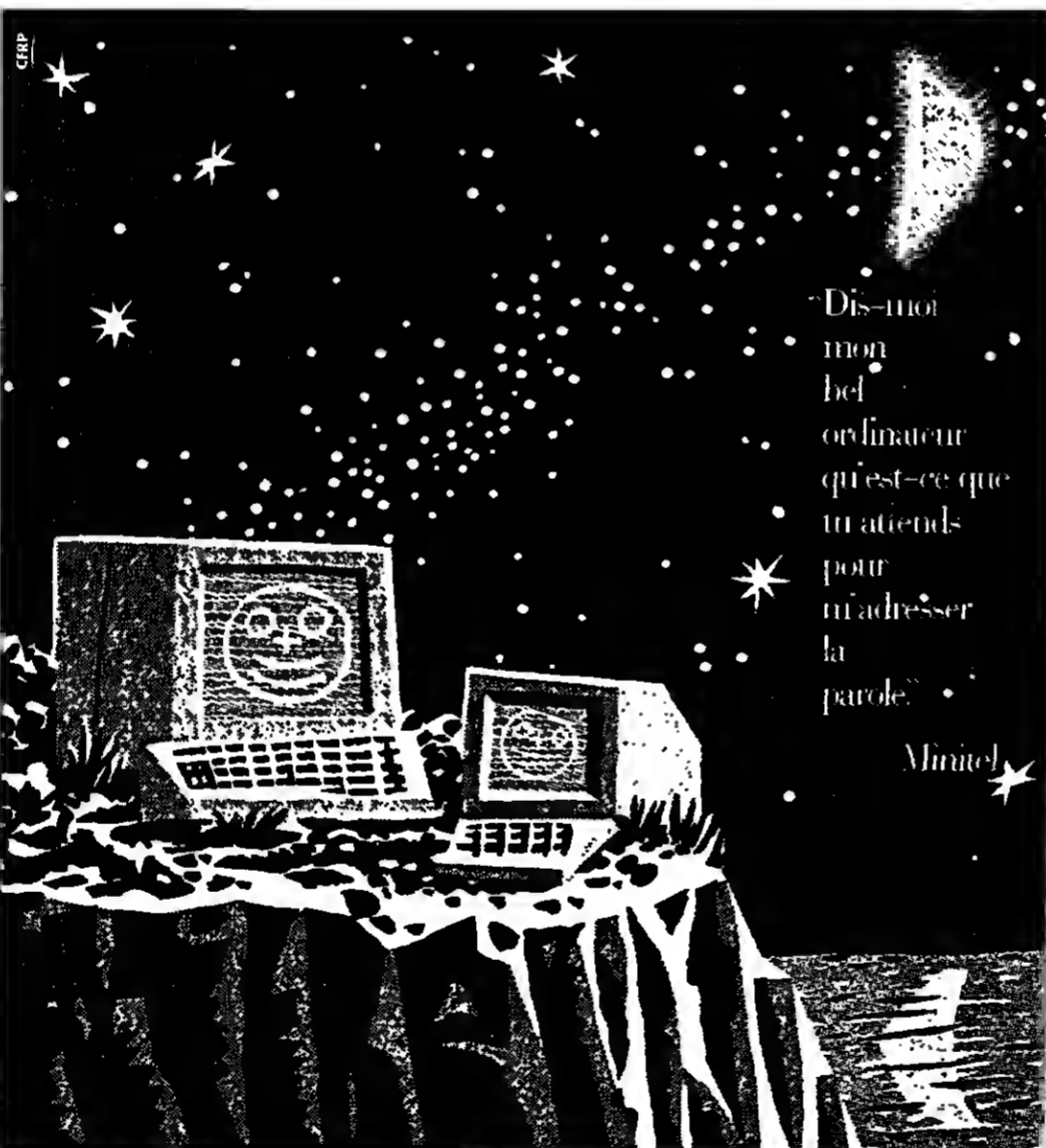
JEAN-PAUL HATON.

L'IDATE en quelques chiffres

L'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (IDATE) emploie cinquante collaborateurs à plein temps, dont trente-cinq chercheurs, économistes, ingénieurs, sociologues, urbanistes.

Son chiffre d'affaires pour 1986 est de 17 millions de francs, dont 8 millions de francs de programmes de recherche et d'investissement et 11 millions de francs de contrats d'études. Plus de cent quatre-vingts études ont été réalisées depuis 1977, dont trente en 1986.

★ IDATE : Bureaux du Polygone, 34000 Montpellier. Tél. : 67-65-48-48.



LOGICIELS IBM POUR MICRO, MINI ET MEGA SERVEURS.

Vous êtes équipé d'un ordinateur IBM, vous pouvez dès maintenant, grâce à un de ces logiciels, le faire évoluer en centre serveur Minitel.*

Vous démultipliez ainsi les possibilités de votre entreprise en ouvrant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an.

Et dès aujourd'hui, vous chargez le dialogue avec 1,5 million de (*) Minitel est une marque déposée.

Minitel en France et 32 millions d'utilisateurs potentiels.

Vous agrandissez ainsi votre champ d'action au bénéfice de votre clientèle et à moindre coût pour vous : tenue à jour du catalogue, consultation directe, prise de commandes, messagerie commerciale et ce, à un coût de transmission indépendant de la distance (Transpac) à tout moment et sans attente. Vos commerciaux, rendus plus disponibles, voient

ainsi leur rentabilité accrue.

Alors n'attendez plus et passez à la dimension télématique en toute tranquillité avec IBM.

Appelez gratuitement le 06-00-00-00-00 pour recevoir une documentation.

IBM

CAPSUR LA TRANQUILLITÉ.

10H30... VINCENT, FRANÇOIS, PAUL ET LES AUTRES, TOUS REUNIS.



Une Réunion-Téléphone, c'est aussi simple qu'un coup de fil. Votre entreprise est abonnée au téléphone ? Pour réserver votre Réunion-Téléphone, composez le **NUMÉRO VERDE 06 300 300**, indiquez la date, l'heure, la durée et le nombre de participants (de 3 à 20). Un numéro confidentiel est attribué à votre réunion : vous le communiquez à chaque participant, avec l'ordre du jour. A l'heure H, chacun compose le numéro confidentiel : la Réunion-Téléphone commence. Voilà, c'est simple, rapide, efficace.

RÉUNION TÉLÉPHONE

Tous sur la même ligne

هكنا من الأول

LA COMMUNICATION DU FUTUR

La haute définition peut-elle réduire les coûts?

Si la programmation constitue aujourd'hui le moment-clé des chaînes de télévision, chacun sait les difficultés croissantes à organiser une grille de programmes qui soit attractive et de faible coût. Deux éléments expliquent cette situation problématique : une compétition accrue entre les programmeurs et une offre limitée de programmes.

L'arrivée des chaînes commerciales en Europe rend plus aigüe la compétition pour l'acquisition de programmes dans un marché où surenchères riment avec package. De même, la multiplication des réseaux de diffusion entraîne une forte dégradation des taux moyens d'audience. Pour répondre à ce nouvel état de fait, les chaînes augmentent leurs coûts de production dans la perspective de gagner un point d'audience supplémentaire. Ainsi, les coûts des programmes se seraient accrus à un taux de 17 % par an ces dernières années.

Compte tenu de cette évolution du marché des programmes, un même produit doit être diffusé ou distribué sur différents canaux. Ainsi, aux Etats-Unis, la pratique veut, à l'heure actuelle, que les productions télévisuelles soient réalisées en 35 mm, pour pouvoir être d'abord distribuées dans les salles cinématographiques. Mais le coût de production d'un film 35 mm est plus élevé que celui d'une production vidéo, et ce surcoût n'est que partiellement compensé par l'avantage d'un marché potentiel plus large.

Produire pour plusieurs médias

Dans ce contexte, les enjeux de l'introduction d'un standard de production vidéo haute définition apparaissent plus nettement. L'objectif est de produire des programmes à un coût de production inférieur à 35 mm, selon des normes de qualité permettant la distribution dans les circuits du cinéma ; et, grâce à un standard universel, d'éviter les surcoûts et les pertes de qualité dus au transcodage - actuellement nécessaire lors d'une distribution d'un produit vidéo dans plusieurs pays. Cependant, de la coupe aux lèvres, il

ne faut pas que certains franchisés puissent être trop vite. L'étude approfondie du cas français vient relativiser sérieusement la vénérité de ce scénario. Elle montre que cette argumentation n'est valable que pour certains segments bien spécifiés du marché.

L'introduction d'un nouveau standard de production pose le problème de son environnement technique. Or, dans ce contexte, la haute définition apparaît comme une innovation parmi d'autres innovations.

Ainsi, la fabrication d'un film sur support celluloïdal connaît des améliorations notables. Le développement du « time code » constitue probablement une étape fondamentale dans l'évolution des techniques du film. Lors du tournage, un code horaire s'inscrit sur les négatifs, et de là, sur tous les tirages. Ce code se reporte sur la bande magnétique lorsque le négatif original est édité en vidéo, permettant ainsi le montage sur ce support avec la sécurité et les gains de temps correspondants. Si, pour une fiction télévisuelle en 16 mm, le temps de montage est aujourd'hui de dix à douze semaines, les spécialistes estiment que ce procédé peut ramener ce délai à trois ou quatre semaines, réduisant par là même les frais financiers. Ainsi l'argument avancé en faveur de la haute définition, reposant sur une baisse des coûts par rapport au film, est-il sérieusement battu en brèche.

Mais ces dernières années ont vu également des progrès considérables réalisés dans la vidéo. Les équipements de production en composants, les caméscopes portables, les palettes graphiques et la numérisation du traitement de l'image en sont les plus significatifs. Nombre de ces améliorations techniques ont pour effet de diminuer les coûts de fabrication des programmes, certaines permettent de créer des effets spectaculaires inédits. Par rapport à la vidéo classique, la vidéo haute définition accroît les coûts selon les calculs même de CBS. Ainsi, ce procédé devrait se trouver sur des marchés où la notion de coût s'efface par rapport à celle de qualité.

Devant la hausse des coûts de production des programmes, les défenseurs de la haute définition proposent une solution technique : fabriquer des images pour le cinéma comme pour la télévision. Mais cette économie d'échelle se heurte au cloisonnement des marchés.

L'analyse des conditions de production des programmes fait apparaître un lien très net, quoique évolutif, entre le type de programme (au sens à la fois de « genre » et de mode de valorisation) et le format utilisé pour sa fabrication.

Plusieurs familles des programmes peuvent ainsi être distinguées :

- la fiction commerciale : ce genre reconstruit les films long métrage destinés prioritairement à une exploitation en salle. Bien que le 35 mm ait connu dans ce secteur des standards concurrents, ce format reste dominant puisque, d'une part, les salles sont équipées de projecteurs 35 mm et que, d'autre part, la

valorisation du film résulte de son succès commercial sur grand écran.

- la fiction télévisuelle (téléfilms, séries, dramatiques) est le genre commercial qui connaît aujourd'hui la plus grande mutation. Deux tendances se font jour, toutes deux allant dans le même sens, à savoir la disparition progressive du 16 mm, jadis format privilégié. Cette distinction s'opère en fonction des budgets. Pour les fictions haut de gamme, les producteurs recourent de plus en plus souvent au super 16 et 35 mm afin de pouvoir valoriser le programme sur d'autres canaux de diffusion. Pour les fictions bas de gamme, le recours à la vidéo a tendance à se généraliser, cela d'autant plus que le besoin de

diffuser un grand nombre de programmes entraîne une baisse de la qualité générale au profit d'une plus grande variété :

- les productions télévisuelles (information, reportage, variétés...) : ce sont généralement des produits qui ne trouvent pas de valorisation en dehors de la télévision. La vidéo reste le format dominant ;

- les productions spécifiques (dessins animés, films publicitaires, génériques, bandes annonces...) : le format dépend principalement du budget alloué à la réalisation du programme. L'importance de la qualité de ces programmes qui sont relativement courts en durée nécessite le recours au support 35 mm ou aux images de synthèse.

Les tendances du marché

Pour les films publicitaires et les bandes annonces, aux motifs de qualité s'ajoutent des raisons historiques puisque les films publicitaires étaient produits pour être distribués dans les salles cinématographiques. Une des caractéristiques de ces programmes est leur degré d'ouverture aux nouvelles techniques de production, l'objectif étant de coupler une image de qualité au coût le moins élevé possible. D'aucuns pensent

alors que la production numérique trouvera principalement des débouchés sur ce type de marché.

A partir de cette évolution du marché, quelques conclusions s'imposent :

- l'éclatement du système télévisuel et la multiplicité des moyens d'adressage devraient renforcer dans les prochaines années les tendances actuelles, à savoir une conception duale des programmes : d'un côté ceux destinés à une valorisation sur plusieurs canaux réclamant une qualité d'image supérieure, de l'autre ceux destinés à former le package de la grille de programmation ;

- pour les productions haut de gamme, la valorisation d'un film s'opère d'abord par son exploitation en salle. La notoriété du film, acquise en salle, constitue l'élément majeur de structuration de l'audience. Ces faits contraignent, à l'heure actuelle et sans doute pour longtemps encore, à recourir au support traditionnel et universel : le 35 mm ;

- la vidéo haute définition presserait alors une nouvelle vidéo permettant d'élargir les débouchés de l'image électronique pour certains programmes haut de gamme - la publicité, les génériques - ou pour des effets spéciaux fort coûteux en 35 mm.

RENÉ MIRALLES (IDATE).

Les lois du commerce

(Suite de la page 15.)

Les ébancs d'une diversité accrue résident-elles alors dans le développement du péage, et particulièrement du péage à l'émission ? Sous l'angle strictement économique, il y a là une voie intéressante pour l'audiovisuel, car en faisant directement valoir ses préférences - le « vote du dollar » - le téléspectateur autorise en amont une allocation de ressources plus proche de l'optimum : comme dans le cinéma, un même programme peut par exemple être proposé à des prix différents en fonction de sa « fraîcheur ». Mais le système du paiement à l'acte, s'il approche la télévision des « marchandises culturelles classiques comme le disque ou

le livre, ne peut cependant qu'imparfaitement résoudre le dilemme des téléspectateurs minoritaires : ils devront accepter de payer très cher leurs programmes favoris, surtout si ces derniers ne peuvent être, comme c'est le cas pour les documentaires et reportages d'actualité, produits à très bas prix.

Une régulation à inventer

On saisit là l'impératif de la pérennité offerte par le financement par la redevance dans le cas du service public ou de l'abonnement forfaitaire pour Canal Plus : la place du cinéma et du sport sur cette chaîne

explique une grande part des abonnements mais les ressources ainsi dégagées permettent de subventionner une programmation destinée à des publics plus étroits mais très demandeurs. La prochaine diffusion du journal de CBS sur Canal Plus est un exemple de cette démarche.

Le maintien d'un service public significatif, l'émergence d'un secteur commercial dont la part de marché ne sera plus marginale et la place conquise par Canal Plus composent en France un paysage audiovisuel dont la régulation promet d'être plus complexe que dans le système américain où, depuis l'origine, en dépit des velléités manifestées de temps à autre par le FCC, le caractère fondamentalement commercial

et publicitaire de la télévision n'a jamais été véritablement contesté.

En confirmant pour demain le poids de la télévision de masse, l'analyse économique confie indirectement à la CNCL une responsabilité considérable : sans méconnaître les objectifs légitimes de chacun des acteurs, elle devra rapidement forger une philosophie et des mécanismes souples de contrôle propres à assurer l'harmonie du système audiovisuel, la satisfaction des téléspectateurs dans leur diversité et la réalisation des objectifs ambitieux aujourd'hui assignés à l'industrie des programmes.

BERNARD GUILLOU.

Montpellier la surdouée berceau du futur.



Avec les journées de l'IDATE, Montpellier ouvre encore une fois les routes de l'avenir.

Consacré cette année aux services de communication du futur, ce grand rassemblement de scientifiques, chercheurs et professionnels colle plus que jamais à l'actualité. Dans quelques semaines, le premier réseau câblé en fibre optique ouvrira aux Montpelliérains les portes du 3^e Millénaire.

Pôle de communication en prise directe sur la nouvelle galaxie médiatique, la jeune technopole est en pleine croissance. Dans bien des domaines, elle est déjà le berceau du futur.

Berceau de la recherche médicale et pharmaceutique

De nouveaux progrès tous les jours, 1 500 praticiens tous les ans aux journées d'Euro-médecine. Montpellier est le rendez-vous de la connaissance en matière de santé.

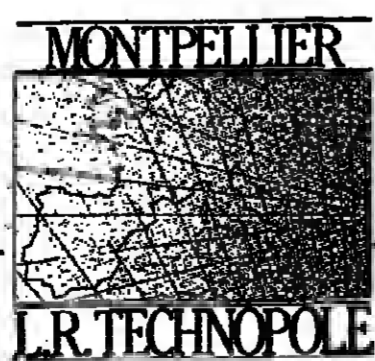
Berceau de la haute technologie

Autour des plus grands noms, 3 000 chercheurs travaillent à Montpellier. Nouvelles zones industrielles ; équipements spécifiques ; Salon de la Communication ; la ville est un des détonateurs de cette jeune science en expansion.

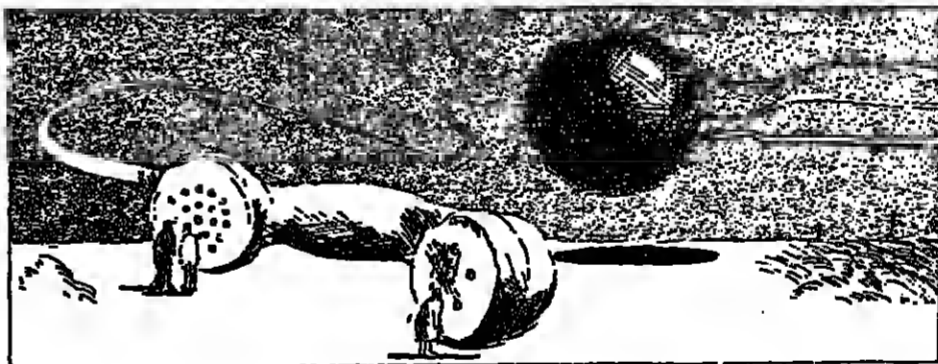
Berceau de l'agronomie

Centre Mondial de l'Agronomie Méditerranéenne et Tropicale, Montpellier rassemble sur la site d'Agropolis l'INRA, l'INSEAN et tous les partenaires qui font germer les technologies de l'espoir pour les deux tiers de l'humanité.

Montpellier la surdouée va au devant de l'avenir. Venez grandir avec elle. Chefs d'entreprise, chercheurs, créateurs, profitez de l'essor d'une grande technopole.



Pour tout contact, District de Montpellier - 14, rue Marcel-de-Serres - 34000 MONTPELLIER - Tél. : 67.53.18.19 - Téléc. : 400631 P



Votre système informatique international est déjà prêt.

Votre entreprise est présente dans plusieurs pays.

Pour accélérer la mise en place de vos applications internationales, IBS (International Business Services) met à votre disposition l'organisation mondiale d'IBM.

IBS vous aide à trouver une solution bien adaptée

à vos problèmes de gestion et de communication internationales :

- Videotex international,
- consolidation des résultats,
- messagerie électronique,
- transfert de fichiers...

Une solution plus économique, plus rapide et plus simple que si vous aviez à en assurer vous-même l'installation et le fonctionnement.

Services de Télétraitement l'expérience du futur



Le service IBS est proposé par les Services de Télétraitement d'IBM France
Tour Septentrion - 20, avenue André Prothin - 92081 - PARIS LA DEFENSE - Tél. (1) 47.76.43.43 (I.C. Audiotex)

Le Monde SPORTS

CYCLISME : les neuf records de Jeannie Longo

Dans la roue de la gloire

Il n'y a qu'une femme actuellement pour battre Jeannie Longo, c'est... Jeannie Longo elle-même. Non contente de pulvériser les records de ses adversaires, elle assidue ses propres performances. Histoire de profiter d'une condition physique proche de la perfection, de pratiquer avec succès le sport qu'elle a choisi et d'œuvrer pour le cyclisme féminin.

INDEPENDamment de ses deux médailles d'or obtenues sur la route et sur la piste à Colorado Springs, elle a totalisé neuf records du monde, dont trois records de l'heure, depuis la fin du mois de septembre. C'est peu dire qu'elle est la sportive, ou mieux encore la championne de l'année.

Elle vient de réunir un ensemble d'exploits sans précédent qui ont fait d'elle, en l'espace de quelques semaines, l'athlète la plus titrée de l'histoire du vélo. Cette série incommensurable lui vaut d'être enfin considérée comme une vedette, certains diront comme une star. La grande presse la découvre, les magazines à fort tirage lui ouvrent largement leurs colonnes et la télévision lui accorde des émissions qui riment avec consécration.

Sa valeur n'a pourtant pas attendu l'été et l'automne 1986 pour s'exprimer. Formée à l'école du ski alpin, cette grenobloise de vingt-huit ans, solide comme un roc sous des apparences presque graciles, pratique le cyclisme de longue date. En juin dernier, elle a remporté le championnat de France sur route



Jeannie Longo durant son effort au vélodrome d'hiver de Grenoble.

pour la huitième fois consécutive. Mais il est vrai qu'elle a passé la vitesse supérieure la saison dernière et qu'elle évolue maintenant au plus haut niveau. Une connaissance exacte de ses possibilités ainsi qu'une préparation méthodique, refusant l'empirisme, lui garantissent une forme constante et une étonnante efficacité.

Excellente sur tous les terrains, meilleure pourvoyeuse du monde, irrésistible au sprint, elle n'a trouvé sur son chemin que Maria Canins pour la distancer dans les cols du Tour de France. Cependant, sa gloire soudaine a entouré l'Italienne d'une zone d'ombre. Etant donné qu'elle progresse régulièrement, elle espère prendre sa revanche l'an prochain et pense à une autre revanche en prévision, cette fois, des Jeux olympiques. Une course qu'elle avait perdue par la faute d'un incident mécanique quelques semaines de mètres avant l'arrivée, en 1984 à Los Angeles. Elle courra, par conséquent, jusqu'en 1988. Entre-temps, elle effectuera vraisemblablement une nouvelle tentative contre le record de l'heure en altitude, qui reste inférieur à ses moyens réels.

Tirant les conclusions du record « indoor » qu'elle a battu récemment à Grenoble, Patrice Ciprenni, son mari, qui est aussi son entraîneur, estime que ces 44,718 kilomètres-là représentent près de 46 kilomètres à Colorado Springs. Cela veut dire qu'elle pourrait théoriquement dépasser le record de Fausto Coppi (45,847 km), son objectif initial.

Ses détracteurs, de moins en moins nombreux, affirment qu'elle a mauvais caractère. Elle a surtout du caractère. Et un humour parfois acide, surtout lorsqu'elle évoque ses problèmes avec la Fédération française de cyclisme (FFC). Celle-ci lui reproche d'être individualiste, alors qu'elle court... en individuelle par nécessité. En compétition, elle

n'a pas véritablement trouvé d'équipe à sa dimension et, dans la coulisse, elle a démarché des commanditaires qui ne sont pas ceux de la fédération. D'où des litiges permanents pratiquement insolubles. Lors de sa campagne américaine, orientée en fonction du record de l'heure, elle a dû se débrouiller seule. Si elle a reçu après coup un chèque de 50 000 francs des hautes instances fédérales, elle a personnellement réglé les questions d'indemnité avec le concours d'un médecin texan.

Lorsqu'elle remporta, au retour des États-Unis, le championnat de France de poursuite à Aix-en-Provence (Landes) — une formalité — le président Germain Simeoni lui donna l'accolade en l'interrogeant :

« Combien de maillots vous a-t-je remis pour cette discipline, Jeannie ? Six, sept ? »

— Sept, monsieur le président.

— Il vous va très bien.

— Objection, Votre Honneur : il n'est toujours pas à ma taille ! »

Réplique révélatrice de son style. Cette championne hors du commun, à la fois Mme Longo et Jeannie l'épique, a trop de personnalité pour ne pas déborder. Esprit froideur et brave fille, elle ajoute à un charme certain une profonde sensibilité. Elle aime les animaux, la campagne à l'automne, la musique classique. Et si elle place la franchise au-dessus de toutes les qualités, elle apprécie les vertus du courage. C'est elle-même une travailleuse opiniâtre qui prépare soigneusement un professeur de sport. Mais elle accorde toutes les priorités à sa vie privée, encore plus importante à ses yeux que la bicyclette. Elle fonde une famille après les Jeux de Séoul.

JACQUES AUGENDRE.

CIO : un entretien avec M. Samaranch

Le magot olympique

Un mois après l'attribution à Albertville et Barcelone de l'organisation des Jeux d'hiver et d'été 1992, M. Juan Antonio Samaranch, le Catalán qui préside depuis 1980 le CIO, doit passer deux jours en France : le 18 novembre, il s'entretenra avec les responsables de la Société du futur comité d'organisation ; le 19, il sera reçu par le Comité national olympique, avant de déjeuner à l'Élysée puis de rencontrer le président de l'Assemblée nationale. Avant cette visite, il fait pour le Monde le point de la situation du mouvement olympique après les critiques qui lui ont été adressées lors de sa dernière session.

LAUSANNE
de notre envoyé spécial

LORS de la conférence de presse qui avait suivi, le 17 octobre, le vote désignant les villes olympiques de 1992, M. Samaranch était sur la défensive. Un journal espagnol — la Vanguardia daté du 6 octobre — avait affirmé que le patron d'Adidas, M. Dösl, avait assuré trente voix à Barcelone pour favoriser ses visées commerciales dans la péninsule ibérique. Le résultat du vote, les conditions dans lesquelles les résultats avaient été proclamés avaient provoqué un certain malaise. Quatre semaines après, le président du CIO, qui nous reçoit dans son bureau du château de Vidy, sur les bords du Léman, est parfaitement détendu.

« Pourquoi dire que les Jeux étaient faits en faveur de Barcelone ? Je suis Catalán, certes, mais je suis aussi membre du CIO et ne puis pas dire que j'ai pris un contact, dit une parole pour favoriser ma ville. Je n'ai pas pris part au vote parce que depuis que je suis président je ne participe à aucun vote. Ce n'était pas un cas d'espèce pour me dédier. Quand au résultat, il n'a rien d'exceptionnel : par trois fois depuis la rénovation des Jeux, ceux-ci ont été organisés dans le pays du président en exercice. A mon avis, Barcelone, qui avait été quatre fois candidate auparavant et qui a fait une très bonne campagne, a bénéficié de la priorité accordée à un pays qui n'avait jamais accueilli les Jeux. Seul en un profité. C'est une règle non écrite. »

C'est une manière de voir les choses. Reste le problème des onze villes qui n'ont pas été choisies mais qui ont dépensé une fortune — plus de 1,5 milliard de francs selon certaines estimations — pour faire leur campagne : est-il raisonnable d'engager de tels frais ? « Des dispositions ont été prises pour limiter à l'avenir les frais de candidature. Une seule exposition sera autorisée pendant la durée de la session électorale. Les réceptions seront interdites. Cela devrait déjà faire baisser les dépenses de 35 %. D'autres mesures sont à l'étude pour notre session d'Istanbul : la réduction des frais de candidature pourrait alors atteindre 50 %. Cela dit, les villes candidates n'ont pas jeté d'argent par les fenêtres. Leurs responsables ont dit eux-mêmes que c'était de bonne campagne de promotion. Tout le monde sait maintenant qu'on peut faire du ski à Anchorage et à Sofia. Seule Paris n'est pas dans ce cas. Mais Paris n'est pas une candidature d'élite. Elle est encore très nombreuses pour les Jeux d'hiver de 1994 et d'été de 1996. »

Cela fait malgré tout beaucoup d'argent. Or tout l'argent est-il bon à prendre quand il s'agit d'olympisme ? « Le CIO a un accord finan-

cier avec ISL — accord qui n'a rien à voir avec l'élection des villes olympiques — pour assurer son marketing jusqu'en 1988. ISL est une filiale d'Adidas et d'une compagnie japonaise. Elle a été préférée à deux autres agences qui nous avaient offert leurs services parce que nous connaissons très bien M. Dösl. Il a fait beaucoup pour le développement du sport, en particulier dans le tiers-monde. C'est un accord expérimental qui doit être renégocié à partir de l'année prochaine. Actuellement, il apporte des ressources financières supplémentaires aux comités olympiques nationaux et aux comités d'organisation des Jeux. Le CIO recevra moins de 5 % des sommes. Cet accord a été pris avec ISL parce qu'il était dangereux pour le CIO de dépendre financièrement exclusivement des droits de télévision. »

La ligne de miel entre les chaînes de télévision et les grandes manifestations sportives semble en effet terminée. La période des contrats négociés pied à pied a commencé. « En Europe, les chaînes privées devraient permettre de nouveaux développements. Mais les droits des Jeux sont liés à la situation du marché américain. Les grands réseaux freinent les dépenses. En fait, notre situation sera indexée sur le résultat des négociations en cours entre les chaînes et la Ligue de football (NFL). Augmentation, baisse ou statu quo : les droits des JO suivront le même mouvement. »

Quarante millions
de dollars

Tant et si bien que, avec les fluctuations du dollar et des taux d'intérêt et les incertitudes politiques qui pèsent sur les Jeux de Séoul, il faudra attendre fin 1988 pour évaluer la fortune du CIO. « Actuellement, le Comité international, qui vient de faire bâtir une annexe moderne au château de Vidy et qui envisage de fonder un musée olympique avec le concours financier des vingt plus grandes compagnies mondiales, dispose d'un « trésor » d'environ 40 millions de dollars. Ce trésor pourrait doubler si tout se passe bien à Séoul. Après ma récente visite à Moscou, je suis raisonnablement optimiste pour ce qui concerne la participation des pays de l'Est, bien que la situation soit extraordinairement complexe. Mais nous avons dû renoncer à intervenir auprès de l'ONU pour obtenir une protection internationale des Jeux. Un débat sur le CIO n'aurait pas été opportun. Pourtant, le Comité est de plus en plus fort et respecté. On peut critiquer notre mode de recrutement, mais peu d'organisations internationales subsistent comme la nôtre depuis quatre-vingt-dix ans. Alors, sans en arriver à un représentant par pays, nous élargissons notre assemblée pour dépasser les quatre-vingt-dix membres. Par exemple, une des dernières personnalités cooptées est M. Ganga, du Congo. Certains lui reprochent d'avoir été l'organisateur du boycott africain aux Jeux de Montréal. M. Ganga connaît parfaitement le sport africain et les problèmes que pose l'Afrique du Sud. Il peut donc être très utile au CIO. »

Contre les menaces de nature politique, l'unité du mouvement sportif mondial paraît alors être le meilleur atout : « Le sport est le grand mouvement social de la fin de ce siècle. Et dans ce mouvement la règle d'or est l'unité des trois composantes, CIO, fédérations internationales et comités olympiques nationaux. Sans cette unité, qui n'exclut pas des points de vue différents — comme il en existe pour le football et le tennis à propos de la qualification des meilleurs athlètes pour les Jeux — on perd notre force. »

Propos recueillis par
ALAIN GRAUDO.

CIBLES

AUTOMOBILISME : le retrait de Goodyear

Coup de gomme en formule 1

Le groupe américain Goodyear, premier fabricant mondial de pneumatiques, a annoncé, mercredi 12 novembre, qu'il cessait son soutien financier direct à la formule 1 dans le cadre de ses efforts de restructuration. Ces efforts visent à « décourager » l'OPA de Sir James Goldsmith, qui a déjà acquis depuis septembre 11,5 % du capital de Goodyear et a proposé le 6 novembre de racheter au comptant les 88,5 % restants pour 4,73 milliards de dollars.

Le directeur de Goodyear course, M. Leo Muhl, a fait part

de cette décision à l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA) et à la Fédération internationale du sport automobile (FISA). Après le retrait de Michelin, fin 1984, et celui décidé par Pirelli pour la saison prochaine, Goodyear, qui devait se retrouver en situation de monopole en formule 1, serait toutefois disposé à négocier les conditions qui permettraient de poursuivre la fabrication de pneus de compétition en 1987 pour laisser le temps aux équipes concernées de trouver un autre fournisseur.

AVENTURE : le Camel Trophy

Le salaire de la boue

En mars dernier, elles roulaient sur les chemins poussiéreux du nord-est de l'Australie. Du 23 mars au 15 avril 1987, elles affrontèrent, en pleine période de mousson, la jungle négligée. Elles, ce sont les désormais célèbres Land-Rover qui, depuis 1979, participent au Camel Trophy : « mille miles à travers les régions les plus inhospitalières du globe ».

Un raid, non pas une course. « Le courage et la solidarité entre les concurrents sont nécessaires pour triompher des pièges. Seul l'esprit d'équipe permet d'arriver à bon port », affirme Eric Marchin, responsable de l'épreuve en France. Une aventure réservée aux amateurs. A tous ceux qui rêvent de terres inhospitalières peuplées d'animaux encore sauvages ; ceux qui n'ont pas peur de se jeter à l'eau pour construire des ponts de fortune ou de « truffer » pendant des heures pour gagner quelques mètres précieux.

Pour que le rêve devienne réalité, les candidats doivent affronter une sélection redoutable. Lors de la précédente épreuve, seulement soixante candidats avaient été retenus parmi les vingt-cinq mille postulants. Puis, au cours de quatre week-ends de présélection sous forme de stages d'entraînement, un seul équipage avait eu le droit de représenter la France dans le septième Camel Trophy. Sur les pistes marécageuses et accidentées, Jacques Mambrot et Michel Courvallet se révélèrent les meilleurs des quatorze équipages. Leur succession est ouverte.

P. M.-F.

★ Les candidatures sont à envoyer sur carte postale à l'adresse suivante : Camel Trophy 87, BP 87, 78611 Le Plessis-Corbeil. Inscription également sur minitel en composant le 36-15, et en tapant le code PL. L'organisation retourne un dossier qui doit être renvoyé avant le 26 novembre 1986.

SPORTS ÉQUESTRES : une nouvelle fédération

Les rênes dans une seule main

Président depuis deux ans de la Fédération équestre française (FEF), Jean-François Chary est en passe de réussir le pari, jugé impossible, de réunir sous une bannière unique toutes les disciplines équestres. Il y a quelques mois, le polo et le horse-ball avaient rejoint le giron de la FEF. Un nouveau pas sera franchi, le 14 décembre prochain à Paris, à l'occasion du Salon du cheval. Une assemblée générale constituante de la FEF, de l'Association nationale du tourisme équestre (ANTE) et du Pony-club de France au sein d'une nouvelle Fédération française d'équitation (FFE).

Chaque discipline conserverait ses statuts et son autonomie à l'intérieur de la nouvelle structure de type confédératif, mais le

sport équestre y gagnera en poids. Aux cent cinquante mille licenciés de la FEF s'ajouteraient en effet les quarante mille membres de l'ANTE et du Pony-club, faisant passer la nouvelle fédération du septième au cinquième rang des fédérations sportives françaises. Seuls l'attelage et les raids équestres d'endurance continueraient, pour un temps, à faire... cavalier seul.

L'unité en voie de réalisation est une révolution dans un sport où, jusqu'à présent, il était de bon ton de cultiver ses différences. Pour l'usager, ce sera un soulagement : avec une licence unique, il pourra s'adonner indifféremment aux mille joies de l'équitation, de la compétition au tourisme, du poney au saut d'obstacles.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Championnat du monde des rallyes. Rallye du RAC en Grande-Bretagne. Du 16 au 19 novembre.

Selon auto-moto de compétition. Du 19 au 23 novembre à Bordeaux.

Rugby

France-AII Blacks (deuxième test). Samedi 15 novembre à Nantes. A 2, à 14 h 55, direct.

Cyclisme

Les Six Jours de Paris. Jusqu'au lundi 17 novembre au POPF. A 2, tous les jours en fin de soirée et samedi 15 dans « Les jeux du stade ».

Sports équestres

Championnat de France du cavalier de randonnée. Samedi 15 et dimanche 16 novembre à Compiègne.

Sambo

Championnats du monde espoirs et seniors. Du 19 au 23 novembre à Lons, près de Pau.

Voile

La Route du Rhum. FR3, mercredi 19 dans « Thalys » de 21 h 45 à 22 h 30, et tous les jours à 12 h 15, 19 h et 22 h.

Lutte

Coupe du monde de gréco-romain. Jusqu'au dimanche

16 novembre, à Oakland (Etats-Unis).

Patinage

Championnat de France de danse. Samedi 15 et dimanche 16 novembre à Dijon.

Hockey sur glace

Championnat de France. Quatorzième journée. Samedi 15 novembre.

Aventure

La Nuit de la glace. Du 19 au 25 novembre au Grand Rex à Paris. A 20 h 30, sauf dimanche 23 (16 h 30).

Football

Championnat d'Europe des nations. RDA-France, mercredi 19 novembre à Leipzig.

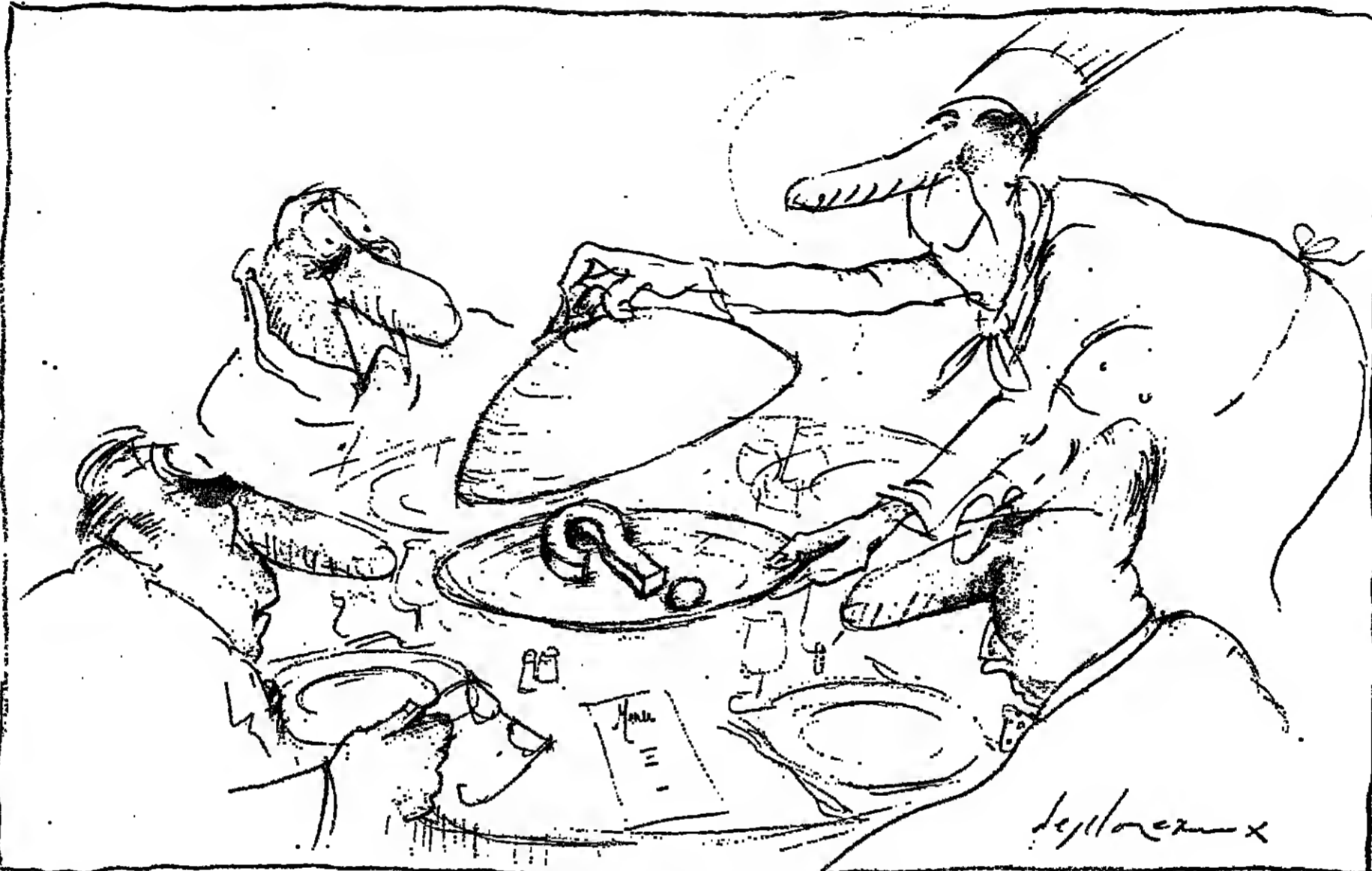
مكتبة المجلد

Le Monde

sans visa

NOUVELLE CUISINE : CUISINE NOUVELLE ?

La nouvelle cuisine était-elle une mode ou l'arrivée d'un mode de vie ? Après l'engouement suscité il y a une dizaine d'années par cette révolution dans les fourneaux français, voici venu le temps de la réflexion et, peut-être, d'un bilan.



L'ASSIETTE AUX LEURRES

Par Robert Courtine

La grande restauration est un secteur fragile, à charges excessives, alors qu'elle constitue un important et publicitaire apport de devises. Mais à Paris nombre de restaurants moyens sont aussi en difficulté, fermant les uns après les autres. Le passant ne s'en aperçoit pas parce qu'ils sont soit repris sous la même enseigne par des entrepreneurs de la « bouffe industrielle » (souvent usiniers en vins ou en bières) ou soutenus en partie par des groupes bancaires, soit intégrés dans des chaînes de néfasto-food, soit encore remplacés par des restaurants étrangers. Cela de toutes façons aux dépens des modestes bistrotis parisiens, style cocher-chauffeur, où, n'en déplaise, on s'alimentait souvent mieux que dans ces officines à allure diététique !

Tant pis pour le consommateur, direz-vous, s'il est assez bête pour s'y laisser prendre ? Mais faudrait-il encore que ce consommateur soit éduqué. J'y reviens.

Cette désolation, à tous les échelons, de la restauration de qualité, si beaucoup en souffrent, d'autres, certes, en profitent. Pour exagérer. Ou tricher. Ou pour chercher ailleurs un appoint de profit. D'où ces chefs commis-voyageurs de leur enseigne, de leurs produits, de ce fait négligent (pour ne pas dire méprisant) leur clientèle initiale, celle qui fit leur renommée.

D'autres encore s'appuient à outrance sur ce gadget, au début amusant, baptisé nouvelle cuisine, pour diminuer les portions et servir la carotte (en bâtonnets, il est vrai, voire en effeuillée, ou en filets - *sic* !) au prix du caviar. La cuisine allégée, susurrant-ils. Las ! plus elle est allégée, plus l'addition est lourde !

Ces chefs-là ne penseraient-ils plus qu'au fric ? A la parade ? A la « une » des journaux ? Si ce n'était bien triste, en fond, elles nous amuseraient fort, ces

vedettes du « Bouf'show », prime donne des petits légumes ! Ne voilà-t-il pas qu'elles réclament une sorte de SACEM du miam-miam pour se défendre contre les plagiateurs confraternelles !

« Nous inventons des chefs-d'œuvre », sont-ils allés dire à je ne sais quel ministre, et n'importe qui nous copie. C'est honteux ! »

Comme si le cher homme n'avait rien d'autre à faire ! Et que ne leur a-t-il répondu qu'en cuisine, comme au théâtre, on n'invente plus : on retrouve ou on interprète !

Je sais bien que Jacques Maximin, incontestable bon cuisinier au demeurant, et qui a pris la tête de cette croisade, estime que trop de copains lui ont volé sa recette de fleurs de courgettes. Mais où est l'invention là-dedans ? Les vestales de la cuisine nissarde, si elles n'avaient point la préoccupation de les « distribuer » stratégiquement sur de grandes assiettes de façon à faire plus d'effet avec moins de produit, les savaient préparer de l'ingétemps, les courgettes-fleurs !

C'est là en vérité où le bât blesse ces messieurs : ils ne créent point, quoi qu'ils en pensent ; ils présentent, enrubannent, escortent, enjolivent le produit principal. Ils jouent les « peintres sur assiette », comme dit M. Millau. Dans leurs cuisines, les petits marmiteux-robots apprennent ainsi à peindre - pardon, à disposer - sur les assiettes, et comme l'a conçu le chef en sa géniale inspiration, les trois petits pois, le navet en dix rondelles et la soumité de cerfeuil.

Si vous leur demandiez de cuire un œuf à la coque, ils ne sauraient point ! Encore moins une bonne omelette, comme Balzac déjà en donnait recette dans sa *Rabouilleuse*. Comment s'étonner alors que, se mettant à leur compte, ces jeunes manipulateurs, ces manœuvres de la cuisine-décor, ne sachent que reproduire ce qu'il ont vu faire chez le maître ?

Ne leur demandez pas d'être de bons artisans, ils ne visent qu'à être des grossistes copieurs

d'autres grossistes, quelquefois de talent, certes, mais se croyant des génies. Comme si le génie courait les rues ! Alors qu'il n'y a, en musique, en poésie, en littérature, en peinture, que quelques génies par siècle, ces messieurs du fourneau prétendent tous à l'être : car on peut plagier le génie, avec génie quelquefois, mais on copie toujours mal l'artisan de talent.

C'est peut-être pour cela que nos jeunes arrivistes ne s'intéressent qu'à la nouvelle cuisine : elle, on la peut imiter facilement, puisqu'elle n'est qu'industrie. Cette SACEM dont nous parlions

arrive le plus souvent, surgelée, de l'étranger, transformant en objet de luxe le frais et rare gibier de chez nous ; qu'il y a veau et veau, fromage et fromage, etc.

La race est éteinte de ces vieux restaurateurs qui n'hésitaient pas à « enguirlander » le client appréciant mal. Ils ne seraient plus recotte ! Et pourtant, ne faudrait-il pas quelquefois le violenter, ce client ?

Lui expliquer que, s'il trouve au mois d'août des coquilles Saint-Jacques à la carte, ce ne peut être que du sous-vidé ? Lui signaler, comme au Restaurant

On peut plagier le génie, avec génie quelquefois, mais on copie toujours mal l'artisan de talent.

fait sourire Paul Bocuse. Il sait, lui, qu'il y a plus de vérité dans son pot-au-feu à la jambe de bois ou dans le kump en croûte qu'il apprêt chez Fernand Point que dans tous les baratins à la mode.

Tout de même, était-il stupide de vouloir former des « énarculinaires » ! Le Centre national des arts culinaires a vécu ce que vit la rose, et l'on s'en réjouit. Apprendre la « géographie du goût » (*sic*) à de futurs gâte-sauce est, sur le papier, bien joli. Qu'ils apprennent sur le tas, comme leurs aînés, le B.A.-Ba serait mieux.

L'éducation du client reste à faire qui a tendance à juger de la cuisine d'une maison à travers sa renommée, quelquefois, à travers ses prix, toujours. Or, répétons-le, si les prix sont, hélas ! élevés au restaurant, c'est en fonction, d'une part, des charges excessives dont il est assommé, d'autre part, quelquefois de l'origine et de la qualité du produit travaillé, que le client ne discerne pas toujours. A croire qu'il ne fait pas son marché ! A croire qu'il ne sait pas que le prix du poulet peut passer du simple au double ; que le gibier

du marché, en apportant, avec le café, le miel liquide, que, s'il veut du sucre, on lui en fournisse, mais que le miel est le seul hydrate de carbone préalablement digéré et, au contraire du sucre, un aliment de choix ? Refuser de lui servir de l'insipide baguette au profit du vrai pain, au levain et cuit au feu de bois ? Refuser de mettre à sa carte une bouillabaisse en filets en lui expliquant que le poisson cuit sur arêtes est autrement meilleur, de goût comme de richesse ?

« Le client est moutonnier, avec des œillères, m'a soufflé un chef que je ne nommerai pas ; si j'inscris à ma carte « cabillaud à la ratatouille », je s'en vend pas. Si je dis « morue fraîche à la provençale », il se l'arrache. » Alors que le vrai nom de la morue fraîche est cabillaud ! Il en est de même des poissons dits « nobles », coiffeux mais bien moins goûteux que d'autres... que le client dédaigne.

Je me souviens, il y a de cela des années, de deux restaurants face à face dans la rue de Castellane et affichant tous deux un tournedos Rossini, le premier, je crois, à 6 francs, le second à

12 francs ! Et je voyais deux touristes, Michelin sous le bras, s'arrêter devant les deux menus, successivement. Pensèrent-ils que celui qui vendait le rossini 12 francs était un voleur ? Sans doute. Alors que le voleur était, au contraire, l'autre restaurateur, qui, pour ce prix-là, ne pouvait servir un vrai rossini : pointe épaisse de filet d'un bœuf de Bazas ou du Charolais et tranche de foie gras d'oie frais !

On use aujourd'hui d'appellations incontrôlées, qui permettent tous les excès, toutes les fraudes, et le client n'est pas informé, éduqué à les refuser. Trop de restaurateurs en profitent : ce n'est plus l'assiette au beurre, mais l'assiette aux leurres !

Ce qui fait un grand repas gastronomique, à mon goût, est, dans l'ordre : 1) l'extrême qualité du produit ; 2) la qualité de son apprêt ; 3) la générosité des portions ; 4) la gentillesse souriante et sincère du service ; 5) le confort autour de cette dégustation (ce que Gide appelait l'« *ouillage des aises* ») et, enfin, loin derrière puisqu'en dernière position : le cadre.

Ce cadre, je n'en nie point l'importance, mais refuse de décider de mon plaisir gourmand à son aune. Ce peut être un « plus », mais, plus souvent, ce n'est qu'un écran cachant la médiocrité du reste. Et ce cadre, c'est le client qui le paye, en fin de compte. Combien sont-ils, ces jeunes patrons qui, poussés par de mauvais conseillers, dépendent des fortunes - qui ne sont point à eux mais d'emprunt - dans de démentiels appareillages qui n'apportent rien à la cuisine mais beaucoup à l'addition ? Alors, non, je vous en prie, restez modestes, messieurs !

Ajoutons à cette énumération le petit détail, pour chacun différent, qui séduit, agace ou agresse. C'est ainsi que je connais un ami qui « mange moins bon » si sa fourchette n'est pas posée « à la française », c'est-à-dire pointée en bas ! Pour moi, ce sont les fautes sur les cartes, fautes d'orthographe mais plus encore d'appellation.

Les appellations incontrôlées, les appellations ridicules. C'est là que le client doit intervenir, montrer qu'il n'est pas dupe des premières, enflant l'addition, des secondes, camouflant la banalité du plat. Le petit jeu des appellations ridicules semble amuser le lecteur, et un nombreux courrier m'en signale. Mais d'autres relèvent souriant du service des fraudes et de la législation de défense du consommateur.

Passé encore lorsqu'elles sont fantaisies de langage comme cette « poêlée de crevettes grises sautées au thym » (elles sont sautées dans une matière grasse et aromatisées au thym, nuance ou ce « gratin de pamplemousses au kiwi au sabayon d'orange » (alors que le sabayon ne peut être qu'à base de vin ou de liqueur), ou ce « turbotin grillé dans la tradition » (au lieu de « selon la tradition »). Et ces « pithiviers d'abats », ces « carpaccio de poisson », ces « papillons de langoustines » ?

Mais revenons à la défense des consommateurs. En matière de menu, les appellations farfelues permettent toutes les fraudes, tous les abus. Pourquoi ne pas obliger les restaurateurs, par exemple, à indiquer sur la carte si le produit est surgelé, sous vide, traité au diphénylé, pasteurisé ?

Avouez qu'un menu ainsi rédigé :

Saint-jacques surgelées à la mayonnaise en tube
Poulet de batterie
aux haricots verts de conserve
Camembert au lait pasteurisé
Tarte à la margarine
aux fraises de serre
Beaujolais chapalissé

aurait moins de succès... et de clients. Mais, en tout cas, serait plus honnête que sa version actuelle :

Fraicheur de saint-jacques en coquille
Coquelet rôti à l'émincé de haricots verts
Camembert de la ferme
Tarte aux fraises « maison »
La bouteille du patron

C'est pourtant des menus de ce genre qu'aujourd'hui nous rencon-

l'enquête

ÇA VA PAS LA TOQUE!

Les femmes-chefs ont mené un dur combat pour être reconnues en tant que telles. Ce qui les autorise à porter un œil assez critique sur les tentatives de certains de leurs confrères.

Par
Michel Castaing

E LLES sont unanimes, les quatre-vingt-dix adhérentes de l'Association des restauratrices-cuisinières (ARC) : c'est la simplicité qui caractérise avant tout la « cuisine de femme ». Noir sur blanc sur la carte de l'Aquitaine, son restaurant de la rue de Dantzig, dans le quinzième arrondissement de Paris, Christiane Massia donne ainsi l'origine des saveurs de sa table : « Il nous a suffi de consulter nos grand-mères, quelques pêcheurs et de vieilles recettes ». Simplicité et tradition.

C'est pourquoi la nouvelle cuisine n'a pas les faveurs des dames de l'ARC. « Dévertie et esthétisante », tranche Simone Lemaire, membre fondateur et présidente d'honneur de l'association. Elle et ses amies ne la rejettent cependant pas en bloc : cuire à la vapeur, donner ou redonner leur place aux légumes, offrir une cuisine moins lourde, moins indigeste, soit... Mais elles n'apprécient pas sa sophistication, qui a pour cause, selon Simone Lemaire, la « maladie de la création » et qui a paradoxalement pour effet d'engendrer une certaine uniformisation.

« Que l'an s'arrête un peu de créer !, conjure la présidente d'honneur de l'ARC. Avec cette funeste manie, tout le monde, aujourd'hui, en arrive à vouloir tout faire. Où est le temps où l'on allait spécialement chez Point pour déguster son foie gras en broche ou chez la mère Brézier pour savourer sa poulette demi-deuil ? Créer quatre ou cinq plats dans sa vie, c'est très bien, très suffisant. Je suis contre les restaurateurs qui changent leur carte tous les ans. Le répertoire doit toujours comporter une base classique, avec des plats qui sont à sa main, que l'on réalise parfaitement bien. C'est ce que le client attend, c'est ce qui le fidélise. »

« J'ai commencé, il y a vingt ans, avec trois plats, indique Christiane Massia. Depuis, j'ai bien sûr élargi ma carte, mais je ne crée pas pour créer. Mes grillées de canard au vinaigre de miel ont un air très nouvelle cuisine, en fait c'est une recette moyenâgeuse. » La nouvelle cuisine, poursuit-elle, sent l'effort, par exemple quand vous

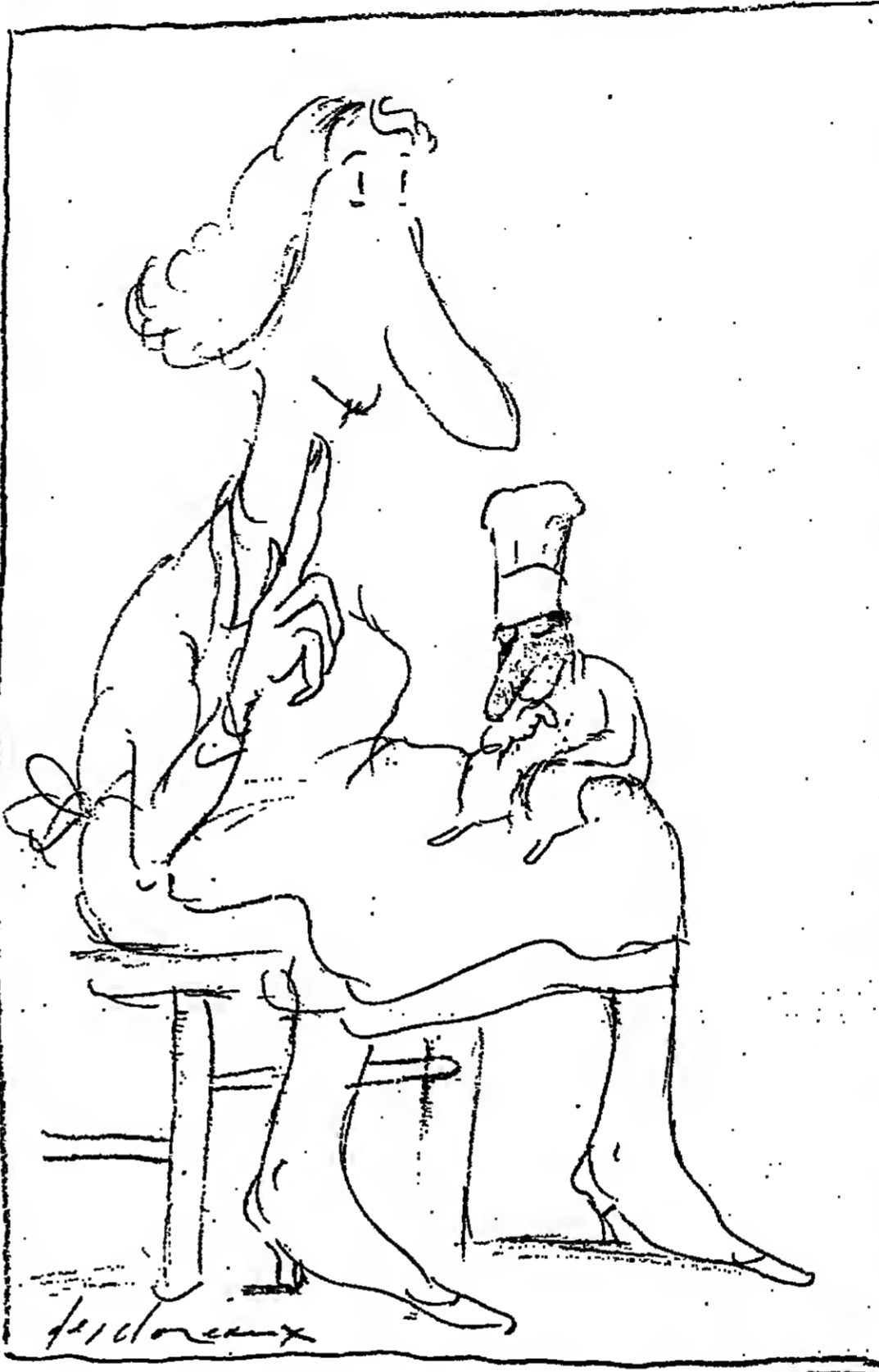
découvrez dans votre assiette une pyramide de rondelles de légumes que surmonte un petit pois... Sans compter que cet échafaudage ne peut être construit qu'avec les doigts. Déjà, cela me coupe l'appétit. Chez moi, les produits une fois cuits, on ne les touche plus avec les mains. »

Marie-Françoise Lachaud dénonce, elle, le côté « échantillon » de la nouvelle cuisine. La restauratrice du Ty-Coz, rue Saint-Georges, dans le neuvième arrondissement de Paris, apprécie, certes, la décoration culinaire d'une assiette, mais, dit-elle, « encore faut-il que cette assiette soit pleine ; on ne doit pas prendre un dessert parce que l'on a encore faim ».

« J'ose faire simple »

Les dames de l'ARC auraient, si l'association avait existé de son temps, coopté Erik Satie comme membre d'honneur, pour cette phrase du compositeur : « En art, j'aime la simplicité ; de même en cuisine. » Et comme la cuisine est un art... Mais il faut de l'audace, aujourd'hui, pour s'écarter des fourneaux-alambics de la mode culinaire. « J'ose faire simple », affirme bien tant Christiane Massia, renforcée dans cette optique par une étoile et trois fourchettes au Michelin. « Mon éthique, renchérit Simone Lemaire, c'est manger candide : un canard aux navets, une blanquette de lapin aux poireaux, une mousseline de brochet, un poulet normand à la crème... »

D'abord, expliquent les dames de l'ARC, la cuisine de femme est plus douce : « La femme chauffe moins, grille moins, flambe moins. » A l'esthétique les restauratrices préfèrent la spontanéité, le naturel, justifiant ainsi l'hommage de Curnonsky, qui estimait, à voir à l'œuvre sa cuisinière angevine, que « la femme cuisine comme l'oiseau chante ». Ensuite, elles sont plus animées que les hommes du désir de convaincre et d'apporter « du bonheur » à leur clientèle. « Elles ne sont pas figées dans leur béatitude de chef », estime Marie-Françoise Lachaud. « En accompagnant ses clients, assure Simone Lemaire, un homme se demandera : « Est-ce qu'ils pensent que je suis un bon cuisinier ? » Une



femme s'interrogera : « Est-ce qu'ils sont satisfaits, heureux ? »

Et puis la femme a sauvé la cuisine régionale. C'est surtout vrai en province, bien sûr, où les « saintes mères » de Lyon ont toujours fait école, mais ce n'est pas inexact non plus à Paris. L'Aquitaine fleurit bon les produits du Sud-Ouest, Ty-Coz signifie « vieille maison » en breton, et leurs propriétaires se déclarent l'une et l'autre « très attachées à la terre ». Marie-Françoise Lachaud fait venir, cela va sans dire, tous ses produits de l'Atlantique — « jusqu'à la Vendée », précise-t-elle, — et elle représente, dans sa famille, la quatrième génération de cuisinières professionnelles, se transmettant, de mère en fille, les recettes du terroir. « J'avais une arrière-grand-mère, rapporte-t-elle, qui se levait chez les notables de la région. A l'époque, on recevait chez soi, pas au restaurant. Et mon arrière-grand-mère faisait toute la cuisine pour d'immenses tables... »

Mots magiques et noms ronflants

Christiane Massia a, elle, un carnet d'adresses particulièrement fourni, et pas seulement dans le Sud-Ouest : petites jottes de Guilvinec (Finistère), minuscules asperges des Vosges et, ici et là, petits poireaux sauvages on mousserons des prés. « Pour ce qui concerne les légumes, dit-elle, ce sont là des produits que l'on ne trouve pas dans le commerce,

mais qui permettent de perpétuer les vieilles recettes régionales, que dédaignent trop souvent les hommes : un chef se sentirait déshonoré s'il avait à faire un farci poitevin. »

Simplicité et tradition n'empêchent pas la cuisinière d'être talentueuse, inventive, même si Paul Bocuse — qui, depuis, aurait

changé d'avis — a cru pouvoir dire un jour que les femmes n'avaient « aucune imagination devant les casseroles ». Cette misogynie des milieux de la gastronomie a, du reste, été à l'origine de la fondation de l'ARC. « La poëte de Saint-Jacques aux bolets, remarque Simone Lemaire, son « inventeur », c'est une création, sans être une complication. » C'est

vrai, reconnaît malicieusement Christiane Massia, je ne parle pas à l'imagination, mais aux papilles et à l'estomac... Avec des mots simples, qui n'en sont pas moins des mots magiques : fricassée, blanquette, matelote, marmite, potée... Des mots du terroir, j'aime beaucoup. Ou, encore, quelque chose « en cocotte ». Ça donne de l'appétit, non ? »

Coup de main et langage magiques : « Si vous n'êtes pas capable d'un peu de sorcellerie, ce n'est pas la peine de vous mêler de cuisine », disait Colette. Mais point trop n'en faut, et, dans la rédaction des menus comme devant leurs fourneaux, les femmes font, là encore, preuve d'une plus grande sobriété. Simone Lemaire donne des exemples, qu'elle a notés au hasard : « La femme propose une « salade aux croûtons ». L'homme : une « petite salade d'automne à l'huile de noisette, pain de campagne grillé ». La femme affiche : « salade de fœneaux aux lentilles ». L'homme : « lentilles en salade aux aiguillettes de fœneaux à l'huile d'olive vinaigrée ». On le voit qu'un croûton c'est du pain grillé, et que, dans une salade, il y a de l'huile et du vinaigre ! Bien sûr on écrira la recette tout entière ; comme cela, il ne subsistera plus aucun brin de mystère. » Christiane Massia a relevé un comble du ridicule dans l'intitulé d'un plat qui se terminait ainsi : « ... avec toasts sous serviette ».

On alors, c'est la tendance inverse : des appellations pédantes — une entrée devient une « préface gustative » — ou érotiques à souhait, pour intriguer, épater le client. « Au contraire, on le culpabilise, estime Marie-Françoise Lachaud, en lui faisant sentir son ignorance. Il peut y avoir des noms amusants ; j'ai intitulé un plat « haddock dit Capitaine ». Mais je n'aime pas les noms ronflants, sauf si c'est le prétexte pour expliquer immédiatement au client, avant même qu'il ne le demande, la composition d'un plat. C'est-à-dire dialoguer avec lui. Mais, le plus souvent, ces noms ronflants ne servent qu'à masquer la banalité des mets proposés. »

Simone Lemaire va plus loin, et il revenait à la présidente d'honneur de l'ARC de décocher la flèche du Parthe : « Aujourd'hui, dit-elle, beaucoup de jeunes restaurateurs libellent le menu avant de savoir faire la cuisine. »

► ARC (Association des restauratrices-cuisinières). Tél. : (1) 45-55-15-29.

LES FEMMES DE L'ARC

Au dix-neuvième siècle, le Bréviaire des gastronomes conseillait : « Vous ne prendrez votre cuisinière ni trop jeune ni trop vieille : trop vieille, elle dormira ; trop jeune, elle pensera à autre chose. » Depuis, cette mentalité a heureusement évolué, mais elle n'a pas radicalement changé : c'est un comportement misogyne, sexiste, qui est à l'origine de la création de l'Association des restauratrices-cuisinières (ARC).

Furieuse, en effet, de s'être vu fermer la porte de la Société des cuisinières, au seul motif qu'elle était une femme, une restauratrice du Nord s'en indignait auprès de Robert Courtine, alors rédacteur en chef de *Cuisines et vins de France*. D'autres cuisinières de renom ayant subi le même affront, le critique gastronomique leur suggéra de fonder leur propre association. C'était chose faite en 1975. « Année de la femme » mais les idées du MLF, très en pointe à l'époque, n'entraînaient pour rien dans cette initiative : il s'agissait, au contraire, de sublimer « la femme au fourneau ».

Aujourd'hui, l'ARC compte quatre-vingt-dix adhérentes en France et une dizaine à l'étranger. Pour en faire partie, indiquent ses statuts, « il faut exercer activement la profession de cuisinière ou de chef de cuisine, en qualité de propriétaire, gérante ou directrice » de l'établissement. Il faut, en outre, être parrainé par deux adhérentes ou posséder des références dans deux grands guides.

Préside par Gisèle Crouzier (la Croix blanche à Chaumont-sur-Thoron, dans le Loir-et-Cher), l'ARC, qui n'a pour ressources que la cotisation annuelle de ses membres (3 000 francs), œuvre pour « la défense et la promotion de la cuisine de femme » et fait connaître à l'étranger les traditions culinaires françaises, au cours de Quinzaines gastronomiques, dont la dernière a eu lieu en septembre au Japon. Plus discrètes que les hommes sur le plan médiatique, les dames de l'ARC ne sont pas moins réputées dans les cercles de la gastronomie mondiale.

En onze ans d'existence, l'association a renversé bien des barrières sexistes, dans les milieux généralement misogynes de la restauration, grâce, notamment, à ses adhérentes qui professent dans le cadre de la formation permanente. Mais elle constate que de nombreux hôteliers hésitent encore, sous les prétextes les plus divers, à embaucher des femmes, ou alors les emploient à des travaux d'exécution (nettoyage, rangement) ou au service. Certaines écoles hôtelières ont résolu ce problème des débouchés en n'admettant pas d'élèves de sexe féminin...

La dernière « bavure » date d'il y a quelques mois : un restaurateur breton avait accepté, sur dossier, de prendre en stage Dominique X... et Claude Y..., diplômées, elles, d'une école hôtelière. Les deux jeunes filles n'ont pas eu à défaire leurs valises : la restaurateur en question, qui avait « oublié » que Dominique et Claude sont aussi des prénoms féminins, ne recherchait que des stagiaires masculins.

M. C.

AIR HAVAS
LES PRIX BAS
QUI VOUS DONNENT
DES AILES.

NEW YORK à partir de 2200F
MARRAKECH à partir de 1290F
LE CAIRE à partir de 2660F
MEXICO à partir de 4825F

Tarif A.R. pour un minimum de 7 jours. Prix au 1^{er} Octobre 86.
Conditions Générales dans le catalogue Air Havas.
En vente chez Havas Voyages, 65, rue d'Alsace, 75014 PARIS
Tél. : 45 42 21 25
et dans les 260 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES : FAITES LA DIFFERENCE.

هكنا من الأهل

مكتبة المرحوم

LE MANIFESTE D'ALAIN SENDERENS

Selon particulier chez Lucas-Carton, 13 h 30, mercredi 29 octobre. D'une voix haute et sans crainte, le maître d'hôtel fait entrer son monde dans le vif du sujet : « Voici le turbo au curry ! ». Le poisson se pointe, encadré par un condrien et un chablis Fourchaume, tous les deux consacrés de la classe 85.

Sur la table, un formulaire avec notée la recette du plat et de la place laissée libre où le commentateur pourra indiquer lequel des deux vins lui a paru le plus apte à remplir sa mission et accessoirement, expliquer pourquoi. Idem pour le râble de lièvre, la tomme de brebis et la tarte Tatin aux mangues qui suivront.

Toutes choses égales par ailleurs, du cœur dans l'application qu'il met à « manger juste » de ses contemporains, en voilà un autre qui n'en manque pas. Coluche a ses pauvres, lui ses riches, mais le problème est le même : faut bouffer ! Alain Senderens, capitaine Nemo de la cuisine française en plongée profonde à la recherche de deux ou trois fortes vérités de demain pourrait fréquenter la gastronomie sans avoir à lui payer le tribut encore lourd qu'elle réclame.

Classé quatrième chef mondial par un jury international que

constituait Cuisine et vins de France (1) à l'occasion du quarantième anniversaire de la revue, il passe pour l'un des principaux organisateurs de cette grande évasion que fomentait, il y a un peu plus d'une dizaine d'années, la branche émancipée des fils de Taillevent, de Carême et d'Escoffier.

Théoricien savant et enflammé, il a tenté dès 1973, en ouvrant son laboratoire d'essai de la rue de Varenne, « l'Archevêque », sinon de faire reculer les limites de l'art, du moins d'en inventer un autre, neuf, pur, clair. Mode immédiate, succès considérable. On lui reprochera deux choses : ses prix et ses portions qu'unaniment on trouvera d'une modestie exagérée.

Où en est rendu de ses réflexions celui qui peut dire que « sans la nouvelle cuisine nous en serions toujours au cassoulet », et que lui inspire la direction de ce Lucas-Carton devenu, en un peu plus d'un an et demi, l'un des lieux phares de la planète gourmande ?

Ce jour-là autour de la table, avaient pris place un historien, un écrivain, un critique... et deux observateurs. Alain Senderens pouvait développer les grandes lignes de son manifeste.

J.-P. O.

L A nouvelle cuisine n'est pas arrivée par hasard. Les psychologues disent ceci :

« Lorsqu'une idée nouvelle est acceptée par le public, c'est qu'elle apporte un concept que les gens, consciemment ou inconsciemment, avaient besoin de recevoir. » Appliqué à la cuisine, cela veut dire que la société avait besoin, consciemment ou inconsciemment, de manger différemment. On se pose alors la question : pourquoi ?

Pour moi, il y a quatre raisons. L'éthique de la beauté : on fait attention aujourd'hui à son corps, à sa ligne. Deuxièmement,

la notion de santé qui auparavant n'avait jamais existé dans le monde occidental. Troisièmement, l'évolution de la femme. Je m'explique. Jusqu'à présent, on vivait dans une société d'hommes pour les hommes. Aujourd'hui la femme travaille, elle ne peut plus cuisiner. Peut-être y a-t-il encore des femmes qui transmettent comme traditionnellement cela a toujours été leur rôle ; mais la petite fille d'aujourd'hui, dans vingt ans, ne transmettra plus rien. Il va vraiment y avoir une fracture.

Quatrième raison : l'évolution de la notion de péché.

Jusqu'à présent, le plaisir n'allait pas sans sa contrepartie, l'idée de culpabilité. Pour qu'il y ait du plaisir dans la cuisine, il fallait qu'il y ait destruction du corps. Aujourd'hui, la grande révolution, avec la nouvelle cuisine, c'est qu'un plat simple peut être pris comme un plaisir.

• A chaque époque, des formes d'art sont à leur apogée, d'autres à leur déclin. Je ne dis pas ça parce que je suis cuisinier mais je crois sincèrement qu'actuellement la seule forme d'art qui soit à son zénith, c'est la cuisine. C'est la seule forme d'art qui corresponde vraiment aux besoins du temps. La seule en symbiose avec son époque. La cuisine aujourd'hui, peut-on dire, nous prépare au XXI^e siècle.

• Il y a des traditions qui sont bonnes. On n'a pas tout changé, vous savez, la cuisine, l'ABC de la cuisine, est toujours le même. La base technique n'a pas tellement évolué. Ou très peu. Sauf... sauf qu'avant, il y a des années et des années, quand je travaillais au Lucas-Carton, je prenais une cuillère de beurre, et je mettais dans la poêle une cuillère de beurre. Qu'est-ce que je fais désormais ? Je prends un pinceau, je le passe dans le beurre et le tour est joué.

• Cette méthode-là, je l'ai apprise au Japon. Cette cuisine simple, naturelle par opposition à celle du XIX^e siècle, c'est notre recherche du paradis perdu. Aujourd'hui, c'est « le produit pour le produit ».

• Je remarque ici, au nouveau Lucas-Carton, un phénomène extraordinaire. La moyenne des prix est de 650 F tout compris. Eh bien, maintenant, plus de 30 % de ma clientèle a entre vingt et trente-cinq ans. Ces jeunes gens me disent : « Avant, on sortait souvent. Nous avons été déçus souvent. Alors, on sort une fois ou deux par trimestre, mais on sort bien. » Ils suppriment les restaurants entre 200 et 300 F. Plus jamais. La fête devient plus élégante, plus raffinée. Le phénomène est récent. J'essaie de comprendre. Ils veulent du beau, du bon et du très bien.

• Un de mes dadas c'est la protection artistique en cuisine. Les premiers droits d'auteur ont été créés dans la Grèce antique tout spécialement pour les cuisiniers. Lorsqu'un cuisinier faisait un plat nouveau, durant plusieurs années personne n'avait le droit de le copier. Aujourd'hui, il suffit qu'un chroniqueur dise « j'ai pleuré de plaisir en goûtant tel ou tel plat » pour que, dans les huit jours qui suivent, la France culinaire se mette à fabriquer ce plat sans savoir comment il se fait.

• Est-ce normal ? Ne faut-il pas parler de parasitisme comme disent les juristes ? Il n'est pas question de toucher des royalties, mais plutôt de lutter contre une certaine forme de banalisation. Il faut créer un organisme qui protégerait l'auteur.

• Ma passion, c'est le mariage des plats et des vins. La gastronomie, c'est le mariage du vin et de l'assiette. J'essaie de faire des menus tout compris où je peux faire découvrir des choses comme ça. J'ai aussi une carte des accords des fromages et des vins, parce qu'en France on a toujours cru que le vin rouge était l'ami du fromage. C'est une grande hérésie. Le plus grand mariage, c'est vin blanc et fromage. Ou alcool et fromage.

• Tout est à revoir dans la gastronomie. Avec des mythes et des tabous, avec des symboles qui changent. Je n'ai rien contre le cassoulet, mais si la cuisine n'avait pas évolué, on mangerait encore comme au temps de Rabelais. Revenons sur le vin. Un plat et un vin, ça se fait sur la gueule, ça s'entend. Quand ça s'entend, c'est extraordinaire.

• Quand je ne connaissais pas vraiment le vin, je disais que le vin rouge allait avec les huîtres, avec le poisson... Maintenant que je vois un peu plus clair dans ce domaine, où pourtant je reste très prudent, je dis que c'est une méconnaissance totale, plus, une faute de goût, que de systématiquement ce genre de rencontre. Quand on parle d'art, il doit y avoir une certaine forme de rigueur. Je pense maintenant que deux verres de vin, un blanc et un rouge, un blanc sur le poisson et un rouge sur le plat de viande, feront beaucoup moins de mal que quatre verres de vin rouge durant tout le repas.

• Nouvelle cuisine... Même s'il y a un semblant de retour en arrière, je pense que les acquis resteront. C'est-à-dire la cuisson, la légèreté, le cru, les apports de la cuisine du Pacifique... Enfin, tout ce métissage qui fait avancer une culture. Reparlons du Japon. C'est la pureté et la perfection. Le dépouillement. Ici aussi, le produit pour le produit. Cette simplicité est une grande chose, même si elle nous déboussole.

• On a beaucoup parlé de la cuisine chinoise. Moi, je dis que c'est une cuisine du passé. Un exemple. On essaie aujourd'hui de tuer les animaux de boucherie par surprise, pour qu'ils ne dégagent pas de toxines. Durant un voyage en Chine, en 1977, j'ai pu m'apercevoir que, pour eux, un animal qui ne souffre pas n'est pas comestible. C'est en cela que je dis que la cuisine chinoise est une cuisine du passé, même si elle plaît à notre goût, car elle est grosse et lourde. La cuisine japonaise, elle, a deux cents ans d'avance sur la nôtre...

• La culture de tous ces nouveaux goûteurs passe impérativement par l'analyse journalistique. Mais je crois qu'il faut désormais élever le débat. Installer des chroniques plus sérieuses, plus profondes. L'analyse d'un repas ne peut plus être faite

aujourd'hui comme elle l'a été jusqu'à présent. Un seul critique ne suffit plus. Il faudrait des rassemblements de personnes de haut niveau, des contradictions, davantage de travail. On est encore au ras de la nappe. La presse qui parlera d'une manière différente de la gastronomie gagnera. Il y a quinze ou vingt ans, Gault et Millau ont inventé un truc. Aujourd'hui, il y a un autre « truc » à trouver.

(1) Le classement du jury (quarante-trois spécialistes de neuf pays) réuni par Cuisine et vins de France (n° 424, novembre 1986) est le suivant : Freddy Girardet, Crésier, Suisse ; Joli Robichon, « Jamin », Paris ; Michel Guérard, Eugénie-les-Bains, Landes ; Alain Senderens, Lucas-Carton, Paris ; Georges Blanc, Vonnas, Ain ; Alain Chapel, Mâcon, Ain ; Pierre et Michel Troisgros, Reims, Loire ; Michel Bras, Lagnieu, Aveyron ; Paul Bocuse, Collonges-au-Mont-d'Or, Rhône ; Dixinhos ex-aequo : Alcio Waters, « Le Panisse », Berkeley, Californie ; Paul et Marc Hachebert, Illhaeusern, Haut-Rhin ; Jacques Pic, Valence, Drôme.

BEAUBOURG A TABLE

Une grande exposition, intitulée « A Table », est organisée, du 27 novembre 1986 au 8 mars 1987, à la galerie du Centre de création industrielle (CCI), au Centre Georges-Pompidou. Couvrant une superficie de 700 mètres carrés, elle comprend trois parties : « Tradition-innovation » (avec, notamment, « Les produits de l'an 2000 et leurs technologies », « Les lieux » (six vitrines « architecturales » : cuisines traditionnelle et moderne, salles à manger traditionnelle et moderne, restauration collective et restauration, « Les objets » (louis de toujours et matériels nouveaux). Animations quotidiennes, colloques, librairie spécialisée (cinq mille titres) et montages vidéo sont également prévus.

Toujours au CCI, une autre exposition, « Les arts de la table », sera mise en place du 17 décembre 1986 au 19 janvier 1987.

CHATEAUX CALIFORNIENS...

Catastrophe ! Il y a quelques semaines à New-York, dans une dégustation à l'aveugle, les vins californiens ont battu plusieurs des grands châteaux du Médoc.

Par Jean-Yves Nau

L A France est-elle toujours la fille aînée de Bacchus ? Rien n'est moins sûr. Car le monde des vins hauts de gamme vit aujourd'hui une curieuse époque. C'est une sorte de révolution mondiale et non sanglante, de remise en question de tout ce que l'on pensait, il y a peu encore, acquis pour l'éternité. A commencer par l'absolue suprématie internationale de la France. C'est-à-dire, ici, du bordelais, le reste ne pouvant pour des raisons techniques (vins de cépage uniques) ou commerciales (faibles quantités produites) soutenir en toute rigueur la comparaison gustative et marchande.

On avait déjà certes, ici ou là, nourri quelques inquiétudes. L'ouverture des frontières du Marché commun, le nouvel engouement pour les choses de la vigne et la prétention de beaucoup des propriétaires bordelais avaient poussé amateurs – à depuis peu restaurateurs – à rechercher l'émotion sensorielle en dehors de l'Hexagone viticole. On manquait toutefois objectivement de références objectives. Ce n'est plus vraiment le cas : il y a quelques semaines à New-York, dans une prestigieuse dégustation à l'aveugle, les vins californiens ont très nettement battu plusieurs

des plus grands châteaux du Médoc.

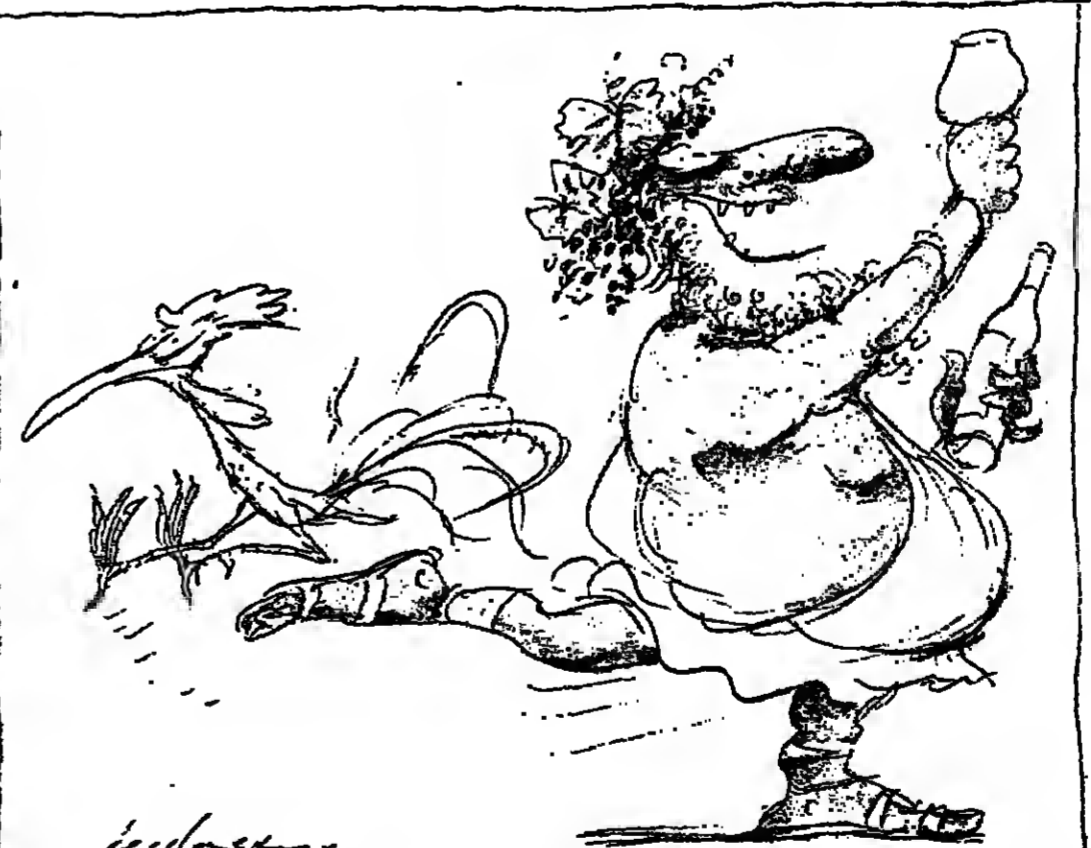
L'épreuve avait été – non sans mal – organisée par M. Steven Spurrier, l'un des meilleurs cavistes parisiens, par ailleurs fondateur de la déjà célèbre Académie du vin. La comparaison avait déjà été tentée en 1976 à Paris, les Français n'étant alors distancés que d'une courte tête par un Stag's Leap cabernet sauvignon millésimé 1973. L'affaire fut alors vivement critiquée, beaucoup accusant Steven Spurrier, citoyen britannique, de tout faire, consciemment ou non, pour nuire à la France.

• Plusieurs groupes de dégustateurs avaient ces derniers temps obtenu en Californie d'étranges résultats. J'ai jugé intéressant de refaire la même comparaison avec les mêmes vins à dix ans de distance », explique-t-il. Les résultats furent sans équivoque et le couteau fut retourné un peu plus dans la plaie. Le premier Français, château Montrose 1970, n'arrive que troisième derrière Clos du Val 1972 et Ridge Montebello 1971. Léoville Las Cases (1971) est quatrième devant Monton Rotschild (1970). Quant au prestigieux Haut-Brion (1970), il finit étrangement bon dernier alors qu'il était classé troisième en 1976.

Tout cela, on l'imagine, vient de faire grand bruit dans la presse

américaine. Comme il fallait s'y attendre, certains n'hésitent plus à voir là la preuve absolue de l'irréversible avènement de la Californie vers la qualité et la suprématie internationales. En France, la chose est diversement interprétée. On critique notamment les conditions dans lesquelles le concours fut organisé. « Les vins californiens, explique Steven Spurrier, provenaient des caves des producteurs. J'avais demandé aux Français de me vendre leurs bouteilles. Seul château Montrose fut d'accord. A Monton Rotschild on n'avait pas le temps. J'ai donc pris le vin dans ma cave personnelle de Londres. Léoville Las Cases était plus ou moins d'accord mais en définitive c'est un ami qui m'apporta le vin. Quant à Haut-Brion, il refusa. Je n'ai donc pu faire autrement qu'acheter ce vin à New-York. » Ce qui, soit dit entre parenthèses, n'est sans doute pas sans expliquer la position de ce dernier.

On pourrait aussi critiquer le jury, exclusivement nord-américain à l'exception de Georges Lepré, chef sommelier à l'Hôtel Ritz de Paris. « Non, assure l'organisateur, les dégustateurs retenus n'ont pas par principe cherché à placer en tête les vins américains. Bien au contraire, il s'agissait d'un panel de dégustateurs au goût européen. » Alors ? Papilles partisans ou non ? Erreur de méthodologie ou pas ? Au-delà de cette casuistique viticole, l'affaire et ses résultats sont symptomatiques. En réalité, plus que la rivalité, c'est bien l'homogénéisation qui devient le trait dominant. On assiste en



effet depuis quelques années à de bien curieuses manœuvres, chacun usant des nouvelles techniques de vinification pour s'éloigner de l'usage et de la tradition et pour mieux se rapprocher d'un vin imaginé. « Les vins californiens ont évolué, explique avec d'autres Spurrier. Ils ont perdu leur côté massif, monstrueusement tannique, épais, pour une forme d'équilibre, pour une silhouette plus élégante. A l'inverse, les vins bordelais, dans le sillage

de ceux de MM. Bruno Prats de Cos d'Estournel et Jean-Michel Cazes de Lynch Bages, ont perdu leur côté tannique et austère pour une silhouette plus ronde, plus fruitée. » Comment, dès lors, s'y retrouver ? Une toute récente dégustation internationale à l'aveugle a vu un vin chilien atteindre un incroyable 20/20, le dégustateur ayant cru, a-t-il avoué, « être en face d'un Léoville Las Cases ».

C'est ainsi : en atteignant son heure de gloire – jamais dans

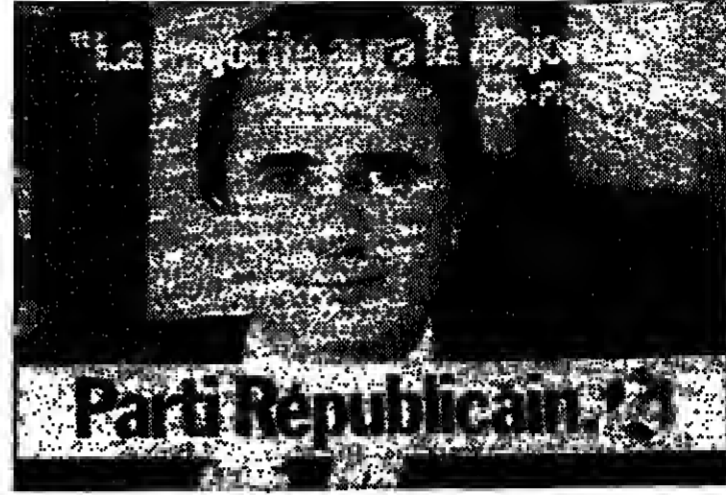
l'histoire de l'humanité les vins n'ont atteint cette excellence, – l'œnologie se mondialise et les amateurs y perdent du même coup ces racines latines qui, il y a peu encore, constituaient l'absolue référence. Et dans ce paysage brusquement modifié, la suprématie ne sera plus seulement affaire de qualité mais aussi de prix. C'est malheureusement bien là que la France pourrait rapidement perdre sa position dominante.

époque

VINGT ANS DE PUBLICITÉ POLITIQUE



Législatives, 1978 : à force de vouloir être explicites, les publicitaires ont caché le visage de Jean-Pierre Soisson derrière un véritable rideau de mots. L'affiche retienne montre au moins le sourire...



Législatives, mars 1986 : Charles Hernu et Jean Poperen lancent dans le Rhône une campagne avec la même affiche. Sondage : 75 % des personnes interrogées reconnaissent le visage de l'ancien ministre de la défense tandis que celui de Jean Poperen, secrétaire national du Parti socialiste, n'est identifié que par 42 % des sondés. 72 % trouvent « agréable » l'affiche de Charles Hernu, mais seulement 29 % celle de Jean Poperen.



Législatives, mars 1986 : le futur ministre de la culture et de la communication, libéral en diable, a un geste du plus pur style « réaliste-socialiste ». Quant au projet évoquant une balade sur la plage à la sortie d'un night-club, il a été purement et simplement rejeté.



Depuis 1965, les hommes politiques n'imaginent plus pouvoir se passer des services des professionnels de la publicité pour mener leur campagne à bien. Un livre fait le bilan de cette collaboration.

Par Yves-Marie Labé

La publicité politique est une idée neuve en France. Certes, les affiches politiques fleurissent au fil des pages de nombreux manuels d'histoire. Chacun a ainsi en mémoire l'image de cet homme hirsute, au couteau entre les dents, que fit réaliser, en 1919, l'Union des intérêts économiques afin de prévenir les masses des dangers du bolchevisme. Ou ces affiches que fit imprimer à l'usage des candidats anticolonialistes, de 1927 à 1936, le chroniqueur politique Henri de Kerillis. Mais la publicité politique contemporaine est généralement moins virulente. Quelle floraison pourtant et quelle évolution, ces vingt dernières années surtout ! Riche de 60 000 affiches collectées depuis 1914, le fonds du Musée d'histoire contemporaine a engrangé 7 300 nouvelles affiches politiques de plus pour la seule année 1985...

En sélectionnant et analysant sept cents affiches produites pendant les cinquante-cinq campagnes électorales (élections européennes, présidentielles, législatives, cantonales et municipales) qui ont jalonné la période 1965-1986, Jean-Marc Lech, directeur de l'institut de sondages IPSOS, Philippe Benoît, directeur d'Agora, agence de conseil marke-

ting en communication de médias publicitaires, et Jean-Marc Benoît réparent cet oubli avec un ouvrage intitulé *La Politique à l'affiche, affiches électorales et publicité politique 1965-1986*.

Des professionnels s'adressent aux professionnels

Pourquoi avoir choisi pour ligne de départ 1965 ? Tout simplement parce que cette date, ainsi que le rappelle dans sa préface M. René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, correspond à la première élection du président de la République au suffrage universel, qui consacre la personnalisation des candidats et le souci de les présenter par un portrait. Quant au choix de l'étude des affiches, la réponse s'impose d'elle-même : pendant les deux dernières décennies, les dépenses publicitaires des candidats ont été essentiellement investies dans l'affichage, aux dépens de la radio - réservée à la publicité des ouvrages des personnalités ou des partis politiques, - de la télévision - où la publicité politique était interdite jusqu'à la loi sur l'audiovisuel de 1986 qui l'autorise selon certaines conditions (*le Monde* du 9 août) - et de la presse écrite - plus difficile à utiliser et surtout plus coûteuse.

Un principe a guidé les auteurs de *La Politique à l'affiche* : la publicité a réveillé la politique et incité les responsables de la majorité comme de l'opposition à confier leurs campagnes aux professionnels de la communication. La déclinaison des affiches politiques sélectionnées au gré de ces deux dernières décennies en témoigne. Après les balbutiements des affiches des années 1965 à 1970, dont la proportion au sein du portrait est grande et le graphisme comme les coloris encore peu aventureux, l'élection présidentielle de 1974 marque un tournant. C'est l'époque où, timidement, puis de manière de plus en plus affirmée, les hommes politiques s'entourent de professionnels de la communication : hommes de presse, du marketing, politiques ou publicitaires. Après Jean Lecanuet qui, dès la présidentielle de 1965, se forge grâce au « pape » du marketing politique, Michel Bongrand, une image de « Kennedy français », Valéry Giscard d'Estaing fait appel à Jacques Hintzy, de l'agence Havas, François Mitterrand à Claude Perdriel, PDG du *Nouvel Observateur*, et Jacques Chaban-Delmas à Pierre Charon.

Aux municipales de 1977 puis aux législatives de 1978, les grands noms de la communication

et de la publicité flirtent inversement avec les candidats : Jean-Pierre Audouin et Jacques Séguéla avec le PS et François Mitterrand, pour lesquels ils conçoivent la campagne « Le socialisme, une idée qui fait son chemin » ; Bernard Brochand, d'Enrocom, et Jean-Michel Goudard (RSCG) avec le RPR et Jacques Chirac, pour lesquels ils réalisent l'affiche « Oui à la France qui gagne » ; Jacques Séguéla, encore, qui conçoit l'affiche du PR et de son secrétaire général d'alors, Jean-Pierre Soisson, « La majorité aura la majorité », etc.

Voilà la « force tranquille »

Mais la publicité politique évoluera encore. Lors de la présidentielle de 1981, qui bénéficie d'un climat de publicité montante et qui fait du slogan du candidat François Mitterrand, « La force tranquille », une phrase publicitaire quasiment mythique. Mais aussi lors des législatives de 1983, où Jacques Chirac et Paul Quilès renouent dans leur campagne avec un ton et une image intimistes destinés à rompre pour l'un avec son image de « Robespierre », pour l'autre avec son allure de carnassier de la politique.

Ce sont les législatives de 1986 qui permettent à l'affichage politique de « décoller ». Au « Vivement demain » du RPR répond l'écho d'« Au secours la droite revient » lancé par le PS. Aux douze apôtres du RPR photogra-

SAUVER CARTHAGE

Après la célébration du vingt-huitième centenaire de la fondation de Carthage et la publication dans le *Monde* du 1^{er} novembre d'un article qui dressait le bilan de l'activité archéologique sur le site ces dernières années, nous avons reçu une lettre de M. Serge Lancel qui souhaitait apporter les précisions suivantes :

D'abord, on ne saurait trop dire que nos amis tunisiens de l'Institut national d'archéologie et d'art de Tunisie et de la Conservation du site de Carthage ont été très légitimement fiers des résultats que la communauté archéologique internationale a obtenus grâce à leur incitation, à leur appui et à leur participation active en divers points du site. Si, dans les dix années qui viennent de s'écouler, on en a plus appris sur Carthage que dans les cinquante années précédentes, c'est d'abord à eux qu'on le doit.

phies plein champ. - Jacques Chirac épaulé par Alain Toubon, Michel Noir, Michèle Alliot-Marie, etc., cheveux et cravate au vent, - le PS rétorque par une affiche plus pondérée où Laurent Fabius pose en compagnie de ses ministres les plus populaires (Pierre Bérégovoy, Jack Lang, Edith Cresson, etc.) sur fond de Géo, tandis que Raymond Barre, décidément toujours en rupture, offre son seul visage nimbé d'un « Pour la France » du plus pur style gaullien.

Outre son intérêt historique et les incursions qu'il fait dans les courants graphiques et sémantiques de ces deux dernières décennies, *La Politique à l'affiche* présente au moins trois originalités. D'abord, chaque affiche est commentée et disséquée par le ou les publicitaires qui l'ont réalisée, tandis qu'en vis-à-vis figurent les projets non retenus. Certains inciteront facilement au sourire. Comme cette affiche des législatives de 1986 mettant en scène un François Léotard qui, au lieu de « prendre l'avenir à bras-le-cœur », semble s'appuyer, à la sortie d'un bar, sur les épaules compatissantes de deux militants du PR. Ou encore ce projet d'affiche présenté à Jacques Chaban-Delmas et celle qui a été retenue : entre-temps, la taille du nom du maire de Bordeaux est passée du simple au double, tandis que le sous-titre « Union de l'opposition » a été réduit de même. Autre originalité, les campagnes départementales n'ont pas été oubliées. Enfin la plupart des affiches sont dotées d'un score - reconnaissance, attribution, agrément - qui permet de juger de leur impact et de leur créativité.

Soucieux de mener à bien leur voyage au sein de la politique et de la publicité, Jean-Marc Lech, Philippe et Jean-Marc Benoît envisagent de réaliser un prochain livre sur les films publicitaires avant de passer au peigne fin la campagne présidentielle de 1988 durant laquelle les spots télévisuels donneront pour la première fois la réplique politique à l'affichage.

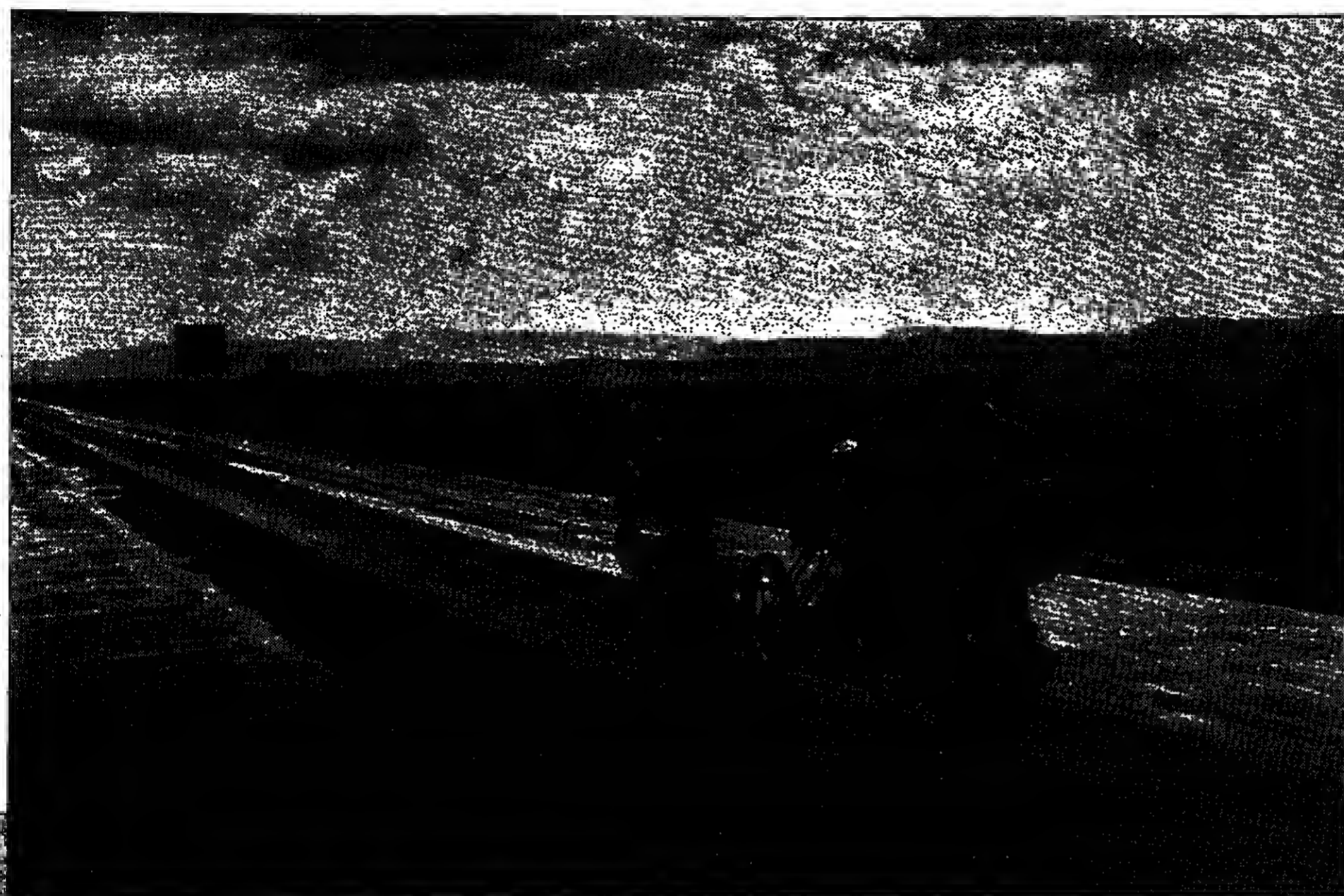
Il restera peut-être à écrire la petite histoire de la publicité politique, celle des frustrations et des rancœurs qu'engendrent parfois les deux univers. Car, malgré leur mariage de raison sinon d'amour, les relations des hommes de communication et des personnalités politiques ne sont pas toujours sans nuages.

► *La Politique à l'affiche, affiches électorales et publicité politique 1965-1986*, de Jean-Marc Lech, Jean-Marc et Philippe Benoît. Préface de René Rémond, 244 p., 195 F.

SERGE LANCEL, professeur à l'université Grenoble-III.

مكتبة الأمل

Voyages



CALIFORNIE : VERS L'OUEST, L'OCÉAN

Par Jean-Claude Charles

ASSIS sur son rocher, l'homme s'empare de ses jumelles et scrute l'horizon. Lentement, celui-ci se déplace : de l'étendue du Pacifique, étale aujourd'hui, à la côte où nous nous tenons. L'œil qui s'immisce dans l'appareil verrait sans doute en gros plan le corps du délit : une des nombreuses palades qui bronzent sur les autres rochers. Le fantôme est *soft*. Les plages américaines, malgré l'idée qu'on a pu s'en faire, n'ont pas attendu le retour en force du puritanisme pour être sages. Même dans ces petites villes qui passent pour être les derniers retranchements d'expatriés des années 60-70. Un p'tit boulot, un p'tit vélo, les héros sont crévés.

J'aurais pu lancer à Sylvie la réplique gentiment bourgeoise de l'émigré grec dans *Le facteur sonne toujours deux fois*, le roman de James Cain. Lui dire : « On va à Santa-Barbara demain. Cora et moi. Non d'un chien, on a bien le droit de rigoler un peu, pas vrai ? On va à la fête et tu vas t'amuser avec nous... » Mais la vie n'est pas un roman. Sylvie n'est pas Frank Chambers, le vagabond du livre. Je ne suis pas Nick Papadakis. Et, de toute façon, on va au-delà de Santa-Barbara. On va remonter la côte californienne, jusqu'à San-Francisco.

Nous sommes à La Jolla, au nord de San-Diego, un dimanche. Nous sommes venus assister à une compétition de natation. Tandis que les concurrents se préparent à plonger de leurs bateaux, sévèrement alignés au large, je navigue dans la foule des badauds. Y a-t-il un Américain dans ce pays ? « Jamais trop chaud, même l'été, s'exclame Sylvie. L'hiver, la température ne descend jamais au-dessous de 10°C. » La trentaine élégante et sportive, elle a vécu presque toute sa vie en Afrique.

Quand il a fallu quitter le continent noir, elle a fait l'impasse sur l'Europe. « Ici c'est l'Afrique sans l'eau », ajoute-t-elle. Temps sec, soleil frais et je te salue vieux Océan !

La convivialité et les mélanges. Le *rice to see you* et le melting-pot toujours recommencé. Une radieuse boulotte, dix-neuf ans à tout casser, nous aborde : « Je suis de Paris quatorzième. » Son père est chef dans un restaurant à San-Diego. Quant au Noir qui vient de nous adresser un large geste de la main... « Zaire d'origine. J'étais fatigué de la Belgique. »

Los Angeles. A la réception de l'hôtel s'agitent une Asiatique, une Noire, et deux Chicanos, tous souriants. Y a-t-il un Américain qui ne sourit pas ? « *Crispation sympathique des maxillaires sous l'effet de la chaleur humaine* », écrit Jean Baudrillard, dans un livre tonique et drôle (*Amérique*, Grasset, 1986). Je sais, je sais, la Californie est une trop belle leçon de style pour s'enfermer dans les livres. N'empêche que ma valise devient lourde. J'ai la redoutable manie de ne pouvoir jeter les imprimés accumulés au cours d'un voyage. Mon bonheur est de ne pas craindre les voleurs : personne ne pique des livres. Sauf qui ?

Mon malheur est de ne pouvoir emporter les livres. Ma tête aussi commence à se faire lourde. Routes et rues américaines sont de véritables pages d'écriture. De la signalisation, précautionnisme et redondance, à l'affichage publicitaire conçu pour la vitesse, avec un fragment du message tous les 200 mètres. « *Abortion kills* », l'avortement tue, proclamait le panneau. Plus loin, même format, mêmes caractères : « *Jesus saves* », Jésus sauve. D'accord on pas d'accord, l'Amérique annonce toujours sa couleur. Il suffit de lire. Au risque de se perdre.

Je suis assis à un vingt et unième étage. Par la baie vitrée, entre l'énorme puzzle de Los Angeles. La table de fond est

le smog. La montagne se donne à lire sur le même plan que les gratte-ciel. A main gauche, devant moi, le toit conique et vert de l'immeuble de la Security Pacific Bank, prolongé par la perspective de la Highland Avenue (circulation nerveuse). Et le blanc lumineux, cube sur cube, de la Pacific Federal (logo bleu d'un oiseau stylisé, qui vole, fond marin, rayé).

A main droite, le toit en pagode du célèbre Chinese Theater, vert. Et la Crocker Bank sur Holly-

wood ne représente pas le danger réel. Ils sont gentils, ça fait partie du paysage, dormez sur vos deux oreilles, attendez de nouveau le jour.

Si vous voulez savoir à quelle sauce nous allons être mangés en Europe, passez ici de temps en temps. Le cinéma joue un film qui s'appelle *Extremities*, avec Farrah Fawcett. Le Chinese Theater a toujours ses dalles de béton. Dans la boutique de cartes postales qui le jouxte, les valeurs éternelles ont la cote au beau

« Jamais trop chaud, même l'été. En hiver, la température ne descend jamais au-dessous de 10°C. Ici, c'est l'Afrique sans le palu. »

wood Boulevard (circulation nerveuse). Je vous fais grâce du centre : le terrain de foot, les maisons, le cinéma, les arbres (les palmiers, de cette race maigre qui s'étire à l'infini, avec le plumage à la fin, bouquet de feuilles peu touffu). On peut visiter une ville ainsi de sa chambre. L'idéal, c'est encore de s'écarter de sa flennne. Courage, descendons.

Qui a peur de la vérité des villes ? Les signes clairs de leur logique d'exclusion. Leur *lie*. Les vagabonds qui traînent sur le boulevard, dans les petites rues. Junkies, dealers, prostituées, la clientèle des cinémas pornos et des sex-shops. Les originaux qui se prennent pour des stars, définitivement contaminés par Hollywood. A minuit, plus de vie. Ils se sont tous dégoûtés. Les restaurants ferment ou ont fermé. Punks, rockers, fumeurs, rouleurs de mécaniques, où êtes-vous ? Ils sont K.O. En boîte. Ailleurs. Informés avant tout le monde, les flics savent que cette « marge »

fitte : James Dean, Shirley Temple, Clark Gable et Vivien Leigh dans *Autant en emporte le vent*, Laurel et Hardy, Humphrey Bogart, et Elvis, et Marilyn, encore ! Quelques barbares ont rejoint le panthéon, de quoi être furax. Eloignez de ma vue le tandem Sonny Crockett et Ricardo Tubbs dans *Miami Vice* !

Lui il me tue, Sylvester Stallone, placé sur le parvis par le Hollywood Wax Museum : figure de cire dans une vitrine, Tarzan post-moderne harnaché de tout son attirail, lunettes noires, barbe de trois jours de l'homme d'action, une allumette en guise de cure-dents accrochée entre les lèvres, une chaînette couleur argent autour du cou, une mitraille dans la main gantée de noir, montre-chrono au poignet, jeans bien délavé, un revolver sous la ceinture, une grenade de chaque côté, Rambo devenu Cobra prêt à purifier le monde. Moi, voyez-vous, c'est les sentiments. Les baisers de Shirley me sont une bénédiction. « *Love to you all* », a-t-elle tracé de sa main dans le ciment. Je suis jaloux de Sid, à qui tout le monde, d'Anne Baxter à je ne sais plus qui, envoie des déclarations de tendresse. Sid par ci, Sid par là, mais qu'est-ce qu'il a de plus que moi ?

Un jeune homme blond et souriant (voir Baudrillard) est debout devant une presse métallique aux articulations hyperchromées. Profession : aplatisseur de pièces de monnaie. Vous lui donnez un penny et le gars - en avant la zizique, vian ! - il vous compresse un médaillon à la gloire d'Hollywood. Par ici les gros sous...

Filer vers Venice. En passant devant le chef-d'œuvre architectural d'Arata Isozaki. New-York a son Moma, le Musée d'art moderne. Los Angeles a son MOCA, le Musée d'art contemporain. A partir du 10 décembre 1986, le MOCA se trouve à

l'angle de la 3^e Rue et de Grand Avenue. Un bâtiment de pierres rouges - *Indian red sandstone* (quelque chose entre l'ocre rouge et la terre de Siennne brûlée). La polémique fait rage autour de ces formes géométriques solides. Un assemblage de cubes, cylindres, pyramides. Le boom de l'architecture japonaise. Avec une belle entrée en granit, et tout. Horreur, protestent d'autres. Quant à moi, j'achète !

Enfin Venice. Grâce aux marchands de lunettes, vous pouvez vous faire un look d'enfer. Le vendeur de *fresh corn*, pas si frais, ça sent la conserve à vue de nez, vend des sandwiches dans des espèces de pain qui ressemblent à des croissants. J'aimerais m'acheter des fringues. Aujourd'hui, les tunique coupe-vent portent toutes l'inscription *California*. J'ai beau aimer ce pays, ça n'est pas une raison.

(Lire la suite page 24.)

EXPLORATOR EXPEDITIONS

POUR QUE L'ÉVASION DEVIENNE DÉCOUVERTE

Bruxelles, Scherz, Berlin, Hambourg, Vienne, Rome, Moscou, Pékin, Singapour, Tokyo.

Brochure sur demande à :
EXPLORATOR
 18, place de la Madeleine
 75008 Paris
 Tél. (1) 42.66.66.24

Nom _____
 Adresse _____

escales

VACANCES-VOYAGES CALIFORNIE

HÔTELS

Côte d'Azur

06500 MENTON
HOTEL DU PARC ***
Tél. : 93-57-66-66. Près mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Dépliants sur demande.

Montagne

SPORTS D'HIVER EN QUEYRAS
Alt. 2000 m
Hôtel LE COGNAREL ***
Logis de France
05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
Tél. : (16) 92-45-81-03

05490 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stax. village. Piste, fond. Plus hte. comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD
Chamb. et duplex + cuisinette, dep. 450 F pers./semaine. Tél. 92-45-82-88.
BEAUREGARD
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-82.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonia.

Suisse

LEYSIN ALPES VAUDOISES

4 h 30 de Paris par TGV
HOTEL SYLVANA ***
Pour vos vac. d'hiver. Situé, excepté, à 50 m des pistes de ski. Chambres tout confort. Prix en demi-pens. selon saison 57 à 70 FS (env. 230 à 270 FF) tt compr. Fam. BONNEL, T. 19-41/25/34-11-36 CH-1854 LEYSIN

3920 ZERMATT-VALAIS

HOTEL HOLIDAY ***
Appart-hôtel avec service d'hôtel, 60 lits. Situation tranquille, à proximité du funiculaire Sunnegga. Tous les studios avec balcon, cuisinette, frigidaire, bain, w.c., radio, hall d'accueil avec bar. Entrée grat. dans une piscine couverte. Restaurant. Prix spéciaux en janv. et du 22 mars au 12 avril. 70 FS (env. 290 FF) demi-pens. Tél. 1941/28-61-12-03 Fam. R. Perren.

TOURISME

Séjours enfants Haut-Jura

VACANCES NOËL 1986-1987 ET PAQUES 1987
Ski de fond, tennis, jeux pl.-air, jeux int. Yves et Liliane (37 ans) réservent un sec. familial et l'occupent des activités des enfants limitées à 14, pour assur. une qual. d'hébergement dans leur anc. ferme cocon-tout de XVIII^e s., confortable, aménagée. Prix 1590 F sem./enfant.
Pour tous renseignements : 81-38-12-51.

PARC NATUREL DU QUEYRAS

Singes tennés. Randonnées et raids.
HOTEL GITE D'ELAFÉ
LA MAISON DE GAUDISSART
05390 MOLINES - Tél. (1) 92-45-83-29.

MASSIF DES BAUGES - SAVOIE

73630 LE CHATELARD
Tél. 79-54-44-25
1 h 15 de Lyon, 30 mn de Chambéry. Vous offre du ski de piste : station village Aillies-le-Jeune Margeriaz. Du ski de fond : St-François, la Feclaz, Le Revard (150 km de piste). Vallée nordique des Bauges-Devaux et l'ambiance sympath. de ses petits villages. Gîte, savoyard.

FERME DE LABESSE XV^e S.

Séjours SKI DE FOND SUR LE HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS
7 jours : pension + encadrement + matériel = 1 000 à 1 700 F
Mejean Gérard 07510 Uclades-Rienfort
Tél. 75-38-80-64 - Doc. grat. s/dem.

VACANCES EN ESPAGNE - ITALIE PORTUGAL

Vaste choix de locations en bord de mer : hôtels, villas et appartements de tous standards.

Renseignements :
SLAH Vacances
17, rue du Fm Montmartre
75008 Paris
(Mo Rue Montmartre)
Brochure sur demande contre 11F en timbre pour participer aux frais d'envoi.

LES MALDIVES
12 îles, des croisières, des extensions de séjour à Ceylan, Singapour et en Inde du Sud.
1 semaine à part. de 8.416F
MALDIVES 1 bis, rue Montmartre 75001 Paris
Tél. 46-33-28-52 - Tél. 615 960 et dans les agences de voyages agréées.

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ



Reservations chez votre agence de voyage

CHYPRE
LE PARADIS A 4 HEURES DE PARIS VOYAGEZ AVEC LES AGENTS DE CHYPRE AIRWAYS

Cet hiver, découvrez Chypre et, sous son fidèle soleil, les merveilleux trésors du passé : ruines et mosaïques gréco-romaines, fresques byzantines, églises gothiques et citadelles imprenables de l'époque des Lusignan. Un voyage fascinant à travers le temps.

La confort des hôtels, le raffinement de la gastronomie et la gentillesse légendaire du peuple chypriote, contribueront aussi à rendre votre séjour inoubliable.

SON DE DOCUMENTATION GRATUITE

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____

(Suite de la page 23.)

Clic, clac, je mémorise, appareil-photo en sautoir. Il se produit un événement à chaque minute. Dans un club de plein air, entre la mer et la promenade des échoppes, des mecs s'époumonent au body-building. Une jeune fille, en maillot une pièce, juchée sur des patins à roulettes, pose. Le problème n'est pas de voler des images, mais d'empêcher les gens de poser. Demandez à ce roux barbu et à son compagnon à la bedaine imposante, Hell's Angels attardés, à califourchon sur leurs bécanes noires, d'interpréter le numéro de Narcisse. Sans leur expliquer que la flaque d'eau du mythe a été remplacée par votre objectif. Les voilà déjà en train de s'arranger. La barbe comme ci, la main par là...

Chez les Chinois, vendeurs de fast-food chinois, où nous reproduisons des forces, l'oiseau qui vadrouillait sous la verrière ne se laisse pas faire. Il a suffi que je dégaîne mon arme optique, clic, pour qu'il s'enfonce, pas de clac.

Nous allons à la librairie, plus loin. Un petit malin a écrit un « poème graphique », dit-il. Intitulé *Marcel Proust*. Une longue phrase, il se gausse : « la plus longue phrase ». A l'intérieur, on trouve aussi bien *Penthouse* (revue devenue peut-être révolutionnaire depuis le recroquevillement généralisé des mecs) que de belles publications littéraires confidentielles. Signes des temps, le rayon « gay » voisine avec les rayons *anthropology*. La pile du dernier roman de John Updike, *Roger's Version*, dépasse les autres de plusieurs têtes. On peut visiter un pays à partir d'une librairie. L'idéal, est encore de rencontrer de vraies gens.

Plus au nord, Santa-Monica. Puis Malibu. Je ne suis pas Nick Papadakis, mais quand même, ténor à quat' sous, j'essaie de faire sangloter ma voix comme un vieux 78 tours de Caruso : « Il y a un air ! C'est épatant ! Pas de brouillard comme à Los Angeles... C'était dans les années 30. Tout a changé. Rien n'a changé. Les baigneurs par petits groupes dans l'eau un peu



fraîche. Beaucoup de maillots noirs. Est-ce la mode cette année ? La tendance dominante ? Qui se pose trop de questions dans cette Californie habitée par trop de légendes est condamné à mourir de froid. Rouler vers Santa-Barbara. Attention les détours : « Un accident à cet endroit ne pouvait surprendre personne, pas même un flic. Il y fait sombre, il n'y a aucun trafic ou presque, aucune maison, rien, ce qui facilitait beaucoup ce que nous avions à faire. » Cain, j'arrête le disque, rideau.

J'aime la force des paysages californiens. Quelque chose comme : frères humains qui après nous vivez, vous allez voir que je vais vous enterrer tous. Ça peut être le cyprès solitaire sur une falaise surplombant la mer. La réalité copie la fiction.

Arroyo-Grande, 9 heures du soir. Calme. Fatigue. Nous mangeons du poisson frais. James O'Keefe, la cinquantaine alerte et joviale, qui a préparé l'espagnol, a vécu plusieurs années en Allemagne. Militaire... « aux frais de l'Oncle Sam » (il rit). Il venait souvent en France : « Très peu à Paris. Deux, trois jours maximum. J'aimais surtout les petites villes de province. J'y mangeais merveilleusement. Et le vin, Grand Dieu, le vin ! » Il nous sert un rosé. Un pour cent d'alcool, importé d'Allemagne : « Le seul

endroit où je puisse trouver ça », explique-t-il. C'est quand même bizarre, ça a un goût de cidre éméché, mais on s'habitue vite. James n'a pas la licence d'alcool. Le revuilla : « Alors, ce vin ? » Sa femme, Flo O'Keefe, d'origine italienne, nous demande un autographe, très sérieusement. Elle exige : « En français. »

Le lendemain, à San-Simeon, là où le milliardaire William Randolph Hearst, mort en 1951, a laissé des millions de dollars de tableaux et d'antiquités. On peut visiter. Ça prend pratiquement une journée. Humeur du jour, je préfère dévorer le journal régional. J'aime le scoop : un gars de l'armée de l'air, fils de gens de la localité, a réussi ses examens à la base de Lackland, au Texas. Le stage a duré six semaines, il a bossé comme un dingue, on nous montre sa photo. On peut aussi lire ou relire Jack Kerouac. Comme je le fais. Par petites lampées. Il parle des *Sons de l'océan Pacifique* à Big-Sur, où nous voici à présent, je traduis - c'était en 1962 :

La mer m'a largué
de crié : « Va vers [ton désir]
- Comme je remonta [la vallée]
Elle a ajouté un [dernier cri :
- « Etris ! »
Pas de règle. S'arrêter n'importe où. Se contenter d'être

là. Comment échapper à la littérature en des lieux si fréquentés par des écrivains ? L'homme rencontré en fin d'après-midi a connu Henry Miller. Il s'appelle Robert Blaisdel - je lui demande d'écrire. Il est cinéaste et vaillier de nuit (« en fait, j'écris la nuit ») à la Coast Gallery. Qui expose le Miller plasticien depuis 1958. Alors, évidemment, de quoi parlons-nous ? Dommage qu'il se fasse tard.

Il ne faut pas débarquer à San-Francisco sans avoir lu le polar désespéré et tordant de Richard Brautigan : *Un privé à Babylone*, « 10/18 ». L'histoire du détective qui venait de décrocher une affaire. Hélas ! il lui fallait un pistolet. Il avait le pistolet, mais il n'avait plus une seule balle. « Le client que je devais rencontrer plus tard ce jour-là pour la première fois voulait que je vienne au rendez-vous avec un pistolet et je savais que ça n'était pas un pistolet vide qui ferait l'affaire. »

Je suis debout dans la librairie City Lights. Ce lieu animé par Lawrence Sanders, poète, éditeur, l'une des personnes qui ont le plus contribué à renouveler l'édition américaine contemporaine. On peut visiter une ville en regardant, par-dessus les épaules des gens, la silhouette blanche et cassée de Ferlinghetti - les héros ne sont pas si fatigués - poser sur le trottoir des cartons pleins de livres. *Free books*. De rares passants s'arrêtent. Un pays où les gens s'agenouillent devant des livres ne peut pas être tout à fait mauvais.

Deux heures du matin, je me balade seul dans Chinatown. Je repense au vieux violoniste aperçu non loin d'un panier d'oignons centennaires. Un moment nous avions cru qu'il était aveugle, il ne l'était pas. Je repense à Eunice, de Hongkong - elle a émigré ici il y a trois ans, - Eunice qui disait désirer « une ville où Hongkong serait pour de vrai à San-Francisco ». Groudemments et lumières d'un camion-benne. Le vent renverse une poubelle et fait s'envoler des pages de journaux.

JEAN-CLAUDE CHARLES.

SUISSE

Alpes
Château-d'Oex
Les Diablerets
Les Mosses
Leysin
Villars



Votre lieu de rencontre hivernal
Dans un cadre superbe, des stations parfaitement équipées

Canton de Vaud
(Région du Léman)

Jura
Saint-Cergue
Sainte-Croix/
Les Rasses
Vallée de Joux



• Réservations : Agences de voyages et Offices du tourisme
• Renseignements : Offices National Suisse du Tourisme
11 bis, rue Scriba, 76009 Paris, Tél. (01) 47 42 45 45
• Office du Tourisme du Canton de Vaud (Région du Léman)
Mon-Rapport 3, CH-1005 Lausanne, Tél. 1941-21-22 77 82 2

مكتبة الأهل

SÉVILLE, 1492-1992

La cité andalouse qui, en 1492, vit partir Colomb le découvreur, prépare la prochaine exposition universelle de 1992.

SOIXANTE nations et douze organisations internationales devraient répondre favorablement à l'invitation qui va leur être lancée, dans les prochains jours, par le souverain espagnol pour participer à l'exposition universelle de 1992, organisée à Séville. La vieille cité andalouse veut, en effet, célébrer avec faste le cinquième centenaire de la découverte — le 12 octobre 1492 — exactement — du Nouveau Monde par Christophe Colomb.

Marqué par l'importance de l'événement, on, plus prosaïquement, hésitant à choisir entre les candidatures de Séville et de Chicago, le Bureau international des expositions, dont le siège est à Paris, a annoncé le 15 juin 1983 que ces deux villes organiseraient conjointement l'Expo 92. C'est la première fois dans la petite histoire de ces manifestations internationales que deux cités se partagent une même exposition universelle. Mais il apparaît que Chicago a bien du mal à trouver ses marques pour célébrer l'épopée du Génois et tarde à se manifester. Séville, elle, est prête.

L'Expo s'étendra sur 215 hectares dans l'île de la Cartuja, située face à la « vieille ville » et encadrée par les deux bras du Guadalquivir. Ce n'est pas un hasard si ce site a été choisi. Sur cette île, entre les murs de la chartreuse de Santa-Maria-de-las-Cuervas, aujourd'hui monument historique, Colomb étudia, en compagnie du moine Gaspar Corricio, la route à suivre pour trouver, par l'ouest, un passage vers les Indes. C'est ici que le marin, alors moins bien en cour, prépara sa quatrième et dernière expédition.

Le thème de l'Expo 92, qui ouvrira le 20 avril pour s'achever le 12 octobre, sera celui de « l'ère

de la découverte ». Trois expositions fondamentales seront présentées aux visiteurs : « le monde avant 1492 », « de 1492 à nos jours » et « l'avenir ». On mêlera donc aux pieds de la Giralda le passé et le futur, la tradition et la nouveauté, le raisonnable et le spectaculaire. « Plus que la dernière du vingtième siècle, l'exposition universelle de Séville sera, par ses caractéristiques, la première grande exposition du vingt et unième siècle », affirme M. Ignacio Jimenez, chargé de la préparation de la future manifestation des bords du Guadalquivir.

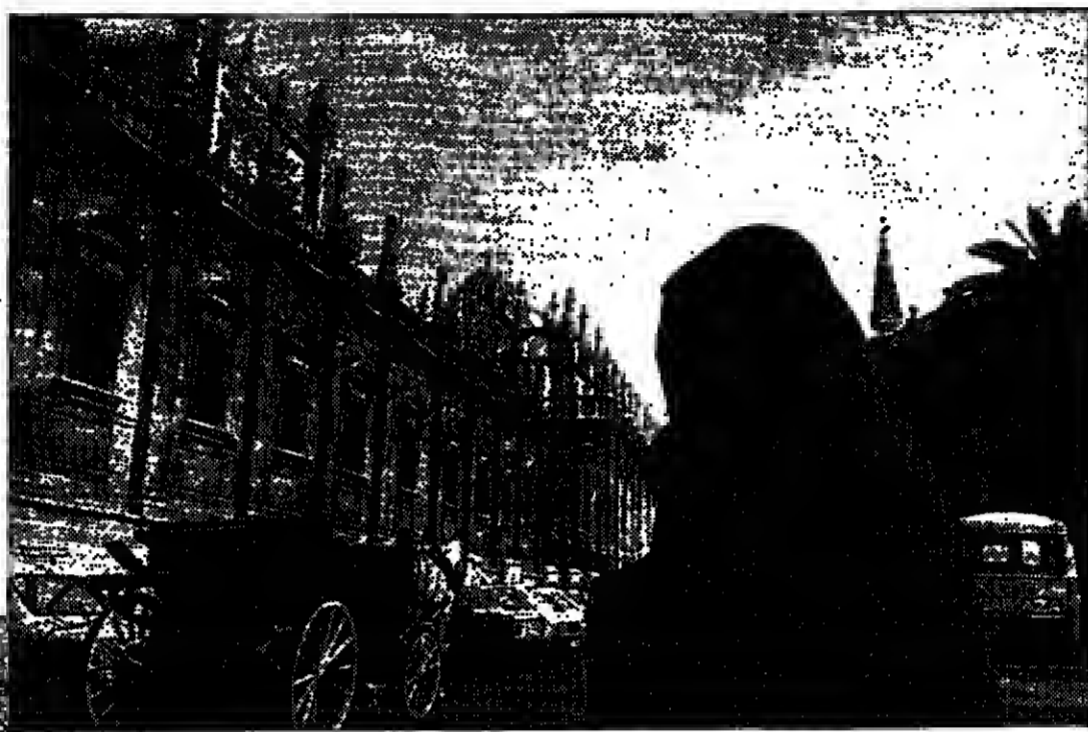
Le coût total de l'aménagement de la Cartuja serait de l'ordre de 3 milliards de francs. On commencera à bâtir en 1989. Chaque nation disposera de son pavillon (on sait déjà que tous les pays latino-américains, européens et la plupart des pays arabes seront présents), mais une large place sera également faite aux pavillons thématiques. Pour l'architecture, aucune directive. « Liberté totale pour les maîtres d'œuvre », déclare M. Jimenez, qui ajoute : « Place à la créativité ».

Une fois les portes de l'exposition fermées, 30 % des bâtiments seront conservés. Une cité administrative s'installera alors dans leurs murs, ou bien une cité universitaire réservée aux étudiants latino-américains. Un vaste parc sera aménagé à l'emplacement des bâtiments rasés.

Opéras en hommage

Un théâtre de deux mille places, créé pour l'occasion, permettra, notamment, la représentation de six opéras. Hommage à Séville, qui a été la patrie de grands artistes mais qui a aussi servi de décor à la création de nombreuses œuvres dramatiques ou romanesques espagnoles ou étrangères. C'est à Séville que se déroule le plus populaire des drames de la littérature hispanique, *Don Juan Tenorio*, à Séville que vit Carmen, imaginée par Mérimée et immortalisée par Bizet ; c'est à Séville, encore, que Beaumarchais et Rossini campent l'action de leur fameux « Barbier ».

Cette exposition sera également l'occasion pour l'Andalousie de moderniser ses infrastructures.



D'ici à 1989, date des premières constructions sur l'île de la Cartuja, la capacité hôtelière de Séville aura doublé, les possibilités d'accueil de l'aéroport auront été multipliées par cinq, et un grand palais des congrès ouvrira ses portes non loin des pistes d'envol des Boeing et des Airbus.

Le réseau routier sera, lui, profondément modifié. Une voie rapide reliera Huelva-Séville-Grenade pour rejoindre l'autoroute de la Méditerranée, liaison directe avec l'Europe. L'autoroute assurant la liaison Séville-Cordoue-Madrid aura doublé de largeur ; 10 milliards de francs seront investis pour la rénovation du réseau routier.

Le port de Cadix va être modernisé, et la voie ferrée reliant Séville à Madrid (550 kilomètres) sera aménagée. La durée du trajet ne devrait plus dépasser trois heures.

Naviguer sur le Guadalquivir

Un pont jeté au-dessus du Guadalquivir permettra aux visiteurs de se rendre à l'Expo, à pied, en un quart d'heure depuis le centre de Séville. Epuré, ses rives aménagées, le fleuve sera navigable

jusqu'à l'île de la Cartuja, située à 105 kilomètres de son embouchure sur l'Atlantique. Le Guadalquivir retrouvera alors le rôle qui a été le sien à l'époque de Colomb et de Magellan : ce sera la grande voie d'accès à l'Expo. Au total, 25 milliards de francs seront nécessaires pour mener à bien ces projets.

On attend du côté de la Tour de For plus de dix-sept millions de visiteurs, dont neuf millions d'étrangers. Les autorités locales espèrent la création de sept mille emplois. Reste à savoir si ce « chambardement » ne défigurera pas Al-Andalus et ces cités magi-

ques qui ont nom Jerez-de-la-Frontera, Puerto-Santa-Maria et Sanlúcar-de-Barrameda, là où l'air est chaud et les ombres noires et nettes. Bref, entre Cadix et Ayamonte la vigilance s'impose. Les exemples de Malaga, Marbella et autre Torremolinos, sur la côte méditerranéenne, appellent à la prudence. « Pas question de recommencer », dit-on à Séville. Les sceptiques brûlent un cierge à la Macarena.

On peut déjà avoir une idée de ce que fut la grande aventure maritime de l'Espagne en visitant à Séville la Casa Longa, où sont conservées « les archives générales des Indes ». Un bâtiment austère qui se trouve près de la

cathédrale. Les plans de la Casa, dont la construction a été achevée à la fin du seizième siècle, sont de Juan Herrera, architecte de l'Escorial. Ici se trouvent tous les documents qui racontent la conquête et la colonisation de l'Amérique espagnole. Des maquettes de navires et le souvenir des grands navigateurs. Trente-cinq mille sept cent quatre-vingt-trois « dossiers », sans compter les cartes, la correspondance et les autographes. La mémoire d'une épopée.

C'est à Palos que, le 3 août 1492, Colomb lève la voile. Enfin. Ce fils d'un tisserand génois avait une chimère : découvrir une nouvelle route des Indes. Les souverains du Portugal, d'Angleterre et de France l'ont éconduit. Les rois catholiques, ou plutôt Isabelle, l'écoutent. Il a réussi, il est vrai, à gagner à sa cause Juan Perez, supérieur du monastère de la Rabida et confesseur de la reine de Castille. Il est « amiral et gouverneur général des îles et continents à découvrir ». Palos aujourd'hui n'est plus un port. La mer s'est retirée, et la rade est comblée par les alluvions. Seul le monastère de la Rabida, situé à quelques kilomètres de là, garde le souvenir du navigateur. Et pourtant, en cet été 1492, trois caravelles, la *Santa-Maria*, la *Nina* et la *Pinta*, ces deux dernières commandées par les frères Pinzon (Martin essiera de « doubler » Colomb en revenant le premier à Palos), glissent vers le large, emportant les premiers gerfauts. Deux mois plus tard, Rodrigo de Triana (du nom d'un quartier populaire de Séville) crie : « Terre en vue ! » L'illuminé a gagné.

JEAN PERRIN

VOYAGES CULTURELS EN URSS

Vieille Russie, Caucase, carnaval russe : 8 jours de 3900 F à 4300 F. Réveil Moscou-Leningrad, vieille Russie : 13 jours, 5990 F. CLIO, 10, rue de la Procession, 75015 PARIS. Tél. 47-34-36-63 INT. A211

HORIZONS LOINTAINS PRÉSENTE

LE CATALOGUE DU VOYAGE AUTHENTIQUE



60 CIRCUITS A TRAVERS LE MONDE

Catalogue gratuit 112 pages, disponible dans toutes les agences de voyages et agences Le Tourisme Français : Paris : 96 rue de la Victoire (9^e), 69 rue St-Lazare (9^e), 275-277 bd Voltaire (11^e), 107 rue de la Glacière (13^e), 177 rue d'Alsace (14^e), 92 av. Félix-Faure (16^e), Société Générale Tour Maine Montparnasse (16^e), 130 rue Cardinet (17^e). Lille : 5 rue Louise Michel. Lille : 9 rue Falckenhof. Roubaix : 68 rue Montcalm Fach. Le Havre : 104 rue Paul Doumer. Rouen : 41 rue Thiers. Caen : 178 rue St-Jean.

LE TOURISME FRANÇAIS 98 rue de la Victoire 75009 PARIS TEL. : (1) 42 80 87 80.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES



NOUVELLES FRONTIÈRES

guide

NOUVEAUTÉS DU PRÊT-A-GLISSER

Ceux qui s'ennuient sur deux planches ont largement de quoi pratiquer la neige sur d'autres engins.

MONOSKI, surf, ski-voile, swing-bo ou wintersick... Face à l'engouement pour les nouvelles façons de glisser, les stations de ski ont mis au point les propositions les plus variées, en combinant une ou plusieurs de ces disciplines acrobatiques.

EN STATION

Dans ce prêt-a-glisser tous azimuts, LES ARCS font l'événement avec «Apocalypse snow». C'est un stage d'une semaine, où Alain Gaimard invite le skieur à être l'acteur d'une aventure à base de surf ou de monoski. Au bout d'une semaine, les nouvelles glisses n'auront plus de secrets pour lui ; on lui fera découvrir des inventions et des techniques spectaculaires ; et on lui remettra en

fin de stage la cassette vidéo de ses exploits. Prix : 1 535 F comprenant les remontées mécaniques, le prêt du matériel, les transports inter-stations ; ou 2 575 F avec l'hébergement en demi-pension.

Derrière les pulls rouges d'ISOLA 2000, les skieurs confirmés suivront celui de Luc Morisset, champion du monde de slalom géant en 1980, pour un stage «grand ski» comprenant slalom, monoski, ski de couloir, slalom et disciplines de compétition. Durée : 5 jours. Prix : 835 F.

A LA PLAGNE, les champions sont là pour vous initier à toutes les disciplines de glisse avec Aude Pacalin (championne de France de monoski), pendant 6 semaines pour 630 F, ou avec Noël Grand, entraîneur de l'équipe de France pendant douze ans, qui propose des «modern-stages» avec un mélange de monoski, kilomètre lancé, descente tout schuss, tremplin, surf, pour découvrir la vitesse sous toutes ses formes. En prime un «test fusée» pour les plus rapides. Prix : 890 F pour 6 jours.

A VAL-D'ISÈRE, Emmanuel Be, champion du monde de vitesse 1984 et de monoski toutes

catégories, propose, entre deux compétitions, des stages de perfectionnement sur piste et hors piste. 118 F l'heure.

A TIGNES, Henri Anthier, pionnier du ski acrobatique, propose aux plus intrépides des stages de «ski d'action» combinant hors-piste, poudreuse, bosses, monoski, surf.

Pour les skieurs de haut niveau, ce ski d'action devient un véritable ski d'obstacles dans des stages «Cadre noir» avec saut de corniches, couloirs hors-piste. Prix : 1 200 F pour 6 jours avec essai du matériel.

Avec Pascal Bonnaire et son équipe d'anciens membres de l'équipe de France, ski en poudreuse, monoski, bosses et compétition seront à l'honneur par groupes de quatre personnes (900 F la semaine).

Pour les futurs champions, Serge Faure, Régis Picton, Jean-Louis Jarre, moniteurs, organisent des stages de slalom et de préparation au diplôme de moniteur de ski ou monoski (à partir de 1 500 F la semaine, remontées mécaniques incluses).

A FLAINE, le ski «grande forme» avec l'Ecole du ski français allie la découverte de ce sport sous tous ses aspects, de la pou-

drense à la haute technique, en passant par le slalom mais en privilégiant la découverte du monoski (710 F la semaine). Avec Gilles Balthazard et René Roulet, des stages qui font marcher la tête et les jambes... Pour la tête, exercices de sophrologie de Luis Fernandez ; pour les jambes, perfectionnement du ski en neige profonde et découverte hors piste. De 2 286 F à 3 026 F tout compris (sauf le matériel).

A VALMOREL, les adeptes du fun board retrouveront dans les stages fun ski les joies de la planche à voile de saut, mais sur neige cette fois, combinés du surf et du monoski. Prix : 800 F le stage, ou 1 200 F avec les remontées mécaniques.

Aux CONTAMINES, glisse rime avec oxygène. Stages de 3 à 6 jours surf et monoski avec vidéo. Prix : 1 250 F pour 6 jours, prêt du matériel compris.

Aux GETS, «Ski plus» propose des stages de glisse (surf et monoski) comprenant forfait, prêt du matériel et encadrement pour 1 500 F, et des stages de superglisse (surf, monoski, aile delta et parapente) pour 2 800 F.

A LAFLOUX-D'ALLOZ, de



6 jours combinant hors-piste, poudreuse, mono, surf, technique et vidéo permet de découvrir 500 hectares de terres vierges.

A LA CLUSAZ, Cathy Bryton propose des stages «nouvelles sensations» avec monoski, bosses, KI et télémark, cette forme de ski de la fin du siècle dernier. Prix : 1 800 F pour 6 jours.

CENTRES DE LOISIRS

Le Club Méditerranée a inclus le monoski dans ses forfaits à Avoriaz, à Tignes, aux Menuires et, aux Arcs, la possibilité de s'entraîner en plus au surf et au kilomètre lancé (2 720 F à

4 325 F). A signaler aussi, des stages de poudreuse et de compétition (L'Alpe d'Huez, Menuires, Engelberg, Wengen, Sestrières).

A l'UCCA, si le maître mot est, cette année, le «ski variation», qui alterne enurs et petits groupes, ski libre, grandes balades et ateliers optionnels de glisse, le monoski reste roi à Argentières (1 390 F à 1 850 F la semaine), Val-Thorens (1 850 F), aux Arcs (1 995 F) à Tignes, à Monestier, aux Orres. Monoski et ski alpin se combinent en stage à Flaine (1 995 F la semaine), ainsi que le surf aux Contamines (1 620 F la semaine).

Les Anabergs de jeunesse proposent du monoski à Chamrousse à partir de 1 780 F et aux Arcs à partir de 1 995 F la semaine. «Ski plus» à Serre-Chevalier (monoski et slalom compétition) à partir de 1 630 F. Ski de compétition avec slalom et saut à ski à Val-Cenis à partir de 1 940 F.

A l'OCCAJ, on signale des stages de monoski et de surf pour les 15-17 ans à partir de 2 130 F, et à La Fourchardière pour les 13-17 ans à partir de 1 640 F.

Enfin, l'UFCV a inscrit le monoski au programme des centres de Crevaux et de Grasse-en-Vercors.

ISABELLE D'ERCEVILLE

Repères

► SKI FRANCE INTERNATIONAL, 81, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. : 47-42-23-32.

► UCCA, 62, rue de la Glacière, Paris cedex 13. Tél. : 43-36-05-20.

► FUAL, 6, rue Menil, 75116 Paris. Tél. : 45-05-13-14.

► CLUB MÉDITERRANÉE, place de la Bourse, 75002 Paris. Tél. : 42-61-85-00.

► OCCAJ, 95, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : 46-28-21-21.

► UFCV, 71, rue du Théâtre, 75015 Paris. Tél. : 45-78-27-45.

SAHARA
Ne vous privez plus de DÉSERT !
Expéditions ■ Randonnées
HOGGAR 14 jrs 5 400F TASSILI 14 jrs 6 700F
Dec. 91 LES AMIS DU SAHARA
50, av. J. des Terres, 75017 PARIS
Tél. : 43-29-06-30
Egalement : Maroc, Mali, etc.

Pianino Hanlet
Le plus petit des
grands pianos.



8950* Crédit possible

Venez le découvrir :
Pianos Hanlet
264, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris 47.66.51.94
21, rue Grange-Dame Rose
78140 Velizy 39.46.00.52

Le Mexique
Des trésors de 3000 ans
Des plages ensoleillées sur 10.000 kms

Si vous êtes passionnés par les grandes civilisations, un jour, vous viendrez au Mexique.

Aucun autre pays n'évoque son passé avec une telle puissance, ou ne propose un tel éventail d'activités et de distractions.

L'exubérance de l'art et la sculpture, l'entrain de la musique Mariachi, la palette colorée des marchés en plein air, l'éclat du soleil, la transparence cristalline de l'eau.

L'accueil chaleureux et amical... le Mexique est à vous pour seulement 8.480 FF.

Pour plus de renseignements, consultez votre agence de voyages ou remplissez, dès maintenant, ce coupon-réponse.

Appréhendez la Cordialité du Mexique.

à renvoyer à : OFFICE DU TOURISME DU MEXIQUE 34, avenue George V, 75008 PARIS. Tél. 47-20-69-15. Veuillez adresser de plus amples informations

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL | | | | | BUREAU DISTRIB _____

RÉSIDENCES

MONTAGNE
73550 MÉRIBEL (Savoie)
Promoteur vend directement à prix cassé
T2, BEAUX APPTS meublés, T2, T3 cuisine et T3. Possibilité rapport locatif élevé. Offre limitée. 61-22-41-22.

GUADELOUPE Particulier lone
Superbe villa pour 2 à 4 personnes, près mer, dans grand jardin, 4 km golf. Grand séjour, cuisine, chambre climatisée, s.d.b., grandes terrasses. Px : 2 800 F à 4 500 F/semaine suivant période. Tél. : (16) 35-82-97-98.

LAREDO (Espagne)
2 chambres, salle de séjour, cuisine, salle de bains, balcon, vue sur la mer, accès direct sur la plage. Disponible : JUIN, JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE. Tél. : 39-45-25-32.

UN ABRI POUR VOTRE CARAVANE
A 80 km au sud de PARIS.
Places de parking à louer dans un hangar fermé. Tél. 64-24-08-85.

SALZBURG A LA CARTE

Conditions spéciales automne/hiver 1986/1987

Avent - Noël - Jour de l'an

Semaine Mozart à Salzbourg

Voyages de noces - Vacances actives

Salzbourg pour les sportifs - Séjours courts

Une semaine ou un week-end

Différentes offres des hôtels, etc.

Demandez notre dépliant détaillé

«Le paquet Salzbourg», s.v.p.

Office de tourisme de la ville

(Stadtvorkehrsbüro)

7, Auerpergstrasse, A-5024 SALZBURG

Tél. 1943/662/8072-0 - Téléc 6/33466

SALZBURG

Hall PITTER Tel. 1943/662/78571
Visa-vis Schloss Mirabell und Kongreßhaus Telex 633532

VOL DIRECT PARIS-KUALA LUMPUR

TOUS LES DIMANCHES
TOUS LES JEUDIS

Et depuis Kuala Lumpur, nombreuses correspondances vers l'Asie et l'Australie. Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyages ou MAS - 12 boulevard des Capucines - 75009 Paris. Tél. : (1) 47.42.26.00.

mas

DECOUVREZ LE MONDE EN OR DE MAS.

SAHARA
NIGER • MALI • MAROC
KENYA • TANZANIE
A PIED ET EN 4 x 4
CATALOGUE SUR DEMANDE
Club Aventure
122, rue d'Assas - 75006 Paris
Tél. (1) 46-34-22-50

ski de fond en FINLANDE

Noël et Nouvel An
au Paradis
de la Neige

Manoir de Haikko
23 déc.-28 déc.
F. 5.060

La Maison Bomba
(en Carélie)
26 déc.-3 janv.
F. 5.620

Hôtel Ounasvaara
(en Laponie)
21 déc.-28 déc.
F. 6.490

30 déc.-4 janv.
F. 5.530

La ferme de l'éleveur de rennes
(en Laponie)
23 déc.-30 déc.
F. 5.900

demandez la brochure
"destination Finlande
Laponie"
à votre agent de voyages ou

ALANT'S TOURS
5, rue Danielle
Casanova
75001 Paris
42.96.59.78

SAHARA
Ne vous privez plus de DÉSERT !
Expéditions ■ Randonnées
HOGGAR 14 jrs 5 400F TASSILI 14 jrs 6 700F
Dec. 91 LES AMIS DU SAHARA
50, av. J. des Terres, 75017 PARIS
Tél. : 43-29-06-30
Egalement : Maroc, Mali, etc.

SAHARA
Ne vous privez plus de DÉSERT !
Expéditions ■ Randonnées
HOGGAR 14 jrs 5 400F TASSILI 14 jrs 6 700F
Dec. 91 LES AMIS DU SAHARA
50, av. J. des Terres, 75017 PARIS
Tél. : 43-29-06-30
Egalement : Maroc, Mali, etc.

SAHARA
Ne vous privez plus de DÉSERT !
Expéditions ■ Randonnées
HOGGAR 14 jrs 5 400F TASSILI 14 jrs 6 700F
Dec. 91 LES AMIS DU SAHARA
50, av. J. des Terres, 75017 PARIS
Tél. : 43-29-06-30
Egalement : Maroc, Mali, etc.

SAHARA
Ne vous privez plus de DÉSERT !
Expéditions ■ Randonnées
HOGGAR 14 jrs 5 400F TASSILI 14 jrs 6 700F
Dec. 91 LES AMIS DU SAHARA
50, av. J. des Terres, 75017 PARIS
Tél. : 43-29-06-30
Egalement : Maroc, Mali, etc.

SAHARA
Ne vous privez plus de DÉSERT !
Expéditions ■ Randonnées
HOGGAR 14 jrs 5 400F TASSILI 14 jrs 6 700F
Dec. 91 LES AMIS DU SAHARA
50, av. J. des Terres, 75017 PARIS
Tél. : 43-29-06-30
Egalement : Maroc, Mali, etc.

SAHARA
Ne vous privez plus de DÉSERT !
Expéditions ■ Randonnées
HOGGAR 14 jrs 5 400F TASSILI 14 jrs 6 700F
Dec. 91 LES AMIS DU SAHARA
50, av. J. des Terres, 75017 PARIS
Tél. : 43-29-06-30
Egalement : Maroc, Mali, etc.

SAHARA
Ne vous privez plus de DÉSERT !
Expéditions ■ Randonnées
HOGGAR 14 jrs 5 400F TASSILI 14 jrs 6 700F
Dec. 91 LES AMIS DU SAHARA
50, av. J. des Terres, 75017 PARIS
Tél. : 43-29-06-30
Egalement : Maroc, Mali, etc.



ARPÈGES

par
La Reynière

ARPÈGE : « accord dont on égrène rapidement les notes au lieu de les faire entendre toutes à la fois », dit le Petit Robert. Si l'on sait que le fourneau, en termes de métier, se dit un « piano », on peut imaginer la carte idéale qui, des entrées aux desserts, égrène *crescendo* de successives satisfactions gustatives. J'y songeais l'autre midi en retrouvant à la porte d'Orléans (à 100 mètres *extra-muros* à peine) M. Filoche (venu de Deauville en passant par la porte Champerret), maître es marées, et en me régalant successivement d'autres chaudes aux blancs de poireaux et d'un saumon en papillote-purée de persil. Deux beaux plats. Et qui, successivement, ont été servis au premier (les huîtres) avaient été aux vêts de poireaux, par exemple ! A la même carte, autre

« arpegge » : foie gras de canard et saint-jacques au noilly. Ou foie frais à l'ail et lotte à l'américaine. Punctuation d'un chablis fourchasse 1983. Cadre gentiment cosmé, inattendu ici, et addition de 250/300 F pour un excellent repas. Filoche, 54, avenue Aristide-Briand à Montrouge. Tél. : 46-56-72-80 (fermé samedi, dimanche, jours de fête).

Le souvenir du cher Pierre Pionaire (à la retraite) flotte encore sur les cuisines levalloisiennes et, à son enseigne, Gilles, qui fut son second, avec la charmante Colette Debonne pour patronne, m'ontime toujours la fameuse bœufchelle à la tournaillaise d'Edouard Nignon. On peut la faire précéder d'un saumon au beurre blanc, pour rester dans la note val de Loire (avec le saumon rouge). Mais pour les gourmandes, c'est en cumulant les desserts que l'on atteindra l'arpège majestueux : le flottant aux prai-

lines roses, tarte Tatin, sorbet à la poire et son eau-de-vie. Compter 300 F. Chez Pionaire, 46, rue de Villiers, à Levallois. Tél. : 47-57-44-77 (fermé samedi midi et dimanche).

J'en étais là de mes recherches d'harmonies gustatives lorsque je passai rue de Varenne, m'apprenant à jeter un pleur sur le défunt Archange d'Alain Senderens, devenu l'Argonne gargarisée. Et je m'aperçus soudain que l'enseigne décevante est changée en... Arpegge !

C'est Alain Passard, jeune cuisinier de talent que nous connaissons à Enghien-les-Bains et surtout à Bruxelles (Carlton), qui a repris cette illustre maison et lui a donné son enseigne. Enseigne bien venue, car tout ici est harmonie, de la salle au service et, ce qui est mieux encore, de la cuisine aux assiettes. Avec des plats comme la dijonnaise de lapin fermier (tremée juste aga-

çant les papilles) avant, par exemple, le canard Louise Passard (la maman d'Alain), chef-d'œuvre de cuisine paysanne allégée avec doigté. Ou encore les flans de foies blonds caramélisés avant l'agneau aux épices légères. Ou enfin le saumon cru mariné à l'huile fumée avant la lotte au beurre de tomate à l'ail doux. Très beaux desserts. Deux menus (135 et 265 F), au premier comme au second fromage et dessert. A noter encore dans ces desserts, un Irish coffee « givré » (en deux boules, glace café et glace whiskey) et surtout du pain « maison » très remarquable. A la carte, compter 300 F.

Trop souvent les cartes reflètent la cacophonie décevante des créations des jeunes cuisiniers voulant se faire connaître à tout prix. Saluons lorsqu'on les découvre les véritables harmonies. Arpegge, 84, rue de Varenne. Tél. : 45-51-20-02 (fermé samedi midi et dimanche).

SEMAINE GOURMANDE

LAPÉROUSE

Nouvelle direction, travaux de rajoutement (il en était besoin). Mais le « lifting » de la façade de clignquant donnerait bien MM. de Vuillevert, dont ce fut l'hôtel, jadis ! Et la nouvelle salle n'est qu'un décor de marchand théâtre. Dommage ! Car l'accueil est aimable, la cuisine bonne, et il y a un menu (deux plats au choix, compris) intéressant. Dommage aussi que les salons, conservés, n'aient plus de portes inviolables : cela doit contrister, aux paradis artificiels où elles sont sûrement, les belles aux prénoms gravés sur les glaces ! La carte (compter 300/350 F) est plaisante, avec en rappel, quelques plats qui font « ne-guerre » à la cuisine de la maison, le canard Colette et les crêpes Mouni, le poulet Docteur (Paul, le célèbre médecin légiste). Malheureusement, cuisine new-style edge, il y est ajouté l'indéfectible purée de carottes (cuisine du marché II qui gâche tout !

► LAPÉROUSE, 51, qui des Grands-Augustins (69). — Tél. : 43-26-68-04. Tous les jours et jusqu'à 1 heure du matin.

TANNHAUSER

Petite auberge un peu anonyme qui vient d'être heureusement reprise par deux aimables associés. Le côté « enseigne » se retrouve dans les six choucroutes (de 58 à 75 F), dont la Tannhauser, avec huit succédanés différents, est bien « sympa », avec aussi le mouton et bon entendu les daniels et formidables de lièvre Spaten. Mais la terrine de lapereau aux pruneaux, les escargots (qui sont de Bourgogne et non d'Alsace), le pavé de bœuf (au roquefort, au poivre vert ou aux échalotes) et jusqu'aux desserts permettent de manger très honnêtement pour 150/175 F.

► TANNHAUSER, 18, rue Saint-Augustin (2^e). — Tél. : 42-46-82-70. Fermé samedi midi et dimanche. De 12 heures à 2 heures du matin. Parking Bouras.

L'ISARD

Un mot pour rappeler que cette bonne maison pyrénéenne (avec une entrée neuve et plaisante vers son sous-sol voûté) propose un moment un rôle de lièvre en croûte aux giroles (50 F) qui peut suivre la salade de truite de mer fumée aux pignons de pin (65 F), voire la terrine de ris aux pilons doux (60 F), chef-d'œuvre du chef Gilbert Lhuissier. Bonne tourtière gasconne, vins du pays et somptueux armagnacs.

► L'ISARD, 17, rue Saint-Augustin (2^e). — Tél. : 42-61-02-13. Fermé samedi midi et dimanche. Parking Bouras.

LES TARTINES

En vérité cela devrait s'appeler les Tartines de Bégard et non les Tartines de l'Hôtel de Neuville !

Eh oui ! le bon Bégard qui avait fait le succès du Quai d'Orsay, un restaurant comme on les aime, vient de transformer cet hôtel (A-A-N-N) et propose aux gourmandes pressées de l'extérieur une petite carte bien à lui (trio de harengs, omelette sèche au jambon, gîte de bœuf en pot-au-feu, andouillettes AAAA aux pommes râpées, saucisse au couteau à la vapeur, chaque plat avec « sa » salade, Desserts. Compter 150/200 F pour un vrai repas, moins pour des diners, avec des vins de 41 à 92 F la bouteille.

► LES TARTINES DE L'HÔTEL DE NEUVILLE, 88, bd Périère (17^e). — Tél. : 43-80-26-30. Fermé samedi et dimanche.

L'ÉPICURIEN

Ce n'était peut-être pas le moment pour un grand-banlieusard, fût-il de talent, de se transporter à Paris dans un coin caché et de méditer réputation. Encourageons donc Gérard Druix, qui vient de s'installer dans le cadre

déjà mentionné d'une vieille maison transformée, autour d'un mini-jardinier, en restaurant multisalles. L'Épicurien, avec ce nouveau chef, devrait vite devenir à la mode, la cuisine s'adaptant au cadre : foie gras aux saveurs d'automne, bisque de langoustine aux dés d'artichaut, turbot vapeur crème de basilic, saint-jacques à l'émulsion d'œuf, civet de marcellin aux châtignes, rognon de veau moutarde (entier comme le ris de veau aux giroles fraîches — foin des tranchettes microscopiques, ici les portions sont belles !), etc. A la carte, compter 250/300 F. Mais un très beau menu (choix de deux plats, fromages et dessert à 130 F sans service) est intéressant. Il y a pour les repas d'affaires deux petits salons (six-douze couverts), et, le soir, les projecteurs caressant la verdure de ce jardin inattendu font du repas une sorte de rêve qu'Épicure n'eût pas dédaigné en son « école du bouquet ».

► L'ÉPICURIEN, 11, rue de Nisole (6^e). — Tél. : 43-29-55-78. Fermé dimanche et lundi midi. Parking Mazzarini.

CHEZ FERNAND

Eh ! oui... le revolta ! Après une longue maladie qui l'avait chassé de la rue Georges-Sacché, nous retrouvons cet étonnant personnage qui fait toute sa charcuterie, son beurre, son pain, affine ses fromages, que sais-je encore ! Installé de brie et de broc, il ravit déjà les gourmands du coin, bons enfants comblés par ses filets de canards fumés (maison bien sûr !), ses filets de sardines marinés, sa raie au camembert, son agneau rôti au sel guérandais, son porcelet rôti à la crème d'ail, ses tartes et crêpes (aux pommes, au cidre ou au chocolat). Un surprenant menu de deux plats, camembert et dessert pour 85 F net. Des vins pas chers. Sacré Fernand !

► CHEZ FERNAND, 17, rue de la Fontaine-au-Roi (11^e). Tél. : 43-57-48-25. Fermé samedi et dimanche.

LE SAVOIR FAIRE PLAISIR

Sous forme de plateaux cocktail prêts à servir, Coquelin Aîné vous propose pour vos réceptions, lunches, soupers, goûters d'enfants, une formule simple composée de ses meilleures spécialités.

Coquelin AÎNÉ

1 PL. DE PASSY 75016 PARIS
Tél. : 288.21.74

Sous le patronage de la Mairie de Paris XVI

2^e Salon des Antiquaires de PARIS XVI^e

JARDINS du RANELAGH
Avenue Prudhon
Métro : MUEETTE

7 au 16 Novembre 1986

Tous les jours de 11 à 19 h. Samedi et Dimanche de 10 à 18 h.
Fermeture le jeudi 13 novembre jusqu'à 12 heures.

E. EXPOTELLES 01 43 47 38 00

Rive gauche

Anberge des Deux Signes

UN CHEF PATISSIER plein de talent
MENU A 180 F, service compris.
Prix moyen à la carte 300 F tax.
A 2 ou à 3 pers., même excellent service.
Musique classique au piano.
Salons jusqu'à 80 personnes
48, rue Soliman (14^e), fermé dim.
Tél. 43-25-48-58 et 43-25-00-48
Parking rue Lagrange et Notre-Dame

L'abace à Paris!

9, place Saint-André-des-Arts, 6e
43-26-89-36 - Ouvert T.L.J.

DÉJEUNERS, DINERS, SOUPERS

Grillades - Charcuteries
Poissons - Cuvillages

Salons pour groupes de 15, 20, 30, 60 personnes

Rive droite

La table dans le bon sens

Restaurant - Salon de thé
Vente à emporter

94, rue Philippe-de-Girard
75018 PARIS - Tél. : 42-40.19.37

AUX ROSES DE BLIDA

Sur commande spécialités pieds-noirs

COCAS, MOUNAS
SOUBRESSADE, COUSCOUS
PAELLA, PASTILLA, TAGINE

A emporter ou livré à domicile dans Paris à partir de 200 F.

29, rue de Chazelles, 75017 PARIS
622-43-86

Ouvert le dimanche matin.

CARNAVAL CHEZ PLUMEAU

LA REVUE LA PLUS ENSOLEILLÉE DE PARIS

Danseuses - Exotisme - Réve
Une soirée de variété - Une cuisine de qualité

DINER DANSANT ET SPECTACLE

Place du Tertre (Montmartre) - Réservation : 606 70 67

la Closerie des Lilas

A la croisée des idées

DÉJEUNERS - DINERS - SOUPERS tous les jours
Au piano : Joël BOUCOUART

171, BD du MONTPARNAISE Tél. : 43.26.70.50 et 43.54.21.68

En face : son annexe **LE BULLIER**

Service continu tous les jours jusqu'à minuit. Autour de 100 F

Possibilité de séminaires pour 80 à 100 personnes

Soirée animée par le pianiste René PAU

22, AVENUE DE L'OBSERVATOIRE - Tél. : 43.35.48.11

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

Le monde du chablis
DOMAINE ÉTIENNE DEDAY
12 CHABLIS 1^{er} CRU VAILLON 1984
Franco pour 800 F par échiquet.

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1981 : 395 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. 038 47-13-04
Louis Mérieux, viticulteur, 71080 Mercurey.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTE 51200 EPERNAY. T. (28) 58-48-37
Vins vécus en France. Tarif sur demande.

SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU
CHATEAU LA TOUR BLANCHE
BOMMES 33218 LANGON
Tél. : 16 (06) 43-61-65

Tarif sur demande. Vente directe
Présent au Salon des caves particulières
PARIS-AUSTERLITZ
du 28 novembre au 1^{er} décembre 1986
STAND F25 SALLE 2

A.O.C. St-Estève 85 25 F la bot.
A.O.C. Bordeaux sup. 85 .. 15 F la bot.
Cah. 38 l. 360 F. Docum. sur demande.
Alain DERBACQUE - Condat
33500 LIBOURNE. Tél. 57-74-14-90.

GRAND VIN DE BORDEAUX
CHATEAU DE LA TOUR DE BY
Tél. 56-41-90-03. Cte Grand Bourgeois
de Médoc. Tarif et renseignements pour
expéditions et commande en premier
pour le millésime 1986, vin exceptionnel.

CHATEAU DE BARBE BLANCHE
LUSSEZ SAINT-ÉTIENNE
24100

DOMAINE DU PÈRE CABOCHE
J.-P. BOISSON, route de Cortrèze,
84200 CHATEAUBOURG-DE-PAPE. Tél. 90-43-71-44
CHATEAUBOURG-DE-PAPE, rouge et blanc.
COTES DU RHONE. Vin de pays. Vin de table.
Grands vins de propriétaires récoltant à
Châteaubourg-de-Pape dep. plus. siècles.
Essai de tarif sur demande.

Chateau St-Estève
100 25^e année de vente
médailles aux amateurs

Offre spéciale réservée aux lecteurs de Monde
12 BOUTEILLES ASSORTIES
AOC Cote de Rhodé Villages et Cote du
Rhodé CHATEAU SAINT-ESTÈVE, rouge
Milles 1985

316 F (11 TTC, taxes à domicile)
Milles 1985 3 bouteilles
Milles 1984 3 bouteilles
Milles 1985 3 bouteilles
G. Francis & Fils, propriétaire-récoltant
Bordeaux 94100 ORLÈANS - Tél. : 90-34-34-84
(1) Joindre le règlement à la commande
Catalogue sur demande

Produits régionaux

Ne pas perdre : savourez le vrai pain
d'épice. Fabr. artis. cult. au bois. Doc. c. 1
t. à MELISSA, BP 37, 46200 FRAYSSAC.

FOIES GRAS PROMOTION ART VILLAGE

Pour mieux nous faire connaître nous vous offrons
le Guide Gascon 1986 pour l'achat de :

Un bloc de Foie Gras de Canard 85 g net (2 parts)

Un bloc de Foie Gras de Canard 100 g net (3 parts)

Deux blocs de Foie Gras de Canard 200 g net (6 parts)
par bloc soit 585 g net pour le prix total de 280 F

(conservation garantie 4 ans) (1). A notre tarif normal,
ce colis vous reviendrait à 339 F + 39 F pour les frais d'envoi.

GARANTIE TOTALE - ASSURANCE EXCEPTIONNELLE
Commencez par déguster un 180 g-180 g le plus petit de
vos quatre blocs (85 g) (mettez-le au frais deux jours avant
dégustation).
Si vous n'êtes pas enthousiasmé par sa qualité, il vous suffit
de nous renvoyer les trois autres blocs.
Nous vous rembourserons la totalité de votre achat (280 F)
par retour.

Nous sommes une petite équipe (7 personnes) et
nous expédions de Saint-Clar (Gers) toute une gamme de
spécialités savoureuses. Nous essayons de choisir toujours
ce qu'il y a de meilleur, car nos clients sont fidèles
et très exigeants.

N'ayant pas les moyens de faire des pages de publicité
en couleurs, nous proposons chaque année, depuis plus
de 10 ans, une promotion très avantageuse qui encourage
les gastronomes à faire connaissance avec notre Maison.

Nous joindrons à votre colis l'édition 1986 de notre Guide
de la Gascogne à tout petits prix : une sélection de
restaurants artisanaux, de fermes-auberges, de gîtes...
Un tourisme de découverte autour de 61 clochers gascons.
Et des recettes nouvelles, faciles et pas chères : comment
les restaurateurs inconnus de Gascogne arrivent à régaler
leurs clients pour 50 F. Une lecture passionnante et utile.

SI VOUS RÉPONDEZ VITE, vous recevrez aussi
un document intitulé « La Gascogne des Chemins
d'Artisans » : une liste
d'adresses précieuses d'artisans, de viticulteurs
d'autres informations que nous venons de
rassembler à votre intention, en supplément de
notre Guide, ainsi que le moyen de vous faire
expédier des vins de Gascogne et de Bordeaux,
à petits prix.

BON DE COMMANDE à retourner à ART VILLAGE 32390 SAINT-CLAR
Adressez-moi votre colis contenant les quatre blocs de Foie Gras de Canard
décrits ci-dessus et votre Cadeau pour le prix total de 280 F port gratuit.

Mon nom _____

Mon adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Ci-joint 280 F par ☐ chèque bancaire ☐ CCP ☐ mandat-lettre ☐ Je préfère contre-remboursement (+ 21 F).

Etes-vous déjà client ? ☐ oui ☐ non (cochez les cases correspondantes). Signature _____

(1) Ingrédients : foie gras de canard reconnus 18 % sel, poivre, épices, sucre. Le prix de notre promotion correspond à 49,50 F pour 100 g.

JEUX

échecs

N° 1203

MINIATURES

(Minicoréal Kotov, Tallinn, 1986)

Blancs : S. PALATNIK

Noirs : L. STORIL

Défense Grünfeld

1. d4	Cf6	11. Cc4	Td8
2. Cf3	g6	12. Fd3	Dxc3
3. e4	g5	13. Cxg5 (h)	Td8
4. Cc3	g4	14. Txd4	Fg6 (f)
5. Cxg5	Cxg5	15. Td4+	Rg7
6. g3 (a)	e5	16. Cxd7 (f)	Fxg7
7. Fg2	Ce6	17. Fd4+	Dxd4
8. e5	Cxg5 (b)	18. Txd4	Fxg5
9. Cxg5	e4 (c)	19. Td4	h4 (d)
10. dxc3	Dd5		

Partie n° 1203 bis

(Championnat de Hongrie, cat. Dama, 1986)

Blancs : KONIKS

Noirs : POBORSKY

Gambit D accepté

1. d4	d5	10. d5	bxc4 (f)
2. Cf3	Cf6	11. dxc6	gxc6 (m)
3. e4	dxc4	12. Dxc4	Dd6
4. d5	e6	13. Cc3 (n)	Dd6
5. Fxc4	e5	14. Dd2 (a)	e4 (p)
6. Dd2	e6	15. Cc4	Fg7
7. dxc5 (g)	Fxc5	16. Fd6 (g)	Td8 (r)
8. e6	Ce6	17. Dd2 (h)	Ce5 (i)
9. e4	h5 (k)	18. Cc4 (j)	h4 (l)

Les Etats-Unis sont un réservoir inépuisable de champions et la plus forte paire américaine est sans doute aujourd'hui celle de Moskowitz et Rodwell qui viennent de remporter les Olympiades par paires de Miami avec une énorme avance et qui ont également un brillant palmarès dans les tournois par équipes de quatre.

Ann. : E. dom. N.S. Tous vain.

Quest Nord Est Sud
Rodwell Stansby Meckst Martel

10 10 10 10
10 10 10 10
10 10 10 10
10 10 10 10

Quest a entamé Carreau. Le

bridge

N° 1201

LES CHAMPIONS AMÉRICAINS

dames

N° 289

A TOUTE ÉPREUVE

Championnat des maîtres des Pays-Bas, 1986

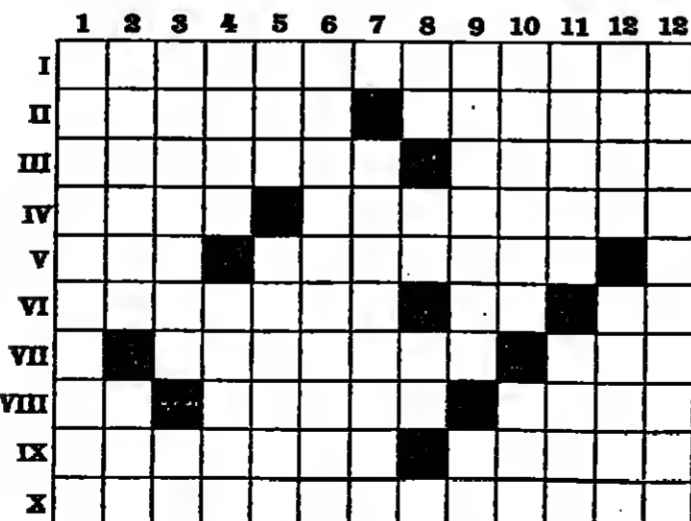
Blancs : J.-P. Hooijberg

Noirs : R. Schippers

Ouverture : Ruy Lopez

Mots croisés

N° 432



NOTES

a) Une suite minuscule. Snyper, souvent essayé 6. Fd2 mais on trouve aussi 6. Dd4+ et 6. Dd3.

b) Le Cd5 est en fait.

c) Si 9... exd4; 10. exd4, Cxd4; 11. Cxd4, Dxd4; 12. Td1. Les Noirs doivent veiller à leur développement.

d) Un sacrifice de D surprenant.

e) 14... bxc6 n'est pas possible à cause du mat après 15. Td8+, Ff7; 16. Fb6 et les Noirs doivent donner la D par 16... Dg7; après 17. Fxg7, Rxc7 les Noirs ont une T en moins. La défense 14... Fd6 qui laisse la Fédiculer, après 15. Cxd7+, Rf8, la D noire contre T+C+ un pion.

f) Un nouveau sacrifice qui menace clairement de mat.

g) La D ennemie tombe : les Blancs ont gagné, dans cette opération, une qualité et la partie.

h) Menaçant immédiatement 20. Tf4.

i) Si 19... Fb6; 20. Td8 et si 19... Fd7; 20. Td8 aussi conservant la menace 21. Tf4.

En fait le déclarant tira l'As de Carreau et rejoignit Trèfle. Rodwell prit avec l'As de Trèfle et continua la couleur. Le mort compa avec le 7 de Cœur et EST surcoupe avec le 9 de Cœur. Le Roi d'atout imprenable fit ensuite chuter le contrat.

Autre sentier classique de début emprunté, avec le même dessein, lors de cette même compétition, dans la partie 12. Wiesner-H. Léopold; 3. 34-30 (18-22); 4. 40-34 (12-18); 5. 31-27 (22-31); 6. 36-27 (7-12); 7. 41-36 (10-14); 8. 30-25 (14-19); 9. 25-14 (9-20); 10. 45-40 (5-10); 11. 35-30 (20-25); 12. 40-35 (10-14); 13. 35-29 (17-1); 14. 44-41 (17-1); 15. 39-33 (14-20); 16. 44-39 (17-1); 17. 37-32 (12-17); 18. 49-44 (18-22); 19. 27-18 (23-12); 20. 41-37 (21-27); 21. 32-21 (17-26); 22. 37-32 (11-17); 23. 32-28 (17-22); 24. 28-17 (12-21); 25. partie nulle au quarante-huitième temps.

Autre sentier classique retenu, lors de cette même compétition, dans la partie Loeuven-Vermorel, qui ne se termina pas par la nulle, mais par la victoire de Loeuven; 3. 37-32 (10-14); 4. 41-37 (14-19); 5. 46-41 (5-10); 6. 35-30 (20-25); 7. 44-41 (17-1); 8. 44-40 (10-15); 9. 50-44 (17-21); 10. 32-28 (23-32); 11. 37-32 (21-26); 12. 41-37 (18-23); 13. 38-32 (12-18); 14. 42-38 (20-24); 15. 47-42 (7-12); 16. 34-29 (23-34); 17. 40-20 (25-34); 18. 39-30 (25-34); 19. 43-39 (10-13); 20. 44-40 (12-17); 21. 38-33 (17-1); 22. 49-43 (7-12), etc.

Autre sentier classique donnant un jeu plus actif; 3. 37-32 (10-14); 4. 41-37 (14-19); 5. 47-41 (21-26); 6. 34-29 (23-34); 7. 40-29 (14-19); 8. 33-28 (17-22); 9. 28-17 (11-22); 10. 39-33 (20-25); 11. 44-39 (15-20); 12. 39-33 (20-25); 13. 29-20 (25-14); 14. 43-39 (10-15); 15. 30-44 (19-23); 16. 48-43 (1-7); 17. 44-40 (19-23); 18. 49-44 (14-19); 19. 33-28 (22-33); 20. 38-29 (11-17); 21. 35-30 (7-11); 22. 42-38 (2-7); 23. 39-33 (10-14); 24. 44-39 (17-22); 25. 40-35 (11-17); 26. 30-24 (19-30); 27. 34-25 (23-34); 28. 39-30 (18-23); 29. 33-29 (23-34); 30. 30-39 (14-19); 31. 25-20 (6-11); 32. 35-30 (19-23); 33. 30-25 (12-18); 34. 32-27 (7-12); 35. 45-40 (23-38) (Belle agression consistant à donner la pleine mesure à la domination au centre en vue du gain du pion); 36. 38-33 (11-16); 37. 20-15 (17-21), etc., +1 et +5 cinquante-septième temps (Tinauer-Delbois, championnat de France, 1975).

b) Ou, par un de multiples suites immédiates, 5. 41-37 (14-19) comme dans la partie Bruno Ferrer-Emmanuel Tazou du championnat de France juniors 1980. La continuation fut 6. 37-32 (5-10); 7. 44-41 (10-14); 8. 41-37 (18-23); 9. 39-33 (17-21); 10. 34-30 (20-24); 11. 44-39 (12-18); 12. 31-27 (21-26); 13. 30-25 (7-12); 14. 40-34 (2-7); 15. 50-44 (11-17); 16. 35-30 (20-25); 17. 40-20 (25-34); 18. 39-30 (25-34); 19. 27-22 (18-27); 20. 32-21 (16-27); 21. 37-31 (26-37); 22. 42-21, etc., + sur ce coup de dame (Le Monde du 21 juin 1980).

c) 5... (5-10); 6. 44-39 (16-21); 7. 50-44 (11-17); 8. 38-32 (9-14); 9. 41-37 (21-26); 10. 43-38 (18-23); 11. 49-43 (12-18); 12. 34-29 (23-34);

1) 7. 60 est aussi; si 7... exd4; Td1.

k) Une contre-attaque, qui retarde le développement des Noirs.

l) Et non 10... Cx45; 11. Cx45, bxc4; 12. Dxc4. Ni 10... Cd5; 11. Fxd5, Dxd5; 12. Cc3.

m) Si 11... Dxc6; 12. Dxc6.

n) Menace 14. Cx4.

o) Menace 15. Cd5.

p) Les Noirs ont roqué mais ont-ils mis leur R en sécurité, alors que la structure de pions de leur aile-D est affaiblie?

q) Un développement du F-D efficace.

r) Tout semble rentré en ordre on pressait. Les Noirs contrent le centre et, notamment, la case d4.

s) Mais c'est justement sur cette case ultra-gardée que les Blancs passent, le C-R obligeant l'écuyer de la case g4 à la D.

t) Le seul moyen d'empêcher le mat 19. Dg4+, Rg5; 20. Dg7 et de sauver le Cc6 menacé.

A l'autre table où Ouest avait cru bon de prendre immédiatement avec l'As de Trèfle (Est pouvant avoir un singleton), le déclarant (Lair) a gagné 4 Cœurs de la façon suivante après le retour à Trèfle à la troisième levée : il a pris le Valet de Trèfle du mort avec le Dame et il a joué le 10 de Cœur, resté maître, puis l'As de Cœur et As Dame de Carreau pour défoncer un de ses deux Piques. Ensuite il a tiré l'As de Pique, il a coupé un Pique et il a rejoint atout. Les Cœurs étant partagés, il a fait dix levées.

Dans l'équipe américaine, qui a gagné à Miami le Championnat du monde open (Coupe Rosenblum), figure la paire composée de Kit Woolsey et Edward Manfield. Ces deux joueurs faisaient déjà partie de l'équipe finaliste contre les Français dans la Coupe Rosenblum de 1982 à Biarritz.

Cachez les mains adverses pour voir si vous suriez, trouvez la ligne de jeu de Woolsey dans cette donne du même championnat.

Ann. : O. dom. N.S. Tous vain.

Quest Nord Est Sud
Woolsey Manfield
passé passé
1 SA contre 2 SA
passé 3 SA passé

Quest a entamé le 6 de Carreau pris par l'As d'Est qui a rejoint son avant dernier Carreau (le 7), Ouest fournissant le 4. Le déclarant a alors joué la Dame de Trèfle pour le Roi, l'As et le 3, puis il a tiré le Valet de Trèfle sur lequel Ouest a défoncé le 2 de Pique. Comment Woolsey, au Sud, a-t-il gagné TROIS SANS. ATOUT contre toute défense?

Note sur les enchères : La surenchère de « 1 SA » indiquant un bicolore, et « 2 Trèfles » demandant de choisir une des couleurs de ce bicolore. L'annonce de « 2 SA » par Sud montrait que l'ouverture était belle.

COURRIER DES LECTEURS

Un projeteur aveuglant (1186)

« Il me semble, écrit Albert Attia, qu'il y a une ligne de jeu plus rapide pour gagner : coupe des trois petits Trèfles et, après l'élimination des Piques, on termine en jouant Carreau du mort pour le 10 de la main... »

J'avais justement précisé dans la solution « qu'il avait d'autres lignes de jeu gagnantes. » Mais celle du Dr Hiraux n'est-elle pas plus rapide puisque, si le Valet de Carreau est en Est, il peut abattre son jeu dès la huitième levée? Rappelons, cependant qu'en pareil cas le code (art. 69) est très strict : le déclarant doit notamment « laisser sa main sur la table face au fait et faire immédiatement un exposé compréhensible de son plan de jeu, y compris l'ordre dans lequel il jouera le reste de ses cartes... » Si le P a pas indiqué, il ne peut pas faire d'impasse... »

PHILIPPE BRUGNON.

PROBLÈME M. NICOLAS (1966)

Les Blancs jouent et gagnent. Application percutante d'un mécanisme assez sophistiqué, connu des spécialistes du problème.

SOLUTION : 44-40 (35-44) 34-30 (24-35) 32-27 (sous entente dans le cou du mécanisme) (21-32) 37-31 (26-40) 43-38 (sous entente) (14-23) 38-32 (46-28) 33-13 (libre le pion noir à 44 (44-33) 13-9 (4-13) [un immense boulevard s'ouvre devant le pion à 50] 45-40 (35-44) 50-45, nulle six pions, etc., 4. Menace « rien » pour cette combinaison en 10 temps de coté contre machine problème.

JEAN CHAZE.

RECEVAIT : 13. ARABLE - 14. COUPÉRET - 15. CLINPOCS (GENÈSE) - 17. ERSATZ.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

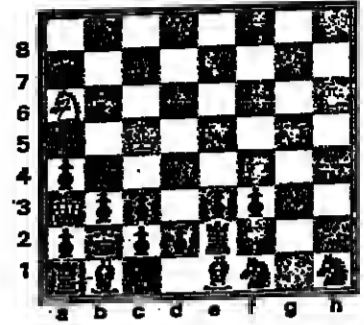
VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

VERTICALEMENT : 1. ENTOLAGE - 2. ADONIS (AIDONS, DANOIS, SONDAI) - 3. EROGENE - 4. HEPARINE, substance autoagglutinante - 5. FREITER, cerclier - 6. TANANTE - 7. EMMURAS (MURAMES) - 8. LUGERAI (LIGUERA, REGULAI) - 9. SOVHOZE - 10. ELAVES (LAVES, ELAVS, VALSES) - 11. NUNATAK, salie rocheuse capotaude - 12. VERACITE (CREATIVE, REACTIVITE, (+1) - 38. ACENNS.

ÉTUDE

T. GORGIEV (1966)



BLANCS (3) : Rg5, Ca6, Fb6.
NOIRS (16) : Ra3, Db2, Ta1, e2, Fb1 et d1, Cf1 et b1, Fc4, a2, b3, c3, d2, e3, f3.

Les Blancs jouent et font nulle.

leurs de ce bicolore. L'annonce de « 2 SA » par Sud montrait que l'ouverture était belle.

COURRIER DES LECTEURS

Un projeteur aveuglant (1186)

« Il me semble, écrit Albert Attia, qu'il y a une ligne de jeu plus rapide pour gagner : coupe des trois petits Trèfles et, après l'élimination des Piques, on termine en jouant Carreau du mort pour le 10 de la main... »

J'avais justement précisé dans la solution « qu'il avait d'autres lignes de jeu gagnantes. » Mais celle du Dr Hiraux n'est-elle pas plus rapide puisque, si le Valet de Carreau est en Est, il peut abattre son jeu dès la huitième levée? Rappelons, cependant qu'en pareil cas le code (art. 69) est très strict : le déclarant doit notamment « laisser sa main sur la table face au fait et faire immédiatement un exposé compréhensible de son plan de jeu, y compris l'ordre dans lequel il jouera le reste de ses cartes... » Si le P a pas indiqué, il ne peut pas faire d'impasse... »

PHILIPPE BRUGNON.

PROBLÈME M. NICOLAS (1966)

Les Blancs jouent et gagnent. Application percutante d'un mécanisme assez sophistiqué, connu des spécialistes du problème.

SOLUTION : 44-40 (35

MUSIQUE

« L'Amour vient du destin », à Rochefort

Steffani, entre Monteverdi et Haendel

Le réveil, réservé à la province, d'un chaînon manquant dans l'histoire de l'opéra.

Si vous habitez près de Grenoble, Esch-sur-Alzette ou Aix-en-Provence, ne manquez pas la semaine prochaine « L'Amour vient du destin », même si vous n'avez jamais entendu parler de son auteur, Agostino Steffani. Car ce délicat spectacle d'opéra baroque n'est donné, on ne sait pourquoi, que dans ces villes, alors qu'il n'y a rien de ce genre à Paris.

Honneur donc au Centre lyrique et culturel de Rochefort, qui dans son ravissant théâtre de la Coupe d'or, un des plus vieux de France (1766), s'offre à l'italienne tendue de velours bleu, a monté cette résurrection avec le CIR-MAR de Saintes et la Chapelle royale, sous la direction de Philippe Herreweghe (1).

Steffani, qui vécut de 1654 à 1728, n'a pas écrit moins de dix-huit opéras pour les cours de Hanovre, de Munich et de Düsseldorf, avant de mourir à Londres, et c'est un chaînon important dans l'histoire du genre qui nous fait vivre en quelque sorte le passage du style vocal très libre de Monteverdi, ou plutôt de Cavalli et Rossi, à l'opéra seria du dix-huitième siècle, d'une étiquette plus compassée. L'Amour, composé en 1694, fut certainement représenté en 1709, c'est-à-dire à l'époque où le jeune Haendel (qui admirait fort Steffani) écrivait ses premiers opéras.

L'Amour vient du destin, on plutôt des dieux : Vénus a décidé qu'Enée devait venir s'installer en

Italie, dans le Latium ; elle obtient donc de Jupiter l'autorisation d'enflammer d'amour le chef troyen et la fille du roi Latino, qui ne se sont jamais vus ; mais Lavinia a été promise à Turno, un autre roi, et tout l'opéra se passe à démêler cette situation embrouillée, Turno finissant par épouser la sœur de Lavinia qui se meurt d'amour pour lui.

Ce n'est pas un petit maître qui peut ainsi nous tenir en haleine pendant quelque trois heures, avec des récitatifs très prenant qui se développent en airs d'une grande beauté, tantôt simplement modelés par les mots, tantôt éclatant en vocalises triomphantes et terribles. Les deux d'amour ont un charme exceptionnel, brodés avec infiniment de tendresse, chacun se renvoyant doucement les mots en une sorte d'inlassable contrepoint contemplatif. Et le commentaire orchestral varie sans cesse dans les couleurs, tantôt la simple basse continue, tantôt des effluves de cordes, la voix tendre du hanté ou moqueuse du basson, et puis ce luth merveilleux qui, tout seul, enlève la voix de Lavinia.

Un drame éclairé de sourires

Mais Steffani a bien de la chance d'être aussi joliment servi, avec d'abord une superbe toile de mages aux couleurs de Tiepolo, de très simples éléments de décor romain de Michel Boermans, et une mise en scène délicate, discrète, d'Isabelle Pousseur, mais juste ce qu'il faut pour nous faire entrer dans ce drame éclairé de sourires : poésie et grâce à la mesure de la musique, et puis tra-

culence pour les deux serviteurs comiques dont la tradition remonte au moins à Monteverdi.

Quant aux chanteurs regroupés dans le centre de recherche et de pratique lyrique, créé par Philippe Herreweghe à Saintes, ils confirment la floraison de l'école de chant baroque qui se développe en France avec des troupes comme l'Atelier lyrique de Tourcoing, les Arts florissants ou l'ARCAL. L'alto si profond et grave de Sharon Cooper pour la mélancolique Lavinia, le vibrant et chatoyant mezzo de Camille Crévecoeur pour le roi Turno, et le soprano rayonnant de Monique Zanetti pour la petite sœur composent une gamme de couleurs

idéales pour cette musique avec, chez les hommes, le fin et sensible Enée de Jean-Lan Honeyman, Christian Tréguier. Deux ex machina, impressionnant, et Jean-Louis Paya, sans oublier le duo éblouissant des comiques, Michel Verschaewe et Gilles Ragon.

Une réalisation aussi sensible que de haute précision.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaine représentation : Grenoble, le 17 ; Esch-sur-Alzette, le 19, et Aix-en-Provence, le 21 novembre.

(1) Celui-ci en avait donné une première audition légèrement théâtralisée par Pierre Barnet, à Saintes, il y a deux ans (Le Monde, du 11 juillet 1984).

Tournée américaine des Arts florissants

Le défi de William Christie

Pour un ensemble vocal et instrumental français, venir à Boston afin d'y faire apprécier la musique des dix-septième et dix-huitième siècles est un défi comparable à celui des constructeurs français se risquant sur le marché de l'automobile de Detroit. Grand centre de musique baroque, Boston abrite en effet le conservatoire de la Nouvelle-Angleterre et organise des festivals qui attirent les enseignants et les amateurs de musique ancienne.

Les Arts florissants ont relevé le défi. Pour sa première tournée aux Etats-Unis, l'ensemble a conquis un public de connaisseurs. Malgré la concurrence de World Series, la grande ligue de base-ball - événement sportif de l'année, captivant tous les publics - les amateurs entassés dans Jordan Hall ont fait un chœur d'enthousiasme au groupe franco-américain, car, le créateur et l'animateur des Arts florissants est, William Christie, un Américain installé à Paris, professeur aux conservatoires de Paris et de Lyon, où il forme des chanteurs et des instrumentistes à la musique baroque.

William Christie, chef d'orchestre et violoniste, est d'abord un musicologue qui a fait des recherches, notamment dans les collections de la

Bibliothèque nationale, sur des œuvres non publiées, plus particulièrement des contemporains moins connus comme Rosi, Bouzignac, Lambert, Mouliné, pour les faire connaître au grand public. Sans oublier, bien sûr, Charpentier. L'ensemble (d'ailleurs basé à Bordeaux, et financé par la région Aquitaine), a emprunté, en effet, son nom à l'opéra de Charpentier : les Arts florissants.

Dès le premier concert donné à New-York, au Metropolitan Museum of Art, la critique a été élogieuse : « Un son splendide. Par ses recherches, Christie rend un grand service », écrit le New-York Times. A Boston, les journaux ont également rendu hommage au groupe : « Chaleureux, précis, plein de couleurs et parfaitement à l'aise dans une variété de styles », écrit le Boston Globe, ajoutant : « Il produit un son glorieux mais jamais abstrait, associant le sens de la phrase musicale aux paroles. » Pour le Boston Herald : « Ce merveilleux ensemble présente le mélange le plus authentique d'érudition, de style, d'humour et de pur plaisir de l'exécution. »

HENRI PIERRE.

Au Théâtre de la Bastille

La mémoire yiddish

Un violoniste, un accordéoniste, un guitariste qui chantent retrouvent les accents qui ont bercé leur enfance.

Kafka avait raison. Le yiddish, né dans les communautés juives d'Europe orientale, est un langage que chacun ressent à sa manière, comprend toujours plus qu'il ne le croit. Surtout lorsqu'il est chanté. Cet univers, à la tristesse si dense qu'il mûrissait au désespoir s'il ne fleurissait d'amour, se dévoile parfois, revêt pour le public le temps de rares soirées surgies au hasard des programmations. Ben Zimet, Talia sont les plus connus des artistes qui, ces dernières années, ont tenté l'ouverture au-delà de la communauté juive. Ils ne seront plus les seuls.

Un nouveau trio de musiciens jette aujourd'hui une lumière bouleversante sur la mémoire yiddish. Trois hommes séparés par la vie professionnelle et réunis un jour avec enthousiasme autour de quelques notes d'une chanson yiddish distraitement jouée par l'un d'eux sur son instrument. Ami Flammar est violoniste, Bach et Cape ont presque plus de secrets pour lui. Gérard Baranx, vrai Parisien du faubourg, promène son accordéon dans les bals populaires, participe à des expé-

riences insolites quand il l'accompagne pas Michel Hermon ou Amick Nozati. Monse Leber avait assisté Georges Lavandant, Ken Russel et Pierre Shroser avant de signer ses propres mises en scène de théâtre et d'opéra.

Dans le trio, c'est lui qui tient la guitare et chante, retrouvant naturellement sa voix d'adolescent choriste à la synagogue d'Auver et les accents qui ont bercé son enfance. C'est lui qui, debout entre ses deux formidables complices assis, esquise un jeu, un geste, mime à peine, avec distance mesurée, les histoires toutes de tendresse ou d'amertume, de rage ou de constance. Des histoires qui rapprochent si souvent le fils et la mère, la voix de la maison qui fredonnait les refrains et berçait les enfants avant leur sommeil.

Tout est si simple, si vrai sur la scène, que le spectacle cesse d'en être un. La salle retient son souffle, sous le charme d'un magique partage de la mémoire. Emotion fragile, intense, qui se prolonge encore lorsqu'une vieille femme traverse à pas lents la scène déserte et rejoint le musicien en coulisses pour les embrasser. Dernière image forte d'une soirée réellement authentique.

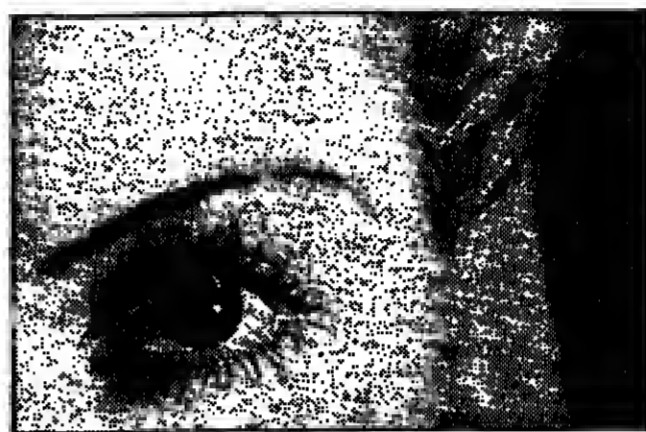
JEN-LOUIS MINGALON

Le Théâtre de la Bastille, 19 à 30, jusqu'au 16 novembre.

PHOTO

Wols, au Goethe Institut

« Voir, c'est fermer les yeux »



Wols, c'est l'homme d'une blessure qui ne cicatrise pas, d'un autoportrait marqué par une croix de spiradrap, d'un visage sans yeux (ou d'yeux sans visage) plaqué d'ombre, qui fait du tirage un négatif. C'est un photographe, on ne le sait pas tellement, qui signait Schultz. Mais la photographie n'est pour lui qu'un moyen de traverser l'existence, au propre et au figuré. Au propre, elle lui permet de gagner quelque argent, dans les années 30, à Paris. Il justifie ainsi son intérêt pour la « pellicule » qui est bien plus que cela pour lui : l'épreuve du réel. Qui renvoie au figuré.

Avec la photographie, il esquisse l'image, déplace, déstabilise le regard. Ce qu'il s'emploie violemment à faire au pavillon de l'économie de l'Exposition universelle de 1937, avec les mannequins nus, dont il montre les membres étagés en pièces détachées.

Photographe, c'est regarder, accuser les apparences. Son Paris est peuplé de fauteuils vides alignés le long d'un trottoir, d'un arrêt d'autobus baigné comme une horloge, de clochards allongés au sol dont les vêtements font corps avec les pavés - l'image d'une condition, de déchets, de grilles d'arbre et de caniveaux. L'objectif scrute les limites du dessous et du dessus, là où les racines s'enfoncent, la ligne de partage du trottoir là où les yeux s'effritent. Il montre les palissades, le peu des murs, les déchirures d'affiches, bien avant que les nouveaux réalistes n'en fassent un des sujets de leur peinture. L'inventaire est probant, jusqu'au lapin écorché qui pend comme une loue à un projecteur éteint. Image de mort, insupportable viscéralement, crue, où la

trivialité est montrée comme une donnée de la vie, image de décomposition, ou de choses composées qui montrent les textures, les plis où la lumière implacable opère comme un scalpel. Seuls quelques portraits échappent à cette règle de décomposition. Ils doivent leur intégrité aux paupières baissées, au regard du dedans. Le flou les enveloppe d'émotion ; ils planent dans l'air et, à cette condition, échappent à l'effacement. Paradoxalement comme tout ce que produit Wols. Sa peinture aussi, magma de couleurs, de taches, de points, fragile, qui, elle, est le positif du négatif : la plaie à nu, l'image vraie du dedans, l'accomplissement du parcours. « Voir, c'est fermer les yeux », dit Wols.

Wols, qui ne voulait être ni peintre ni photographe aura été les deux, complémentaires, en une même démarche, destructrice de formes, confondue en l'homme, autodestructeur. Mort à trente-neuf ans, en 1951, alcoolique profond qui hantait les bars du Saint-Germain-des-Près des existentialistes, qui eut l'habitude de boire dans les camps d'internement français où il est envoyé en 1939, Bertinotti écrivait : Une ombre dans le Paris de l'entre-deux-guerres. Projets sur le devant de la scène après guerre, entre paradoxes : il est reconnu comme celui qui aura dépassé la dimension formelle de la peinture, au même titre que Pollock ; il est porté aux nues par les abstraits lyriques comme Georges Mathieu. Lyrique, le terme ne lui va pas, il est trop freleté.

GENEVIEVE BRETHERET.

* Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, à Paris (16^e). Jusqu'au 21 novembre.

La mort de Thierry Le Luron

Pourquoi pas le Panthéon ?

On devrait avoir une mort assortie à son existence. Ce serait décent, confortable, légitime. Le pingre mourrait d'un coup de Bourne, l'amoureux d'un coup de cœur. Rien ne prédisait Thierry Le Luron à cette agonie stoïcienne, à ce combat exemplaire, solitaire, qu'il e mené contre le nom même de sa maladie. Rien ne laissait pressager la dichotomie tragique qui, ces derniers mois, s'établissait entre le passé décevant et triomphant de ce baladin surdoué et son présent soudain sans avenir.

Et c'est sans doute à ce divorce choquant entre ce qu'on aimait de lui, une sorte d'irrévérence, et ce que, désormais, on devinait de lui, un corps livré à la souffrance, que l'on doit ce déferlement de messages superfétatoires et de chagrins occidentaux. « Il était le sel de la terre » (Denis Baudouin, porte-parole du gouvernement). « Il a rejoint le général de Gaulle » (André Arnaud à Europe 1). Funérailles du mont Valérien, centenaire exposé trois jours durant en l'église de la Madeleine, pourquoi pas le Panthéon ?

Au cours de fausses notes d'un mauvais goût provocant, Thierry Le Luron avait épousé Coluche pour le meilleur et pour le pire. Que le pire soit toujours possible, que les champions de la dérision - le poids lourd et le poids plume - soient partis sous les deux en moins de six mois, voilà l'ironie terrible de

la réalité, la grossièreté du destin.

C'est vrai que Thierry Le Luron mourut. Bien qu'il disposât de tous les pouvoirs, il était de droite quoi qu'il dise, tout comme Badois est de gauche quoi qu'il arrive, mais, son épigone féroce se nourrit d'une observation sans faille et d'un don d'imitation souvent génial. Il était suffoquant hier que deux hommes politiques importants, un ancien premier ministre, M. Jacques Chaban-Delmas, et un ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, avouent sur toutes les antennes s'être corrigés de leurs défauts de prononciation, naïvement pour l'un, châtiment pour l'autre, grâce à lui, Thierry, lorsqu'ils furent entendus les parodier.

Un grand petit clown est mort brutalement, à trente-quatre ans. Il méritait notre respect pour ce qu'il a enduré, et notre gratitude pour ce qu'il nous a donné. Les grandes eaux des larmes médiatiques, les grandes orgues des hommages cathodiques n'ajoutent rien à son talent qui reste vivant. Ni à sa vie, qui est finie.

DANIELE HEYMANN.

* Les obsèques de Thierry Le Luron auront lieu mardi 18 novembre, à 11 heures, en l'église de la Madeleine, à Paris. Le corps du fantaisiste, qui repose au Panthéon de Mont-Valérien, sera transporté dans la crypte de l'église samedi 15 novembre.

SORTIE MERCREDI 19 NOVEMBRE

Chambre avec Vue...

Marcel CAMMETZ présente un film de James IVORY

SAINT-GERMAIN DES PRÉS • SAINT-GERMAIN LES HALLES • SAINT-GERMAIN OPERA • SAINT-GERMAIN RICHELIEU • SAINT-GERMAIN PARNASSE • 14 JUILLET ODEON • 14 JUILLET BASTILLE • PANTHEON • FILM ST-JACQUES • BALAZS • SAINT-GERMAIN CONVENTION • SAINT-GERMAIN OUEST • SAINT-GERMAIN EST • LES TROIS VINCENNES • TRICYCLE ASSURES • RUXY VAL D'YVERNES

UN FILM D'OLIVIER ASSAYAS

DESORDRE

PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE VENISE 86

DANSE

« Ma Pavlova », de Roland Petit, à Marseille

Portrait de Khalfouni en superstar

Entre une créature mythique, la Pavlova, et une danseuse bien réelle, Dominique Khalfouni, Roland Petit tisse les fils d'un agréable divertissement.

La légendaire Anna Pavlova vient d'inspirer un nouveau ballet à Roland Petit, projet excitant lorsqu'on sait qu'il possède dans sa compagnie marseillaise Dominique Khalfouni, seule ballerine capable d'affronter cette ombre intouchable.

Elle a comme elle « un visage candide de petite Espagnole », une résistance de fer, une souplesse de liane, l'exigence, la ferveur, le don de transcender la technique. On attendait que son chorégraphe lui offre l'occasion d'atteindre cet état limite où — comme le suggère Michel Tournier en exergue au programme — l'infinité se déploie dans le fini.

Il ne semble pas que Roland Petit, très occupé par la création de *L'Ange bleu*, ait eu le temps de travailler en profondeur « sa » Pavlova. Seul le dernier tableau, où la danseuse, tel un oiseau blessé, a la prémonition de la mort, atteint une dimension dramatique. Rappelant le finale expressionniste des *Intermittences du cœur*, il donne à Dominique Khalfouni l'occasion d'affirmer des dons de comédienne.

Ma Pavlova n'est plutôt son portrait vu à travers le désir masculin. Cheveux courts, parure de strass,

sourire éblouissant, elle s'identifie à cette image, lugubre libertine d'abord, puthétique, mutine et coquette, mais aussi mère comblée d'un petit Mathieu de deux ans et demi qui fait le fou sur la scène comme un oiseau ivre.

Dans ce show, ce sont surtout les garçons qui ont inspiré Roland Petit. Il les utilise à la manière de Béjart dans une version mâle de *Les cygnes*. Il a même trouvé son Eric Va An en la personne de Rodolphe Cassand, un Antillais de vingt et un ans, superbe, pour qui il a composé un solo, mi-faune mi-cygne, très plastique.

Construit à partir de musiques diverses empruntées aux ballets de Pavlova, le spectacle enchaine des tableaux colorés avec des filles en long tutu blanc et gants noirs évoquant l'époque des Champs-Élysées, un *Don Quichotte* en blues enlevé par Sylviane Bayard, une évolution de filles-fleurs « modern style », un bataillon d'Isadora Duncan d'opérette menées par Pascale Doye ou encore trois *Gymnopédies* de Satie traitées dans un graphisme à la Coccia.

Roland Petit n'est jamais meilleur que dans ces divertissements brillants un peu kitsch où il retrouve l'inspiration et la verve d'antan.

MARCELLE MICHEL

Quatre représentations de *Ma Pavlova* seront données fin décembre à Paris au Palais des Sports au cours d'une tournée parisienne du Ballet national de Marseille. *L'Ange bleu* sera également présenté avec dans les rôles principaux Dominique Khalfouni et Roland Petit puis Maximova et Vassiliev.

NOTES

Le colloque des « Cahiers de la photographie »

Comme ils l'avaient fait précédemment à la Sorbonne avec « L'acte photographique » et « L'œuvre photographique », les *Cahiers de la photographie*, animés par Gilles Mora et dirigés par Claude Nouri, organisent sous la houlette d'Anne Baldaressi un colloque intitulé « De l'instrument à la trace ».

Traitant des rapports du peintre, du sculpteur et de la photographie, cette rencontre réunira des historiens d'art, des critiques et des artistes afin d'examiner les rôles joués par la photographie — document, processus, médium, archives — dans la création plastique du vingtième siècle. Abordant la question du mouvement dans le futurisme, le pictorialisme en Europe et aux USA, le passage à l'abstraction, l'art conceptuel, la première journée réunira entre autres Bernard Marcade, Pierre Restany et Barbara Rose, critique new-yorkaise. Consacrée aux artistes dont l'œuvre intègre la photographie comme instrument nécessaire ou comme trace constitutive, la deuxième journée fera se rencontrer J.-M. Althérola, T. Drahoš, D. Buren, H. Fulton, G. Paolini, J. P. Pincemin et R. Prince.

L'ensemble des contributions au Colloque fera l'objet d'un numéro spécial des *Cahiers de la photographie*, auquel s'ajoutera une série de portfolios laissés à l'initiative des artistes invités.

P. R.

« De l'instrument à la trace : le peintre, le sculpteur, et la photographie », colloque organisé par les *Cahiers de la photographie*, les 15 et 16 novembre, galerie Colbert, auditorium de la Bibliothèque nationale, à partir de 10 h 30, 4, rue Vivienne, Paris-2. Tous renseignements : *Cahiers de la photographie*, 32, rue Saint-Marc, Paris-2. Tél. : 42-60-61-51.

Contrairement à ce qui est annoncé, le Studio 666, qui présente au 6, rue Maître-Albert, Paris-5, l'exposition « Travaux récents de Dieter Appelt », jusqu'au 22 novembre, sera exceptionnellement ouverte les 16, 17 et 18 novembre.

« Mars », de Fritz Zorn

C'est un texte coup de poing, arrogant de lucidité. Un homme, jeune, va mourir. Mais il est, presque, soulagé. Sa maladie porte, enfin, un nom : le cancer. Et ces premiers ganglions, là, dans le cou, il l'a su d'emblée, ce sont des larmes non versées, qui se sont amassées dans sa gorge de jeune homme suisse riche et tranquille. La surface se craquelle, parce qu'à l'intérieur tout bouillonne, trop, depuis trente ans. Sans jamais crever l'abcès, à défaut de l'admettre.

« C'est compliqué », disait-on dans sa famille de grands bourgeois zurichois, dès lors que se profilait un peu de la vie, avec ses zones d'ombre. Et lui, il va mourir, du cancer sans doute, mais d'abord de n'avoir pas su aimer, désirer, une femme, ou un homme. Fritz Zorn est mort, d'un cancer. Il a laissé un

livre, un seul, paru en 1979 en français, aux éditions Gallimard. Il l'a baptisé *Mars*, du nom du dieu de la guerre et du mois du printemps. Un nom qui flamboie, pour dire, au bord du grand trou noir, cet état de guerre, et de désir, qu'il n'a pas connu, lui, l'homme public qui jamais n'a ri. Jouer ce texte d'une écriture fine, nerveuse, où le poids de la vie lutte avec celui de la douleur est un exercice périlleux. Jean-Quentin Chatain le scandale, le parle, avec une urgence très juste. Il a une vitalité rageuse et élégante. C'est un parti pris, qu'il tient crânement. Tout le reste du spectacle, décor, mise en scène, musique, lui sert de bouée — il en a parfois besoin — mais fait scorie.

O. Ot.

Centre culturel suisse, rue des Francs-Bourgeois. Jusqu'au 16 novembre.

L'Opéra de Paris sur minitel

En composant le 36-15, suivi du code d'accès COM 21, il est désormais possible d'obtenir sur minitel divers renseignements sur l'Opéra de Paris : calendrier des spectacles ; horaires des représentations ; places disponibles ; distribution au jour le jour ; manifestations annexes. Une bourse d'échanges des places est également ouverte.

POINT DE VUE

Le Sponcom, 1^{er} Salon du mécénat se tient à Cannes. Jacques Rigaud, président de l'Admical, une association pionnière précise ici le rôle des entreprises face à la création culturelle.

par Jacques Rigaud

DEPUIS quelques temps, les signatures d'entreprises, régulières incongrues, prolifèrent sur des affiches de spectacles, de festivals ou d'expositions. C'est l'un des signes les plus concrets qui marquent l'intérêt croissant de l'entreprise pour des activités culturelles dont elle s'est — d'ordinaire — longtemps éloignée.

Les idées semées par quelques pionniers sont maintenant partagées par beaucoup et bénéficient de soutiens plus nombreux. Comme souvent, les néophytes croient avoir inventé la religion : peu importe, l'essentiel est que le message passe.

Mais il serait dommage de restreindre le mécénat à une simple transaction « bénéfices d'image / moyens financiers ». On a beaucoup écrit sur le mécénat comme outil de communication privilégié de l'entreprise. Les résultats les plus rapidement tangibles d'une stratégie de mécénat sont en effet de cet ordre. Et ils sont la justification première de tels actes envers les actionnaires et ceux qui sont comptables des budgets. Mais nous sommes nombreux à croire qu'un mécénat intelligent peut apporter infiniment plus que quelques dizaines d'articles dans la presse.

La fameuse signature en bas de l'affiche ne répond pas seulement au légitime impératif de visibilité. (Elle ne devient « visible », d'ailleurs, que si elle est mise en valeur par les techniques éprouvées de relations publiques et de relations presse.) Signer, ou co-signer, correspond autant au souci d'associer son nom à un évé-

ment que l'on juge intéressant qu'au désir de l'entreprise de revendiquer une responsabilité dans l'acte culturel choisi.

Si Hewlett Packard expose Gilles Roussil, c'est qu'il s'est déjà tissé entre le sculpteur et l'informaticien de nombreux liens relatifs à la manière dont l'entreprise conçoit le produit « ordinateur ». En finançant le lancement d'une collection de catalogues muséographiques de qualité, Paribas cherche à doter des musées de notoriété moyenne d'outils de communication plus larges et plus sophistiqués.

Quand une PME de la région lyonnaise — Morin SA — achète des œuvres d'art contemporain pour le compte des musées de sa région, c'est qu'elle estime possible d'influencer favorablement le développement des arts plastiques en Rhône-Alpes. En exerçant sa créativité propre dans un domaine qui jusqu'ici ne la concernait pas, l'entreprise enrichit sa communication mais dilargit aussi sa légitimité. Plus qu'un bailleur de fonds en quête d'image, elle est un partenaire à part entière du développement artistique.

Au service du public

Au-delà encore, il arrive que l'entreprise conçoive et mène à bien le totalité d'un projet culturel. ELF, Aquitaine était seule signataire de l'affiche du symposium de sculpture contemporaine qu'elle a organisé en novembre 1983 ; nulle autre institution que l'ensemble des entreprises de l'AME (Association de mécénat d'Evry et de sa région) n'est à l'origine du premier trampoline-rock réalisé par le personnel de l'Essonne, en 1986.

On n'écrit pas cela pour le simple plaisir de constater que, vu sous cet angle, le mécénat contribue largement au pluralisme culturel dont ce pays a besoin. Mais il semble que l'entreprise a tout à gagner à développer cette vision « légitimiste » des choses. Et sous plusieurs aspects.

Mécénat : An VII

En apportant à un projet culturel une plus-value autre que simplement financière, c'est-à-dire en mettant à son service ses capacités d'organisation, de conception et de communication, l'entreprise ne peut que rendre plus authentique le bénéfice d'image qu'elle en retirera. Le SARI/SEER ne s'est pas contenté d'accrocher son nom à l'une des expositions de préfiguration du musée d'Orsay. Elle a véritablement co-organisé l'événement, en le faisant profiter non seulement de ses moyens budgétaires (ce qui est la portée de la première internationale venue) mais aussi de sa logistique. Et si la presse n'a pas largement rendu compte de ce partenariat, c'est parce qu'elle a senti que l'entreprise avait tout mis en œuvre pour que l'opération soit une réussite au service de la culture et du public.

En deuxième lieu, même si on en parle moins souvent, le mécénat est aussi un puissant vecteur de cohésion interne. Parce que la culture est une haute valeur, elle est capable de valoriser les médias et les hommes. Et plus l'entreprise est impliquée dans une opération artistique, plus ses salariés se sentent dépositaires de cette parole de transcendance qu'est l'œuvre d'art. Depuis que Johnson a lancé sa Fondation pour le théâtre, l'art de la scène est devenu la passion de ses six cents employés.

Enfin, l'entreprise, par nature, est créatrice. Et sa créativité a tout à gagner à s'associer à celle des artistes. Cela va de soi dans des secteurs liés au design ou à l'esthétique des objets. Mais au-delà, quand le Crédit général industriel décide d'aider Jacques Monestier à réaliser son projet démesuré de théâtre d'automates, il cherche à se projeter dans l'avenir. Ce défi est de même nature que ceux que se proposent les entreprises qui proposent presque chaque jour.

Un « modèle français »

Depuis plusieurs années, les entreprises françaises ont multiplié ce genre d'initiatives. Et s'il existe un « modèle français » du mécénat, c'est bien autour de ce supplément de créativité qu'il faudrait le rechercher.

Le mécénat d'entreprise est l'affaire des entreprises et des gens de culture qui se rencontrent pour créer des événements ou des œuvres. Là est la vérité du mécénat, qui n'attend de l'Etat ni tutelle ni directives mais seulement une fiscalité adaptée et la reconnaissance claire à la tentation chronique de faire assumer par les entreprises ce qui est et demeure la responsabilité publique en matière de culture.

ACTUELLEMENT

Première sortie mondiale

RATBOY

L'ENFANT RAT

c'est si dur d'être différent...



«Etrangement attachant...
L'émotion des vrais mélodrames
hollywoodiens.»
LIBERATION

«Film délicieux, inspiré, abouti,
bouleversant...»
LE PARISIEN

«Le résultat est étonnant et dénote
un vrai talent de réalisation.»
FRANCE SOIR

«Un cadeau inespéré...
Une maîtrise impressionnante.»
LE MONDE

«Le merveilleux film
de Sonda Locke.»
LES CAHIERS DU CINEMA

WARNER BROS. présente UNE PRODUCTION MALPASO
«RAT BOY L'ENFANT RAT»
Avec SONDRALOCKE Produit par FRITZ MANES
Musique composée et dirigée par LENNIE NIEHAUS
Producteurs associés DAVID VALDES et ROB THOMPSON
Ecrit par ROB THOMPSON Réalisé par SONDRALOCKE

ACTUELLEMENT

ils m'ont regardée...
ils m'aiment!

JACQUES SICLIER • LE MONDE
MICHEL BOWJUT • L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
FRÉDÉRIC VITOUX • LE NOUVEL OBSERVATEUR
ÉLISABETH BARILLÉ • PARIS MATCH
JEAN-CHARLES LAJOUANIE • L'EXPRESS
JOSÉ BESCOS • PARISCOPE
AURÉLIEN FERENCZI • LE QUOTIDIEN DE PARIS
JEAN-PAUL GROUSSET • LE CANARD ENCHAÎNÉ

ALAIN SARDE

ÉLISABETH BOURGINE
MICHEL ALMONT • XAVIER DELUC

COURS PRIVÉ

UN FILM DE PIERRE GRANIER-DEFERRE



DISTRIBUTION SAMA-CDP

مكتبة الأمل

سكانة النجف

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

BALLADE A MARIE-MAIRIE, Arcane (43-38-19-70), 20 h 30.
L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 21 h.
TANT D'AMOUR, 21 h. 30. 20 h 45.
L'HOMME PRUDENT, Arcane, 21 h. 30.
LES SALONS, Arcane (43-38-19-70), 20 h 30.
L'INVASSON COMIQUE, La Comédie, Centre dramatique (43-38-11-44), 20 h 45.
LE MARIAGE DES MORTS, Arcane (43-38-19-70), 20 h 45.
ELITE D'AMOUR, Paris-Ville (43-38-11-44), 21 h.
MAISON DE POUPEE, Arcane, 21 h. 30.
LA CHAIR ET LES OS, Arcane, 21 h. 30.
DORMIR LA LUNE DANS UN CIEL et **LE SOLEIL DANS L'AUTRE**, Arcane (43-38-19-70), 20 h 30.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Le Songe d'une nuit d'été.
CHAILLOT (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
PELIT ODON (43-38-11-44), 18 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
TEP (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
BEAUBOURG (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
THEATRE DE LA VILLE (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
CARNE (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.

Les spectacles

AU BEC FIN (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
BEAUBOURG (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
THEATRE DE LA VILLE (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
CARNE (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
ESPACE KIRON (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
ESPACE MARAIS (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.

Festival d'automne

THEATRE DES BOUFFES DU NOUD (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
CARTOUCHE (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
NANTERRE (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.

Festival Jazz Valley 1986

ARCENTVILLE (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
BEAUCHAMP, M.C. (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
BOUFFES DU NOUD (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
CENNY-PONTREUX, C.C. (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
ENGHIEN (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
FRANCONVILLE, C.C. (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
TAVERNY (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

Vendredi 14 novembre

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 16 ans. Les films marqués (**) sont interdits aux moins de 18 ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (43-38-11-44) : 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
PELIT ODON (43-38-11-44) : 18 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
TEP (43-38-11-44) : 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
BEAUBOURG (43-38-11-44) : 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.

Les exclusivités

L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 20 h 30.
L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 20 h 30.
L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 20 h 30.
L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 20 h 30.
L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 20 h 30.
L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 20 h 30.
L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 20 h 30.
L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 20 h 30.
L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 20 h 30.
L'AMOUR, CHAMPAGNE, BONNES de Mairé (43-38-19-70), 20 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

BANCO, film américain de Richard Linklater (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
BEAUBOURG (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
THEATRE DE LA VILLE (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.
CARNE (43-38-11-44), 20 h 30 : 19 h 30 : Les jeunes chorégraphes de l'école de Paris.

RICHELIEUX (Brit., v.l.) : Lumière, 9

(42-46-49-07).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.a.) : Dufrenoy, 14 (43-21-41-01).
BOULE (A., v.l.) : Arcades, 2 (42-33-54-58) ; Galté Rochecourt, 9 (42-78-81-77).

IL ETAIT UNE FOIS LA TERRE (A., v.l.) : La Gode, 19 (42-46-49-07).

JEAN DE FLORENTIN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Quintette, 5 (46-33-79-38) ; Colisée, 8 (43-39-25-40) ; Méropolis, 9 (47-70-72-85) ; Faurès, 13 (43-31-56-45) ; Paramount, 14 (43-30-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

JE HAI LES ACTEURS (Fr.) : Capri, 2

(45-08-11-49).
KARATÉ KID, LE MOMENT DE VÉRITÉ (M., v.l.) : Lumière, 9 (42-46-49-07).

MAX MON AMOUR (Fr.) : Gaumont

Halles, 1 (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Quintette, 5 (46-33-79-38) ; Colisée, 8 (43-39-25-40) ; Méropolis, 9 (47-70-72-85) ; Faurès, 13 (43-31-56-45) ; Paramount, 14 (43-30-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

MÉLO (Fr.) : Lumière, 9

(42-46-49-07).
Chary Palace, 8 (43-25-19-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; Méropolis, 14 (43-30-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-59-19-08).

LES MINIPOLIS (Fr.) : George V, 8

(45-59-19-08) ; Lumière, 9 (42-46-49-07) ; Saint-Ambroise, 11 (47-00-39-16) ; Méropolis, 14 (43-30-32-20) ; Faurès, 13 (43-31-56-45) ; Paramount, 14 (43-30-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

MISSION (A., v.a.) : Gaumont Halles, 1

(42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Quintette, 5 (46-33-79-38) ; Colisée, 8 (43-39-25-40) ; Méropolis, 9 (47-70-72-85) ; Faurès, 13 (43-31-56-45) ; Paramount, 14 (43-30-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

MONA LISA (Fr.) : Studio de

la Contrainte, 9 (43-25-78-37).
MON AMI IVAN LAPCHINE (Sov., v.a.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MY BEAUTIFUL LAURENTE

(Fr., v.a.) : Clodion, 6 (45-33-58-00) ; 14-Juillet Paris, 6 (45-33-58-00).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.a.)

(45-33-58-00) ; Lumière, 9 (42-46-49-07) ; Saint-Ambroise, 11 (47-00-39-16) ; Méropolis, 14 (43-30-32-20) ; Faurès, 13 (43-31-56-45) ; Paramount, 14 (43-30-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

NUIT D'ÉTOILES (Fr.) : REX, 2

(45-33-58-00) ; George V, 8 (45-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08).

NUIT DE NOCES CHEZ LES FANTOMES (A., v.l.) : St-Lambert, 15

(45-33-58-00).

OFIELLO (It., v.a.) : UGC Biarritz, 8

(45-33-58-00).

OUT OF AFRICA (A., v.a.) : Publicis

Méropolis, 14 (43-30-32-20).

LE FAUTOUQUET (Fr.) : Quintette, 5

(46-33-79-38).

LE CENTRAL (Fr.) : République

Cinéma, 11 (47-00-39-16).

PERVOLA (Mex., v.a.) : Chary Palace, 8

(45-33-58-00).

RECHERCHE SUSAN, DÉSÉSPÉRÉ

(Fr., v.a.) : Studio Galand (Sop.), 4 (45-33-58-00).

FORUM HORIZON

7, place de la Rotonde
75001 PARIS (Forum des Halles)
UN FILM RÉGÉNIÉ DE JACQUES RIVETTE

PARIS S'EN VA

avec : Bulle OGIER
Pascal OGIER
Pierre CLEMENTI
et des films de M. DURAS,
A. VARDIA, J.-C. LARRIÉ, etc.
jusqu'au 25 novembre
Tél. : 45-08-57-57

THÉÂTRE DU MOUVEMENT

ATTENTION LA MARCHÉ

« N'est pas fait par des gens de lettres.
Ensemble »
« Composition écrite dans l'espace,
vive et pérorante. » (Flammarion)

ESPACE DES ARTS

PAVILLONS-SOUS-BOIS
du 7 au 27 novembre 1986
Réservations : tél. : 48-48-10-30

A PARTIR DU 15

PEIT MONTPARNASSE

FRANÇOISE CATHERINE
CHRISTOPHE RICH
BONSOIR MAMAN

MARSHIA NORMAN

MATTHIEU GALEY
LAURENT SCHMIDT
FRANÇOISE GALLIARD-RESLER
LOC. : 42-36-08-02

THÉÂTRE DES DÉCARRIERS

ORAGES D'ACIER

Du rire aux larmes citoyens
COMPAGNIE D'ARLEQUIN
du 18 novembre au 7 décembre
Tél. : 42-36-08-02

théâtre de

gennevilliers

centre dramatique national

LA CHAR RUE ET LES ETOILES

de Sean O'Casey

texte français : Robert Soudat

mise en scène : Bernard Sobel

47 93 26 30

du 12 novembre au 14 décembre

A L'OLYMPIA

lundi 17 novembre
à 20 h 30

JULIA

MIGENES JOHNSON

40^e anniversaire

des

Petits Frères des pauvres

Location : 42-61-82-25.

en

novembre

à la Ville

c'est la vie

chanson

JEAN-LOUIS MAHJUN

FRANCE

musique

ARVO PÄRT

PENGUIN CAFE

ORCHESTRA

GAVIN BRYARS

MICHAEL NYMAN

QUATUOR HAGEN

DE SALZBOURG

théâtre

DON CARLOS

SCHILLER

MICHELLE MARQUAIS

LA VIE

EST UN SONGE

CALDERON

RAOUL RUIZ

THEATRE

DE L'ESCALIER D'OR

LE MARIAGE

DES MORTS

création

JEAN-PIERRE SARRAZAC

JACQUES LASSALLE

HIRONDELLE

DE SAUCISSON

création

FRANÇOIS ROLLIN

JEAN-MICHEL RIBES

Cinéma

MEMOIRE

DES APPARENCES

LA VIE EST UN SONGE

RAOUL RUIZ

danse

EN PROVINCE ET A L'ETRANGER

CAROLYN CARLSON

STILL WATERS

Exposition

PHOTOS JEAN-ROBERT FRANCO

LOC. 2 PLACE DU CHATELET

42 74 22 77

DU 14 NOVEMBRE

AU 21 DÉCEMBRE

1986

THEATRE

BOULOGNE

BILLANCOURT

CO-PRODUCTION

COMPAGNIE

ROBERT HOSSEIN

ET

DOMAINE THEATRAL

LOCATION

46 03 60 44

Maison de Poupée

D E

H E N R I K

I B S E N

MISE EN SCÈNE DE

MICHEL FAGADAU

TEXTE FRANÇAIS DE

CLAUDE BAIIGNÈRES

ET ANNE TOGNETTI

AVEC, PAR ORDRE

D'ENTRÉE EN SCÈNE,

JACQUES TOJA

MAÏA SIMON

GABRIEL CATTAND

CANDICE PATOU

LAURENCE RENN

PIERRE VERNIER

THÉRÈSE QUENTIN

Radio-télévision

Samedi 15 novembre

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 14 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Variétés : Grand public. Emission de Patrick Sabatier et Rémy Grumbach. Avec Joël Bars, Bernard Lavilliers, Pierre Bachelet, Guy Marchand, Kim Wilde, Marc Lavoine, Whitney Houston, Francis Lalanne, Douchka, Elsa. A 22 h 00, la séance de 10 heures, avec Jean Poiret pour la pièce « Les clients », qu'il joue avec Françoise Fabian au Théâtre Édouard-VII.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Série : Deux filles à Miami. 21 h 25 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : Les livres du mois sont invités : Françoise Dolto (Enfances) ; Serge Monteil (La raison des pelées) ; George Steiner (Les Antiquités) ; Jack Ralite pariera de la défense de l'infirmité, suivi des Aventures de Jean Fontaine la Bête, de Louis Aragon ; Albert du Roy parera de l'identité de la France (tomes II et III), de Fernand Braudel.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Journal. 21 h 30 « Salut Thierry », en hommage à Thierry



20 h 35 Feuilleton : Cinq filles à Paris. (4^e épisode.) 21 h 30 Magazine : Taxi. Présenté par Anne Macina et Gérard Gil, réalisés par Guy Schlegel. Lettre de nulle part : Giza, reportage d'Annette Levy-Willard ; Privés ou publics, les placards débordent, reportage de Bernard Olivier ; Zorro, Henri-François Roy ; Reporter, Jean-Jacques de Castelbajac ; Rétroviseur, Michel Naudy.

De 18 h à 19 h 30, M. Dugonson.

22 h 30 Journal.

22 h 55 Cadence 3/Ring parade. Emission de Guy Lux et Léa Milicic.

Invité d'honneur : Thierry Le Luron, qui interprète plus



leurs sketches de son spectacle et de son dernier album, dont un en compagnie de Bernard Mabille.

CANAL PLUS

21 h, Cinéma : Le diable boitait. ■■ Film français de Sacha Guitry (1948), avec Sacha Guitry, Lina Marconi, René Deviller, Jeanne Fusco-Gir. ■■ 23 h 5, Flash d'Informations : 23 h 15, Cinéma : L'homme dans l'ombre. ■■ Film américain de Jack Fisk (1982), avec Stacy Spack, Eric Roberts, Sam Shepard. ■■ 0 h 45, Cinéma : To be or not to be. ■■ Film américain d'Alan Johnson (1983), en v.o., avec Mel Brooks, Anne Bancroft, Tim Matheson. ■■ 2 h 30, Cinéma : Le lit d'Élodie. ■■ Film français classé X, de J. Helbig (1983), avec Yves Calas, Alban Cury, 3 h 40, Documentaire : Les reines du strip-tease ; 4 h 20, Cinéma : Inferno. ■■ Film italien de Dario Argento (1979), avec Leigh McCloskey, Irène Miracle, Sacha Pivotti. ■■ 6 h, Série : Comics.

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Dynastie 2 ; 21 h 20, Série : Kojak ; 22 h 10, Feuilleton : Flamingo Road ; 23 h 30, Feuilleton : Dynastie 2 ; 0 h 05, Série : Kojak ; 0 h 55, Série : Star Trek ; 1 h 50, Série : K 2000.

TV 6

20 h 10, Livre 6 ; 22 h, 6 Tonic.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert émis de Stuttgart. Marche symphonique, de Uhl ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en sol mineur, op. 22, de Saint-Saëns ; Symphonie n° 3 en mi bémol majeur, op. 55, de Beethoven par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Garcia Navarro, soliste : Shura Cherkassky, piano.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Turbulences. Les psychiatres sont-ils malades ? 21 h 30 Musique : Black and blue. Nouvelles musiques du Brésil. 22 h 30 Nuits magiques. La nuit et le moment : René Vivien.

0 h 10 De jour en lendemain.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

13 h 50 La séquence du spectateur. 14 h 20 Série : La croisière s'annule. 15 h 15 Dessin animé : Astro le petit robot. 16 h 45 Tiers à Enghien. 16 h Temps X. Emission d'Igor et Grichka Bogdanov. La quatrième dimension ; dossier : Un monde en apesanteur. 16 h 55 Mini-Mag. De Patrice Drevet et Denis Vincenzi. 17 h 30 Série : Agence tous risques. Détournement. Avec George Peppard, Dwight Schultz. 18 h 20 Trente millions d'amis. 19 h Magazine : Auto-moto. 19 h 40 Cocoricooboy.



20 h Journal. 20 h 35 T66film : Docteur Teyren. De Jean Chapot (2^e épisode). Avec Michel Piccoli, Pascale Bardot, Nadine Alari, Jean-Marc Thibault, Raymond Pellegrin. 22 h 10 Droit de réponse. De Michel Polac. Revue de presse. 0 h Journal. 0 h 15 Ouvert la nuit. Série : Le prisonnier.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

14 h 25 Emission pour la jeunesse. 14 h 50 Les Jeux du stade. Rugby : Franco-Nouvelle-Zélande ; cyclisme : Les Six Jours de Paris. 17 h Magazine : Modes in France. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19 h 40 Affaires suivantes... 20 h Journal. 20 h 30 « Salut Thierry », en hommage à Thierry

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

9 h Emission islamique. 9 h 15 A Bible ouverte. 9 h 30 Orthodoxie. 10 h Présence protestante. 10 h 30 Le jour du Seigneur. 11 h Météo. 11 h 30 Châteaufort-Larne (Val-de-Marne). 12 h T66 foot 1. 13 h Journal. 13 h 25 Série : Starsky et Hutch. 14 h 20 Sport dimanche. 14 h 25 Variétés : A la folle pas du tout. Emission présentée par Patrick Poivre d'Arvor. Invités : Dalida, Juliette Binoche. 17 h 30 Les animaux du monde. 18 h 5 Série : Pour l'amour du risque. 19 h Magazine : Sept sur sept. Emission de Jean-Luc et Anne Sinclair. Invité : Michel Barin, PDG de la GMP et de la FNAC. 20 h Journal.



20 h 35 Cinéma : Une femme à sa fenêtre. ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1976), d'après le roman de Drieu La Rochelle. Avec Romy Schneider, Philippe Noiret, Victor Lanoux, Umberto Orsini, Gastone Moschin, Martine Brocard. En 1936, à Athènes, une grande bourgeoise, femme d'un diplomate italien, s'oppose à un militant communiste trépané par la police. Romy Schneider brille de tout son éclat, de toute sa force émotionnelle, dans une adaptation contestable d'un roman de Drieu La Rochelle. La mise en scène est un bel exemple de « qualité française ». 22 h 20 Sport dimanche soir. 23 h 20 Journal. 23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

9 h 30 Informations et météo. 9 h 35 Les chevaux du Tiers. 10 h Récit A2 dimanche. 11 h 30 Dimanche Martin. 13 h Journal. 13 h 20 Tout le monde le sait. Invité : grand concert Arban, Enrico Macias, François Feldman, Nicoletta, Charlette Contare. 14 h 30 Série : Magnum. 15 h 30 L'école des fars. Invité : Enrico Macias. 16 h 25 Le kiosque à musique. 17 h 00 Série : Christophe Colomb. Réal. Alberto Lattuada. Avec Gabriel Byrne, Mark Buffery, Audrey Matson, Véra Lili. (premier épisode). 18 h 40 Stade 2. Cyclisme : héliophilie ; rugby : patinage artistique ; voile ; automobile ; football ; karaté.



Le Luron (extraits tirés des « Rendez-vous des dimanches » et de « Champs-Élysées »)

21 h 05 Variétés : Champs-Élysées. Emission présentée par Michel Drucker. Avec Chantal Goya, Sylvie Vartan, Nana Mouskouri, Daniel Lavoie, Annie Cordy, les Five Stars, Isabelle Adjani, Jean-Pierre Mader, Michel Lagueyrie, le ballet polonais Slesk, Madonna. 21 h 55 Série : Le voyageur. 22 h 25 Les enfants du rock. Les clips de la semaine : Rock Report, le magazine du rock ; Flash back : chansons des années 60 ; Alain Chamfort ; interview du groupe Rita Mitsouko, Jean-Baptiste Mondino, François Hardy. 23 h 55 Cyclisme. 0 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

14 h 15 Espace 3 : Ensemble. 15 h 10 Théâtre : Henri IV (2^e partie). Cycle William Shakespeare. 19 h Flash info. 19 h 53 Dessin animé : La panthère rose. 20 h 4 Disney Channel, pour les tout-petits.



Dimanche 16 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

9 h Emission islamique. 9 h 15 A Bible ouverte. 9 h 30 Orthodoxie. 10 h Présence protestante. 10 h 30 Le jour du Seigneur. 11 h Météo. 11 h 30 Châteaufort-Larne (Val-de-Marne). 12 h T66 foot 1. 13 h Journal. 13 h 25 Série : Starsky et Hutch. 14 h 20 Sport dimanche. 14 h 25 Variétés : A la folle pas du tout. Emission présentée par Patrick Poivre d'Arvor. Invités : Dalida, Juliette Binoche. 17 h 30 Les animaux du monde. 18 h 5 Série : Pour l'amour du risque. 19 h Magazine : Sept sur sept. Emission de Jean-Luc et Anne Sinclair. Invité : Michel Barin, PDG de la GMP et de la FNAC. 20 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

9 h Debout, les enfants. 10 h Magazine : Monique. De 12 h à 13 h Espace 3. 13 h 30 Forum RMC-FR3. 15 h 30 Forum RMC-FR3. 17 h Amuse 3. 17 h 55 Documentaire : Splendeur sauvage. 18 h 55 Amuse 3. (suite). 19 h 45 Jeu : Cherchez la France. 20 h 4 Série : Benny Hill. 20 h 55 Les géants de la musique. Cycle Arthur Rubinstein, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Concerto pour piano n° 2 en sol mineur, op. 22, de Saint-Saëns ; Concerto pour piano en la mineur, op. 16, de Grieg, par le London Symphony Orchestra, dir. André Previn. (Retransmis simultanément sur France Musique.)

21 h 35 Aspect du court métrage français. 21 h 55 Journal. 22 h 30 Cinéma de minute : Femme ou maîtresse. ■■ Film d'Otto Preminger (1947), en v.o. et en noir et blanc, avec Joan Crawford, Dana Andrews, Henry Fonda. Une dessinatrice de presse, maîtresse d'un avocat marié, qu'elle aime passionnément, souffre de la situation fautive dans laquelle ils se trouvent tous deux. Drame sentimental à trois personnages, débat psychologique d'une femme partagée entre ses sentiments et le souci de sa dignité. 0 h 5 Prélude à la nuit. Adagio roméo de Weber, par A. Navarra, violoncelle et E. Kochler, piano.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

9 h 30 Informations et météo. 9 h 35 Les chevaux du Tiers. 10 h Récit A2 dimanche. 11 h 30 Dimanche Martin. 13 h Journal. 13 h 20 Tout le monde le sait. Invité : grand concert Arban, Enrico Macias, François Feldman, Nicoletta, Charlette Contare. 14 h 30 Série : Magnum. 15 h 30 L'école des fars. Invité : Enrico Macias. 16 h 25 Le kiosque à musique. 17 h 00 Série : Christophe Colomb. Réal. Alberto Lattuada. Avec Gabriel Byrne, Mark Buffery, Audrey Matson, Véra Lili. (premier épisode). 18 h 40 Stade 2. Cyclisme : héliophilie ; rugby : patinage artistique ; voile ; automobile ; football ; karaté.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

9 h Debout, les enfants. 10 h Magazine : Monique. De 12 h à 13 h Espace 3. 13 h 30 Forum RMC-FR3. 15 h 30 Forum RMC-FR3. 17 h Amuse 3. 17 h 55 Documentaire : Splendeur sauvage. 18 h 55 Amuse 3. (suite). 19 h 45 Jeu : Cherchez la France. 20 h 4 Série : Benny Hill. 20 h 55 Les géants de la musique. Cycle Arthur Rubinstein, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Concerto pour piano n° 2 en sol mineur, op. 22, de Saint-Saëns ; Concerto pour piano en la mineur, op. 16, de Grieg, par le London Symphony Orchestra, dir. André Previn. (Retransmis simultanément sur France Musique.)

20 h 35 Disney Channel, pour les jeunes et les moins jeunes :

21 h 55 Journal. 22 h 25 Série : Mission casse-cou. 23 h 20 Série rose : A la feuille de rose, maison turque.

CANAL PLUS

14 h, T66film : Moutres dans l'espace ; 15 h, 25 Celine Celine ; 16 h, 20 Série : Flash Gordon à la conquête de l'espace ; 16 h, 35 Série : Hollywood Blues ; 17 h, 25 Documentaire : Les maîtres du sol ; 17 h, 50 T66film : Attentat ; 18 h, 35 Série : Top 50 ; 20 h, 35 T66film : Deux amies ; 21 h 10 Les superstars du catch ; 23 h, Flash d'Informations ; 23 h 10 Cinéma : Extremadur II, C.F. 11 m. américain de Mark Buntzman et William Sachs (1984), avec Robert Ginty, Mario Van Peebles, Deborah Goffman. ■■ 0 h 40, Cinéma : Caste de la folie ordinaire. ■■ Film franco-italien de Marco Ferreri (1981), avec Ben Gazzara, Ornella Muti, Tanya Loper. ■■ 2 h, 15, Cinéma : Inferno. ■■ Film italien de Dario Argento (1979), avec Leigh McCloskey, Irène Miracle, Sacha Pivotti. ■■ 3 h, 55, Documentaire : J'ai deux amours. Portrait de Josephine Baker ; 4 h, 45, Cinéma : L'homme dans l'ombre. ■■ Film américain de Jack Fisk (1982), avec Stacy Spack, Eric Roberts, Sam Shepard.

LA « 5 »

13 h 55, Feuilleton : Flamingo Road ; 14 h 40, Feuilleton : Dynastie 2 ; 15 h 35, Série : Kojak ; 16 h 30, Dessins animés : Les Schtroumpfs ; 17 h 25, Série : Shérif fait-son-pour ; 18 h 20, Série : Claps ; 19 h 10, Série : Happy Days ; 19 h 35, Série : Star Trek ; 20 h 30, Série : Thunder (Double épisode) ; 21 h 40, Série : Arabesque ; 22 h 30, Feuilleton : Flamingo Road ; 23 h 25, Football américain.

TV 6

14 h, 6 Tonic ; 17 h, Système 6 ; 18 h, Variétés : Show ; 19 h 35, Une page de pub ; 20 h 10, Série : Insiders ; 21 h 15, Série : No Soap Radio ; 21 h 45, Série : A Hitchcock ; 23 h, 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Abélard, toujours. 22 h 10 Dimanches. 22 h 30 Musique : Semaines Festival d'Autunno. La Chine : l'opéra chinois.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert. En direct de la salle Pleyel à Paris. L'ouverture d'Euryanthe, de Weber ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en mi mineur, op. 11, de Chopin ; Concerto pour orchestre de Lutoslawski, par l'Orchestre national de France, dir. David Zinman, soliste : Krystian Zimerman, piano. 23 h Les soirées de France-Musique.

CANAL PLUS

8 h, Cinéma : Les hommes de Las Vegas. Film franco-germano-hispano-italien (1969), avec Gary Lockwood, Jean Sorens, Elie Samson. ■■ 10 h, Cinéma : Paris, toujours. ■■ Film français de Claude Lelouch (1984), avec Annie Girardot, Jean-Louis Trintignant, Richard Anconina. ■■ 12 h, Le croc-note show ; 12 h 5, Cassefilm : 12 h 30, Hollywood star ; 13 h, Flash d'Informations ; 13 h 5, Deux secondes pour l'événement ; 13 h 55, Le visiteur de Gondal, de P. Rouman ; 13 h 55, Série : Revue ; 14 h, T66film : Maman sur ordonnance ; 15 h 30, Documentaire : Auteurs d'Australie ; 15 h 55, Série : Les monstres ; 16 h 20, Série : Claps ; 16 h 55, Football américain ; 18 h, Cinéma : Jackie Chan, le magicien. Film chinois de Chen Chi (1980), avec Jackie Chan, Nora Miao. ■■ 19 h 30, Flash d'Informations ; 19 h 35, Ça cartonne ; 20 h 30, Cinéma : La castagne. ■■ Film américain de George Roy Hill (1976), avec Paul Newman, Strother Martin, Michael Ontkean ; 22 h 25, Cinéma : Le secret derrière la porte. ■■ Film américain de Fritz Lang (1946), en v.o., avec John Bennett, Michael Redgrave, Anne Revore. ■■ 0 h 10, Cinéma : L'arbitre. ■■ Film français de Sergio Gobbi (1984), avec Daniel Auteuil, Maria Bercowski, Marcel Bozzuffi. ■■ 1 h 40, Série : Hollywood blues.

LA « 5 »

7 h 40, 13 h 40 Série : Happy Days ; 8 h 10, Dessins animés : Les Schtroumpfs ; 9 h, Série : Shérif fait-son-pour ; 9 h 50, Série : Star Trek ; 10 h 40, Football américain ; 12 h, Série : Tomerose mécanique ; 14 h 5, Feuilleton : Flamingo Road ; 15 h, Série : Arabesque ; 15 h 50, Série : Barrois ; 16 h 40, Dessins animés : Les Schtroumpfs ; 17 h 30, Série : Shérif fait-son-pour ; 18 h 25, Série : K 2000 ; 19 h 15, Série : Happy Days ; 19 h 40, Série : Star Trek ; 20 h 30, Série : Mike Hammer ; 21 h 25, Série : Supercopier ; 22 h 15, Feuilleton : Flamingo Road ; 23 h 10, Série : Mike Hammer ; 0 h, Série : Supercopier ; 0 h 50, Star Trek ; 1 h 45, Série : K 2000.

TV 6

De 14 h à 17 h Rediffusions : Les cavaliers ; Au cœur de temps ; La grande valise ; 17 h, Claps ; 19 h, NEI 6 ; 20 h 10, Série : Les globe-trotters. 20 h 30, Cinéma : La chose d'un autre monde. ■■ 22 h, 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20 h Musique : Répertoire. Philippe Barraqué, auteur, compositeur, interprète. 20 h 30 Atelier de création radiophonique. Interventions Québec avec trois créateurs du Québec. 22 h 30 Musique : Semaines Festival d'Autunno. La Chine : Le rêve dans le pavillon rouge.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert retransmis en simultané sur FR3. Cycle Arthur Rubinstein. A 23 h 5, Cinéma : Les magiciens du Moyen-Orient ; à 1 h, Champ d'étoiles : Voyage à travers la chanson.

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

750 F RICOH XF 30. Compact 24 x 36. Programmé, motorisé, flash automatique. Nouveau, existe en rouge. RICOH AF 50. 1190 F Autofocus et codage DX.

350 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 43 82 71 31
PARIS 8^e : PHOTO CINE CHOISEL - 87, passage Choiseul - Tél. 42 96 87 39
PARIS 9^e : A.P.S. - 67, rue de Châteaudun - Tél. 48 74 73 81
PARIS 10^e : PHOTO CINE - 81, rue La Fayette - Tél. 48 78 07 81
PARIS 16^e : PHOTO CINE - 85, avenue Mozart - Tél. 42 88 37 69
SEULS : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 44 53 10 67

مكتبة الشارقة

RENAULT OCCASIONS CREDIT

0,8% SUR 12 MOIS

MAINTENANT OU JAMAIS

DU 13 AU 17 NOVEMBRE

Crédit 12 mois au TEG de 8,8% avec apport minimum de 20% sur toutes les occasions.
Ex.: Montant financé 10.000 F - 12 échéances de 873,58 F.
Coût total du crédit = 10.482,96 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par DIAC SA au capital de F 350.000.000 - RC PARIS B 542062435 - 51,53 Champs-Élysées - PARIS 8^e.
Crédit au TEG de 12,8% sur 24 mois, 14,8% sur 36 mois, 16,8% sur 48 mois.



Informations « services »

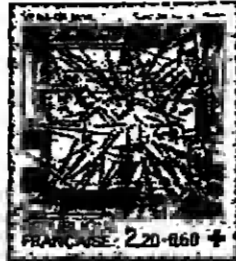
PHILATÉLIE

Emission Croix-Rouge

Vitrail de Vieira da Silva

L'émission traditionnelle Croix-Rouge a, cette année, pour sujet le détail d'un vitrail de l'église Saint-Jacques de Reims réalisé par Vieira da Silva. D'une valeur faciale de 2,20 F et affecté d'une surcharge de 0,60 F au profit de la Croix-Rouge, ce timbre est également présenté en carnet de dix. Il sera mis en vente générale le 24 novembre.

Terminée au début du treizième siècle, en partie reconstruite aux



quatorzième et seizième siècles, l'église Saint-Jacques possède deux chapelles édifiées en 1548, qui auraient eu pour architecte un certain Colbert, membre de la famille du ministre du Roi-Soleil.

La guerre de 1914-1918 fut fatale aux vitraux Renaissance de l'église. C'est à une artiste d'origine portu-

gaise, Vieira da Silva, née à Lisbonne en 1908 et installée à Paris en 1928, que fut confiée la tâche de les remplacer. Influencée par des personnalités aussi différentes que celles de Waroquier, Friez, Dufrene, Fernand Léger, elle joue avec la couleur et transpose l'espace démultiplié découvert par les cubistes.

Le timbre, au format vertical 27x32,75 mm (n° PIT 1986-42), est imprimé en héliogravure en feuilles de trente.

★ Vente anticipée à Reims les 22 et 23 novembre de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert à l'hôtel des Contes de Champagne, rue de Tambour; le 22 novembre, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Reims principal. Les obligations « premier jour » seront réalisées à l'encre rouge.

★ Vieira da Silva expose plusieurs de ses œuvres à la galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Solier à Paris 6^e, jusqu'au 22 novembre. Lire l'article de Jean-Marie Dunoyer dans le Monde du 12 novembre.

Étiquette réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chancé, 75009 Paris. Tél.: (1) 42-47-99-08.

ÉCHECS

A Dubaï (Emirats arabes unis)

Ouverture des vingt-septièmes Jeux olympiques

Les vingt-septièmes Jeux olympiques d'échecs s'ouvrent le vendredi 14 novembre à Dubaï (Emirats arabes unis). Jusqu'au 2 décembre, une centaine de pays, représentés chacun par une équipe de quatre joueurs, plus deux remplaçants, s'affronteront pour essayer d'empocher la prestigieuse médaille d'or attribuée tous les deux ans.

Au vrai, cette médaille a déjà, ou presque, son destinataire, l'URSS. Vainqueur seize fois sur dix-sept participations, l'Union soviétique aligne cette année une formidable équipe: Kasperov, champion du monde, Karpov, son prédécesseur, Sokolov, vainqueur du Tournoi des candidats, Youssoupov, l'autre finaliste, Vaganian et Titchkovski, le moins connu des six. Qui peut menacer une telle armada? Les «restes», argent et bronze, seront réservés à l'Angleterre, à la Yougoslavie, à la Hongrie ou aux États-Unis.

La France, surprise septième à Thessalonique en 1984, sera cette fois encore, conduite par l'ancien champion du monde franco-russe Spassky, qui mène au combat Hatki, Miralès, Raset, Kouatly et Sharif. Son équipe peut, en raison notamment du forfait de la Norvège, de la Suède, du Danemark et des Pays-Bas (1), être classée dans les dix premières places. Résultat flatteur pour un pays qui n'a toujours pas de grand maître.

Le second événement, mais le premier peut-être en importance, à Dubaï, sera le congrès de la Fédération internationale des échecs (FIDE). Ce congrès doit procéder à l'élection du président de la FIDE. On sait que le Philippin Floriano Campomanes se représente et que le Brésilien Lincoln Lucena se présente contre lui. On sait aussi que Kasperov, bien assis maintenant sur son trône, s'est engagé derrière M. Lucena. On a appris récemment que M. Tchikvatzé avait été élu nouveau président de la Fédération soviétique des échecs (le Monde du 1^{er} novembre). Première victoire de

Kasperov? Sans doute. Pour autant, le déboulonnage de M. Campomanes n'apparaît pas évident tant si, bien entendu, M. Tchikvatzé «l'écarter» l'emmenant avec Kasperov, ce que rien jusqu'ici ne permet de supposer.

Une seule - et peu glorieuse - certitude: le président de la Fédération française, M. Lambert, votera Campomanes.

R. de C.

(1) Ces quatre pays ont décidé de ne pas participer aux JO en raison du refus des autorités de Dubaï d'accorder un visa d'entrée à l'équipe d'Israël. En 1976, les JO eurent lieu en Israël et furent boycottés par l'URSS et les pays du bloc soviétique, ainsi que par les pays arabes.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 15 novembre

Auxerre, 14 heures: vins fins Bourgogne et Bordeaux; Bergerac, 14 heures: armes, souvenirs historiques, bijoux; Marseille, (H. Le Prado Bordes), 14 h 30: meubles, sièges et objets d'art, 17, 18 et 19 siècles, armes, tapisseries d'Aubusson et des Gobelins.

Dimanche 16 novembre

Versailles (Palais des congrès), 14 heures: «Les années 60», objets et œuvres d'art de l'exposition sur cette époque à la Fondation Cartier, bel aménagement 17, 18 et 19 siècles; Versailles (hôtel Ramenau), 14 heures: tableaux modernes; Chartres, 8 heures: vins fins; 14 heures: art nègre; Provins, 14 heures: archéologie.

PLUS LOIN

Auxerre, 14 heures: armes anciennes, militaires, armes de chasse; Bergerac, 14 heures: tableaux anciens et modernes; Béthune, 10 heures et 14 h 30: sièges, meubles et objets d'art, 18 et 19 siècles, bijoux, argenterie, tableaux anciens et modernes; Marseille (hôtel Prado Bordes), 14 h 30: tableaux anciens, 19 et 20 siècles; Pont-Audemer,

14 heures: tableaux flamands 17^e et 18^e siècles, école française 19^e et 20^e siècles, objets d'art, mobilier 18^e et 20^e siècles; Vernon, 14 h 30: argenterie 18^e, 19^e siècles et moderne.

FOIRES ET SALONS

Le Mans, Paris (jardins du Ranelagh), Boulogne-sur-Mer, Toulouse (jusqu'à dimanche soir), Vigneux (91), Saint-Ouen-l'Aumône (95) (jusqu'à lundi soir), Evry II (91) et Roissy-Charles-de-Gaulle (77) (jusqu'au 22 novembre).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 14 novembre 1986:

DES ARRÊTÉS
• Du 12 novembre 1986 relatif à l'émission de deux séries novembre 1986 d'obligations assimilées aux obligations de la première tranche de l'emprunt d'Etat juillet 1986 et aux obligations de la deuxième tranche de l'emprunt d'Etat juin 1985.
• Du 4 novembre 1986 complétant l'arrêté du 4 novembre 1976 fixant la liste des titres ou diplômes exigés des personnes employées en qualité de techniciens dans un laboratoire d'analyses de biologie médicale.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 46-63-12-68

Vente sur site au Palais de Justice de CRETEIL, le jeudi 27 novembre 86 à 9 h 30

EN UN SEUL LOT:

BOULANGERIE

safran-bouillie, café, WC communs

SAINT-MAUR (94)

104, bd de Charente

MISE A PRIX: 15 000 F

Située à St-Philippe Toul, accolée au bureau de

du Val-de-Marne, 1, avenue Jean-Jaurès,

94340 Joinville-le-Pont - Tél.: 48-33-84-80.

Et sur les lieux pour visiter le jeudi 20 novembre

1986 de 11 h à 12 h. On ne peut porter des souliers qu'en

l'après-midi et un accessoire à la main du Val-de-Marne.

En filigrane

• **Lumières d'encre.** — L'Association des peintres, graveurs, dessinateurs, créateurs de timbres-poste (Del. et Sc.) exposera du samedi 21 février au samedi 7 mars 1987, à la galerie du Messager au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugouard, 75015 Paris, deux cents œuvres non philatéliques, inédites, gravées et dessinées par ses membres. A l'occasion de cette exposition baptisée «Lumières d'encre», les graveurs et dessinateurs de l'association dédicaceront leurs œuvres philatéliques lors de séances de signatures.

• **L'Argentine et Maradona.** — L'équipe d'Argentine de football, vainqueur de la troisième Coupe du monde, a droit aux honneurs du timbre-poste. Le 8 novembre, seize timbres d'une valeur de 0,75 austral chacun ont été émis en feuilles de quatre, reproduisant: la sélection nationale argentine, une phase des matches Argentine-Angleterre et Argentine-RFA et, enfin, Diego Maradona sur les épaules de ses supporters, brandissant la trophée (tirage: 254 000 séries).



• **Administrations postales étrangères.** — Suite de la liste des adresses d'administrations postales étrangères.

Afrique du Sud, Cote d'Ivoire, République centrafricaine, Transal et Vende: Philatelic Services and Intermap, Private Bag X 505, Pretoria 0001, Afrique du Sud.

Les Cook: Philatelic Bureau, Post Office, Rarotonga, Les Cook (océan Pacifique).

Indonésie: Philatelic Section, Postal Services, Jl. Jakarta 34 Bandung 40272, Indonésie.

Turquie: FTT Filatelik Servisi, PK. 900, 06045 Ulus-Ankara, Turquie.

مكتبة الامم المتحدة

AFFAIRES

Rhône-Poulenc rachète les activités agrochimiques d'Union Carbide

Rhône-Poulenc, numéro un de la chimie française, a gagné la course qui opposait au géant allemand BASF et au groupe suisse Ciba-Geigy pour le rachat de la division agrochimie d'Union Carbide (Eaton-Union). La firme de Danbury (Connecticut) a finalement retenu son offre, dont le montant est évalué à 575 millions de dollars (3,85 milliards de francs). L'opération prendra effet au 1^{er} janvier 1990. Il ne comprend pas les intérêts possédés en Inde par Union Carbide, c'est-à-dire le tristement célèbre usine de Bhopal. Rhône-Poulenc, qui avait obtenu l'aval des pouvoirs publics pour se lancer dans cette vaste opération, pourra financer ce nouvel investissement en utilisant pour partie sa capacité d'émettre encore une nouvelle tranche de certificats d'investissement. Mais le groupe ne servira sans doute aussi aux États-Unis des possibilités qui lui sont encore ouvertes de recourir au

papier commercial. M. Jean-René Fourton, PDG, a précisé que son groupe disposait de lignes de crédits supérieures à la somme nécessaire. Assurément, le groupe français a réussi un « joli coup ». Ses deux grands concurrents, Ciba-Geigy et BASF, respectivement numéro deux et numéro six mondiaux dans l'agrochimie, étaient fermement décidés à renforcer leur suprématie. En réussissant, Ciba-Geigy serait arrivé à la première place côté à côté avec Bayer (21,2 milliards de francs de chiffre d'affaires dans cette branche). BASF, lui, serait monté au deuxième rang. Chacun en plus y trouvait une belle occasion d'élargir outre-Atlantique des bases industrielles déjà solides.

Pour Rhône-Poulenc, cette acquisition était vitale. Contrairement à ses grands rivaux, le groupe ne disposait aux États-Unis que d'une implantation très modeste (3 % de

son chiffre d'affaires consolidés). Depuis dix ans, il avait déployé de grands efforts pour renforcer ses activités, mais en vain. Les échecs furent nombreux, notamment dans la pharmacie et les médias magnétiques. L'argent aussi avait fait cruellement défaut. D'uo seul coop l'entreprise française double sa surface industrielle de l'autre côté de l'océan avec les actifs d'Union Carbide dont les ventes atteignent 450 millions de dollars (3 milliards de francs). Sur tout, il acquiert une part de 9,3 % environ du marché américain de l'agrochimie, le plus grand du monde (30 % du total, contre 22 % pour l'Europe, soit environ 32 milliards de francs).

D'une façon plus générale, la division agrochimique de la firme française change de taille et croît de 50 %. Son chiffre d'affaires passera dès l'an prochain de 7 milliards à plus de 10 milliards de francs. Et, de la septième place dans l'agrochimie

mondiale, Rhône-Poulenc accèdera à la troisième, devant ainsi Royal Dutch Shell (ex-numéro trois), ICI (Grande-Bretagne), Hoechst (RFA) et bien sûr BASF.

Au-delà des chiffres, le rachat d'Union Carbide Agricultural Products Co va permettre à Rhône-Poulenc de compléter sa gamme de produits. Très orienté sur les herbicides et les fongicides, la division du groupe aura à sa disposition une nouvelle gamme d'insecticides et de régulateurs de croissance. Sur un plan géographique, la complémentarité n'est pas moins importante. Renforcée en Europe, la position du groupe sera très sensiblement améliorée en Amérique du Sud, en Amérique centrale, également dans les pays de l'Asie du Sud-Est (hors Japon). Enfin, Rhône-Poulenc va prendre pied au Canada.

Reste que tous les présents apportés dans le corbillon du mariage ne sont pas de la meilleure qualité. Union Carbide cède à Rhône-Poulenc quatre unités de formulation (cinq aux États-Unis), mais aussi trois mines de matières actives à Woodbine (Géorgie), Ambler (Pennsylvanie) et Institute (Virginie). Cette dernière, en particulier, est obsolète et a procuré bien des soucis à Union Carbide, qui s'est vu infligé, en 1985, plus de mille trois cents amendes pour défauts de sécurité et pour infraction aux règles sur la protection de l'environnement. L'administration américaine est ténace et très sensible à ce type de problème. À telle enseigne qu'Union Carbide a dû constituer très vite des commissions spéciales chargées de négocier directement avec les autorités américaines dont le coût est astronomique (150 millions de dollars pour 1986). Rhône-Poulenc héritera des difficultés. Une façon pour la nouvelle direction d'administrer la preuve de ses talents à les traiter.

ANDRÉ DESSOT.

La peau de chagrin

Deux ans après, Union Carbide continue de subir le contre-coup de la catastrophe de Bhopal, qui avait fait dans mille morts en décembre 1984. Cet accident, l'un des plus meurtriers de l'histoire de la chimie mondiale, aura porté un coup sévère au géant américain : à son image d'abord, mais aussi à ses finances, puisque l'explosion de son usine indienne risque de lui coûter une fortune.

La situation du groupe a été aggravée par une tentative d'OPA lancée il y a un an par un consortium beaucoup plus petit que lui : la GAF. Si Gafam a cette fois battu David, l'attaque lui a coûté cher : Union Carbide a dû mobiliser 3,3 milliards de dollars pour racheter ses propres actions. Endetté, obligé de constituer des provisions pour le

dédommagement des victimes de Bhopal, la multinationale doit trouver de l'argent. Elle a d'abord commencé par « dégraisser » en supprimant neuf mille emplois et en ramenant les effectifs à quatre-vingt-dix mille salariés. Ensuite, elle s'est mise à éliminer, se séparant de toutes les activités périphériques à la chimie pour se concentrer sur la pétrochimie, les spécialités chimiques et les produits siliconés.

Le dernier épisode en date de cette politique — la vente de l'agrochimie à Rhône-Poulenc — a été précédé par tout un train de cessions : les emballages plastiques pour 230 millions de dollars, l'ingénierie dans les plastiques techniques (210 millions de dollars), les métaux

stratégiques (83 millions de dollars), les piles (1,42 milliard de dollars)... la liste des désemploisements est longue. Tout récemment, après avoir vendu ses produits d'entretien pour la maison et l'automobile, le groupe décidait de se séparer de sa division de produits carbonés à usage électrique.

Même s'il maintient sa réputation de « roi des affaires », son chiffre d'affaires va être réduit d'environ 40 % — Union Carbide pèsera encore lourd dans le paysage chimique mondial, avec un chiffre d'affaires d'environ 6 à 6,5 milliards de dollars. Mais la cure n'est pas finie, selon les spécialistes. Il lui faudrait encore trouver, après l'accord avec Rhône-Poulenc, environ 1,75 milliard de dollars d'ici à la fin de l'année.

La privatisation de Saint-Gobain

M. Balladur fait la cour aux petits porteurs

Dans moins de dix jours — la date prévue est le 24 novembre — la privatisation prévue par le gouvernement entrera dans les faits avec le retour au privé de Saint-Gobain. L'ajout de ce tailleur pour la majorité bien sûr, mais aussi pour l'économie de la France et pour le plan financier de Paris, qui pourrait y trouver l'occasion de reconquérir la dimension internationale qu'elle a perdue il y a trente ans.

« Nous devons nous fixer en priorité, grâce à la privatisation, l'objectif d'accroître très sensiblement le nombre d'actions de Français propriétaires directs d'actions », a affirmé M. Balladur, ministre de l'Économie, du Budget, des Finances et de la Privatisation, lors d'un colloque organisé le jeudi 13 novembre par l'Association française des établissements de crédit (AFC) et la Compagnie des agents de change (CAC). M. Balladur déplore en effet que, sur 4,5 millions de Français propriétaires d'actions, 3 millions soient au travail de l'instrument collectif (SICAV, fonds communs) et 1,5 seulement en direct.

Constituer un noyau dur

Saint-Gobain retrouvera-t-il à la fin de cette année l'actionnariat de deux cent cinquante mille petits porteurs qu'il comptait avant sa nationalisation en 1982 ? Vraie. Le ministre d'État aura tout fait pour. Ainsi a-t-il choisi de faire bénéficier cette première privatisation des avantages maximum prévus par la loi. Les salariés auront le choix entre un rabais de 5 %, qui leur laissera la disponibilité immédiate de leurs titres, et un rabais de 20 % accompagné d'un délai de paiement de deux ans, mais qui les obligera à conserver leurs titres pendant cette période. Il sera également attribué une action gratuite pour une action acquise, à concurrence de la moitié du plafond mensuel de la Sécurité sociale (actuellement 4 740 F).

Un fonds commun de salariés conservera la part des 10 % du capital réservé au personnel qui n'aura pas été souscrite immédiatement. Les salariés auront alors deux ans pour acheter ces actions avec 20 % de rabais, mais par rapport au cours de la Bourse le jour de leur souscription. Afin de pénaliser quelque peu les vocations tardives. Si l'on en croit M. Balladur, ces mécanismes devraient permettre d'atteindre cet objectif de cession de 10 % du capital de Saint-Gobain à ses salariés, actuels ou anciens, en France et à l'étranger, soit potentiellement entre 200 000 et 250 000 personnes.

Hormis les salariés, les autres petits investisseurs seront aussi privilégiés, puisque la loi prévoit que toute demande jusqu'à dix titres

sera obligatoirement servie. Au bout de dix-huit mois, ces actionnaires auront droit à une action gratuite pour dix (dans la limite de cinquante actions et de 25 000 F). En revanche, pour ces petits acquéreurs, aucun délai de paiement n'est prévu. Il est vrai que le prix de l'action, qui pourrait s'établir autour de 310 F, ne devrait pas poser problème et que la possibilité de payer jusqu'à la moitié de son achat par échange de titres d'État devrait faciliter la tâche.

D'autant que le volume d'actions mises sur le marché n'est pas démesuré : il ne représente que 57,5 % du capital de Saint-Gobain. Il faut, en effet, retenir les 20 % du capital vendus à l'étranger, les 10 % réservés au personnel et les 12,5 %, qui se retrouvent entre les mains des banques par dissolution de la Société française de participations industrielles (SFPI). Cette société holding créée lors de la nationalisation et détenue à 50/50 par l'État et les banques, possédait 25 % de Saint-Gobain.

La priorité donnée au petit porteur n'empêche cependant pas d'envisager la constitution d'un noyau dur pour stabiliser, au moins au départ, l'actionnariat de Saint-Gobain. Un élément en sera la Compagnie générale des eaux, conformément à l'accord passé en juillet dernier qui prévoyait une participation mutuelle de chaque des groupes dans le capital de l'autre à hauteur de 5 %. Les banques détiennent des 12,5 % du capital de Saint-Gobain et qui souhaitent s'en désengager permettraient de mettre en œuvre cet accord.

Si tout est prévu pour conquérir le petit porteur, restera ensuite à le garder. L'État passe le relais aux banquiers qui devront s'adapter à ce nouveau type de client.

C. B.

RECTIFICATIF. — Dans l'article « Le gouvernement désigne M. Serge Teburak à la présidence de Cof-Chimie », paru dans nos éditions datées du vendredi 14 novembre, une erreur nous a fait écrire les pertes du groupe chimique français. Cof-Chimie, en 1988, avait été de 1,7 milliard de francs. Il s'agit en fait de 1,7 milliard de francs.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-01-82, poste 4330

SOCIAL

Relèvement des cotisations de retraites complémentaires

Les négociations engagées depuis le printemps dernier entre le patronat et les syndicats sur les retraites complémentaires (le Monde du 23 septembre) ont finalement abouti, le mercredi 12 novembre, à quatre accords sur le financement et le niveau des pensions pour les trois prochaines années, et, d'autre part, sur une relative « harmonisation » de l'évolution des retraites dans les différents régimes de retraite complémentaire (ARRCO : non cadres, CNFP et CGC de l'autre, ont signé l'ensemble des accords ainsi que la CFTC (mutuelle), ce vendredi 14 novembre après consultation de son bureau confédéral. Celui de Force ouvrière — qui a signé cependant une partie des textes, se réunit ce vendredi.

Pour assurer l'équilibre de l'ARRCO, le « taux d'appel » des cotisations obligatoires, actuellement de 115 %, sera porté à 117,5 % au 1^{er} janvier 1987 et à 120 % dès le 1^{er} janvier 1988 ; pour la part facultative des cotisations, il sera porté à 105 % au 1^{er} janvier 1987, à 108 % au 1^{er} janvier 1988, et à 112 % au 1^{er} janvier 1989. Le « rendement » des retraites, c'est-à-dire la somme obtenue par franc de cotisation, actuellement de 14,7 %, ne devrait pas descendre au-dessous de 14,45 % en 1987, 14,35 % en 1988 et 14,20 % en 1989, sans prendre sur les réserves, selon les études faites par l'ARRCO à la demande de la CFTC, même dans l'hypothèse où la population salariée n'augmenterait pas pendant cette période. Ainsi, les revalorisations des retraites, quoique ralenties, permettraient, selon la CFTC, de « maintenir leur pouvoir d'achat », ce qui n'aurait pas été le cas si l'on descendait au-dessous de 14 %.

Les partenaires ont aussi admis le principe de financer l'augmentation

des cotisations à partir de 1990 en prélevant 0,2 % sur la cotisation de deux points versée aujourd'hui pour les garanties de ressources et la retraite à la retraite.

Le second point litigieux concernait l'évolution de « salaire de référence », qui détermine l'évolution des retraites dans chaque caisse. Les syndicats souhaitaient que l'on aille vers une référence unique pour les opérations de compensation entre les caisses, afin de réduire les inégalités. Le patronat n'a consenti qu'une « fourchette » de 7,5 % de part et d'autre de l'évolution moyenne des salaires de l'ARRCO : les caisses qui se situent au-dessus revaloriseront les retraites « à leurs frais » au-delà de cette limite ; celles qui se trouvent au-dessous bénéficieront de la compensation pour arriver au minimum. Une aide sera apportée aux caisses qui, en raison de la gestion plus élevée, de celles qui se trouvent au-dessus de la moyenne, ne s'ajustent pas à ce « compromis » provisoire.

FO a réservé sa signature pour le texte fixant les cotisations et les « rendements », bien qu'on lui ait promis d'étudier pour la suite le remplacement de l'augmentation du « taux d'appel » par un relèvement pur et simple de la cotisation, plus avantageux pour les retraités. La CGT a condamné la plupart des dispositions de l'accord, qui « vont augmenter de 5 % les cotisations et diminuer de 4 % les retraites » (par rapport au salaire), approuvant toutefois l'augmentation du « taux d'appel » pour la part facultative des cotisations.

G. H.

REPÈRES

Automobile

Renault profite d'un bon mois d'octobre

Selon la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, le marché français en octobre a enregistré, avec 185 011 immatriculations, une hausse de 8,3 % sur octobre 1988. Du coup, le résultat des dix premiers mois de 1989 s'en trouve nettement amélioré, avec 1,551 million de voitures immatriculées, en progression de 6 % sur la même période de 1988. Renault profite à plein de ce redressement confirmé. Le constructeur nationalisé progresse de 24,7 %, avec 34,4 % du marché en octobre, et de 12,5 % sur dix mois avec une pénétration de 30,7 %.

PSA, en revanche, enregistre des résultats médiocres : - 5,1 % en octobre avec 31 % de part de marché, - 0,7 % sur dix mois avec une part de 32,2 %. Le fléchissement est plus accentué chez Citroën que chez Peugeot. Le groupe explique ces mauvais chiffres en France par la priorité donnée à l'exportation, notamment en Europe, où les ventes des deux marques ont augmenté de 29,9 % sur les dix premiers mois de 1989. La pénétration étrangère se stabilise sur le marché français, où elle représente 34,6 % en octobre et 37,1 % sur les dix premiers mois.

Pétrole

L'industrie demande l'aide du gouvernement américain

M. George Keller, président de l'Institut américain du pétrole et directeur général de la compagnie Chevron, a réclamé la fixation d'un prix-plancher du pétrole brut, assorti d'une taxe sur les importations, afin de permettre à l'industrie nationale, vivement affectée par la chute des cours, de survivre. C'est la première fois que les grandes compagnies joignent leurs voix aux nombreux petits producteurs indépendants qui demandent en vain, depuis un an, protection à l'administration américaine.

Chômage

Amélioration en Grande-Bretagne

La série d'indicateurs économiques, publiée jeudi 13 novembre par l'administration britannique, confirme l'amélioration de la conjoncture annoncée par le gouvernement. Pour le troisième mois consécutif, le chômage a diminué passant, en octobre, de 3,27 millions de sans-emploi officiellement recensés à 3,16 millions en données brutes, soit 11,7 % de la population active. La production industrielle, pour sa part, a progressé de 0,7 % en septembre, cette hausse mensuelle atteignant 1,2 % hors énergie et matières premières. Mais si le nombre de journées de travail perdues du fait de grèves a été, en septembre, le plus bas depuis vingt ans, pour s'inscrire à 286 000, la Chambre des communes devrait se prononcer d'ici deux mois, en troisième lecture, en faveur du lien fixe trans-Manche.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU CHER 1^{re} direction 2^e bureau
PREFECTURE DU LOIRET 1^{re} direction 2^e bureau
PREFECTURE DE LA NIÈVRE 1^{re} direction 2^e bureau

AVIS AU PUBLIC

Relatif à l'ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation de rejets d'effluents radioactifs liquides présentée par Electricité de France pour les tranches 1 et 2 de la centrale nucléaire de BELLEVILLE-SUR-LOIRE.

Il sera procédé à une enquête publique, du 1^{er} décembre 1989 au 14 janvier 1990, sur la demande d'autorisation de rejets d'effluents radioactifs liquides présentée par Electricité de France pour les tranches 1 et 2 de la centrale nucléaire de BELLEVILLE-SUR-LOIRE.

Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête et formuler ses observations sur les registres ouverts à cet effet.

1. — dans le département du Cher
— à la Préfecture du Cher, du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 h
— à la mairie de BELLEVILLE-SUR-LOIRE, du lundi au samedi de 8 h à 12 h
2. — dans le département du Loiret
— à la sous-préfecture de MONTARGIS, du lundi au vendredi de 9 h à 11 h et de 14 h à 16 h
— à la mairie de BEAULIEU, du lundi au vendredi de 8 h à 12 h
— à la mairie de BONNY-SUR-LOIRE, du lundi au vendredi de 14 h à 18 h
— à la mairie de CHATILLON-SUR-LOIRE, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h
— à la mairie de SAINT-FIRMIN-SUR-LOIRE, du lundi au vendredi de 8 h à 12 h
— à la mairie d'OUSSON-SUR-LOIRE, du lundi au vendredi de 14 h 30 à 18 h 30
— à la mairie de BRIARE, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h
3. — dans le département de la Nièvre
— à la sous-préfecture de COSNE-COURS-SUR-LOIRE, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h
— à la mairie de NEUVY-SUR-LOIRE, du lundi de 14 h à 18 h — du samedi au vendredi de 10 h à 12 h 30 et de 15 h à 18 h — le samedi de 8 h 30 à 12 h 30

En outre, le dossier sera accessible à la préfecture du Cher, dans les sous-préfectures de MONTARGIS et COSNE-COURS-SUR-LOIRE et dans les différentes mairies précitées les samedis 10 et dimanche 11 janvier 1990 de 8 h à 12 h.

La commission d'enquête est composée des membres suivants :

- M. Charles SIMON, ingénieur retraité, président, 22, rue Rouget-de-Lisle, 44000 NANTES.
- M. Roger FRIEDMANN, diplômé de l'Ecole polytechnique, 22 bis, avenue de Suffren, 75015 PARIS.
- M. P. GREGY, membre de la chambre d'agriculture du Cher, GENOUILLY, 18310 GRACAY.
- M. Georges MICHAUD, ingénieur T.P.E., retraité, « La Petite Nichomène », 45500 FOUILLY-LEZ-GIEN.
- M. Pierre GADY, ingénieur T.P.E., retraité — 38, rue Portefoy-Chamant, 58120 CHATBAUD-CHINON.

La commission d'enquête se tiendra à la disposition des personnes ou des représentants d'associations qui demanderont à être entendus au sein de BELLEVILLE-SUR-LOIRE, les lundis 12, 19 et 26 novembre 1989 de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h.

Copie du rapport et des conclusions techniques du président de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public dans les Préfectures des départements du Cher, de la Nièvre et du Loiret, les sous-préfectures de MONTARGIS et de COSNE-COURS-SUR-LOIRE et les mairies citées ci-dessus, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le Préfet, commissaire de la République du département du Cher, Signé : P. CAYON
Le Préfet, commissaire de la République de la région Centre, commissaire de la République du département du Loiret, Signé : P. GREGY
Le Préfet, commissaire de la République de la région Centre, commissaire de la République du département de la Nièvre, Signé : R. VERGNE

LE CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE RENNES

lance un appel d'offres concernant la fourniture, l'installation et la mise en service d'un système informatisé de gestion pour les laboratoires de biochimie, d'hématologie-immunologie, de bactériologie à l'Hôpital-sud.

La date de dépôt des offres est fixée à : SAMEDI 29 DÉCEMBRE 1989 à 17 h à la Direction des Services Économiques

Les documents de la consultation sont à retirer sur demande à la DIRECTION DES SERVICES ÉCONOMIQUES Pavillon BALLE Rue Henri Le Guilloux 35035 Rennes Cedex Téléphone : 99-28-43-70, poste 86-212.

Le Monde ANNONCE

OFFRES D'EMPLOIS

AGENCE FINANCIÈRE DE BASSIN SEINE - NORMANDIE
recherche
INGÉNIEUR
Pour dépollution des établissements industriels.
(Projet de loi, 1986-1987)
Adm. lettre + C.V. + photo à
A.A.F.B.S.N.
51, rue Salvador-Allende
92027 NANTERRE CEDEX.

HOTEL CLUB
200 chambres, plus animation
chambre

DIRECTEUR
Envoyer C.V. urgent à
VACANCES SPORTS LOISIRS,
4, rue Marceau, 91000 TROUVILLE.

Alcolec, Expert-Comptable
recherche N.S.-M. Ecrite
HAYAS Agence 333854.

formation professionnelle

L'UNIVERSITÉ
PIERRE ET MARIE CURIE
organise un stage d'un an
en entreprise
FORMATION A DE NOUVEAUX MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE
pour des diplômés (et) non
scientifiques offrant une
double compétence
informatique
Début : 1^{er} septembre 1986
Niveau : Bac + 5 (Bac + 4)
Rémunération possible
Pers. : (1) 43-25-25
poste 48-47
M^{me} ASTOUD, place Jussieu
75232 PARIS CEDEX 05.

propositions diverses
L'Est offre des emplois
stables, bien rémunérés, à tous les
Français, avec ou sans diplôme.
Demandez une documentation
sur le rebus spécialisée
FRANCE CARRIÈRES (6 16)
BP 402-09 CEDEX 05.

capitaux propositions commerciales

PLACEMENTS
INTERETS 15 % Garantie
s/immobilière. 43-45-77-83.
automobiles
ventes
de 5 à 7 C.V.
A vendre AX 11 TRE
tous options, année 87, 70 km
Gareville 1 an. Prix 57.000 F.
Téléphone : 39-99-01-47
après 20 heures.
Ford Escort Laser 1300 5 cv.
oct. 83, mod. 84, grise métall.
radio, 58 800 km, 35 000 F.
Gareville 48-48-28 bureau.
43-31-70-63 domicile.

de 8 à 11 C.V.
VENDUS CX 2000 SUPER
Excellent état mécan., ann. 78,
88 855 km, autoradio,
bavettes, bulles, 12 000 F.
Tél. : 43-50-84-38.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 22 ans cherche emploi stable
dans le SECRETARIAT. 3 ans
d'expérience dans emploi simi-
laire, dactylo, facturation sur
BNI et contacts téléph. Bonne
présentation, goût du travail.
Téléphone : 48-40-71-58.
J.F. 21 ans cherche emploi

COMPTABLE
BAC G2 - STS
Nombres rouges
Méthode IQIG
13, avenue de 8 mai 1945
92050 PANTIN.

Cadre culturel et sport, form.
BPAF de J et spm. DEFA,
Mont. EPA, exp. montagne,
mar. 16 ans. Dir. gest. équip.
ch. poste rep. sect. cult.
sport, assoc. tourisme, station
hiver, Jura, Savoie, Suisse, Bre-
tagne. Entraîne Le Golf
SP22 - 22415
St-Quay-Portrieux.

INGÉNIEUR + MBA
10 ans d'expérience
anglais, espagnol courants
ch. direction d'un centre de
prod. ou ind. d'affaires F. ou
E. Tél. 46-51-87-30.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt
Part. vd CHATELAIN, 2 pièces
entrée, s. d'eau, 30 m², bar,
cuis., 2 chm., bois, s/v-c.
cuis., 370.000 F.
Téléphone : 48-05-27-46.

5^e arrdt
CENSIER DAUBENTON
Bon imm., 3^e étage, sur square,
qd sq., 1 chm., entrée, petite
cuis., bain, ch. cent. indiv.
24, RUE CENSIER
Samedi, dim., 14 h à 17 h.

7^e arrdt
M^{me} BAC
Petit 2 P., cuisine, bain
w.-c., 6^e étage, cuisine
77, RUE DU BAC
Samedi, dim., 14 h à 17 h.

13^e arrdt
M^{me} ALÉSIA
Imm. récent, 2 ch. parking
liv. + s. à manger, 2 chambres
entrée, cuisine, double, bain
balcon + loggia sur rue calme
2, RUE DU COMMANDANT
(Angle rue Bazou)
Samedi, dim., 13 h à 16 h.

14^e arrdt
M^{me} ALÉSIA
Imm. récent, 2 ch. parking
liv. + s. à manger, 2 chambres
entrée, cuisine, double, bain
balcon + loggia sur rue calme
2, RUE DU COMMANDANT
(Angle rue Bazou)
Samedi, dim., 13 h à 16 h.

15^e arrdt
M^{me} LOURMEL
Imm. récent, 2 ch. parking
liv. + s. à manger, 2 chambres
entrée, cuisine, double, bain
balcon + loggia sur rue calme
2, RUE DU COMMANDANT
(Angle rue Bazou)
Samedi, dim., 13 h à 16 h.

16^e arrdt
M^{me} EXELMANS
Imm. p. de taille, seigne, 2 P.,
entrée, cuisine, bain, w.-c.,
chauffage central
10, RUE CLAUDE-LORRAINE
Samedi, dim., 11 h à 13 h.

94
Val-de-Marne
LA VARENNE, R.E.R.
3 P., neuf, 55 m² + jard. privé.
Prêt conven. 125.000 F.
CHARENTON-ÉCOLES
App. NEUFS, 4 P., ch. indiv.
Prêt CONVENTIONNEL
THOMAS 48-03-12-11.

appartements achats
AGENCE LITRE
rech. pour clientèle experts et
d'origine, appart et hôtels par-
tisans résideurs, paiement
seulement sur mandat chq.
nouveau
Tél. 48-44-44-48.

locations non meublées offres
ST-GERMAIN-EN-LAYE
dans parc boisé, 5^e R.E.R.
A louer SANS COMMISSION
appartements dans imm. neuf
3 P., à partir de 5.400 F.
4 P., à partir de 7.100 F.
Loyer compr. park. et ch.
chf. et eau chaude indiv.
s/v-c. du mardi au samedi, de
16 h à 17 h 30. 2 bis, rue de
la ROCHE-JACQUELIN
Saint-Germain-en-Laye.

locations non meublées demandées

Paris
Pour Cadres Supérieurs
et Employés mutés
IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FRANCAISE PETROLES rech.
appts 2 à 5 p., studios, villas
Paris, banlieue. 48-03-30-33.

locations meublées offres
Paris
CHARLES-MICHEL
2 pièces, REPAINT NEUF
3.900 F. Tél. 42-58-14-90.

locations meublées demandées
Paris
ORDRE RELIGIEUX désire
louer UNE MAISON ou
appartement 55 à 100
m² étudiants universitaires
(Salles de classe, salle de
séjour, cuis., s. à manger,
chambres...)
S'adresser à APARTADO 48-423
ou bien à
P. SULLIVANT
17, rue de l'Assemblée, Paris-16^e.

échanges
Cedex 484-00000 rech.
MAISON ou RESIDENCE me-
ublée, de caractère, pour durée
limitée (1 ou 2 ans), préférence
banlieue Ouest de Paris
Docteur BOURGEOISE
04-06-04-06.

bureaux
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société
et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce
VENTES
Sud-Ouest, cycles motos
moteurs, carter, accessoires,
atelier réparat., tout et qtd.
120 m², 800.000 F. Possibilité
Ag. Deville (16) 48-55-61-36.

pavillons
EXCEPTIONNEL MOGENT
Près gare, ville moderne, cuis.
ad. cuis. 3 chm., gd chf. cuis.
douche, piscine, gar. jard.
680 m² : 1.320.000 F.
Samedi, dim., 10 h à 18 h.
124, RUE GOMMES.

villas
ESPAGNE COSTA BLANCA
Jolie villa près de la mer
8 pièces sur 1.000 m².
225.000 F. MONTAIGNE
AQUA-AL-131. MONTAIGNE
1-JAVEA ALCANTE.

ST-GERMAIN-EN-LAYE
dans parc boisé, 5^e R.E.R.
A louer SANS COMMISSION
appartements dans imm. neuf
3 P., à partir de 5.400 F.
4 P., à partir de 7.100 F.
Loyer compr. park. et ch.
chf. et eau chaude indiv.
s/v-c. du mardi au samedi, de
16 h à 17 h 30. 2 bis, rue de
la ROCHE-JACQUELIN
Saint-Germain-en-Laye.

locations non meublées offres
ST-GERMAIN-EN-LAYE
dans parc boisé, 5^e R.E.R.
A louer SANS COMMISSION
appartements dans imm. neuf
3 P., à partir de 5.400 F.
4 P., à partir de 7.100 F.
Loyer compr. park. et ch.
chf. et eau chaude indiv.
s/v-c. du mardi au samedi, de
16 h à 17 h 30. 2 bis, rue de
la ROCHE-JACQUELIN
Saint-Germain-en-Laye.

locations non meublées demandées
Paris
Pour Cadres Supérieurs
et Employés mutés
IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FRANCAISE PETROLES rech.
appts 2 à 5 p., studios, villas
Paris, banlieue. 48-03-30-33.

locations meublées offres
Paris
CHARLES-MICHEL
2 pièces, REPAINT NEUF
3.900 F. Tél. 42-58-14-90.

locations meublées demandées
Paris
ORDRE RELIGIEUX désire
louer UNE MAISON ou
appartement 55 à 100
m² étudiants universitaires
(Salles de classe, salle de
séjour, cuis., s. à manger,
chambres...)
S'adresser à APARTADO 48-423
ou bien à
P. SULLIVANT
17, rue de l'Assemblée, Paris-16^e.

échanges
Cedex 484-00000 rech.
MAISON ou RESIDENCE me-
ublée, de caractère, pour durée
limitée (1 ou 2 ans), préférence
banlieue Ouest de Paris
Docteur BOURGEOISE
04-06-04-06.

bureaux
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société
et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce
VENTES
Sud-Ouest, cycles motos
moteurs, carter, accessoires,
atelier réparat., tout et qtd.
120 m², 800.000 F. Possibilité
Ag. Deville (16) 48-55-61-36.

pavillons
EXCEPTIONNEL MOGENT
Près gare, ville moderne, cuis.
ad. cuis. 3 chm., gd chf. cuis.
douche, piscine, gar. jard.
680 m² : 1.320.000 F.
Samedi, dim., 10 h à 18 h.
124, RUE GOMMES.

villas
ESPAGNE COSTA BLANCA
Jolie villa près de la mer
8 pièces sur 1.000 m².
225.000 F. MONTAIGNE
AQUA-AL-131. MONTAIGNE
1-JAVEA ALCANTE.

ST-GERMAIN-EN-LAYE
dans parc boisé, 5^e R.E.R.
A louer SANS COMMISSION
appartements dans imm. neuf
3 P., à partir de 5.400 F.
4 P., à partir de 7.100 F.
Loyer compr. park. et ch.
chf. et eau chaude indiv.
s/v-c. du mardi au samedi, de
16 h à 17 h 30. 2 bis, rue de
la ROCHE-JACQUELIN
Saint-Germain-en-Laye.

fermettes

140 KM SUD PARIS
FERMETTE 4 PIÈCES
Parfait état, bain, w.-c., chf.,
dépendance, sur 3.000 m²
223.000 F. CREDIT 100 %
(18) 88-74-58-12 hb. ou
après 18 h (18) 88-97-57-40.

maisons de campagne
MEVRE 25 KM SUD PARIS
TYPE DU MORVAN
Avec 5 000 F COMPTANT
4 p. + grange + écurie +
verger, 100 m² POSSIBLE.
Ag. Vienne Paris 48-48-14-75.
58000 Mevres. 88-61-22-11.

locations non meublées demandées
Paris
Pour Cadres Supérieurs
et Employés mutés
IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FRANCAISE PETROLES rech.
appts 2 à 5 p., studios, villas
Paris, banlieue. 48-03-30-33.

locations meublées offres
Paris
CHARLES-MICHEL
2 pièces, REPAINT NEUF
3.900 F. Tél. 42-58-14-90.

locations meublées demandées
Paris
ORDRE RELIGIEUX désire
louer UNE MAISON ou
appartement 55 à 100
m² étudiants universitaires
(Salles de classe, salle de
séjour, cuis., s. à manger,
chambres...)
S'adresser à APARTADO 48-423
ou bien à
P. SULLIVANT
17, rue de l'Assemblée, Paris-16^e.

échanges
Cedex 484-00000 rech.
MAISON ou RESIDENCE me-
ublée, de caractère, pour durée
limitée (1 ou 2 ans), préférence
banlieue Ouest de Paris
Docteur BOURGEOISE
04-06-04-06.

bureaux
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société
et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce
VENTES
Sud-Ouest, cycles motos
moteurs, carter, accessoires,
atelier réparat., tout et qtd.
120 m², 800.000 F. Possibilité
Ag. Deville (16) 48-55-61-36.

pavillons
EXCEPTIONNEL MOGENT
Près gare, ville moderne, cuis.
ad. cuis. 3 chm., gd chf. cuis.
douche, piscine, gar. jard.
680 m² : 1.320.000 F.
Samedi, dim., 10 h à 18 h.
124, RUE GOMMES.

villas
ESPAGNE COSTA BLANCA
Jolie villa près de la mer
8 pièces sur 1.000 m².
225.000 F. MONTAIGNE
AQUA-AL-131. MONTAIGNE
1-JAVEA ALCANTE.

ST-GERMAIN-EN-LAYE
dans parc boisé, 5^e R.E.R.
A louer SANS COMMISSION
appartements dans imm. neuf
3 P., à partir de 5.400 F.
4 P., à partir de 7.100 F.
Loyer compr. park. et ch.
chf. et eau chaude indiv.
s/v-c. du mardi au samedi, de
16 h à 17 h 30. 2 bis, rue de
la ROCHE-JACQUELIN
Saint-Germain-en-Laye.

locations non meublées offres
ST-GERMAIN-EN-LAYE
dans parc boisé, 5^e R.E.R.
A louer SANS COMMISSION
appartements dans imm. neuf
3 P., à partir de 5.400 F.
4 P., à partir de 7.100 F.
Loyer compr. park. et ch.
chf. et eau chaude indiv.
s/v-c. du mardi au samedi, de
16 h à 17 h 30. 2 bis, rue de
la ROCHE-JACQUELIN
Saint-Germain-en-Laye.

locations non meublées demandées
Paris
Pour Cadres Supérieurs
et Employés mutés
IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FRANCAISE PETROLES rech.
appts 2 à 5 p., studios, villas
Paris, banlieue. 48-03-30-33.

locations meublées offres
Paris
CHARLES-MICHEL
2 pièces, REPAINT NEUF
3.900 F. Tél. 42-58-14-90.

locations meublées demandées
Paris
ORDRE RELIGIEUX désire
louer UNE MAISON ou
appartement 55 à 100
m² étudiants universitaires
(Salles de classe, salle de
séjour, cuis., s. à manger,
chambres...)
S'adresser à APARTADO 48-423
ou bien à
P. SULLIVANT
17, rue de l'Assemblée, Paris-16^e.

échanges
Cedex 484-00000 rech.
MAISON ou RESIDENCE me-
ublée, de caractère, pour durée
limitée (1 ou 2 ans), préférence
banlieue Ouest de Paris
Docteur BOURGEOISE
04-06-04-06.

bureaux
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société
et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce
VENTES
Sud-Ouest, cycles motos
moteurs, carter, accessoires,
atelier réparat., tout et qtd.
120 m², 800.000 F. Possibilité
Ag. Deville (16) 48-55-61-36.

pavillons
EXCEPTIONNEL MOGENT
Près gare, ville moderne, cuis.
ad. cuis. 3 chm., gd chf. cuis.
douche, piscine, gar. jard.
680 m² : 1.320.000 F.
Samedi, dim., 10 h à 18 h.
124, RUE GOMMES.

villas
ESPAGNE COSTA BLANCA
Jolie villa près de la mer
8 pièces sur 1.000 m².
225.000 F. MONTAIGNE
AQUA-AL-131. MONTAIGNE
1-JAVEA ALCANTE.

ST-GERMAIN-EN-LAYE
dans parc boisé, 5^e R.E.R.
A louer SANS COMMISSION
appartements dans imm. neuf
3 P., à partir de 5.400 F.
4 P., à partir de 7.100 F.
Loyer compr. park. et ch.
chf. et eau chaude indiv.
s/v-c. du mardi au samedi, de
16 h à 17 h 30. 2 bis, rue de
la ROCHE-JACQUELIN
Saint-Germain-en-Laye.

Economie

Un sondage IPSOS pour «le Monde» et France-Inter

MM. Balladur, Bouygues et Périgot, vedettes des patrons

(Suite de la première page.)

Les redresseurs de comptes d'exploitations comme Jacques Calvet (PSA), Jean-Luc Lagardère (Matra) et Georges Besse (Renault), ont également la cote.

En revanche, les chefs d'entreprise boudent ceux des leurs qui se contentent de politique. Jean-Maxime Lévêque (commenté notamment à la tête du Crédit lyonnais) et même Alain Chevalier (malgré les très bons résultats de Moët-Hennessy) se retrouvent, ainsi, en queue de peloton. Pas de pitié non plus pour ceux qui font plus de show-biz que de cash-flow. Bernard Tapie, premier patron dans le cœur des Français, a été cité parmi les meilleurs que par deux chefs d'entreprise sur dix, et Serge Crasmanicki (PDG de Kios) par un sur dix seulement. Bref, le patronat, aujourd'hui, est prêt à tirer son chapeau à ceux qui communiquent (c'est déjà nou-

veau), mais à condition qu'ils aient des résultats.

Dans cette évolution (qui prône la réussite aidée par le libéralisme, le tout enveloppé dans le médiatisme), que devient le CNPF ? Le bilan n'est pas brillant. Certes, l'Yvon Chotard a été réélu président. On lui reproche son manque de dynamisme et de vues prospectives. Certes, on s'ose pas le qualifier de «rétrograde», mais seulement de «mélancolique». Les règles de la bien-séance pèsent sans doute lourd dans ce dosage de critique.

L'établissement ne veut pas tirer à vue sur un symbole, mais son utilité semble loin d'être prouvée. Les trois quarts des dirigeants estiment que l'institution, certes la défend et les représente, ne reflète pas les préoccupations. Tout le problème est là : le CNPF semble «débranché», au moment où le patronat, lui, devient presque «chém-

ment conservateur et libéral. Pas de critique, non plus, sur le plan politique. 37 % des patrons seulement jugent le CNPF «trop proche du pouvoir». Mais tout se gâte, quand ils jugent son efficacité : plus de la moitié considèrent que son fonctionnement est bureaucratique. On lui reproche son manque de dynamisme et de vues prospectives. Certes, on s'ose pas le qualifier de «rétrograde», mais seulement de «mélancolique». Les règles de la bien-séance pèsent sans doute lourd dans ce dosage de critique.

L'établissement ne veut pas tirer à vue sur un symbole, mais son utilité semble loin d'être prouvée. Les trois quarts des dirigeants estiment que l'institution, certes la défend et les représente, ne reflète pas les préoccupations. Tout le problème est là : le CNPF semble «débranché», au moment où le patronat, lui, devient presque «chém-

CHRISTINE MITAL.

Le tableau d'honneur

Veuillez classer, dans la liste suivante de patrons, les cinq qui vous paraissent les meilleurs ?

(Résultats présentés dans l'ordre décroissant en %)

1. Francis Bouygues	58
2. Jacques Calvet (Pegoud SA)	36
3. Jean-Luc Lagardère (Matra-Hachette)	35
4. Georges Besse (Renault)	34
5. Antoine Riboud (BSN)	29
6. Vincent Bolloré	28
7. Serge Dassault	25
8. Gilbert Trigano (Club Méditerranée)	25
9. François Michelin	25
10. Jean-Claude Desmarx	23
11. Robert Henaut	22
12. Bernard Tapie	21
13. Edouard Ledere	17
14. Alain Gomez (Thomson)	15
15. Jean-Maxime Lévêque (Crédit lyonnais)	15
16. Marcel Bich (Bic)	15
17. Alain Chevalier (Moët-Hennessy)	12
18. Serge Crasmanicki (Kios)	11
19. Maurice Biderman	8
20. Serge Kampf (Cap Gemini-Sogefi)	7
21. Jacques Maillo (Nouvelles frontières)	4
22. Michel Albert (AGF)	4
23. Michel Baroin (FNAC)	3

Bonne opinion du CNPF

Avez-vous une très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise opinion du CNPF ?

Très bonne opinion	5
Assez bonne opinion	66
Assez mauvaise opinion	19
Très mauvaise opinion	4
Ne se prononcent pas	6
	100

A priori, tout va bien pour le CNPF. Près des deux tiers des dirigeants ont une opinion favorable. Pourtant, le bilan est moins brillant lorsqu'on entre dans le détail. Une majorité des patrons interrogés le jugent efficace, et surtout éloigné de leurs préoccupations.

Bilan positif pour M. Gattaz

Jugé-vous très positif, assez positif, assez négatif ou très négatif le bilan d'Yvon Gattaz à la tête du CNPF ?

Très positif	5
Assez positif	70
Assez négatif	15
Très négatif	2
Ne se prononcent pas	8
	100

Joëlle sortie pour Yvon Gattaz, qui va quitter son poste à la tête du CNPF le 15 décembre prochain. 75 % de ses mandataires se déclarent satisfaits de sa gestion.

Les patrons jugent les patrons. Vainqueur toute catégorie, Francis Bouygues. Plus de la moitié de ses pairs l'ont cité comme étant parmi les cinq meilleurs gestionnaires. De façon générale, les chefs d'entreprise apprécient surtout les «redresseurs» et les «conquêteurs», les boudent, en revanche, ceux qu'ils jugent trop politiques et ceux qui apparaissent plus comme des vedettes du show-biz ou des hommes d'appareil que comme des gestionnaires de terrain.

Vive la PME !

Elisez-vous à la tête du CNPF, de préférence...

Le patron d'une PME française	46
Le patron d'une entreprise multinationale d'origine française	29
Le patron d'une entreprise multinationale d'origine européenne	11
Le patron d'une entreprise multinationale d'origine américaine	3
Le patron d'une grande entreprise française nationale	2
Ne se prononcent pas	9
	100

Dans l'absolu, les dirigeants souhaitent mettre à la tête du CNPF le patron d'une PME française. Ne sont que 11 % à opter pour le patron d'une multinationale d'origine européenne. Comment expliquer, dans ces conditions, que François Périgot l'emporte sur Yvon Chotard ? En réalité, les dirigeants interrogés ont voulu donner la priorité au gestionnaire sur l'homme d'appareil.

M. François Périgot favori

Des deux candidats actuels à la succession d'Yvon Gattaz au CNPF, quel est celui que vous préférez voir à la tête du CNPF ?

Economie

Entreprenant une tournée européenne

Le patronat japonais tente de rassurer ses partenaires

Tenter de rassurer ses partenaires sur les intentions des exportateurs et industriels japonais, telle est la difficile mission impartie au Kaidanren, dont la tournée européenne a commencé le 12 novembre à Bruxelles. Après de la Commission de la CEE, les représentants de la fédération patronale japonaise ont tenté un discours appelé à être repris à Vienne, à Paris à par-

tir du 17 novembre, puis à Londres : les hommes d'affaires japonais sont persuadés de la nécessité d'internationaliser l'économie japonaise. Selon eux, les succès rapportés à l'exportation reflètent plus le phénomène monétaire de la flambée du yen qu'une nouvelle percée, en volume, des ventes de l'empire du Soleil-Levant. Cet

argument a été renforcé par les derniers résultats du commerce extérieur du Japon. En octobre, le déficit européen a été ramené à 985 millions de dollars, soit moitié moins qu'en septembre. Il en faudrait plus pour calmer l'irritation de la CEE, qui voit s'accumuler les dossiers alimentant un contentieux sur les restrictions non tarifaires à l'entrée des produits européens.

Le principal groupe de pression économique

TOKYO
de notre correspondant

C'est sans doute l'une de ces institutions à laquelle on attribue un pouvoir à la fois énorme et quelque peu mystérieux. Considéré comme le rouage essentiel de ce que les Occidentaux ont baptisé inopinément « Japan Inc. » (l'entreprise Japon) pour stigmatiser la supposée « complicité » entre l'Etat, les milieux d'affaires et les organisations syndicales face à l'étranger, le Kaidanren (1), qui regroupe une centaine d'associations professionnelles patronales, serait ainsi une sorte de gouvernement de l'ombre et son président aurait influencé que le premier ministre.

S'il est vrai que M. Ishizaka, l'un des prédécesseurs de l'actuel président, fut l'artisan de la chute du cabinet Hatoyama à la fin des années 50, il y a dans la vision du Kaidanren comme puissance régnante sur le Japon une bonne part d'exagération : en fait, malgré l'influence dont il dispose, M. Saito, son président en exercice, fait tomber M. Nakasone.

Depuis les années 50-60, période de la haute croissance économique, le Japon a changé. Et le Kaidanren, au demeurant une des organisations créées en 1946 par l'occupant américain dans le cadre de sa politique de démantèlement des traits d'union, a également évolué. Il a certes conservé son caractère comme porte-parole du monde des affaires, mais il a aussi des tâches différentes : « N'importe quel négociant avec les syndicats, la Chambre de commerce représente les PME... mais il n'en a pas moins perdu une partie de son influence.

Pour plusieurs raisons. D'abord parce que les intérêts du monde des affaires sont devenus plus complexes et surtout plus diversifiés que lorsqu'il s'agissait de redresser le pays et de servir les rangs. Lorsqu'il s'est agi de décider des restrictions volontaires des exportations vers les Etats-Unis, politique à laquelle M. Inayama, prédécesseur de M. Saito, était favorable, il fut impossible de parvenir à un consensus, ce qui était impensable il y a vingt ans.

Différents facteurs se sont ajoutés à cet affaiblissement de la cohésion du Kaidanren. Le premier tient au changement intervenu dans la structure industrielle du Japon et en particulier au déclin de certains secteurs qui constituaient le cœur de l'organisation patronale, l'acier et l'industrie électrique. Les secteurs des technologies de pointe et du tertiaire en général possèdent d'un poids toujours plus grand dans l'économie nationale, mais ils sont encore relativement peu représentés au sein du Kaidanren. Un deuxième facteur est l'âge vénérable des membres du bureau directeur du Kaidanren. La vie semble y commencer après soixante-dix ans, alors que dans le Japon de cette fin de siècle est apparue une génération relativement plus jeune d'hommes d'affaires dont le dynamisme n'a pas forcément un écho dans la gérontocratie de l'organisation patronale.

Le Kaidanren reste assurément le plus puissant lobby économique du Japon, ne serait-ce, parce que les organisations qui le composent financent le Parti libéral démocratique (PLD) : leurs contributions nominales se chiffrent par dizaines de milliards de yens. Les membres du Parlement et les ministres ne peuvent dans ces conditions que ve-

ler à conserver les faveurs de ce groupe de pression qui, avec celui des agriculteurs, constitue la base financière de leur pouvoir.

Un homme de transition

L'actuel président du Kaidanren, M. Eishiro Saito, qui a été désigné à ces fonctions en mai dernier, sera sans doute l'homme qui fera la transition entre l'ancien style de la fédération et celui, plus moderne et adapté aux évolutions de l'économie japonaise, des prochaines années.

Agé de soixante-quatre ans, M. Saito assumait déjà, ces dernières années, les fonctions de vice-président du Kaidanren. Comme son prédécesseur, M. Inayama, c'est un « homme » de Nippon Steel.

M. Saito, qui commença sa carrière, en 1941, à Yawata Steel (qui fusionna avec Fuji Steel pour donner naissance à Nippon Steel), devint président de cette dernière société en 1961. Il a la réputation d'être un « lucky boy », un chanceux, car il fut propulsé à la tête de Nippon Steel par la mort de son prédécesseur. C'est aussi un homme actif, allant de l'avant : ainsi fut-il l'un des premiers à défendre les grands projets de travaux publics, comme le pont au-dessus de la baie de Tokyo. Membre de la Japan-US Business Conference, il est en outre particulièrement bien placé pour être un interlocuteur auprès des Américains.

Homme ouvert, connu pour « aimer la vie », M. Saito est parfois critiqué pour son trop grand pragmatisme : « Il n'a pas de philosophie », dit-on dans les milieux d'affaires traditionnels. N'ayant pas l'ascendant de ses prédécesseurs, quelque peu en porte à faux en raison d'une accession à la présidence qui a été plus imposée par M. Inayama que le fruit d'un consensus, M. Saito ne sera appelé à assumer qu'un seul mandat, de deux ans.

Par son dynamisme personnel, il constitue pourtant un élément de renouveau au sein de la gérontocratie patronale, et il est entouré de vice-présidents plus jeunes qu'à l'habitude, issus de secteurs jusqu'à présent peu représentés au sommet et surtout connus pour être des « internationalistes ». C'est-à-dire des hommes rôtis à la communauté d'affaires internationale : c'est le cas par exemple de M. Akio Morita, président de Sony. Comme ses prédécesseurs, M. Saito ne se départira pas de deux grands principes : consolider l'économie de marché et

promouvoir la coopération industrielle internationale, mais avec une nette priorité aux relations avec les Etats-Unis. Confronté aux problèmes conjoncturels montés du yen et de la restructuration de la machine productive, M. Saito a créé six nouvelles commissions (le Kaidanren en compte ainsi cinquante-deux), dont une est particulièrement chargée d'étudier les moyens de relancer la demande intérieure.

M. Saito poursuivra en outre la politique à long terme de dérégulation du système économique nippon, lancée par M. Doko à la fin de son mandat, en 1979.

Pour les milieux d'affaires japonais, la politique de réformes administratives vise désormais moins à remédier au déficit de l'Etat qu'à donner de l'oxygène au secteur privé par la promotion de grandes opérations permettant une sorte de partage du secteur public entre les grands groupes : les télécommunications passant à Nippon, ou les chemins de fer à Sumitomo. Le Kaidanren pousse en fait le gouvernement à renoncer à sa politique d'austérité et à lancer des grands travaux en recourant à l'emprunt.

Les intérêts du Kaidanren et de l'Etat ne sont plus aussi convergents que par le passé mais aucun des deux protagonistes n'est en mesure d'imposer sa volonté à l'autre : le patronat est relativement affaibli par une perte de sa cohésion mais le gouvernement est toujours trop dépendant des milieux d'affaires pour les financements de sa majorité pour aller contre leur volonté. Une neutralisation mutuelle qui se traduit par un apparent immobilisme face aux problèmes à affronter.

PHILIPPE PONS.

(1) Abréviation de Keizai Dantai Rangyo, la Fédération des organisations économiques.

AGRICULTURE

Le Parlement européen réclame une baisse sévère de la production laitière

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le Parlement européen souhaite donner l'exemple en matière de lutte contre les excédents agricoles. A l'occasion de l'adoption de son projet de budget pour 1987, l'assemblée de la CEE a voté le 13 novembre un amendement créant un fonds spécial destiné à alléger les stocks publics. Par 301 voix contre 41 (RPR, PCF, quelques centristes français et un élu irlandais), les parlementaires recommandent, en outre, aux Douanes de prendre des mesures radicales pour réduire la production laitière.

En demandant que les quotas laitiers soient réduits au cours de la prochaine campagne de 5 % (auxquels il faut ajouter une baisse de 2 % décidée en mai par les ministres de l'Agriculture), l'hémicycle européen a pris parti, ni plus ni moins, pour un « mâtage » des producteurs de lait.

Curieusement, la majorité des députés traditionnels de l'Europe verte, à savoir les chrétiens-démocrates ouest-allemands et surtout les centristes et les socialistes français, à quelques exceptions près, ont approuvé une pénalisation encore plus forte que celle proposée

par la Commission de Bruxelles (4 % + 2 %) (Le Monde du 14 novembre).

Paradoxalement, seule la surproduction laitière est visée par la réduction. Pourtant, le chiffre de l'assemblée elle-même fait apparaître que les frais de stockage des céréales (16,4 millions de tonnes entreposées dans les organismes d'intervention) et de viande bovine (590 000 tonnes) sont comparables à ceux occasionnés par les achats publics de beurre (1,4 million de tonnes).

Personne ne conteste aujourd'hui que les ressources disponibles en 1987 seront insuffisantes d'au moins 2 milliards d'ECU, de sorte que la nécessité d'un budget supplémentaire pour boucler le prochain exercice est d'ores et déjà admise.

Par rapport au schéma élaboré par le conseil des ministres, le Parlement a augmenté les crédits de 540 millions d'ECU - au bénéfice des activités de recherche et des aides sociales et régionales de la CEE - pour atteindre un total de 36 milliards d'ECU. Les gouvernements membres se prononceront le 26 novembre sur le projet des députés européens.

M. S.

PRESSE

L'avenir de l'AFP Cacophonie libérale

Installés au chevet de l'Agence France Presse (AFP), en proie, depuis plusieurs mois, à une crise financière et politique grave, députés et ministres de la majorité veulent lui administrer des remèdes dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont de nature radicalement différente. Ainsi, M. Michel Pelchat, député UDF-FR (Essonne) et rapporteur du budget 1987 de la culture et de la communication, a indiqué, le jeudi 13 novembre, à l'Assemblée nationale, que « le statut de l'AFP est devenu inadapte à ses exigences d'entreprise ». « Il est indispensable de donner à l'AFP des structures plus en rapport avec la logique d'entreprise concurrentielle qui est déjà la sienne », a précisé ce député, qui confie être « très pro-

che » de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication. En guise de remède, il propose « l'établissement de la liberté tarifaire qui obligerait l'AFP à assurer elle-même son équilibre », « l'entrée de capitaux privés qui transformerait l'agence en société anonyme » et la suppression de l'aide de l'Etat.

Ce n'est là que l'antenne du projet de privatisation de l'AFP, déjà évoqué cet été, à la suite de la grève de l'Agence, par M. Yvon Briant, député non inscrit (Val-d'Oise) (Le Monde du 7 août) - qui, à nouveau, l'a défendu devant l'Assemblée nationale. Et ce n'est que l'écho de la déclaration faite il y a peu par M. Léotard, selon lequel « l'AFP avait besoin d'un régime juridique actualisé » (Le Monde du 18 octobre), déclaration timidement démentie ensuite.

Mais la privatisation de l'AFP ne fait pas l'unanimité, même au sein du courant libéral. Ainsi, M. Gérard Longuet, ministre des P et T, en soulignant qu'il répondait à la place du ministre de la culture et de la communication et que l'Agence est « un excellent client des télécommunications », a indiqué que « l'AFP avait besoin d'être soutenue par les pouvoirs publics », qui lui avaient consacré une « augmentation des crédits habituels et une hausse supplémentaire de 1 million de francs d'abonnements ».

YVES-MARIE LABÉ.

(Publié)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU CHER
1^{re} direction
4 bureaux

PREFECTURE DU LOIRET
1^{re} direction
2 bureaux

PREFECTURE DE LA NIÈRE
1^{re} direction
5 bureaux

AVIS AU PUBLIC

Relatif à l'ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation de rejets d'effluents radioactifs gazeux présentée par l'Electricité de France pour les tranches 1 et 2 de la centrale nucléaire de BELLEVILLE-SUR-LOIRE.

Il sera procédé à une enquête publique, du 1^{er} décembre 1986 au 14 janvier 1987, sur la demande d'autorisation de rejets d'effluents radioactifs gazeux présentée par l'Electricité de France pour les tranches 1 et 2 de la centrale nucléaire de BELLEVILLE-SUR-LOIRE.

Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête et formuler ses observations sur les registres ouverts à cet effet :

1. - dans le département du Cher
- à la Préfecture du Cher, du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 h
- à la mairie de BELLEVILLE-SUR-LOIRE, du lundi au samedi de 8 h à 12 h
- à la mairie de SURY PRÈS LÈRE, du lundi au vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h
- à la mairie de LÈRE, du mardi au samedi de 8 h à 12 h

2. - dans le département du Loiret
- à la sous-préfecture de MONTARGIS, du lundi au vendredi de 9 h à 11 h et de 14 h à 16 h
- à la mairie de BAULIEU, du lundi au vendredi de 8 h à 12 h
- à la mairie de BONNY-SUR-LOIRE, du lundi au vendredi de 14 h à 18 h
- à la mairie de THOU, du lundi au vendredi de 16 h à 20 h

3. - dans le département de la Nièvre
- à la Sous-préfecture de COSNE-COURS-SUR-LOIRE, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h
- à la mairie de NEUVY-SUR-LOIRE, du lundi de 14 h à 18 h - du mardi au vendredi de 10 h à 12 h 30 et de 15 h à 18 h - le samedi de 8 h 30 à 12 h 30
- à la mairie de CELLE-SUR-LOIRE, du lundi au vendredi de 14 h à 18 h
- à la mairie d'ANNAY, le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 15 h à 19 h - le mercredi de 8 h à 12 h

En outre, le dossier sera accessible à la préfecture du Cher, dans les sous-préfectures de MONTARGIS et COSNE-COURS-SUR-LOIRE et dans les différentes mairies précitées les samedi 10 et dimanche 11 janvier 1987 de 8 h à 12 h.

La commission d'enquête est composée des membres suivants :

- M. Charles SIMON, ingénieur retraité, président, 22, rue Rouget-de-Lisle, 44000 NANTES.
- M. Roger FRIEDMANN, diplômé de l'école polytechnique, 22 bis, avenue de Suffren, 75015 PARIS.
- M. Paul SEGRET, membre de la chambre d'agriculture du Cher, GENOUILLAY, 18100 GRACAY.
- M. Georges MICHAUX, ingénieur T.P.E., retraité - La Petite Eglise - « n° 1 », 45500 POUILLY-LE-GRAND.
- M. Pierre GADY, ingénieur T.P.E., retraité - 34, rue Perthuis-d'Osmont, 58120 CHATEAU-CHENON.

La commission d'enquête se tiendra à la disposition des personnes ou des représentants d'associations qui demanderont à être entendus au siège de BELLEVILLE-SUR-LOIRE, les lundi 12, mardi 13 et mercredi 14 janvier 1987 de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h.

Copie de rapport et des conclusions motivées du président de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public dans les Préfectures des départements du Cher, de la Nièvre et du Loiret, les sous-préfectures de MONTARGIS et de COSNE-SUR-LOIRE et les mairies citées ci-dessus, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le Préfet, commissaire de la République du département du Cher.
Signé : P. CAYRON

Le Préfet, commissaire de la République de la région Centre, commissaire de la République du département du Loiret.
Signé : D. CANEPA

Le Préfet, commissaire de la République de la région Centre, commissaire de la République, la sous-préfecture.
Signé : R. VERDINE

Pour la première fois depuis 1955

Hausse du prix du pain en URSS

Moscou (AFP). - La Pravda a annoncé, le jeudi 13 novembre, que le bureau politique avait adopté des mesures visant à améliorer la qualité du pain et des plats alimentaires, pour un accroître la valeur nutritive. Selon M. G. Zolotoukhine, ministre des produits planifiés, ces mesures vont se traduire naturellement par une déviation de 4,5 kopecks (0,50 F) du prix au

kilogramme. Cette augmentation du prix du pain est la première depuis 1955. D'ici à 1990, il est prévu de doubler la production de pain à base de froment et de seigle de qualité. Dès 1987, la production de petits pains et de brioches sera accrue de 20 %. Le prix des produits panés de la qualité actuellement en vente restera inchangé.

4 JOURS POUR DÉCOUVRIR LES NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS QUI FERONT L'ÉLECTRONIQUE DE DEMAIN...

• La seule manifestation internationale de cette envergure en Europe en 1986.

• Un panorama complet des derniers développements technologiques.

- équipements pour semiconducteurs, circuits intégrés et circuits hybrides,
- fabrication de circuits imprimés de tous types,
- montage et mise en œuvre de composants électroniques,
- nouvelles techniques de montage en surface (C M S / S M T),
- équipements de contrôle et de tests.

• Deux conférences internationales exceptionnelles
"WAFER FAB 86" - "CMS 86"

PRONIC 86

18/21 Novembre
PARIS
Porte de Versailles

Lieu : Paris - Parc des Expositions de la Porte de Versailles Hall 7 (niveaux 1 et 2)

Heures d'ouverture : 9 heures à 18 heures.

Prix d'entrée : 110,00 F* (cartes permanentes)

Catalogue officiel : 50,00 F (envoi franco 70,00 F)

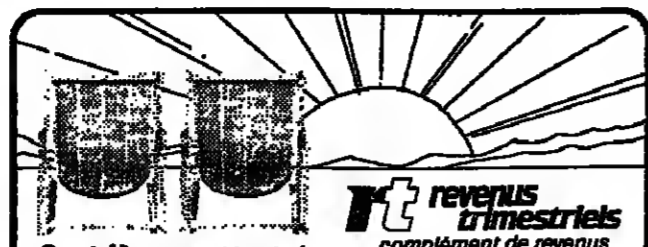
Navette gratuite permanente : entre la porte principale A du Parc des Expositions et l'entrée du Hall 7 (voir plan)

Organisation S.D.S.A.
20, rue Hamelin - 75116 PARIS

Tél. : (1) 45 05 13 17
Téléc. : 630400 - Télécopie : (1) 47 55 05 19

*Invitations gratuites disponibles chez vos principaux fournisseurs habituels d'équipement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Quatrième versement de l'année 1986

Par action: net à payer 130 F
crédit d'impôt 8 F
brut 138 F

Mis en paiement le 17 novembre 1986
chez l'Écureuil, à la Poste et au Trésor Public
société d'investissement à capital variable
gérée par la Caisse des Dépôts

BONGRAIN SA

Chiffre d'affaires
3^e trimestre 1986

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé, ce cours du troisième trimestre de l'exercice 1986, à 1 408 millions contre 1 361 millions en 1985, soit une évolution de + 3,4 %. A taux de change comparables, pour la conversion du chiffre d'affaires réalisé sur les marchés étrangers, la progression de l'ensemble s'est élevée à 9,7 %.

Sur le marché français, le chiffre d'affaires s'est élevé à 759 millions de francs contre 691 millions de francs, soit une évolution de + 9,8 %. Sur les marchés étrangers, le chiffre d'affaires s'est élevé à 648 millions de francs contre 670 millions de francs, soit une évolu-

tion de - 3,2% (+ 9,5 % à taux de change comparables).

Neuf premiers mois de l'exercice 1986

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1986, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 4 135 millions de francs contre 4 044 millions en 1985, soit une évolution de + 2,3 % (+ 8 % à taux de change comparables).

Sur le marché français, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 259 millions de francs contre 2 058 millions de francs, soit une évolution de 9,5 %. Sur les marchés étrangers, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 876 millions de francs contre 1 986 millions de francs, soit une évolution de - 5,5 % (+ 6,3 % à taux de change comparables).

Marchés financiers

PARIS, 14 novembre

Léger fléchissement

La Bourse de Paris n'a pas vendu pleinement ses promesses. Quand beaucoup, au vu du résultat de la veille, tablèrent sur une amélioration, même minime, le marché a continué à reculer. Dans la matinée, la perte avait été insignifiante (- 0,11 %). Elle devait être un peu plus sensible à l'issue de la grande séance. De fait, l'indice Dow Jones a enregistré une baisse de 0,30 % en dessous de son niveau précédent.

« Pas de quoi fêter un chat », assure un professionnel, qui, d'autre part, se dit satisfait de la réaction des investisseurs. Le marché a été soutenu par la publication de statistiques sur les prix de gros, les prix de détail et la production industrielle. Les craintes de voir les taux remonter sur le marché du crédit, en raison d'une reprise toujours possible de l'inflation, ont pesé sur la tendance.

Les investisseurs ont, semble-t-il, commencé leurs ajustements de portefeuilles de fin d'année pour tenir compte de la nouvelle législation fiscale qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Parmi les mouvements les plus significatifs, on notait les baisses de Digital Equipment (- 5 3/8 à 98 5/8) et de Textron (- 4 à 67 7/8). Cockerill gagnait 2 1/8 à 47.

NEW-YORK, 13 novembre

Vif repê

La Bourse de New-York a enregistré un vif repê le 13 novembre. L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a cédé 31,5 points, à 1 862,20. Le marché est demeuré actif, puisque 165 millions d'actions ont été échangées, contre 162,19 millions la veille.

On notait 1 076 baisses, 473 hausses et 445 valeurs inchangées. Wall Street a ainsi confirmé sa mauvaise orientation de la veille, en l'absence, s'ajoutant plus nettement de la barre des 1 900. Autour du Big Board, les investisseurs attribuaient ces dégagements aux inquiétudes liées à la publication prochaine de statistiques sur les prix de gros, les prix de détail et la production industrielle. Les craintes de voir les taux remonter sur le marché du crédit, en raison d'une reprise toujours possible de l'inflation, ont pesé sur la tendance.

Les investisseurs ont, semble-t-il, commencé leurs ajustements de portefeuilles de fin d'année pour tenir compte de la nouvelle législation fiscale qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Parmi les mouvements les plus significatifs, on notait les baisses de Digital Equipment (- 5 3/8 à 98 5/8) et de Textron (- 4 à 67 7/8). Cockerill gagnait 2 1/8 à 47.

VALEURS	Cours de 12 nov.	Cours de 13 nov.
Alcatel	35 1/2	35 1/2
A.T.T.	25 3/4	25 3/4
Banque Paribas	10 1/2	10 1/2
Chenier	34 3/4	34 3/4
Du Pont de Nemours	88 5/8	84 1/4
General Motors	72 1/4	70 5/8
IBM	121 7/8	121 7/8
ITT	54 5/8	53 1/4
Johnson & Johnson	38 3/8	38 3/8
Merck	34 1/4	33 3/8
Novartis	36 1/8	36 1/2
Roche	22 1/4	21 1/2
Schering	24 1/8	23 3/8
Smith Barney	58 3/4	57 1/4
Union Carbide	35	35 1/2

CHANGES

PARIS

Dollar: 6,59 F

Le repê du dollar s'est poursuivi sur tous les marchés des changes, excepté celui de Tokyo où le cours de la devise américaine s'est maintenu. A la veille du week-end le billet vert s'inscrivait à 6,598 F à Paris. Les opérateurs attendaient la publication d'indicateurs économiques aux Etats-Unis, susceptibles d'influencer les cours.

FRANCFORT 13 nov. 14 nov.
Dollar (en DM) .. 2,028 2,028
TOKYO 13 nov. 14 nov.
Dollar (en yen) .. 161,65 161,50

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (14 nov.) 7 1/2 %
New-York (13 nov.) .. 5 7/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100: 31 déc. 1985)

12 nov. 13 nov.
Valeurs françaises .. 144,8 145,1
Valeurs étrangères .. 118,6 118,4
C* des agents de change
(base 100: 31 déc. 1985)
Indice général ... 379,9 379,5

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

12 nov. 13 nov.

Industrielles ... 1 862,20 1 862,20

LONDRES

(indice Financial Times)

12 nov. 13 nov.

Industrielles ... 1 365,1 1 365,7

Mines d'or ... 316,6 320,5

Fonds d'Etat ... 81,70 81,04

TOKYO

13 nov. 14 nov.

Nikkei ... 17 485 17 384,00

Indice général ... 1 435,75 1 428,53

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 novembre

COURS	ÉCHÉANCES			
	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	105,90	106,40	106,30	106,15
Précédent ...	105,75	106,70	106,70	106,45

AUTOUR DE LA CORBEILLE

AMAX: AMÉLIORATION DES RESULTATS AU TROISIÈME TRIMESTRE. - Le groupe minier Amax a annoncé, pour le troisième trimestre 1986, un bénéfice net de 2,6 millions de dollars, contre une perte de 88,2 millions de dollars au troisième trimestre de 1985. Pour les neuf premiers mois de l'année en cours, Amax a déclaré un bénéfice net de 64 millions de dollars, à comparer avec une perte nette de 518,4 millions de dollars à l'issue des neuf premiers mois de 1985. - La situation des principaux secteurs d'activité de la société

continue à s'améliorer, a déclaré son président, M. Allen Born. Nos secteurs métallurgie et charbon profitent d'une baisse des coûts de revient, et notre secteur de produits dérivés de pétrole jeune qui prévoit, et de coûts inférieurs.

EXERCICE BÉNÉFICIAIRE POUR FININVEST. - L'exercice 1985-1986 de Fininvest, clos le 30 juin 1986, fait apparaître un bénéfice net de 22 369 215,38 F. Un dividende de 32,50 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 16,25 F.


LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	4,5940	4,5970	+ 72	+ 84	+ 180	+ 185
Scm	4,7800	4,7830	- 45	- 29	- 35	- 57
Yen (100)	4,0804	4,0840	+ 100	+ 113	+ 136	+ 219
DM	3,2721	3,2750	+ 72	+ 86	+ 150	+ 170
Mark	2,8908	2,8931	+ 42	+ 50	+ 97	+ 111
F.R. (100)	15,7393	15,7421	+ 3	+ 49	+ 13	+ 41
S.S.	3,9367	3,9400	+ 137	+ 157	+ 242	+ 260
L. (1 000)	4,7262	4,7287	- 134	- 160	- 285	- 324
E.	5,3866	5,3974	- 280	- 244	- 585	- 524

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	6 1/8		5 1/8		4 1/2		3 1/2		2 1/2		1 1/2	
	11/16	5/8	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4
DM	4 3/8	4 5/8	4 1/2	4 3/4	4 1/4	4 1/2	4 1/4	4 1/2	4 1/4	4 1/2	4 1/4	4 1/2
Mark	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 3/4	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2
F.R. (100)	7	7 1/4	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2
S.S.	3/4	1 1/4	1 1/4	1 1/2	1 1/4	1 1/2	1 1/4	1 1/2	1 1/4	1 1/2	1 1/4	1 1/2
L. (1 000)	8 1/2	9	8 1/2	9 1/4	8 1/2	9 1/4	8 1/2	9 1/4	8 1/2	9 1/4	8 1/2	9 1/4
E.	10	10 1/4	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2
E. comp.	7 3/8	7 7/8	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



PORTUGAL

LA B.N.P. RENFORCE SON IMPLANTATION AU PORTUGAL

Au cours d'une visite de deux jours au Portugal, M. René THOMAS, Président de la Banque Nationale de Paris, a annoncé le renforcement de l'implantation de la banque dans ce pays.

Depuis Novembre 1985, la B.N.P. dispose d'une succursale de plein exercice à Lisbonne. Elle participe également à une société financière, Eurofinanceira, en association avec le Banco De Fomento Nacional, et à une société de leasing, Leasinvest, avec le Banco Borges E Irmao. C'est ce dispositif qui sera complété par

l'ouverture, au début de 1987, d'une nouvelle succursale à Porto.

Ainsi, depuis l'entrée du Portugal dans la Communauté Economique Européenne, la B.N.P. est-elle en mesure de mettre à la disposition de sa clientèle portugaise et internationale une gamme étendue de services.

Au cours de son voyage, M. THOMAS a été reçu par le Président de la République, M. Mario SOARES et a rencontré M. Miguel CADILHE, Ministre des Finances et M. TAVARES MOREIRA, Gouverneur de la Banque du Portugal.

BANQUE NATIONALE DE PARIS
Avenida da Liberdade, 56 a 72 - 6^e
1200 LISBOA
Tél. 36 57 04/36 57 15
Tél. 12958 BNPLIS/12960 BANPAR
Directeur: Guy SANCERRES.

BNP, la banque est notre métier



ANHEUSER-BUSCH COMPANIES, INC.

Introduction à la Bourse de Paris

Banque Introdutrice

Banque Nationale de Paris

La Commission des Opérations en Bourse vient de donner son accord pour l'introduction en bourse des actions de ANHEUSER-BUSCH Companies, Inc. premier brasseur mondial et deuxième producteur de boulangerie industrielle des Etats-Unis avec un chiffre d'affaires consolidé de USD 7,7 milliards.

Les actions ordinaires de la Société seront cotées en bourse à partir du 17 Novembre 1986. Celles-ci sont déjà cotées en Bourse de New-York et négociées sur d'autres bourses américaines.

L'admission aux Bourses de Londres, Francfort, Zurich, Bâle et Genève est en cours de réalisation.

Une note d'information (visa COB n° 86-342 du 14.10.86) sur la société, destinée au public, est disponible auprès de la Banque Nationale de Paris, banque introductrice de cette valeur, et auprès de l'agent de change coteur, la charge Ducatel-Duval.

Banque Nationale de Paris
1, boulevard Haussmann
75009 Paris
42.44.50.44

Ducatel-Duval
4, place de la Bourse
75002 Paris
42.61.81.28

BALO du 27.10.86

le journal mensuel
de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur:

L'ÉCONOMIE
MONDIALE

Envoyer 33 F (timbre à 1 F ou
chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue
Jean-Dolent, 75014 Paris, en
spécifiant le dossier demandé ou
130 F pour l'abonnement annuel
(60 % d'économies, qui donne droit
à l'envoi gratuit de ce numéro).

هكنا من الأهل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

14 NOVEMBRE Cours relevés à 14 h 51

Compteur	VALEURS	Cours	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier cours	Deuxième cours	%
1708	A.S. 1879	1615	1620	1681	+ 0.90	1708	A.S. 1879	1615	1620	1681	+ 0.90	1708	A.S. 1879	1615	1620	1681	+ 0.90
4448	C.R.E. 3%	4550	4480	4600	.....	4448	C.R.E. 3%	4550	4480	4600	.....	4448	C.R.E. 3%	4550	4480	4600	.....
1186	C.R.E. 4%	1185	1180	1190	.....	1186	C.R.E. 4%	1185	1180	1190	.....	1186	C.R.E. 4%	1185	1180	1190	.....
1146	Orléans T.P.	1150	1147	1147	.....	1146	Orléans T.P.	1150	1147	1147	.....	1146	Orléans T.P.	1150	1147	1147	.....
2280	St-Louis T.P.	2280	2280	2280	- 0.38	2280	St-Louis T.P.	2280	2280	2280	- 0.38	2280	St-Louis T.P.	2280	2280	2280	- 0.38
2106	St-Roch T.P.	2105	2105	2106	+ 0.08	2106	St-Roch T.P.	2105	2105	2106	+ 0.08	2106	St-Roch T.P.	2105	2105	2106	+ 0.08
1320	St-Gabriel T.P.	1328	1368	1368	+ 0.21	1320	St-Gabriel T.P.	1328	1368	1368	+ 0.21	1320	St-Gabriel T.P.	1328	1368	1368	+ 0.21
1970	St-Jean T.P.	1980	1980	1980	- 0.26	1970	St-Jean T.P.	1980	1980	1980	- 0.26	1970	St-Jean T.P.	1980	1980	1980	- 0.26
410	Accor	405	405	405	- 0.08	410	Accor	405	405	405	- 0.08	410	Accor	405	405	405	- 0.08
1720	Agroparis	2015	2002	2003	- 0.08	1720	Agroparis	2015	2002	2003	- 0.08	1720	Agroparis	2015	2002	2003	- 0.08
720	Ag. Hues & C.	1930	1930	1930	+ 0.78	720	Ag. Hues & C.	1930	1930	1930	+ 0.78	720	Ag. Hues & C.	1930	1930	1930	+ 0.78
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22	1910	Albi	1910	1910	1910	+ 0.22
1910	Albi	1910	1910	1910</													

Comptant (sélection)

Second marché

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations						Étrangères											
Emp. 75/1875	8000		Chem. de l'Est	870	800	Alcat. (Suisse)	174 60	171	A.G.P.S.A.	1332	1330	Daloz	238	238	N.M.B.	700	710
Emp. 830/77	123 40	4243	Colindale	1445	1387	Alcat. (Suisse)	50 00	50 30	Alcat. (Suisse)	869	904	Daloz G.T.A.	2236	2385	N.M.B.	300	308
8,00 % 78/93	103 85	3383	Compt. d'Industrie	578	616	Alcat. (Suisse)	176		Alcat. (Suisse)	440	405	Daloz	2170	2180	N.M.B.	710	700
8,00 % 78/93	100 09	6148	Comp. Lyon-Alain	525	525	Alcat. (Suisse)	352 80		Alcat. (Suisse)	880	880	Daloz	948	925	N.M.B.	483	475
10,00 % 78/93	107 10	2130	Comp. Lyon-Alain	1286	1198	Alcat. (Suisse)	2117		Alcat. (Suisse)	400	401	Daloz	2352	2350	N.M.B.	3400	3400
10,00 % 78/93	106 50	1689	C.M.P.	1020	1000	Alcat. (Suisse)	930	910	Alcat. (Suisse)	1192	1144	Daloz	280	285	N.M.B.	223	210
13,00 % 80/82	106 04	1134	Compt. E.C.E.	780	748	Alcat. (Suisse)	300	308	Alcat. (Suisse)	1120	1144	Daloz	792	795	N.M.B.	470	455
13,00 % 81/88	110 82	21484	Compt. E.C.E.	888	708	Alcat. (Suisse)	323	322 80	Alcat. (Suisse)	521	521	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180	145	Daloz	468	460	N.M.B.	1130	1125
16,75 % 81/82	106 82	3028	Compt. E.C.E.	745	744	Alcat. (Suisse)	320	320	Alcat. (Suisse)	180							

SICAV (selection)

13/11

VALUES	Emission Franchise 7/24/04	Franchise net	VALUES	Emission Franchise 7/24/04	Franchise net	VALUES	Emission Franchise 7/24/04	Franchise net
A.A.A.	742.46	724.64	Francis	360.33	361.67	Paulsen Group	15367.18	15366.45
A&P	459.75	438.36	Franklin Electric	1232.13	1232.13	Polk Bros. Corp.	558.01	577.82
Atlantic salmon	565.01	577.98	Franchising	302.50	226.03	Pomona Valley	1116.94	1112.61
AutoQuest	861.73	837.31	Franchiser	254.81	261.04	Pompano Beach	1641.38	1609.20
A&F, Actions in C-PT	1197.59	1125.75	Franchisee	777.64	768.67	Pratt's Restaurant	283.20	257.96
A&F, A&F	462.33	462.33	Franchisee	203.00	120.62	Pratt's Restaurant	203.00	120.62
A&F, B&B	1154.20	1407.12	Franchisee	654.18	555.94	Pratt's Restaurant	906.95	956.95
A&F, C&A	458.20	423.29	Franch-P&M	1264.12	1100.88	Pratt's Restaurant	2000.75	2003.72
A&F, C&A	1440.85	1367.18	Franchisee	1036.27	1036.27	Pratt's Restaurant	5400.00	5400.00
Alcatel	661.33	647.69	Franchisee	598.00	598.00	Pratt's Restaurant	6811.82	6811.82
Alco	220.25	212.30	General	144.04	141.45	Pratt's Restaurant	2204.27	2204.27
ALCO	307.37	197.95	General	701.31	680.61	Pratt's Restaurant	540.00	518.93
ALCO	5578.45	5375.49	Gen. Restaurant	933.65	893.91	Pratt's Restaurant	765.11	718.93
ALCO	745.43	717.72	Gen. Restaurant	123.92	72.94	Pratt's Restaurant	167.43	158.95
Amalgam Group	173.83	161.91	Gen. S. S. France	123.92	72.94	Pratt's Restaurant	1941.89	1983.16
Amalgam Group	831.05	816.78	General	1132.95	1132.95	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam Group	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	524.08	512.08	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80
Amalgam start items	1344.14	1318.01	General	1369.35	1369.35	Pratt's Restaurant	1155.85	1154.80

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Les négociations entre Washington et Téhéran. 5 Regain de tension pour le premier anniversaire de l'accord anglo-irlandais. 7 Afghanistan : où l'on repart du roi en exil. 8 Le sommet franco-africain de Lomé.	10 Le conseil national du Parti républicain. — La loi de programme pour l'outre-mer au Sénat. 11 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. 12 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	13 Un entretien avec le docteur Olivenstein. SPORTS 18 Cyclisme : les neuf records de Jeannie Longo. — CIO : un entretien avec M. Samaranch.	29 Exposition Wols au Goethe Institut. — Création d'un opéra de Stefan à Rochefort. 30 Point de vue : « Mécénat au VII », par Jacques Rigaud.	35 La privatisation de Saint-Gobain. 36 MM. Ballardur, Bouygues, Périgot, vedettes des patrons. 37 La tournée européenne du patronat japonais. DÉBATS 2 Le désastre de l'inactivité.	Radio-télévision 32 Annonces classées 36 Cartes 33 Echecs 34 Philatélie 34 Météorologie 33 Mots croisés 28 Loto 34 Programmes des spectacles 31

PHILIPPINES : la rébellion communiste

Suspension de la négociation d'une trêve à la suite de l'assassinat d'un syndicaliste

Les représentants du Front démocratique national (NDF), qui négocient au nom de l'insurrection communiste, ont boycotté, le vendredi 14 novembre, une réunion avec les négociateurs du gouvernement et exprimé leur pessimisme quant aux perspectives d'un accord à la suite du meurtre de Rolando Olalia, chef du plus influent syndicat de gauche. De leur côté, les partis de gauche ont appelé à la grève générale et réclamé le renvoi du ministre de la défense, M. Enrile.

Le corps de Rolando Olalia a été retrouvé, dans la soirée de jeudi, criblé de balles, les yeux crevés, la bouche bouchée de papier journal. Olalia, qui était âgé de cinquante-deux ans, présidait le Mouvement du premier mai, un syndicat qui compte environ cinq cent mille adhérents, ainsi que le Parti du peuple, récemment formé avec d'anciens dirigeants de la guérilla communiste. Selon ses proches, il avait disparu la veille alors qu'il se rendait à une réunion syndicale en compagnie de son chauffeur, dont le cadavre a été également retrouvé.

Les auteurs de l'assassinat semblent avoir agi de façon à faire coïncider la découverte de la dépouille mutilée avec le retour de la présidente Aquino à Manille, à l'issue de son voyage officiel au Japon. M. Aquino a aussitôt condamné le meurtre et promis de faire « toute la lumière » sur cette affaire.

Le fondateur du Parti communiste philippin clandestin, M. José Maria Sison, qui se trouve à Tokyo, a accusé vendredi M. Enrile d'être « directement et personnellement responsable » de l'assassinat et affirmé qu'il faisait partie d'une « opération de déstabilisation » du gouvernement de M. Aquino menée par un certain capitaine Turgan, proche collaborateur du ministre. Celui-ci a démenti toute participation à l'assassinat.

La guerre du Golfe

Un missile iranien s'écrase sur Bagdad

L'Iran a annoncé qu'un de ses missiles sol-sol avait touché, ce vendredi 14 novembre, le ministère irakien de la défense, à Bagdad. Une déclaration du corps des Gardiens de la révolution précise que le missile a été tiré dans la nuit en représailles à des attaques aériennes lancées par l'Irak contre des quartiers résidentiels et ouverts et des zones économiques d'Iran. Un porte-parole militaire irakien a indiqué pour sa part que l'explosion avait provoqué la mort de sept personnes et que l'un comptait en outre soixante-trois blessés.

Au cours des vingt derniers mois, Bagdad — qui compte plus de quatre millions d'habitants — a été touchée par quatre missiles sol-sol iraniens. Ces attaques — la dernière remontant au 16 octobre — ont fait des centaines de morts dans la population civile.

Par mesure de sécurité, les autorités irakiennes n'indiquent jamais le lieu précis où sont tombés les missiles ennemis. — (AFP, Reuters.)

Hausse des prix de 0,2 % en octobre

Les prix de détail ont progressé de 0,2 % durant le mois d'octobre, selon l'indice provisoire publié, vendredi 14 novembre, par l'INSEE.

En septembre, la hausse avait été de 0,4 %, après 0,1 % en août, comme en juillet. En rythme annuel sur les trois derniers mois, l'augmentation est de 2,3 %, mais le bon résultat d'octobre, jamais réalisé pour ce mois sur les quinze dernières années, rend possible la réalisation de l'objectif gouvernemental d'une hausse des prix de 2,3 % en 1986.

La cession de la CGCT à ATT

La mauvaise humeur monte aux États-Unis

La mauvaise humeur monte aux États-Unis devant les retards pris par la cession de la CGCT à la firme américaine ATT associée à Philips. Le président de la Federal Communication Commission (FCC), organisme d'Etat, M. Mark Fowler, vient d'annoncer qu'il proposerait d'ici à la fin de l'année une réglementation visant à empêcher les entreprises américaines de télécommunications d'acheter des centraux téléphoniques étrangers, en raison des risques encourus par la sécurité nationale.

Cette démarche vise tout particulièrement la RFA, et surtout Siemens, qui a pris pied sur le marché américain en 1984 et se trouve être concurrente d'ATT par le rachat de la CGCT.

M. Fowler estime qu'il est anormal que les entreprises étrangères puissent opérer sans restriction aux États-Unis alors que les autorités américaines tentent d'empêcher les groupes américains de vendre leurs matériels en dehors des États-Unis.

Il a donc choisi de jouer la carte de la sécurité nationale pour lutter contre ces manœuvres : « Si des sociétés étrangères savent comment sont installés les centraux téléphoniques, elles savent également où ils se trouvent, et de quelle manière ils sont protégés », a-t-il souligné. La menace est on ne peut plus claire.

M. CHARLES PASQUA invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » le samedi 16 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien président du groupe RPR du Sénat répondra aux questions d'André Passeron et de Georges Marion, de *Le Monde*, et de Gilles Leclerc et d'Alain Bismont, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Manteau.

Le numéro de « Monde » daté 14 novembre 1986 a été tiré à 492 356 exemplaires.

ANTHONY créations masculines et chaussures

PROMOTION SPECIALE — 20 %

142 bd St-Germain

(Publicité)

Bottes femme en cuir

399 francs !

Nécessaire homme dessus cuir doublé peau, semelles cuir : 249 F. Des prix supérieurs possibles parce que l'entreprise H.E.T. a des relations privilégiées avec des fabricants de chaussures de qualité. Déjà en Province : 16, rue Georges-Clemenceau à (10) Troyes ; 19, rue Gallies à (41) Blois ; 67, rue Gambetta à (69) Chât ; 24, rue Royale à (78) Versailles ; 255, av. Pierre-Brossolette à (94) La Perrière ; Et à Paris : 6, rue Hatz (97) ; 24, rue de la Vierge (97) ; 94, rue Cambronne (107) ; 42, rue Claude-Terrasse (107) ; 93, rue de Tocqueville (177). Renseignements à 42.83.35.25.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN : LES PRIX ! TISSUS RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

A B C D E F G

Les nouveaux projets de la chaîne culturelle

Les trois missions de la SEPT

Trois fois... SEPT ! Le jeudi 13 novembre était placé pour la Société d'édition de programmes de télévision, sous le signe d'un triple rendez-vous : la première réunion de son nouveau conseil d'administration, la première réunion de son nouveau comité de programmes (où figurent les représentants de télévisions européennes) et la première conférence de presse de son nouveau président, l'historien et professeur au Collège de France, M. Georges Duby. Avec, au terme de ce marathon, une nouvelle définition du projet de chaîne culturelle à vocation européenne.

A nouvelle équipe, nouveau projet en effet, malgré la filiation affichée avec un passé, déjà lointain : le rapport demandé au Collège de France, le rapport de M. Pierre Desgrupes auquel hommage fut rendu, l'action de M. Bernard Faivre d'Arcey enfin, même si le minimum de références y furent faites.

« Chaîne des audiences attentives », la SEPT ne devra pas seule-

ment, selon M. Duby, donner satisfaction à la frange du public qui souhaite se cultiver à la télévision, mais « le surprendre, l'outrepasser, ses désirs (...), l'honorer en lui demandant sans complaisance l'effort qu'il est prêt à faire, l'appeler à se hausser, se dépasser lui-même ». Pour y parvenir, pour mieux saisir les attentes sans tomber dans le piège de « l'élitisme », une nouvelle enquête sera prochainement commandée sur les télé-spectateurs potentiels pour établir des « esquisses de grilles ». Sans attendre, M. Duby a assigné trois missions à la SEPT :

— « Faire fructifier le patrimoine culturel national » en présentant aux « Français et aux autres » Maître, Racine, bref le théâtre classique, en constituant en liaison avec l'Institut national de l'audiovisuel des collections d'archives télévisées, en saisissant les événements culturels en direct et en suscitant d'autres par ses commandes ;

— « Aider à apprendre et à comprendre », puisque la télévision est un « outil efficace d'éducation permanente » ;

— « Favoriser la communication culturelle » en tissant des liens avec les grandes institutions françaises et européennes.

Reste pour la nouvelle équipe le même défi à relever depuis la création de la société. Dotée d'un confortable budget de 600 millions de francs (60 seulement ont été dépensés), elle ne dispose pas de moyens de diffusion. Pour en obtenir un — probablement un canal sur le satellite français TDF 1 —, il lui faut convaincre de son utilité et de son succès. Pour ce faire, M. Duby a demandé à FR 3, principal actionnaire de la SEPT, d'accueillir une fois par mois dès janvier prochain une boucle de huit heures de programmes répétés trois fois en vingt-quatre heures. Est-ce réaliste ? Pour l'heure, FR 3 souhaite, elle, se mettre d'accord sur les événements culturels, qu'elle serait prête à rediffuser.

EN BREF

● **Conflit PS-PCF à Clichy.** — M. Gilles Catoire, maire socialiste de Clichy (Hauts-de-Seine), a retiré sa démission à l'un de ses adjoints communistes, M. Richard Mass, à qui il reproche d'avoir signé une lettre adressée au personnel communal, dans laquelle il était question de détournement de fonds destinés à l'achat de jouets. Les quatorze élus communistes et apparentés, dont le groupe est présidé par M. Mass, observent que la succession de M. Jacques Delors à la tête de la municipalité a déjà été mise en minorité par son conseil, notamment depuis l'entrée en dissidence de quatre des dix-neuf élus socialistes en avril dernier (la *Munda* daté 13-14 avril). Les conseillers communistes demandent la réintégration dans ses fonctions de leur président de groupe et dénoncent ce « nouveau coup contre l'union de la gauche municipale, qui ne peut que donner des espérances aux prétentions de la droite ».

● **M. Tjibaou sera reçu par M. Chirac.** — M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, qui doit être reçu, le lundi 17 novembre par M. Jacques Chirac, a indiqué, jeudi, qu'il s'entretiendrait avec le premier ministre de l'établissement d'un calendrier en vue du référendum d'autodétermination qui devrait avoir lieu en 1987. « A ce stade, nos discussions ne vont pas porter sur le contenu ou la forme du référendum », a précisé M. Tjibaou, lors d'une conférence de presse tenue au Parlement européen à Strasbourg.

● **MOZAMBIQUE :** cinq étrangers enlevés par la RNM. — Un Britannique, un Portugais, un Allemand de l'Ouest, l'épouse péruvienne de ce dernier et leur fille auraient été faits prisonniers par les guérilleros de la RNM (opposition armée mozambicaine), le 8 novembre, lors de la prise de la localité d'Ulongwe (nord-ouest du pays) par ce mouvement. a-t-on appris de source diplomatique, jeudi 13 novembre, à Harare. D'autre part, le président Chissano a confirmé dans ses fonctions de chef du gouvernement, M. Mariu Mechungo.

RIDES : TEL : 42-72-19-99 (permanence 19-23h)

Prochaine Conférence : SIDA et Toxicomanie

19 novembre à 20h30 - Demus Médico

60 Bd de Latour-Maubourg 75007 Paris

REÉDITION ANNÉES 30

CANAPÉ CLUB CUIR 10 COLORIS

PRIX EXCEPTIONNEL DU 7 au 22 NOVEMBRE

11 950 F



READY-MADE 38-40, RUE JACOB, 75006 (1) 42-60-28-01

Sur le vif

Saignant

Vous avez vu dans *Le Monde* d'hier, ce copain à mon Jacques, son frère, il est député RPR de la Corrèze, lui aussi, et secrétaire de la commission de la défense à l'Assemblée, un certain Bachar, il a tiré la sonnette d'alarme. Ça va mal, ça va très mal, on n'exporte pas assez d'armes. Moi, ce papier, je l'ai découpé et je l'ai scotché dans mon bureau. Enfin, un type courageux, lucide, sincère !

Il a cent fois raison, on va pas se laisser bouffer bêtement par la concurrence dans un domaine où on est vachement performant. Il y en a marre de se cacher, de vendre nos Excels et nos chars sous le manteau, comme s'il s'agissait de photos pornos. Enfin, quoi, il y a pas de honte à ça. C'est bien les guerres, c'est super. Ces jeunes Anglais qui se tapent dessus dans les stades de foot, si on les renvoyait se battre pour les Melouines, ça leur calmerait les nerfs. Et puis une bonne saignée — rappelez-vous celle de 14-18 — c'est bon pour le santé d'un pays.

Et ne venez pas me faire de la morale en vous récriant : non, c'est pas vrai, c'est méchant les guerres, ça tue les gens. Et alors ? Ça en fait vivre d'autres. On va pas laisser crever un tiers des Français — paraît que si on vendait pas de munitions, ils seraient pas de bureau — pour pas faire couler le sang de nos clients. On s'en fout, on les connaît même pas.

On devrait d'ailleurs pas en rester là. Le Chancelier et la bombe atomique — qu'est-ce qu'on attend pour la solder ? — ça suffit pas à assurer le prestige de notre pays à l'étranger. Faut développer la culture du pavot dans les plaines de la Beauce et implanter des usines à poudre à Marseille. On va pas continuer à se laisser griller par ces salauds de Turcs et de Thaïlandais.

Sur ces bonnes et fortes paroles, je vous dis bye-bye, tchao, salut. Je pars pour une dizaine de jours. Je vais chercher des boutures au Boutan. Je vous raconterai ça à mon retour.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Foyer (RPR) poursuit sa campagne contre l'Acte unique européen

M. Jean Foyer n'est pas homme à changer ses positions. Lors de la réunion, le jeudi 13 novembre, de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui examinait l'Acte unique européen, le député RPR du Maine-et-Loire a réitéré ce qu'il a introduit « une mutation profonde » de la répartition des compétences entre les États membres et la Communauté européenne, alors que M. Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime), rapporteur du projet, a affirmé, lui, que ce texte « s'entendait avec le transfert de souveraineté supplémentaire ».

Pour éviter que ce projet ne soit contraire à la Constitution, M. Foyer a une solution : il propose qu'il soit amendé de façon que le gouvernement français ne puisse, à Bruxelles, donner son accord à des règlements européens « qui modifieraient des dispositions de nature législative à moins d'en avoir fait approuver au préalable le principe par une loi ». Mais la possibilité pour les parlementaires d'amender un projet de loi de ratification d'un traité international est sujette à discussion. Constatant qu'il avait là un problème interne à la majorité, le président de la commission, le socialiste Roland Dumas, a renvoyé la suite de ses travaux au mardi 18 novembre.

Le RPR paraît en effet divisé, puisque M. de Lipkowski a estimé

Où trouver le Glenlivet ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes ; passionnés de vieux whiskies, par exemple La Maison du Whisky, 20, rue d'Anjou, Paris 8^e.

CANAPES CAPELOU
Grand choix de CANAPES-LITS et FAUTEUILS-LITS des meilleures marques : tissu ou cuir toutes dimensions
37 Avenue de la République 75011 PARIS
tel (1) 42 87 40 35 - Métro PASTEUR

PROMOTION NOEL

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

Sur tous les instruments en stock du samedi 15 novembre au samedi 6 décembre.

hamm

135-139 rue de Rennes Paris 6^e. Tél. 45.44.38.66.

Parking à proximité

هكنا من الأمل